TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 254 — 40 PAGES — MERCREDI 18 JANVIER 1978

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 50 rls; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 19

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Égyptiens et Israéliens semblent souhaiter une médiation américaine

LIRE PAGE 40

BULLETIN DU JOUR

Vers une relance des relations franco-chinoises ?

« Une visite qui intervient au bon moment. » Cette réflexion d'un haut fonctionnaire illustre les espoirs que l'on met, du côté français, dans le voyage que M. Barre entreprend en Chine. Le déplacement du premier ministre, qui a lieu alors que l'on constate une volonté d'ouverture à Pékin, devrait permettre de relancer une coopération qui a subi de très sérieux revers dans le domaine économique au cours des dernières années.

Quelques chiffres résument cette dégradation que n'a pu que constater M. Li Chiang, le ministre chinois du commerce extérieur, lors de sa visite officielle à Paris en décembre dernier : entre 1976 et 1977 les échanges entre les deux pays sont tombés de 1,6 à 0,5 milliard de francs. Plus grave : alors qu'en 1976 le taux de couverture des échanges était de 200 % favorable à la France, la tendance s'est complètement renversée en 1977, puisque les échanges ont alors été favorables à la Chine dans la proportion de 45 %.

Ce marasme s'explique par les remous politiques qui ont agité la Chine et qui ont entraîné l'arrêt de la signature de gros contrats à partir de 1975. Il n'en demeure pas moins que la structure de nos échanges avec Pékin est aussi en cause : seules, les très grosses firmes françaises s'intéressent au marché chinois. Que leurs efforts n'aboutissent pas, et tout s'écroule. Il en irait différemment — et pas seulement avec la Chine — si les moyennes et petites entreprises étaient elles aussi associées à ces échanges. A voir la liste des sept grands P.-D.G. français qui accompagnent M. Barre, on doit constater que ce n'est pas encore le cas. La différence est décidément grande entre les méthodes françaises et allemandes : ce ne sont pas sept hommes d'affaires qui accompagnaient M. Gentscher, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, lors du voyage qu'il fit à Pékin au mois d'octobre dernier, mais cent deux très exactement...

Cette situation est d'autant plus regrettable que Paris et Pékin entretiennent en principe de bonnes relations depuis que le général de Gaulle décida d'en finir, en 1964, avec la théorie des deux Chines. Exception faite d'une mauvaise période, au plus fort de la révolution culturelle, les relations politiques sont restées satisfaisantes entre les deux pays, les Chinois ayant finalement pris leur parti de l'amélioration des liens des principaux pays d'Europe occidentale avec l'Union soviétique, qui reste pour eux l'ennemi principal.

MM. Hua Kuo-feng et Teng Hsiao-ping répéteront à M. Barre tout le mal qu'ils pensent de cette politique à l'égard de Moscou. Mais ils chercheront aussi, par France interposée, à améliorer leurs relations avec le Marché commun, qu'ils considèrent comme un facteur d'équilibre entre les deux superpuissances. La même analyse prévaut à Pékin en ce qui concerne la politique française en Afrique : l'interventionnisme croissant de M. Giscard d'Estaing est jugé d'une façon positive dans la mesure où il vise à contenir l'influence soviétique sans être, à long terme, suffisamment puissant pour bloquer toute évolution au profit de la Chine. En matière de désarmement, enfin, les positions des deux pays sont loin d'être incompatibles, même si elles ne sont pas rigoureusement identiques.

Tout cela ne doit pas faire oublier que pour Pékin la France n'est un interlocuteur privilégié qu'en Europe. Une de ces puissances « moyennes » avec lesquelles il est important d'entretenir de bonnes relations pour pouvoir faire contrepoids aux superpuissances. Et ce réalisme n'est sans doute pas près de s'estomper, alors que la Chine paraît entrer dans une période de « désidéologisation » relative.

(Lire nos informations page 3.)

LES CONTROVERSES ÉLECTORALES ET LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

• Le R.P.R. accuse ses partenaires de se coaliser « exclusivement et directement contre le gaullisme »
• Le P.S. qualifie de « rêve absurde » l'idée d'un rapprochement avec le président de la République

Recevant à déjeuner, lundi 16 janvier à l'Elysée, quatre-vingts personnalités représentant les formations et mouvements qui ont soutenu son action depuis son élection à la présidence de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing leur a prodigué des conseils de prudence et de modération et les a invitées à se comporter comme des « partenaires » et non comme des « adversaires ».

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a néanmoins repris dans la soirée, à Vierzon, ses attaques contre le P.R., le C.D.S. et le parti radical, accusés de se coaliser « exclusivement et directement contre le gaullisme ».

A gauche, la « Lettre de l'Unité » (P.S.) qualifie de « rêve absurde » l'idée de M. Giscard d'Estaing de voir un jour « les socialistes se rapprocher de lui » et répond ainsi non seulement au chef de l'Etat, mais aussi à M. Marchais, qui, samedi à Toulouse, n'avait pas écarté cette éventualité.

Le dernier sondage d'opinion rendu public montre que la persistance du différend P.C.-P.S. ne profite pas à la majorité qui pâtit de ses divisions face à une opposition créditée de 51 % des intentions de vote.

Recevant lundi à sa table tout ce qui compte dans le monde « *majoritaire* », M. Giscard d'Estaing s'est donné la singularité de signifier d'emblée à ses quelque quatre-vingts invités que « *les problèmes des partis politiques n'entrent pas à l'Elysée* ».

Etait-ce par afféterie, par goût du paradoxe, par désir de surprendre ou de s'amuser au détriment d'une classe « *politicienne* » qui n'a la faveur ni de l'Hôtel Matignon ni de l'Elysée ? Peut-être le chef de l'Etat voulait-il tout simplement indiquer qu'il n'avait pas le goût, ou avouer qu'il n'avait pas les moyens, de remettre de l'ordre dans le camp où ne cessent de se chamailler MM. Chirac, Soisson, Lecanuet et Servan-Schreiber, sans parler des seigneurs de moindre envergure.

C'est un fait, en tout cas, que M. Giscard d'Estaing, visiblement désireux de se maintenir bien au-dessus de la mêlée préélectorale, a tenu à ses hôtes des propos d'une parfaite banalité, agrémentés, de-ci, de-là, de quelques observations dont on a du mal à percevoir la signification. Ainsi, par exemple, la réflexion — exempte de toute conclusion concrète et de toute annonce de réforme du système en vigueur, — selon laquelle « *la question décisive qui se pose aux Français, celle du choix de société, devrait être tranchée en premier, c'est-à-dire au premier tour des élections* ».

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 10.)

UNE ÉPREUVE ET UNE ÉTAPE

par MICHEL DEBRÉ

Les élections de 1978 seront à la fois une sanction et un commencement. En même temps, elles ne seront qu'une étape...

Ces élections seront une sanction pour l'ensemble des formations qui se groupent elles-mêmes sous le sigle dit « majorité ».

La majorité va rencontrer de grandes difficultés. On dit volontiers qu'il ne peut en être autrement. L'usure du pouvoir fut sensible en 1967 et de nouveau en 1973. Mais cette année, il y a davantage.

Dès le lendemain des élections de 1973 — on a tendance à l'oublier, — le premier problème de la France était la lutte contre l'inflation. La tendance sensible depuis plusieurs mois s'était nettement accentuée, comme le révélaient tout à la fois la hausse des prix, celle des salaires et le gonflement de la masse monétaire. Si en Allemagne, le chancelier Schmidt, malgré cette fameuse usure du pouvoir, a, l'an dernier, mené au succès la coalition qu'il préside, c'est que, dès cette époque, la majorité du Parlement allemand a soutenu un gouvernement qui a pris le mal de l'inflation à sa racine. Lutter contre l'inflation n'est pas l'assurance du succès. Se laisser aller à l'inflation est l'assurance de l'échec, voilà ce que je proclamais dès 1973 — sans être entendu.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

De mieux en mieux

M. Jacques Chirac aura sans doute mal digéré son déjeuner à l'Elysée, puisque le soir même, à Vierzon, il a dénoncé une conjuration centro-giscardienne, qui se prolongerait elle-même en cheval de Troie giscardo-socialiste.

Le président du R.P.R. ne sera pas le seul à avoir des digestions difficiles, puisque les électeurs vont avoir du mal à savoir s'ils votent pour un communiste contre un socialiste, pour un giscardien contre un chiraquien et vice versa.

Quant à M. Giscard d'Estaing, il avait déclaré le matin même que les problèmes de partis n'entrent pas à l'Elysée. Force lui sera de constater comme nous que, s'ils n'y sont pas entrés, ils en sont sortis.

BERNARD CHAPUIS.

La situation de l'emploi continue de s'améliorer

Le C.N.P.F. préconise une accélération de la croissance

Les délégués du C.N.P.F. réunis en assemblée générale mardi 17 janvier ont pris connaissance de deux résultats satisfaisants pour l'économie française. La balance commerciale de la France a enregistré un excédent record au mois de décembre et la situation de l'emploi s'est, ce même mois, à nouveau améliorée pour le quatrième mois consécutif. Le nombre des demandes d'emploi (1 144 900 en données observées et 1 026 800 en données corrigées) a diminué de l'ordre de 30 000 par rapport au mois précédent. Mais il reste supérieur de 10 % à ce qu'il était un an auparavant.

Ces deux résultats confortent l'analyse des dirigeants patronaux qui préconisent la poursuite d'une « politique active » de l'emploi, en particulier en faveur des jeunes, appuyée sur une croissance « aussi élevée que possible » selon la formule du président du C.N.P.F.

Plus sensible aux bons résultats économiques qu'aux sondages électoraux peu favorables à la majorité, le franc a légèrement progressé mardi sur les marchés des changes.

Bien qu'elle soit moins importante que celle enregistrée les mois précédents, la nouvelle diminution des demandes d'emploi notée en décembre est assurément encourageante, même si l'on ne saurait oublier qu'en valeur absolue le chômage a augmenté de 10,4 % en un an. Comme M. Christian Beullac, ministre du travail, se plaît à le souligner avec insistance, le « pacte national pour l'emploi », scellé entre le gouvernement, le C.N.P.F. et les chambres de commerce et d'industrie, a incontestablement produit des effets et, sans la loi du 5 juillet 1977 en faveur de l'embauche des jeunes de moins de vingt-cinq ans, le flot des chômeurs serait beaucoup plus important.

En dégageant quatre cent soixante-quinze mille postes de travail, à la fin décembre, pour les jeunes, le patronat a réussi à « écrêter » passablement la vague des six cent ciquante mille scolaires et universitaires qui se sont présentés à la rentrée de septembre sur le marché de l'emploi. M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., souhaite vivement, du reste, que la politique mise en place en juillet dernier, pour un an seulement, soit poursuivie au-delà de juillet 1978 et devienne en quelque sorte « permanente ».

Mais toute médaille a son revers : parmi ces quatre cent soixante-quinze mille postes, près de deux cent mille (contrats emploi-formation et stages pratiques en entreprises) sont « temporaires », puisque, selon la loi du 5 juillet 1977, ils peuvent tous, théoriquement, redevenir vacants après les élections de mars prochain. Faut-il dès lors, comme le fait la C.F.D.T., ajouter aux statistiques de décembre ces quelque deux cent mille « chômeurs en puissance » ?

Des statistiques contestées

Ces statistiques du ministère du travail sont d'ailleurs vivement contestées, notamment par la C.G.T. et la C.F.D.T., et, lundi 16 janvier, M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T. déclarait : « *Une chose doit être claire pour l'opinion. Désormais et jusqu'aux élections de mars incluses, tous les indices officiels vont être exceptionnellement euphoriques, les prix seront stables ou presque, le chômage va quasiment disparaître, et le reste à l'avenant. Il est honteux de traiter avec une telle désinvolture ce qui constitue en réalité une catastrophe sociale et un drame humain.* »

La radiation du demandeur d'emploi dès l'absence au premier pointage, le « déclassement » de certains chômeurs de la catégorie 1 — qui, seule, apparaît dans les statistiques de la rue de Grenelle, — dans les catégories 2 à 5, l'inscription différée de quinze jours (appelé « ligne emploi ») : autant d'éléments qui, pour les syndicats, contribuent à faire baisser « *artificiellement* » les chiffres, même si M. Christian Beullac a beau jeu de faire remarquer qu'il s'agit là, pour la plupart, de dispositions existant depuis longtemps, mais qui n'étaient pas appliquées jusque-là.

MICHEL CASTAING.

(Lire la suite page 37.)

Show business : de l'or en tube

Le XII° marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM), qui a lieu à Cannes, au Palais des festivals, du 20 au 26 janvier, rassemble plus de cinq mille firmes discographiques et éditions musicales représentant plus de quarante pays. Tous ceux qui éditent et fabriquent, ceux qui éditent sans fabriquer, ceux qui fabriquent sans éditer ou ceux qui conçoivent sans éditer ni fabriquer ni distribuer seront présents.

Le MIDEM est le rendez-vous annuel du show business international dont le chiffre d'affaires global dans le monde a été multiplié par dix en douze ans.

I. — Les dinosaures sont essoufflés

par PIERRE GEORGES et DOMINIQUE POUCHIN

Haut de l'échelle. Premier tableau. M. Johnny Stark est content d'elle. La bonne petite « *tellement travailleuse* », la gentille gosse d'Avignon, lui donne tant et de si belles joies. « *Tenez, c'est ma fille.* »

Mlle Mireille Mathieu est satisfaite de lui. Elle lui doit tellement. « *Johnny, il m'a tout appris. Oh ! Je n'ai pas peur des mots. Il m'a faite. C'est comme mon père.* »

Amour, délices et orgues. Le show-business, cela ? Les gens sont méchants. On vous dépeint, viles calomnies, un vieux crocodile du spectacle, retors et plutôt « duègnant » avec maestria et sans excessifs scrupules une petite demoiselle robotisée. Et que trouvez-vous, rue La Boétie, dans l'atmosphère feutrée des éditions Banco ? le « show-biz-pot-au-feu », un petit bonheur tranquille et cossu, l'affection sans faille et sans nuages entre tonton Johnny, « *vieux bohémien* », et la tendre Mireille. Elle qui, l'accent chantant, roucoule, inlassable « *Ah ! Pourvu que ça dure. Touchons du bois* (cinq fois). *Je remercie le bon Dieu de la chance qu'il m'a donnée* (trois fois). »

Le bon Dieu, ce matin-là, avait accepté de nous recevoir dans son bureau. « *Enfin, dans celui de Mimi, parce qu'ici, c'est chez elle.* » Vrai, un bien beau bureau, insonorisé, design et tout et tout. Moquette pastel, table de verre, table de marbre, trois télés, deux Dufy, un Picasso, un Buffet, luttent — peine perdue — avec une affiche, la dernière de Mireille, profil trois quarts, un rien vamp, un rien Bernadette Soubirous, le regard légèrement vague.

Curieux bon Dieu, M. Stark. Malade du cœur, étranglé par le fisc, certes, mais bon pied bon œil. Une enquête sur le show-business ? Quelle bonne idée ! Beaucoup de gens refusent de vous voir ? Quelle drôle d'idée ! Il faut être poli avec les journalistes. Je l'ai toujours dit à Mireille. Bon, qu'est-ce que vous voulez savoir ? Tout. Hélas, trois fois hélas, mes bons amis, je ne suis plus rien dans le show-biz que la légende. L'image que l'on se fait de moi est fausse. Je l'ai entretenue. Oui. J'aime m'amuser.

(Lire la suite page 15.)



LE NOUVEAU SPECTACLE DE BOB WILSON

Tant d'inexplicable beauté

« J'étais assis dans mon patio, ce type est apparu, je l'ai pris pour une hallucination » : le titre de la nouvelle pièce de Bob Wilson, présentée, lundi soir, en anglais au Théâtre de la Renaissance, est peut-être ce qu'il y a de plus clair dans ce spectacle où l'on bute une nouvelle fois sur tant d'inexplicable beauté. On dirait même que le mystère s'étend davantage, car jamais Bob Wilson n'a composé une œuvre aussi abstraite, aussi peu anecdotique. Pendant quatre-vingt-dix minutes, il ne se passe presque rien, sinon la reprise par Lucinda Childs (qui dominait « Einstein on the beach) du texte intégral dit une première fois par Bob Wilson, et sur la même musique d'Alan Lloyd ; deux actes identiques qui ne diffèrent que par les personnalités et la vie corporelle d'un homme et d'une femme. On ne peut se référer qu'à certaines scènes muettes, interminables et sublimes, de « Ka Moutain » sur la montagne de Chiraz, avec les flots de paroles intarrissables de la « Lettre à la reine Victoria ».

Et comme dans cette dernière œuvre, c'est à la musique qu'il faut emprunter des comparaisons : longue musique de chambre pour deux solistes où l'abstraction du discours se nourrit de mille pensées, images, sensations, sentiments épars dont nulle analyse logique ne pourrait rendre compte.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 20.)

idées

LES GRILLES DU TEMPS

ENTRETIEN DE JOËL DE ROSNAY AVEC JACQUES ATTALI

II. — Il faut savoir changer radicalement notre conception du savoir et du pouvoir

Jacques Attali, économiste, maître de conférences à l'École polytechnique, et Joël de Rosnay, biologiste, directeur des applications de la recherche à l'Institut Pasteur, poursuivent leur dialogue sur les rapports entre crise, science et pouvoir.

J. R. — *En fait, le débat est beaucoup plus large que celui de notre avenir énergétique. Il s'agit de passer d'une société de type « pyramidal » avec, à tous les niveaux, centralisation des décisions, à une société « en réseau », où chaque nœud du réseau est représenté par une personne informée et informante, capable d'agir sur son environnement et mettant en œuvre des combinaisons de moyens modestes mais interdépendants. Comment changer les structures centralisées de nos sociétés ? Alors que dans notre pays, justement, l'énergie, l'information audiovisuelle et même la communication entre les personnes font l'objet d'un quasi-monopole. Comment passer d'une société de type « pyramidal » à une société « en réseau » ?*

J. A. — « Vous posez le problème de la transition au socialisme dans les termes de la théorie des systèmes. Pour y répondre, du point de vue des sciences humaines, permettez-moi de reprendre un peu de théorie. On ne peut pas penser aujourd'hui le problème de la transition vers une autre après-crise, vers d'autres réseaux sociaux de communication, c'est-à-dire vers une société où chacun pourrait conquérir et garder un droit à la parole, à l'action et à la création sans, au préalable, une analyse précise de la nature de la période historique où s'inscrit cette pensée.

» Or nous traversons une troisième crise, nécessité pour le capitalisme, moyen de réparer ses erreurs antérieures et de produire plus efficacement des travailleurs et des consommateurs dans de nouveaux réseaux. Si cette crise dure autant que les autres, il lui faudra trente ans pour faire naître un nouvel ordre. Elle n'est donc pas la marque de la faillite du système capitaliste, mais le lieu de la naissance d'un nouvel avatar. Aussi, comprendre les conditions de la naissance d'une société productrice de liberté et décentralisée exige d'élucider les formes du capitalisme d'après-crise.

» Quoi qu'il arrive, nous entrons dans le monde nouveau de la technologie des signes, où la manipulation de l'information devient plus importante que celle de l'énergie. Ce basculement technologique intervient à un moment où le poids des services dans la valeur ajoutée vient peser très lourd sur la rentabilité du capital : il faut de plus en plus d'information, au sens large (culture, éducation, médecine, commerce, publicité, etc.), pour produire la demande des consommateurs.

» Ainsi, quand on achète une automobile, on paie beaucoup plus pour la santé des ouvriers, les services commerciaux et l'éducation des consommateurs que pour les matières premières qui la composent. Or la technologie de l'information crée aujourd'hui les conditions d'une sortie capitaliste de cette crise en permettant d'automatiser une très large fraction des réseaux producteurs de demande en permettant donc de réduire le coût du travail.

» *L'auto-surveillance* peut aller encore plus loin dans la centralisation symbolique et j'aimerais d'ailleurs votre avis sur ce point.

» Comme les deux autres crises ont canalisé nos désirs vers l'individualisation du besoin de déplacement (automobile) ou d'entretien (machine à laver, réfrigérateur, etc.), la crise actuelle me paraît conduire à produire de nouveaux besoins par réduction du poids que fait peser sur la rentabilité du capital le caractère collectif de l'éducation et de la santé.

» Un nouveau capitalisme sera donc en vue quand on commercialisera des outils de jouissance de notre propre esclavage.

» Prenons l'exemple de la santé. Un substitut au moins partiel aux médecins pourrait être constitué de petites machines électroniques, branchables sur le cerveau ou d'autres parties du corps, programmées pour faire des analyses, des diagnostics, voire des traitements. Imaginez l'immense marché qui s'ouvrira à l'industrie lorsqu'on trouvera dans les grands magasins d'infinies variétés de modèles permettant de savoir si on a telle ou telle variété de grippe ou d'allergie.

» Pour consommer notre solitude, où nous ne risquons de ne plus être que des machines à détruire ce que nous aurons produit.

» La transition au socialisme doit donc se penser par rapport à ce nouveau capitalisme en train de naître, dont le pouvoir serait plus centralisé encore qu'aujourd'hui autour de quelques pôles industriels. Dans la logique de ce nouveau capitalisme centralisé, la France basculera en dix ans dans la périphérie, c'est-à-dire dans un sous-développement relatif plus loin encore que jamais du sommet de la pyramide. Mais parce que la crise rompt le consensus social sur le modèle ancien de croissance et crée une aspiration à une réelle autonomie dans la vie civile, elle est aussi une chance pour le socialisme. Il devient, par elle, possible de penser la technologie autrement pour l'inscrire dans un projet de société productrice de liberté, de décentralisation et d'autonomie.

» Mais c'est un projet pour vingt ans. Toute action qui ne se situerait pas sur une telle échelle ne serait qu'une transition vers l'autosurveillance : il faut donc changer radicalement notre conception du savoir et du pouvoir.

Un projet pour vingt ans

J. R. — *Ce diagnostic me paraît un peu extrême ! Mais certaines des découvertes actuelles vont dans le sens de votre analyse. Les progrès de la miniaturisation électronique, l'avènement des microprocesseurs et la sensibilité des techniques de dosage (notamment des dosages immunologiques ou immuno-enzymatiques) ouvrent la voie à des systèmes de « surveillance » permanente, éventuellement portés par des malades, ou même par des gens bien portants désireux de surveiller leur santé. On pourrait aussi, grâce aux progrès des techniques de cultures cellulaires, envoyer quelques cellules de son corps à une « clinique de la cellule » pour un dépistage de la prédisposition à certaines maladies. On commercialise déjà de minuscules systèmes de « monitoring » cardiaque, qui enregistrent en permanence l'électrocardiogramme d'un malade à haut risque et qui permettent de détecter les signes avant-coureurs d'une crise grave. Des aveugles peuvent voir, de manière rudimentaire, mais réelle, par l'intermédiaire de cellules photo-électriques envoyant dans le cerveau des signaux codés en signaux biologiques. Ce codage se réalise grâce à des microprocesseurs placés dans les montures de lunettes spéciales. Ces signaux codés sont directement transmis dans la zone visuelle du cerveau par des micro-électrodes implantées de manière permanente.*

» Rien ne s'oppose donc, sur le plan technique, au développement des systèmes électroniques dont vous parlez dans la Nouvelle Economie française. *Mais certains exemples sont susceptibles de faire réfléchir :*

» Vous savez que la concentration de certaines hormones du cerveau (dont la découverte a récemment valu le prix Nobel à Roger Guillemin, du Salk Institute) et notamment des endorphines (morphines endogènes), pourraient être modulées par des moyens chimiques ou électriques. Ces hormones permettent de lutter contre la douleur, et probablement même de procurer du plaisir. On pourrait donc ainsi se programmer directement dans le cerveau des sensations visuelles, auditives, olfactives, de plaisir, obtenues aujourd'hui à l'aide de drogues dangereuses. Quelles nouvelles toxicomanies en résulteraient ?

» Ces quelques exemples vous montrent que le temps n'est pas loin où des appareils de « monitoring » miniaturisés seront capables de déclencher, peut-être par l'intermédiaire de microcapsules implantées, une action physiologique appropriée, dès la détection d'un écart à l'équilibre. On remplacerait ainsi, par un circuit extérieur, des fonctions naturelles défectueuses, ce qui serait d'un grand intérêt médical (pour le diabète par exemple) ; mais on créerait aussi de nouveaux modes d'intervention sur notre propre corps, interventions dont les conséquences sont totalement imprévisibles.

J. A. — Ce que vous annoncez là est essentiel et plus important à comprendre, à analyser et à contrôler, pour définir notre avenir social, que le niveau du revenu minimum ou les limites du secteur public. La crise est un mode d'accouchement d'un capitalisme nouveau, lieu de solitude et de censure. Subrepticement, parce qu'en apparence hors du champ du politique, se mettent en place les conditions nécessaires du fonctionnement d'une société où on apprendra à jouir de notre esclavage, à

La révolution biologique

» Les systèmes énergétiques et informationnels devront être pensés en fonction de ces nouvelles exigences par et pour des collectivités humaines nouvelles dont la survie ne dépendra plus de la puissance. En matière industrielle, un problème difficile est alors posé : ne pas dépendre de la seule technologie d'autosurveillance environnante exige une utilisation nouvelle de la politique économique pour que la stratégie industrielle centralisée serve à produire la décentralisation de la société. On peut se demander si la biologie peut être un instrument de cette fonctionnalité dont vous avez parlé tout à l'heure.

J. R. — *C'est possible, la multiplicité et la diversité des sciences biologiques peuvent apporter des idées sur d'autres modèles de croissance et d'autres modèles de communication. Je crois que notre avenir sera profondément marqué par l'utilisation que nous ferons des percées scientifiques et techniques dans trois domaines essentiels : la biologie, la micro-informatique et l'engineering écologique.*

» De même que la physique a déterminé d'une manière très profonde le vingtième siècle, grâce notamment aux applications qui sont sorties de cette révolution (les transports, les communications, l'électronique, l'informatique, la production d'énergie, les moyens industriels de production), la biologie va probablement influencer très profondément le vingt et unième siècle. Les résultats de la révolution biologique commencent déjà à avoir leur impact aujourd'hui : en médecine, bien sûr, mais également dans le domaine de la bio-industrie, de l'environnement, de l'alimentation, dans celui de l'industrie chimique et pharmaceutique, en agriculture et également dans le domaine de la production d'énergie.

» Je rejoins tout à fait ce que vous disiez : nous allons vers des modèles de croissance différents. Des modèles qui ne seront plus « energy intensive », utilisant beaucoup d'énergie et une centralisation des moyens, mais des modèles qui seront « information intensive », c'est-à-dire des modèles utilisant l'information et la qualité de cette information plutôt que la quantité d'énergie.

La liberté avant la sécurité

» Des modèles cependant associant l'État, l'industrie, l'Université, commencent à exister en Europe. Les revenus des produits de la recherche reviennent à la recherche. Face au gigantisme, n'y aurait-il pas là espoir de revenir à des entreprises à l'échelle humaine, à des formes nouvelles d'organisation et de création collective ?

J. A. — Tout à fait. L'avenir d'une collectivité humaine dépend de sa capacité de produire des chercheurs de qualité et d'y développer des entreprises de taille humaine.

Dans une perspective de société décentralisée en réseau relationnel, il devient essentiel d'encourager la naissance d'entreprises de petites dimensions, où des innovateurs viendraient associer leurs efforts et louer du capital.

J. R. — *Faut-il alors officialiser la marginalité créatrice ou rester marginal ?*

J. A. — Je ne crois pas à la marginalité durable comme mode de changement. Prenons un exemple. Créer un statut expérimental d'entreprise rationnelle sans en même temps organiser de façon cohérente et globale le crédit, la fiscalité, la distribution, pour qu'elles puissent se développer serait ultra-mystificateur. On peut penser la marginalité comme un bruit dans le système, mais il ne crée un nouvel ordre qu'en cessant d'être un bruit. Par contre, il est tout à fait possible de penser autrement, mais là est la difficulté fondamentale : d'une part, penser autrement signifie de faire non pas de la consommation marchande la finalité, mais de la valorisation du temps, de la libération du temps pour créer de l'information. Non pas pour en consommer, mais pour créer à titre personnel.

J. R. — *Pour ne plus utiliser son temps comme seule valeur d'échange, il faut le retransformer en valeur d'usage.*

J. A. — Certainement, cette analyse du temps qui peut être créateur ou destructeur, comme vous l'avez si bien analysé dans un des chapitres essentiels du *Macroscope*, me paraît fondamentale.

J. R. — *Je crois, en effet, que l'aliénation ultime doit être posée aujourd'hui en termes temporels. Il s'agit de l'aliénation du temps « valeur d'usage » ; du temps dont nous sommes maître et que nous appelons notre temps « libre ». Celui qui peut conduire à la création de nous-mêmes plutôt qu'à la destruction de nos rapports avec les autres. L'aliénation de l'homme producteur, matérialisée par son contrat de travail, se trouve ainsi dépassée par une autre forme d'aliénation : le temps comme valeur marchande, comme valeur d'échange, prenant toute la place du temps qui reste pour jouir des biens matériels et immatériels que ce travail a permis d'acquérir, ou pour tisser des rapports nouveaux avec les autres et avec la nature. Quelle que soit l'organisation de la société future dont nous avons parlé, il me semble qu'une véritable société relationnelle ne pourra s'établir que sur la base d'un temps libéré éliminant la dichotomie actuelle entre activités productrices et activités créatrices, entre temps « tribut » et temps « accomplissement ». Il faut espérer que la dialectique centralisation - décentralisation dont vous parlez permettra d'y arriver.*

J.A. — Je l'espère, mais l'ampleur des mutations nécessaires est considérable. Face à cette extraordinaire surpuissance potentielle du politique qu'offre la science moderne et dont souvent les instances représentatives du pouvoir n'ont pas conscience, il nous faut apprendre à penser la science comme non linéaire, non hiérarchique, c'est-à-dire comme offrant un choix entre plusieurs avenirs, non plus comme un instrument de conquête, mais d'approfondissement, d'implosion et non plus d'explosion.

Nos sociétés risquent aujourd'hui de mourir de l'exercice du pouvoir. Il nous faut apprendre à en avoir peur : cela exige beaucoup de lucidité pour faire passer le risque du contrôle de sa propre vie avant l'engourdissement de la délégation de pouvoir, la liberté avant la sécurité, la vie avant la mort.

FIN

Le secret

par JEAN GUÉHENNO, de l'Académie française

On ne sait guère mieux ce que c'est que vivre qu'on ne sait ce qu'est mourir. Comment a-t-on pu faire à Voltaire une réputation de légèreté ? C'est lui qui, une fois, a remarqué, et sans seulement hausser la voix, que « *l'espèce humaine est la seule qui sache qu'elle doit mourir, qu'elle ne le sait que par expérience* », et il observe « *qu'un enfant élevé seul et transporté dans une île déserte ne s'en douterait pas plus qu'une plante ou un chat* ». Ce pourrait être tout un conte. L'homme commença avec la conscience de la mort. Peut-être a-t-il fallu pour cela l'expérience de milliers d'années. Mais notre savoir ne va pas bien loin, et la vie est encore plus mystérieuse que la mort. Il arrive que nous ne sachions pas bien qu'en faire pour vivre heureux tous ensemble. Le sentiment de la mort aiguise la vie. Quel est le rapport de l'une à l'autre ? Cela demeure le secret, et sa recherche fait toute l'histoire de la pensée humaine, commandée par une vague angoisse, un désir de lumière. C'est la matière de nos plus grandes œuvres, le travail continu de l'âme profonde.

Je ne suis pas sûr d'écrire ici exactement ce que je devrais. On voudrait écrire toujours sur une idée. Mais qui s'en vanterait ? Une idée ? C'est une pensée entre les pensées, quelque chose de neuf et de vif, qui surprenne et étonne. Mais on n'a pas si souvent en soi de quoi changer la vie ni le monde. J'ai peur de n'écrire jamais que ce qui pourrait n'être qu'une page de mon journal... Soyons tout à fait franc ! Il me faut bien avouer que c'est même souvent tout ce que j'espère. Sans doute, est-ce risquer de n'aller pas loin au-delà de soi-même. Mais on y gagne en authenticité. Sainte-Beuve, s'interrogeant sur « *le mystère de la vie* » et sentant qu'elle se complique davantage à mesure qu'elle avance, écrivait : « *Ce serait avoir gagné beaucoup dans la vie que de savoir rester toujours parfaitement naturel et sincère avec soi-même... C'est faute de s'écouter de près que, chez la plupart des hommes, la seconde moitié de la vie se perd et manque son vrai sens en même temps que son dernier bonheur.* » Il s'agit toujours de vivre attentivement, honnêtement, sans se raconter à soi-même d'histoires trop belles sur soi-même, d'être soi naïvement, fidèle au plus vrai fond de soi, sans prétentions nouvelles, en gardant avec le monde, tel qu'il nous est encore donné, avec les pensées, les idées des autres, nouvelles ou anciennes, tous les rapports dont nous sommes capables, de jouer au grand jeu de la vie aussi bien qu'il nous est possible, l'important n'étant pas de gagner, mais simplement de jouer, car du secret qui fait toute notre angoisse, il arrive que notre art ou notre volonté fassent tout notre plaisir. Le plaisir est dans la bataille et la recherche même.

Le plus grand jeu de la plus haute culture n'est un jeu réservé à personne. Il nous égare quand il nous éloigne de l'humanité. Les hommes sont assez semblables pour que tous soient au moins préparés à y jouer.

Mais comment ne pas se souvenir de la *Saison en enfer*, des cris de révolte de Rimbaud, de ces pathétiques avertissements : « *Nous ne sommes pas au monde* » ; « *La vraie vie est absente* » ? Et un poète anglais, notre contemporain, Auden, va plus loin et pense nous parler de nous-mêmes en parlant de lui comme d' « *un étranger, en proie à la peur dans un monde qui n'est pas [son] œuvre* ». N'y a-t-il pas, dans ces plaintes si sincères, quelque verbalisme ? Elles ne conduisent qu'à une sorte de désertion. Nous sommes au monde, et, par comble, ce monde dans lequel nous vivons, standardisés, automatisés, dépersonnalisés, c'est nous qui l'avons fait. Il est notre œuvre.

Pourquoi ne serions-nous pas capables de le refaire, de le changer encore ? Et il n'est besoin pour cela d'aucun « *dérèglement de tous les sens* ». Toute la question est de rendre aux hommes leur vrai monde, de leur rapprendre à croire en eux-mêmes, en leurs sens, en leur raison, en leur courage. Dans la médiocrité du temps qui passe, et au-delà des anecdotes particulières et personnelles, tels beaux et grands *moments, telle action,* telle audace, telle image, telle page *d'un livre, telle peinture,* telle musique nous assurent que la *vie mystérieuse, le secret génie* de l'espèce ne cesse jamais son travail.

ESQUISSE

La mélancolie du temps est l'ombre du plaisir de vivre. Mais comment imaginer le plaisir sans la nouveauté qu'apporte le passage de la vie ?

∴

Je ne peux voir sans émotion les petits hommes de Folon, perdus sur la planète. Ni les craintifs promeneurs de Delvaux, surpris parmi des femmes dévêtues. L'âge nous apprend que nous avons été, que nous sommes toujours ces passants égarés parmi les siècles et parmi les galaxies.

∴

Quand on regarde les œuvres de ces peintres épouvantés : Hans Bellmer, Edvard Munch, et plus encore Louis Soutter, on éprouve le sentiment que la vie est un voyage fragile, au bord d'un gouffre de tourments.

FRANÇOIS BOTT.

Le Monde

étranger

LE VOYAGE DE M. RAYMOND BARRE EN CHINE

M. Raymond Barre part pour la Chine mercredi 18 janvier, à 16 heures. Le premier ministre, qui regagnera Paris le mercredi 25 janvier, est accompagné notamment par MM. de Guiringaud et Rossi,

M. Barre est attendu à Pékin jeudi 19 janvier, à 15 heures (8 heures, heure de Paris). Le soir même, un dîner sera offert en son honneur par le Conseil des affaires de l'Etat. Les entretiens franco-chinois ne commenceront que le lendemain.

Si le principal interlocuteur de M. Barre doit être M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre et vice-président du P.C., on pense que le chef du gouvernement rencontrera aussi M. Hua Kuo-feng, le numéro un chinois.

La France n'est plus l'interlocuteur privilégié

De notre correspondant

Pékin. — Bien des choses se sont passées en Chine depuis la dernière visite — celle de Mme Veil, en mai 1976 — d'un membre du gouvernement français à Pékin. Celle du premier ministre s'est fait longtemps attendre. M. Barre n'en est pas moins le premier chef de gouvernement d'Europe occidentale à se rendre en République populaire depuis la mort de Mao Tse-toung (en fait depuis plus de deux ans) et à prendre ainsi personnellement contact avec la nouvelle direction chinoise.

Est-ce à dire que la France demeure, pour la Chine, l'interlocuteur privilégié qu'elle fut il y a une dizaine d'années ? La question mérite d'être posée alors que les exportations françaises vers la Chine viennent de chuter de 80 %, ramenant la France au treizième rang des fournisseurs occidentaux de la République populaire. On ne saurait, certes, réduire les relations franco-chinoises aux seuls échanges commerciaux entre les deux pays. Aussi bien la récente visite en France du ministre du commerce extérieur, M. Li Chiang, fait-elle espérer que l'on est prêt, du côté chinois, à faire quelques efforts pour améliorer la situation sur ce plan. Des espoirs apparaissent, notamment en ce qui concerne les centrales électriques de tous types (y compris nucléaire), les industries chimiques et pétro-chimiques, ainsi que certains équipements militaires (avions Transall, missiles anti-chars, appareillages électroniques en particulier). Aucune négociation sérieuse n'a toutefois commencé sur des contrats d'importance. Il s'agit seulement de possibilités que la visite de M. Barre pourrait permettre d'explorer — de la même manière que le voyage du président Pompidou, en 1973, avait donné un élan favorable au lancement de quelques opérations majeures.

Une certaine convergence stratégique

La France est aujourd'hui moins éloignée, politiquement, de la Chine que la plupart des pays occidentaux. Il existe, entre les diplomaties des deux pays, des « zones d'harmonie » dont on tient grand compte à Pékin, par exemple dans le domaine des relations avec le tiers-monde. Dans l'analyse chinoise des « trois mondes » la France joue très exactement le rôle qui incombe aux pays du « second monde », c'est-à-dire n'hésitant pas à intervenir activement pour soutenir les régimes en place dans le « troisième monde » contre les tentatives de « déstabilisation » concoctées par les super-puissances du « premier monde », l'U.R.S.S. en particulier. Exemple typique : le Zaïre, où l'action de la France en faveur du président Mobutu a été expressément saluée et approuvée par la presse chinoise. La Chine est plus discrète sur le conflit en cours dans le Sahara occidental, mais divers articles récents sur la Mauritanie font également penser que notre action, dans ce secteur, n'est pas désapprouvée. Elle n'a, en tout cas, jusqu'à présent, jamais été condamnée. En bref, les responsables chinois, qui ont souvent des paroles sévères pour l'attitude des Etats-Unis, verraient volontiers dans la France la puissance occidentale dont le comportement en Afrique est le plus proche de leurs souhaits. On ne saurait en dire autant de l'Allemagne fédérale — trop détachée, — ni de la Grande-Bretagne — jugés trop liée aux régimes « blancs » d'Afrique australe.

Une similitude de situation est également à l'origine d'une certaine convergence de vues dans le domaine stratégique. La Chine et la France sont deux « puissances nucléaires autonomes », et l'on ne manque pas une occasion, à Pékin, de mettre en relief la volonté d'indépendance française à cet égard. Dernière illustration en date de cette attitude : la manière dont Chine nouvelle a rendu compte des entretiens parisiens de M. Carter et la citation des propos de M. Giscard d'Estaing sur le refus « d'une direction bipolaire du monde, à partir d'un accord privilégié exclusif entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ».

L'on fait grand cas, à Pékin, de l'absence de la France aux négociations sur la réduction des forces en Europe. Il est vrai que, sur ce chapitre, les ambiguïtés ne manquent pas. Si la diplomatie chinoise sait gré à la France de sa relative indépendance, elle ne s'en félicite pas moins de la voir se rapprocher des Etats-Unis. L'intérêt de la Chine n'est-il pas que des forces américaines restent en Europe ? Qu'une nouvelle guerre mondiale soit ou non « inévitable » — et le point de vue de Pékin a peut-être moins évolué sur ce point qu'une glose à la lettre des textes ne le suggère, — toute la politique de détente avec l'U.R.S.S. reste très mal vue à Pékin. La Chine a relevé, avec une évidente satisfaction, la volonté exprimée en juin par M. Giscard d'Estaing devant M. Brejnev de voir la France participer à une éventuelle « bataille de l'avant », dans laquelle l'adversaire ne pourrait être que l'Union soviétique. Les vues du général Méry sur le même sujet expliquaient d'ailleurs, pour une part, l'excellent accueil qui lui était fait à la même époque en République populaire.

Dernier chapitre d'importance : l'Europe. Le paradoxe de la diplomatie chinoise est de souhaiter une France à la fois nationale et communautaire, à la fois indépendante et atlantique. On n'en demande pas tant à Pékin ce l'Allemagne fédérale, et peut-être est-ce là une manière d'admettre que des rôles différents reviennent à Paris et à Bonn. Tout, ici, est affaire de dosage et M. Barre, de par son passé et les idées qu'on lui prête, a des couleurs assez européennes pour convaincre ses interlocuteurs chinois que la France peut encore jouer, au sein de la Communauté, un rôle de « ferment unificateur » conforme aux vues de Pékin.

Examen de la situation en Indochine

Beaucoup plus incertaine est l'idée que l'on peut se faire, en Chine, du rôle dévolu à la France dans d'autres parties du monde, et singulièrement en Asie. La presse pékinoise est fort peu loquace sur ce sujet, et elle a par exemple, traité avec discrétion, en avril 1977, la visite en France du premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong. Il n'en est pas moins prévu que des problèmes du Sud-Est asiatique — et particulièrement des relations entre pays de l'ancienne Indochine — seront examinés lors des entretiens de la délégation française à Pékin.

Cependant, la diplomatie chinoise n'accorde à la France qu'un rôle relativement modeste sur l'échiquier mondial. Si Paris conserve une place de choix parmi les interlocuteurs européens de la Chine, la France n'est, à l'échelle planétaire, qu'une puissance de second ordre avec laquelle les relations ne sauraient prendre un caractère vital. Attitude de grande puissance, quoiqu'en dise la doctrine ? Il est certain, en tout cas, que les Français ne sont pas de ceux à qui de discrets interlocuteurs chinois réservent, en cas de crise grave, comme à l'automne 1976, le minimum de confidences nécessaire pour éviter de dangereux malentendus. Ce genre de privilège est, jusqu'à présent, réservé aux Américains et aux Japonais. Avec la politesse qui lui est coutumière, lorsqu'il s'agit de pays amis, la diplomatie chinoise ne saurait indiquer plus clairement dans quelles directions elle fixe ses priorités.

ALAIN JACOB.

SEPT HOMMES D'AFFAIRES ACCOMPAGNENT LE PREMIER MINISTRE

Sept hommes d'affaires accompagnent M. Barre. Ce sont :

M. Loygue, président du Centre français du commerce extérieur, président d'Alsthom-Atlantique ; M. Berliet, président du comité Chine du Conseil national du patronat français, président de Renault véhicules industriels ; M. Célérier, président de Technip ; M. Escourrou, président de Speichim ; M. Gillet, président de Rhône-Poulenc ; M. Boulin, directeur général de Creusot-Loire, et M. Ruiman, vice-président de la Société nationale Elf-Aquitaine.

CHINE NOUVELLE DRESSE UN SOMBRE TABLEAU DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

(De notre correspondant.)

Pékin. — *Si la Chine apprécie sans aucun doute certains aspects de la politique extérieure de la France, on se fait à Pékin une piètre idée de l'œuvre intérieure du gouvernement français et de l'action économique du premier ministre. Avant l'arrivée de M. Barre, l'agence Chine nouvelle vient en effet de dresser un sombre tableau de l'économie française, affectée, dit-elle, par l'inflation, le chômage, la stagnation générale et la récession dans certains secteurs.*

L'agence estime que le bas niveau des investissements en 1977 « a reflété le manque de confiance dans l'économie et l'inquiétude née des incertitudes politiques ». *Le* « *plan Barre* » *n'est pas expressément cité, mais Chine nouvelle constate que les velle constate que les* « *efforts du gouvernement français* » *n'ont pas empêché le déficit du commerce extérieur d'atteindre 15 milliards de francs et que ses tentatives* « pour revigorer l'économie en stimulant la consommation intérieure sont également restées vaines ». « Peu de gens en France, *conclut-elle,* sont optimistes quant aux perspectives de l'économie. » *Au passage, l'agence croit pouvoir attribuer les difficultés de l'industrie chimique française au dumping pratiqué dans ce secteur par les Soviétiques grâce aux produits sortis d'usines construites en U.R.S.S. avec l'aide de la France. Le message est clair, et M. Barre a toutes chances de s'entendre faire la leçon sur ce chapitre.* — A. J.

Les échanges culturels se développent très lentement

De notre correspondant

Pékin. — Une exposition de peintures françaises est attendue en Chine, au printemps, sur le thème — choisi d'un commun accord entre les deux pays — « Paysages et paysans de France au dix-neuvième siècle » ; une centaine de toiles seront présentées, dont une douzaine d'impressionnistes et quelques-unes de la période fauve. L'exposition sera ouverte un mois à Pékin et autant à Changhaï.

Une telle manifestation, pratiquement sans précédent en République populaire, illustre le développement progressif des relations culturelles franco-chinoises. En 1976, l'Orchestre *national* de chambre de Toulouse avait donné cinq concerts en Chine. L'exposition du printemps répond à la tournée en France, en 1977, des Ballets de Changhaï.

Dans le domaine universitaire, la coopération se poursuit suivant des accords déjà anciens. Vingt-cinq étudiants français sont admis chaque année dans des établissements d'enseignement supérieur chinois (principalement à Pékin, mais aussi à Chenyang, Changhaï et Nankin) et ont la possibilité de rester en Chine une seconde année. Ils sont à l'heure actuelle quarante-six au total. Le nombre des étudiants chinois en France est plus important, car Pékin a demandé l'admission de cinquante boursiers supplémentaires pour la période 1976-1978. On compte encore une demi-douzaine de lecteurs chinois dans les universités françaises, mais deux lecteurs français seulement en Chine. Plus récemment, un programme de formation, plus exactement de recyclage, de trois professeurs chinois de langue française a été entrepris avec la participation de spécialistes français qui, au nombre de six, animent ainsi des stages de trois mois. L'enseignement du français se développe depuis quelque temps en Chine, et on estime qu'environ quatre-vingt mille personnes suivent les cours de français par radio. Cela reste peu par rapport à l'anglais, pour lequel le chiffre correspondant est de l'ordre de quatre cent mille.

De nombreuses missions scientifiques enfin sont échangées entre les deux pays. Différents aspects de ces échanges laissent à désirer. Les méthodes d'enseignement paraissent parfois mal adaptées aux étudiants français, qui se plaignent surtout d'être sévèrement limités dans leurs possibilités de contacts et de déplacements en Chine, y compris, dans certains cas, à l'intérieur même des villes universitaires où ils résident. La France éprouve de sérieuses difficultés d'autre part à faire admettre des échanges dans les sciences humaines, qu'il s'agisse d'inviter les personnalités chinoises de son choix ou d'envoyer en Chine ses sinologues.

Les relations culturelles se sont développées dans d'autres secteurs indépendamment des programmes de coopération gouvernementaux. Une vingtaine d'experts français sont employés par divers organismes chinois, de presse et d'édition surtout. Quelques échanges commencent à prendre forme en matière de télévision, et les Chinois ont récemment acheté d'assez nombreux films français. Le choix des titres relève d'un éclectisme certain mais politiquement sans risque : *la Folie des grandeurs*, de G. Oury; *le Grand Blond avec une chaussure noire*, d'Yves Robert ; *Gloria*, d'Autan-Lara ; *le Serpent*, d'Henri Verneuil, sont quelques-unes des œuvres sélectionnées.

Last but not least — car qui oserait nier qu'en France comme en Chine la cuisine fait partie du domaine culturel ? — quelques-uns des chefs français les plus réputés sont prochainement attendus en République populaire. Ils tenteront d'explorer quelques-uns des mystères de la gastronomie chinoise. Le clou de leur séjour doit être la confection à Pékin d'un repas à la française à partir des seules ressources du marché local. — A. J.

LE PROGRAMME DE LA VISITE

JEUDI 19 JANVIER

15 h. : arrivée de M. Barre à Pékin.
19 h. : banquet offert par le Conseil des affaires de l'Etat.

VENDREDI 20 JANVIER

9 h. 30 : début des entretiens franco-chinois au Palais des congrès.
14 h. 20 : dépôt d'une gerbe au mausolée de Mao Tse-toung.
17 h. 30 : réception de la colonie française à l'ambassade de France.
19 h. 30 : opéra au palais de l'Assemblée nationale populaire.

SAMEDI 21 JANVIER

9 h. 30 : reprise des entretiens au Palais des congrès.
19 h. : dîner offert par M. Hua Kuo-feng au palais de l'Assemblée nationale populaire.

DIMANCHE 22 JANVIER

Matinée : visite de la Grande Muraille et des tombeaux des Ming.
Après-midi : visite du Palais d'été et de la Cité interdite.
18 h. 45 : départ en train pour Liao-yang et Chenyang.

LUNDI 23 JANVIER

7 h. 55 : arrivée à Liao-yang et visite du complexe pétrochimique.
12 h. 30 : arrivée à Chenyang, où est offert un banquet par le comité révolutionnaire de la province de Liaoning (ancienne Mandchourie).
14 h. 30 : départ par avion pour Changhaï.
20 h. : dîner offert par le comité révolutionnaire de Changhaï.

MARDI 24 JANVIER

Matinée : visite d'une commune populaire proche de Changhaï, puis du port de la ville.
Après-midi : visite à caractère industriel de la ville puis du musée de Changhaï.
19 h. 30 : départ pour Paris.

(Les heures données sont celles de Pékin, qui a sept heures d'avance par rapport à Paris.)

● *Le général Guy Méry*, chef d'état-major des armées françaises, est en visite officielle en Tunisie du mardi 17 au samedi 21 janvier, à l'invitation de M. Abdallah Fahrat, ministre *tunisien de la défense. Cette* visite, dit-on à Tunis, devrait permettre d'élargir et de renforcer la coopération entre les armées des deux pays.

● *M. Walter Scheel*, président de la République fédérale d'Allemagne, et son épouse sont arrivés lundi 16 janvier à Marrakech par avion spécial pour une visite de quatre jours au Maroc. — *(A.F.P.)*

● *Le Comité des droits de l'homme*, organisme de l'ONU composé de dix-huit membres, a commencé lundi 16 janvier, à Genève, une réunion qui durera trois semaines. — *(A.F.P.)*

ASIE

LE CONFLIT KHMÉRO-VIETNAMIEN

Hanoï et Phnom-Penh enverraient de nouveaux renforts vers la frontière

« Le Quotidien du peuple », organe du P.C. chinois, a publié, lundi 16 janvier, un hommage *à l'armée révolutionnaire* cambodgienne. Sans faire allusion au conflit khméro-vietnamien, l'article vante le rôle « de protecteur *et* d'édificateur de la patrie » joué par cette armée « en marche sous le drapeau de la révolution » et sous « la conduite glorieuse du P.C. cambodgien ».

D'autre part, selon les services de renseignements thaïlandais, Cambodgiens et Vietnamiens enverraient de nouveaux renforts vers la frontière. *Les milieux gouvernementaux thaïlandais* s'inquiètent de la poursuite des combats et de la possibilité d'un renforcement de l'influence *de Hanoï en cas de victoire vietnamienne.* Selon le « Bangkok Post », le gouvernement « étudie les effets possibles du conflit sur la paix et la stabilité dans la région ». — (A.F.P., Reuter).

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Il y a quinze jours, le Cambodge accusait le Vietnam d'*avoir* envahi *son territoire* avec l'intention de le réduire à l'état de *satellite* au *sein* d'une « fédération indochinoise ». Selon les *communiqués* de *Phnom*-Penh, le 5 janvier, six divisions vietna*miennes étaient déployées « en profondeur »* (de 15 à 30 kilomètres) *dans* les *régions sud* et sud-est du Cambodge, sur quel*que 300* kilomètres, du *golfe* de Thaïlande aux Hauts-Plateaux. *Le lendemain, « sous la direction éclairée du parti communiste cambodgien (...), et en appliquant la ligne correcte de la guerre populaire »*, l'armée et le peuple, selon Phnom-Penh, écrasaient cinq divisions, tuaient *et* blessaient près de trente mille soldats ennemis, jetaient les survivants dans une fuite éperdue vers leur frontière. Depuis lors, les communiqués de victoire se sont succédé sans plus convaincre.

Radio-Phnom-Penh continue de proclamer que *« le monde entier (...) applaudit chaleureusement la grande victoire du peuple cambodgien. »*. Le 10, changeant de ton, elle admettait : *« Le Cambodge est un petit pays (...), l'armée populaire n'a pas beaucoup d'armes. Elle ne peut pas être comparée à celle du Vietnam en termes de puissance de feu. »* Selon l'argumentation développée, il serait inconcevable que *« le petit Cambodge »* ait pu être l'agresseur du *« grand Vietnam »*. Mais alors, la victoire-éclair est-elle concevable ?

Aux outrances cambodgiennes, les Vietnamiens ont répliqué par des propos plus mesurés. Mais, sous le ton conciliant, affleure la menace des *« graves conséquences »* que Phom-Penh devrait endosser au cas où elle n'accepterait pas rapidement une solution négociée du conflit. Aux accusations détaillées sur leur présence à l'intérieur du Cambodge, les Vietnamiens n'ont pas cessé d'opposer en public comme en privé des démentis formels et un hermétisme sans faille (1). Nombre d'observateurs dans la région estiment cependant que les Vietnamiens occupent une bande de territoire cambodgien au nord de la frontière commune, en attendant la suite des événements.

Nous avons demandé, le 12 janvier à Bangkok, à M. Vo Dong Giang, vice-ministre des affaires étrangères du Vietnam, si son *gouvernement* acceptait de négocier avec ceux qui l'ont abreuvé d'insultes. Il a répondu : *« Mais bien entendu. D'ailleurs, il n'y a pas d'autres dirigeants, n'est-ce pas ? »*

Dans ses émissions à destination de l'étranger, la radio de Hanoï a détaillé au cours des derniers jours les actes de « *sauvagerie* » imputés aux Cambodgiens. La liste paraît interminable et les témoignages de cruauté sont insupportables. Oo sait aujourd'hui que les Vietnamiens ont, de longue date, préparé un dossier à ce sujet. Les causes de cet étalage ont dû être d'une extrême gravité. En effet, les Vietnamiens sont conscients des conséquences néfastes que ne peuvent manquer d'avoir ces révélations sur l'image des révolutions communistes de l'ex-Indochine.

Les accusations de Hanoï renforcent d'autre part la crédibilité des témoignages des réfugiés khmers qui, depuis près de trois ans, ont dénoncé les excès du nouveau régime imposé à la population du Cambodge. Elles font écho aux accusations de « *barbarie* » des autorités thaïlandaises à la suite des affrontements à la frontière commune aux deux pays.

La situation paraît stabilisée sur le plan militaire. Moscou et Pékin semblent se garder de jeter de l'huile sur le feu. « *La Chine n'est pas disposée à se battre pour le régime de Phnom-Penh* », affirme un diplomate asiatique à Bangkok. Alors que certains parlent d'une négociation, que rien cependant ne permet encore de confirmer, la grande inconnue demeure la situation intérieure au Cambodge *après cette nouvelle* flambée de violences.

R.-P. PARINGAUX.

(1) L'ambassadeur vietnamien à Paris a *seulement* reconnu *que son* pays avait entrepris des « *mesures militaires de légitime défense* », sans préciser sur quel territoire *(le Monde* des 15-16 janvier).

Philippines

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AURONT LIEU LE 2 AVRIL

Des élections législatives — les premières depuis l'instauration de la loi martiale, en 1972, — auront lieu aux Philippines le 2 avril prochain, a annoncé le président Marcos, lundi 16 janvier.

L'une des principales personnalités de l'opposition, l'ancien président Diosodado Macapagal, a indiqué qu'il ne participera pas à *ce scrutin, qu'il a qualifié de « farce »*, en raison du maintien de la loi martiale. D'autres membres de l'opposition ont déclaré attendre de connaître les modalités de la consultation avant de se pro*noncer*.

« Je demande à tous de participer à cette consultation », a déclaré le président philippin. *« N'importe qui doit pouvoir présenter sa candidature »*, a-t-il ajouté. Il a annoncé que les dépenses autorisées pour la campagne électorale seront limitées, afin de donner des chances égales aux candidats sans grandes ressources.

D'autre part, annonce l'agence Reuter, le président Marcos a décidé de nationaliser trois usines appartenant à un parent par alliance de sa femme, M. Herminio Disini. Celui-ci était accusé d'avoir reçu des pots-de-vins en rapport avec la construction aux Philippines d'une centrale nucléaire par la compagnie Westinghouse. Selon le *New York Times*, M. Marcos envisage d'annuler le contrat passé avec Westinghouse, à cause de cette affaire de corruption.

AMÉRIQUES

Nicaragua

Le président Somoza s'efforce de conserver le soutien de Washington

Le général Anastasio Somoza, président du Nicaragua, a démenti lundi 16 janvier avoir rencontré un des instigateurs présumés de l'assassinat, la semaine dernière, de M. Pedro Joa*quin Chamorro, directeur du quotidien* « La Prensa » *et principal* opposant au régime. Le général Somoza a également rejeté l'hypothèse selon laquelle des membres du gouvernement auraient été impliqués dans cet attentat.

(De notre envoyé spécial.)

Managua. — Une semaine après *l'assassinat*, le mardi 10 janvier, de M. Pedro Joaquin Chamorro, directeur du quotidien *la Prensa* et l'un des principaux adversaires du président Somoza, le mystère demeure sur l'identité réelle des instigateurs de l'attentat (*le Monde* du 12 janvier). Dans un communiqué, la famille de la victime et la direction du quotidien *la Prensa* soupçonnent *les autorités de vouloir « dissimuler les véritables auteurs du crime derrière un rideau de fumée »*.

Les premières dépositions des quatre hommes de main qui ont reconnu avoir participé à l'assassinat n'ont été rendues publiques que soixante heures après leur arrestation et sont pleines de contradictions. Trois personnalités liées au régime ont été mises en cause par les inculpés : MM. Pedro Ramos, exilé cubain anticastriste naturalisé américain, directeur d'une entreprise de plasma san*guin à Managua, la Plasmaferesis*, Fausto Zelaya, ex-président de la Banque du logement, et Cornelio Hueck, ancien président de la Chambre des députés.

Depuis plusieurs années, M. Pedro Joaquin Chamorro avait dénoncé les activités de Plasmaferesis et accusé le président Somoza (dont la famille gouverne de façon dictatoriale le Nicaragua depuis quarante ans) d'avoir des intérêts dans ce sordide commerce mené avec le sang des Nicaraguayens les plus défavorisés. L'usine de la Plasmaferesis a été incendiée lors des émeutes de la semaine dernière à Managua. M. Pedro Ramos, qui était parti pour Miami la veille de l'attentat, a cependant rejeté les accusations portées contre lui.

Longtemps proche collaborateur du président Somoza, M. Cornelio Hueck avait été écarté de la présidence de la Chambre des députés il y a quelques mois, après le retour du chef de l'Etat d'un séjour en clinique à Miami. Le général Somoza avait pris ombrage de certaines initiatives du président de la Chambre pendant son absence. D'autre part, à diverses reprises, M. Cornelio Hueck avait été accusé, dans *la Prensa*, de malversations lors de ventes de terrains. Dans une déclaration à un poste de radio locale, M. Cornelio Hueck s'est également défendu d'avoir trempé dans l'assassinat du directeur de *la Prensa*.

Alors que l'enquête officielle semble s'enliser, le général Somoza s'efforce surtout de dégager sa responsabilité devant l'opinion américaine. Au lendemain de l'attentat, il avait accordé un entretien à un journaliste d'une chaîne de télévision des Etats-Unis. Samedi 14 janvier, il a reçu les représentants de la presse américaine dans sa résidence à une cinquantaine de kilomètres de Managua. Le principal souci du dictateur nicaraguayen demeure visiblement de ne pas perdre les appuis qu'il conserve encore à Washington.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

AFRIQUE

LA GUERRE DE L'OGADEN

La Somalie accuse l'U.R.S.S. et Cuba de préparer l'« invasion » de son territoire

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le président Syaad Barre a lancé un nouvel appel *à la défense de l'intégrité territo*riale de la Somalie en recevant le *16 janvier, les représentants à* Mogadiscio de cinq pays occidentaux. *Quelques heures plus tôt, le* ministre somalien de l'information avait *affirmé que les ministres* soviétique et cubain de la défense *se trouvaient secrètement à* Addis-Abeba, pour y superviser *« l'invasion par air, terre et mer »* de la Somalie. Selon lui, un *« commandement stratégique suprême »* formé d'officiers supé*rieurs éthiopiens, soviétiques* et cubains, préparerait l'attaque, non seulement de l'Ogaden et de la Somalie, mais aussi de Djibouti et de *« pays voisins »* qu'il n'a pas nommés.

Le président somalien aurait assuré, de *son côté*, les représentants américain, britannique, ouest-allemand, français et italien que les armes et le personnel *réclamés seraient* utilisés pour défendre les frontières de la *Somalie et non « dans la lutte de libération »* menée en Ogaden. *On attendait encore, mardi en* fin de matinée, la réaction d'*Addis-Abeba*.

La semaine dernière, des sources officielles américaines avaient indiqué que M. Raul Castro, ministre cubain de la défense, se trouvait dans la capitale éthiopienne, information catégoriquement démentie par les Ethiopiens. Les mêmes sources avaient précisé qu'un bataillon d'artillerie cubain avait récemment débarqué en Ethiopie, et que 650 Cubains se trouvaient à Harrar, place forte située à la frange de l'Ogaden, que les Somalis *ne* sont pas parvenus à prendre. Les Américains évaluaient à quelque 2 000 hommes, en majorité des combattants, la *présence* cubaine en Ethiopie, et à 1 000 hommes environ celle des Soviétiques. Le département d'Etat a annoncé lundi qu'une cinquantaine *de* vols *soviétiques* vers l'Ethiopie avaient été repérés ces dernières semaines.

Le ministre somalien de l'information, M. Abel Kassim Salad Hassan, a également déclaré lundi que l'offensive adverse aurait pour objet d'occuper des secteurs stratégiques en territoire somalien et de forcer Mogadiscio à *« changer de système politique »*. En demandant à la communauté internationale d'intervenir *« avant qu'il ne soit trop tard »*, il a ajouté que l' *« appui sans réserves » offert par Mogadiscio aux « forces de libération »* en Oga*den n'empêchait pas son gouver*nement de rechercher un règle*ment pacifique*, et rappelé *que le* président Carter avait lui-même *lancé* un *appel à la négociation* jeudi.

La veille, l'Arabie Saoudite avait *fait savoir que, comme* l'avait fait le chah d'Iran le 2 janvier, elle ne resterait pas sans réaction en cas de viol du territoire somalien. D'un autre côté, en déclarant jeudi dernier qu'il avait fait part aux Soviétiques *« de façon très ferme »*, de son inquiétude face à leur engagement dans la corne de l'Afrique, le président Carter a paru commencer à revenir sur la neutralité américaine dans le conflit. Jusqu'à présent, Washington s'est refusé à livrer des armes à la Somalie. — J.-C. P.

SELON « JEUNE AFRIQUE »

Le dialogue Castro-Poniatowski à La Havane s'est terminé par un constat d'échec

Dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire « Jeune Afrique » a établi un dossier « Cuba face à l'Afrique », *sous la direction de* Jacques Vignes. Les entretiens, au début de décembre 1977 à La Havane, entre M. Fidel Castro et M. Michel Poniatowski, envoyé *spécial* du chef de l'Etat français, sont largement évoqués et commentés.

Au centre de ces entretiens, *« un sujet, l'Afrique. Cette Afrique où la France et Cuba jouent de plus en plus un rôle prépondérant, la première au nom du pacte atlantique, le second comme fer de lance du pacte de Varsovie. »*

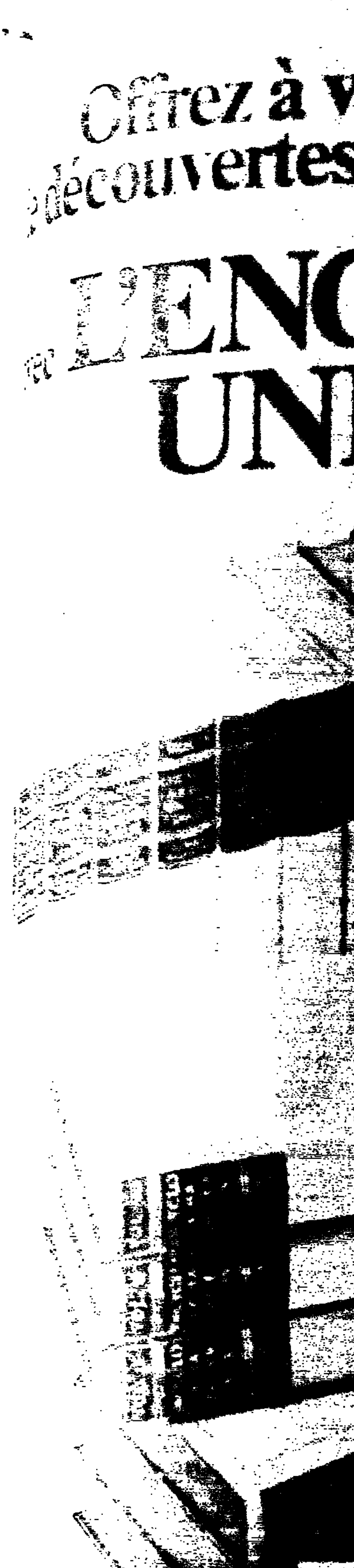
A propos de la Corne de l'Afrique, M. *Poniatowski* aurait *mis* son interlocuteur cubain en garde : *« Les Occidentaux ne peuvent pas tolérer la constitution d'une fédération progressiste groupant l'Ethiopie, l'Erythrée, la Somalie et Djibouti. »* C'était un plan cubain et soviétique mis à mal par l'exaspération des tensions et des rivalités dans la région. Au *« non à la fédération de Poniatowski, soucieux de maintenir à Djibouti la présence française, a répondu* le casus belli *de M. Fidel Castro, « pas de démembrement ni de blocus de l'Ethiopie »*.

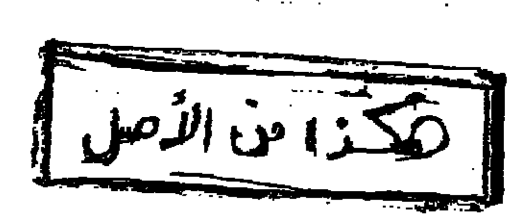
L'Angola ? Selon l'envoyé spécial du président français, *« l'Occident n'a pas vraiment renoncé à déstabiliser le bastion angolais ; il peut en tolérer l'existence, à la condition que ce bastion reste ce qu'il est et n'étende son influence ni sur la Namibie (l'Afrique du Sud veille au grain) ni sur le Zaïre (l'affaire du Shaba est à cet égard caractéristique) »*.

Selon *Jeune Afrique*, la libéralisation du régime de l'apartheid suppose, pour M. Poniatowski, *« un relâchement des tensions qui affectent l'Afrique australe. Qu'une solution de type occidental soit trouvée au problème rhodésien, que le Mozambique accepte dans ce cadre un programme de coopération régionale, et il deviendra possible d'éliminer à terme Vorster au profit d'un premier ministre plus conciliant. Une perspective que Castro n'a guère appréciée. Poniatowski et lui se sont quittés sur un constat : leurs rivalités africaines ne sont pas sur le point de s'apaiser »*.

Dans le même dossier, *Jeune Afrique* rapporte l'essentiel d'une entrevue accordée par M. Fidel Castro à une journaliste américaine, Barbara Walters. Le dirigeant cubain justifie son intervention en Afrique, estimant qu'un nouveau *« plan d'attaque contre l'Angola »* n'est pas exclu. Il dénonce le *« culte de la personnalité de Mao »* et qualifie ses prisonniers politiques de *« simples contre-révolutionnaires »*.

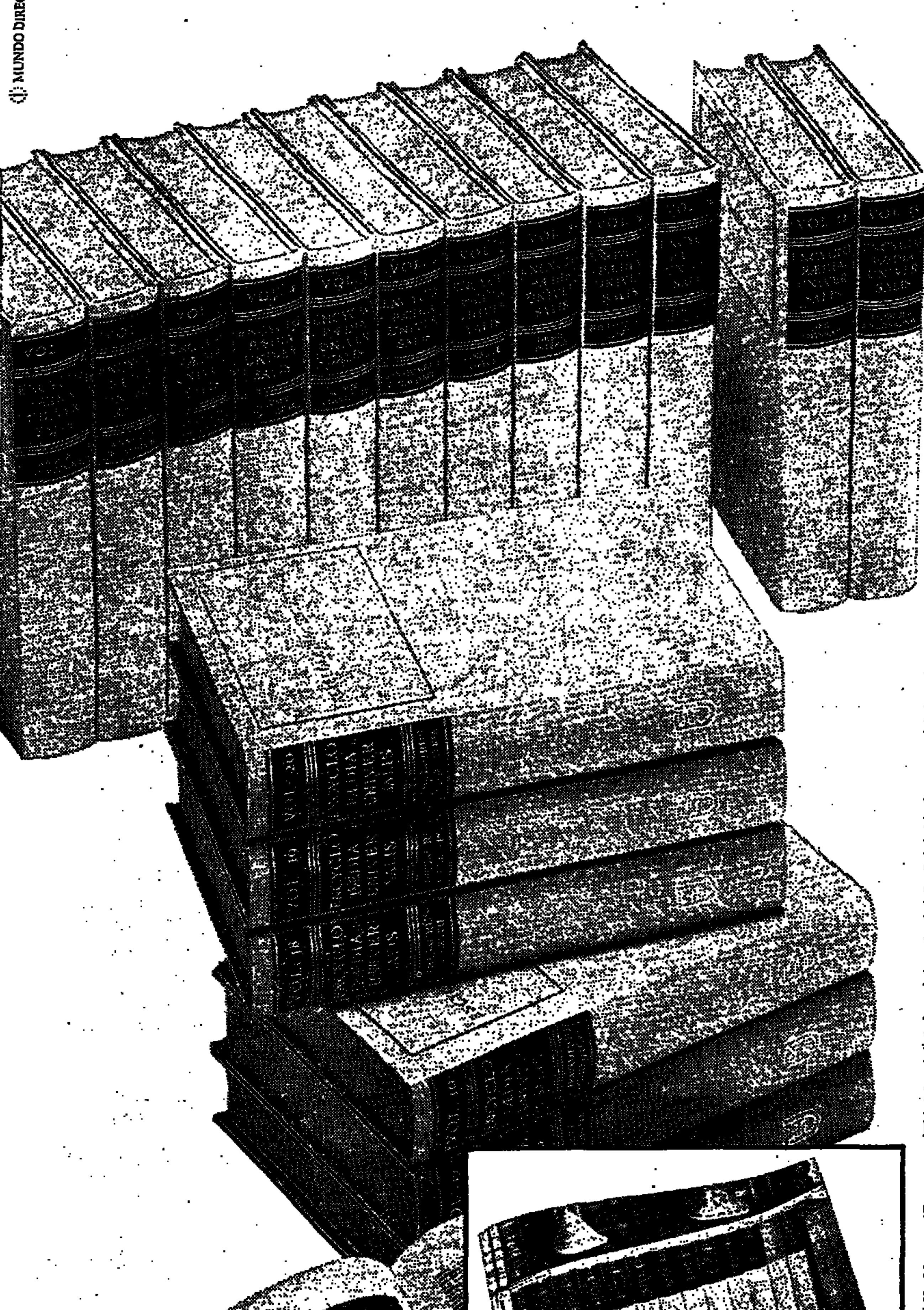
● *Le Maroc* a saisi l'ONU, l'O.U.A. et la Ligue arabe d'un « grave incident » survenu le 11 janvier dans la province de Tan-Tan, a annoncé lundi 16 janvier à Rabat le ministre marocain de l'information, M. Larbi Khattabi. Deux camions civils auraient été, selon les *autorités* marocaines, attaqués le 11 janvier en territoire marocain, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière algérienne, par une bande armée venue d'Algérie. Trois personnes auraient été tuées et sept autres, dont un enfant de sept ans, emmenées en otages. — *(A.F.P.)*





Offrez à votre famille une vie entière de découvertes, d'enrichissements et de savoir

avec L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS



MUNDO DIRECT

3.800 spécialistes français et internationaux vous donnent rendez-vous dans L'Encyclopædia Universalis. Pour accéder enfin à la connaissance **profonde** de tout ce qui vous intéresse, vous concerne, vous intrigue.

Ce sera peut-être, pour vous et vos enfants, l'aventure de toute une vie. Car L'Encyclopædia Universalis possède un étrange pouvoir : celui d'éveiller une curiosité insatiable. Avec elle, vous n'avez jamais fini de vous interroger, de chercher, de découvrir, d'apprendre.

La plus grande encyclopédie française.

A cela plusieurs raisons :

- Tout d'abord, L'Encyclopædia Universalis est la plus grande encyclopédie française et **la plus complète.** Ses 20 volumes ne traitent pas moins de 19.000 sujets sur 21.760 pages. C'est-à-dire qu'elle vous offre un univers d'une infinie richesse et variété.
- Elle est également **la plus illustrée** des encyclopédies, avec plus de 20.000 illustrations, photos, schémas, dessins, en noir et en couleurs. C'est tellement important des visuels qui montrent, qui détaillent, qui expliquent !
- Enfin et surtout, elle aborde chaque sujet sous un angle extrêmement **moderne, scientifique, approfondi.** Car ses auteurs ne sont pas de simples vulgarisateurs, mais des savants : Prix Nobel, membres de l'Institut, académiciens, professeurs, médecins, historiens, chercheurs, archéologues... C'est vraiment une encyclopédie qui rend hommage à votre intelligence et à celle de vos enfants.

La seule vraie richesse : le savoir.

Décidez aujourd'hui - pour vous et les vôtres - de faire un premier pas vers la seule vraie richesse, la seule dont on ne se lasse jamais, la seule qui ouvre sûrement les portes de la réussite et du succès : **le savoir.** Demandez le passionnant Dossier Universalis, **gratuitement et sans le moindre engagement.**

gratuit
votre dossier Universalis.

Sur 32 pages en couleurs, il vous dit tout ce que vous avez envie de savoir sur L'Encyclopædia Universalis. Il est clair, complet, explicatif. Vous y trouverez de magnifiques photos et des exemples d'articles, tel que l'important dossier sur l'enfance.

Pour le recevoir gratuitement par la poste, renvoyez le Bon ci-dessous dès aujourd'hui **(Le Club Français du Livre, 7, rue Armand-Moisant, 75754 Paris Cedex 15)**

ou appelez le 734.02.31
(répondeur automatique 24 h/24).

"Nous pensons que L'Encyclopædia Universalis est le seul ouvrage d'esprit vraiment moderne..."
J. Duranteau. Le Monde

BON GRATUIT

pour recevoir par la poste le Dossier UNIVERSALIS.
Bon à renvoyer au **Club Français du Livre, 7, rue Armand-Moisant, 75754 Paris Cedex 15.**

Veuillez m'adresser **gratuitement**, par la poste, mon exemplaire du passionnant "Dossier Universalis" en couleurs, sans aucun engagement de ma part.

Nom ____________ Prénom ____________

N° ______ Rue ____________

Code postal |_|_|_|_|_| Localité ____________

(Offre valable uniquement pour la France métropolitaine). 044 3951 018

EUROPE

Libres opinions

Il y a sept ans : le procès de Leningrad

par Me DANIEL JACOBY

Le Comité international pour la libération d'Edouard Kouznetsov organise une table ronde ce mardi 17 janvier, à 20 h. 30, au Cercle républicain (5, avenue de l'Opéra, Paris-1er). A cette occasion, son avocat français, Me Daniel Jacoby, nous a adressé le texte suivant :

DANS le froid, la nuit et le brouillard d'un des nombreux camps spéciaux de Mordovie, Edouard Kouznetzov, le condamné de Leningrad arraché au bourreau par une opinion publique internationale indignée, Kouznetzov l'indomptable, le juif par choix, l'auteur de l'admirable Journal d'un condamné à mort, *le lauréat du prix Gulliver 1974, a entamé sa huitième année de bagne par une grève de la faim totale. Il entend ainsi protester contre le refus opposé par les autorités du camp n° 1 de l'autoriser à recevoir la visite de l'académicien Sakharov et de sa femme venus tout spécialement de Moscou pour le voir. Il est atteint d'une affection tuberculeuse qui n'est pas soignée. Et la grève de la faim qu'il vient d'entreprendre met en péril sa vie. Il est en butte aux humiliations et aux brimades des gardiens, dont le rôle, ainsi qu'il lui fut déclaré lors de son arrivée au camp par le représentant du K.G.B., est de le* « briser jusqu'à ce qu'il devienne sage comme une image », *et à l'antisémitisme des condamnés de droit commun dont il partage le sort. Ce grand écrivain devra encore vivre dans cet univers concentrationnaire huit années de sa vie, trois mille journées d'Ivan Denissovitch. Après, s'il survit, on espère qu'il sera définitivement « brisé ».*

Cette idée nous est insupportable. Cent soixante-dix écrivains et intellectuels mondialement connus (1) ont demandé publiquement sa libération, jusqu'ici en vain.

Son crime : avoir tenté de s'emparer d'un avion au sol pour gagner la Suède, après que les autorités soviétiques lui eurent refusé, ainsi qu'à ses compagnons, l'exercice de leur « droit de quitter tout pays y compris le leur », *droit de l'homme reconnu par l'Union soviétique, inscrit dans le préambule de la charte des Nations unies et dans de nombreuses conventions internationales ratifiées par l'Union soviétique* (2).

EN l'absence d'une législation spécifique, ce délit fut alors qualifié, par jugement du 24 décembre 1970 du tribunal de Leningrad, de « haute trahison », punissable de la peine de mort, par application de l'article 64 du code pénal de l'U.R.S.S., au même titre que l'espionnage ou la conspiration en vue de s'emparer du pouvoir.

Il ne serait plus aujourd'hui sanctionnable que d'une peine d'emprisonnement de trois à dix ans, depuis la promulgation du décret du 3 janvier 1973 du présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. sur « la responsabilité pénale dans le cas d'un détournement d'avion ».

Les principes universels du droit pénal veulent que lors de l'adoption d'une loi répressive moins sévère que la précédente, les condamnés bénéficient au moins de l'octroi de libérations conditionnelles, de réductions de peines, ou de grâces, bref, d'un alignement sur la peine la moins lourde.

C'est ce que tous les hommes épris de justice demandent pour Kouznetzov et ses compagnons.

Avant qu'une nouvelle injustice ne se commette, cette fois concernant Anatole Chtcharansky, détenu au secret depuis le 15 mars 1977 et privé de défenseur, tout doit être mis en œuvre pour que les portes du bagne et de la prison s'ouvrent, à la fois, pour Edouard Kouznetzov et Anatole Chtcharansky.

(1) Parmi lesquels : Herbert Agar, Raymond Aron, Simone de Beauvoir, Béatrix Beck, Samuel Beckett, Heinrich Boll, Pierre Boulle, Saül Bellow, Roger Caillois, Jean Cassou, Hélène Cixous, Maurice Clavel, Albert Cohen, Pierre Daix, Marguerite Duras, Pierre Emmanuel, René Etiemble, Howard Fast, Jean-Pierre Faye, Rumer Godden, Jean Guéhenno, Arthur Hailey, Stuart Hampshire, Roger Ikor, Eugène Ionesco, Alfred Kern, Joseph Kessel, Jean Lacouture, Michel Leiris, André Pieyre de Mandiargues, Alberto Moravia, Edgar Morin, Iris Murdoch, Nicolas Nabokov, Hans Eric Nossak, Hélène Parmelin, Piotr Rawicz, Jean Rousselot, Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz, André Schwartz-Bart, Alan Sillitoe, Claude Simon, Philippe Sollers, Philippe Soupault, Michel Tournier, Philippe Toynbee, Vercors, Arnold Wesker, Morris West.

(2) Citons notamment le pacte sur les droits civils et politiques et la Convention internationale sur toutes les formes de discrimination raciale.

Pays-Bas

Le nouveau gouvernement aura une politique étrangère moins «engagée»

De notre correspondant

Amsterdam. — La nouvelle coalition gouvernementale de centre droit formée le 16 décembre, et composée des chrétiens-démocrates et des libéraux, a présenté au Parlement le lundi 16 janvier les grandes lignes de sa politique. Le nouveau premier ministre, M. Van Agt, a indiqué qu'une partie *importante* de la politique de la précédente coalition de gauche va être poursuivie, mais le ton général du discours de M. Van Agt implique un retour assez net au centrisme. Le premier ministre a souhaité que la population se sente *« responsable et solidaire »* pour créer une *« société juste »*.

« L'Etat ne doit pas trop se préoccuper des problèmes sociaux », a-t-il précisé. Le premier ministre n'a pas pour autant manifesté la volonté de rompre nettement avec la politique de la précédente coalition.

Le nouveau gouvernement, dont les projets sont partout qualifiés de « vagues », n'a pas donné de précisions sur sa politique budgétaire, qui ne sera connue qu'en septembre prochain, quand le budget 1979 sera présenté. Mais il apparait déjà que la politique de nivellement des salaires sera nettement ralentie, bien qu'aucun chiffre n'ait encore été mentionné. Le premier ministre a *déclaré* que l'une des premières préoccupations de son équipe était la *« sécurité de chaque citoyen ». La* police sera *ainsi* renforcée. La défense nationale sera maintenue à son niveau actuel. On ne parle plus de réduire son budget, idée chère aux socialistes.

Les Pays-Bas prendront aussi des positions moins avancées en matière de politique extérieure. *Le nouveau ministre* des affaires étrangères, M. Van der Klaauw (libéral), a déclaré à la presse qu'il voulait surtout une politique *« efficace »* qui soit aussi mieux synchronisée avec la politique étrangère des autres pays du Marché commun. Ce qui signifie, *pense-t-on*, que les Pays-Bas mettront moins l'accent sur les droits de l'homme. La politique d'apartheid est cependant *vigoureusement* condamnée par le nouveau gouvernement. Mais on a apparemment abandonné l'idée de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

Le premier signe de changement en matière de politique étrangère a été la conclusion d'un accord de principe, la semaine dernière, sur la livraison au Brésil d'uranium enrichi par le consortium allemand, anglais et néerlandais, *URENCO*.

Le gouvernement précédent avait refusé toute livraison d'uranium enrichi au Brésil si celui-ci n'offrait pas de fermes garanties que, le plutonium serait uniquement utilisé à des fins pacifiques. Cette position a maintenant *quelque peu évolué*. Le « lobby nucléaire » et le ministre des affaires économiques ont fait valoir au nouveau gouvernement que l'Allemagne fédérale et l'Angleterre risquaient de conclure des accords avec les Brésiliens sans les Pays-Bas. Selon eux, une décision s'imposait avant le 31 décembre 1977. Pour *le* nouveau gouvernement, le fait que le Brésil ait admis le principe d'un accord de stockage du plutonium, prévu par les statuts de l'Agence internationale atomique de Vienne, est une preuve suffisante qu'il n'y aura pas de danger *de prolifération*.

Le débat sur la politique gouvernementale *dominera* l'actualité politique toute la semaine. On attend surtout l'intervention de M. *Den Uyl*, devenu leader de l'opposition. Comme l'ancien premier ministre ne veut pas trop s'aliéner ses anciens partenaires chrétiens-démocrates, on s'attend qu'il reste modéré dans ses critiques de la nouvelle équipe gouvernementale qui n'a qu'une *majorité de deux* sièges au Parlement.

MARTIN VAN TRAA.

LA CRISE IRLANDAISE

Le primat d'Irlande se prononce pour la réunification de l'île

De notre correspondant

Dungannon. — Un nouveau parti politique a tenu une réunion d'information à Dungannon, ce week-end dernier : le parti pour l'indépendance de l'Irlande (I.I.P.), violemment nationaliste, qui recrute ses adhérents dans la population catholique. L'I.I.P. compte une quinzaine de conseillers municipaux dans ses rangs. Ses deux leaders, MM. Frank McManus — ancien élu à Westminster — et Fergus McAteer, préparent un congrès pour le mois d'avril et s'organisent déjà pour les prochaines élections *législatives* britanniques.

Le programme du nouveau parti diffère peu de celui de l'aile politique de l'IRA provisoire, le *le Sinn Fein : l'I.I.P. réclame* par priorité, le retrait de l'administration britannique d'Ulster. Une fois les Britanniques partis, la nouvelle formation envisage plusieurs possibilités : la réunification de l'île, une Irlande fédérée, une Ulster autonome ou une Irlande confédérée sur le modèle suisse. Elle rejette la politique du S.D.L.P. (parti travailliste social-démocrate représentant de la majorité de la communauté catholique) favorable à un gouvernement provincial inter-confessionnel. Selon l'I.I.P., cette *solution entrainerait la prolongation* de la présence britannique, source de l'instabilité dans l'île.

Il est difficile de juger dans quelle mesure ce nouveau parti prendra des voix au S.D.L.P., mais sa naissance coïncide avec de nouveaux développements politiques. *Une semaine après la déclaration* controversée du premier ministre de la République d'Irlande, M. Jack Lynch, selon laquelle la Grande-Bretagne devrait annoncer son intention future de se retirer du nord de l'île (*le Monde* du 10 janvier), le primat d'Irlande, Mgr Tomas O'Fiaich, a, à son tour, pris position dans ce débat. Dans une *interview accordée au directeur* du quotidien de Dublin, *The Irish Press*, le chef de l'Eglise catholique d'Irlande — *qui est originaire* d'Ulster — a indiqué qu'il espérait une déclaration du gouvernement britannique annonçant son intention de se retirer d'Irlande du Nord, seule possibilité, selon lui, de mettre un terme à la crise actuelle. *« Je regrette, a-t-il dit, que ceci ne se soit pas produit après la dissolution du Stormont* (l'assemblée provinciale de Belfast a été dissoute par le gouvernement de M. Heath en mars 1972.) *Certains protestants attendent un geste amical et une déclaration accompagnée d'initiatives sincères de la République. (...) Mais je ne vois pas de solution à long terme au problème de l'Irlande du Nord, sauf dans le contexte de la réunification de l'île. Nous ne faisons que remettre sans cesse ce jour-là. »*

L'archevêque a *précisé qu'il ne* s'opposerait pas à l'autonomie de l'Ulster comme solution intermédiaire, et qu'il faisait assez confiance aux protestants de la province pour accepter cette solution. Mgr O'Fiaich a répété sa suggestion de l'année dernière selon laquelle la Constitution de la République devrait être révisée et les liens de l'Eglise et de l'Etat dans la République rompus.

Comme on pouvait s'y attendre, les propos du primat, grand spécialiste de la langue et de la culture gaéliques, dont la nomination comme successeur du cardinal Conway, l'an dernier, avait suscité des protestations dans la presse britannique, ont entraîné la colère des loyalistes d'Ulster. Le pasteur Paisley, leader de la formation activiste protestante, le Parti unioniste démocratique (*D.U.P.*), a déclaré que *Mgr* O'Fiaich avait montré *« son vrai visage d'archevêque de l'IRA »*. L'un des responsables du parti unioniste officiel (modéré) M. John Taylor, a dénoncé *« les activités politiques de l'archevêque »*. Les propos du prélat ont *été également critiqués en Angleterre*. Un député catholique conservateur, M. John Biggs-Davidson, a déclaré qu'ils ne pouvaient qu'alimenter la haine confessionnelle en Ulster.

JOÉ MULHOLLAND.

Finlande

M. Kekkonen est assuré d'être réélu président de la République

De notre correspondant

Helsinki. — Le 15 février *prochain*, M. *Urho Kekkonen* sera réélu président de la République de Finlande pour six ans. Sur les trois cents grands électeurs élus au suffrage universel les 15 et 16 janvier, deux cent soixante (avec 82,3 % des suffrages exprimés) soutenaient sa *candidature. Pourtant, le taux de* participation a été relativement faible : 63,9 % (69,6 % si on exclut les Finlandais résidant à l'étranger) ; il reste toutefois honorable compte tenu du fait que le président actuel est au pouvoir depuis 1956 et que le résul*tat de cette consultation* ne faisait l'ombre d'un doute pour personne. Le président a donc obtenu son *« oui franc et massif »*.

L'examen des suffrages est aussi un test pour les partis politiques. Dans le camp des six formations soutenant M. Kekkonen, les *sociaux-démocrates* recueillent 23,3 % des suffrages (contre 24,9 % aux élections législatives de *1975). C'est le plus fort pour*centage qu'ils aient enregistré depuis la guerre dans une élection présidentielle. Les centristes recueillent 19,5 % des suffrages (17,6 % en 1975), les communistes, 18,2 % (18,9 %) : les conservateurs n'ont obtenu que *14,7 % des suffrages exprimés* (18,4 % en 1975). Les deux petits partis libéral et suédois qui ont conclu une alliance électorale avec le centre sont les perdants avec respectivement 2,9 % (4,3 % en 1975) et 3,6 % (5 %).

Le succès de l'Union chrétienne-démocrate qui soutenait la candidature de M. Westerholm (8,8 % des suffrages contre 3,3 % aux législatives), explique les déboires des conservateurs, des libéraux et des Suédois, en désaccord avec les consignes qui leur auraient été données. L'Union chrétienne-démocrate, fortement *critiquée* par M. Kekkonen a bénéficié des suffrages d'élections de ces formations et même de quelques sociaux-démocrates qui tenaient à voter contre le chef de l'Etat, M. Kekkonen.

Les quatre autres candidats opposés au président sortant ont *obtenu au total 17,7 % des suffrages*. Sur trois cents grands électeurs élus, les deux cent soixante favorables au président actuel se divisent à parts égales entre la gauche *et* les bourgeois. Le parti chrétien obtient vingt-quatre grands électeurs, le parti *constitutionnel de M. Salonen* six et le parti rural (poujadiste) de M. Vennamo dix.

Cette consultation est aussi un test de la popularité des personnalités politiques. Chez les sociaux-démocrates, l'ancien premier ministre, M. Mauno Koi*visto, gouverneur de la Banque* de Finlande, a dépassé en nombre de voix M. Sorsa, l'actuel premier ministre.

PAUL PARANT.

Italie

Les principaux partis sont soucieux de ne pas aggraver la crise

De notre correspondant

Rome. — Ayant pris acte de la démission du gouvernement Andreotti, le président de la République italienne, M. Giovanni Leone, commence, ce mardi 17 janvier, ses consultations. On va donc assister pendant trois jours, selon un calendrier très précis, au traditionnel défilé, au Quirinal, des présidents de Chambres, des anciens présidents *de la République ou du conseil et* des dirigeants de tous les partis, y compris l'extrême gauche et l'extrême droite. Jeudi soir ou vendredi matin au plus tard, un « mandat exploratoire » sera confié à une personnalité politique, démocrate-chrétienne probablement. *Le nom de M. Andreotti* est sur toutes les lèvres.

Ce n'est qu'en cas d'échec de sa mission que le président du conseil désigné se verrait remplacé par M. Arnaldo Forlani, ministre des affaires étrangères, par M. Flaminio *Piccoli, président du groupe démo*crate-chrétien à la Chambre, ou, dit-on encore, par M. Amintore Fanfani, président du Sénat. Mais on ne voit pas pourquoi ils réussiraient là où leur habile collègue aurait échoué. L'impasse actuelle tient à la formule, *introuvable, et* non à la difficulté de découvrir des hommes adéquats.

Les six partis constitutionnels évitent de jeter de l'huile sur le feu. Dans des déclarations prudentes, ils se *contentent de réaffirmer leurs* positions. On note, en revanche, des remarques acerbes aux franges de l'échiquier politique. L'extrême gauche la plus modérée veut empêcher *le P.C.I. de négocier son entrée dans* la majorité parlementaire, car, dit-elle, la démocratie-chrétienne le lui ferait payer très cher : le P.C. précipiterait ainsi sa propre crise.

Préférant, pour sa part, s'exprimer par des actes, le leader du parti *radical (libertaire), M. Marco Pannella*, a démissionné de son mandat de député : il proteste contre la « déloyauté » de M. Andreotti, qui a évité un débat au Parlement. Ce geste *n'émeut pas outre mesure les autres* partis, habitués aux sorties de M. Pannella.

Les autorités monétaires soulignant *avec satisfaction que le taux de la* lire n'a guère varié lundi, premier jour de la crise gouvernementale. Elles entendent prendre toutes les mesures nécessaires pour décourager les spéculateurs. *L'Italie compte* plus de 7 milliards de dollars de *réserves* en devises, remarque le ministre démissionnaire du Trésor, M. Stammati, ce qui rend la situation très différente de celle du premier semestre 1976, après la chute du *gouvernement Moro*.

ROBERT SOLÉ.

Portugal

APRÈS UN MOIS ET DEMI DE NÉGOCIATIONS

M. Soares dispose du seul soutien des centristes du C.D.S.

M. Mario Soares devait transmettre le mercredi 18 janvier au président de la République le résultat de ses consultations pour former un nouveau gouvernement, après un débat, ce mardi 17, de la commission nationale de son parti. L'ambiance est plutôt *pessimiste* dans la capitale portugaise. M. Soares a rencontré, lundi, M. Sousa Franco, président intérimaire du parti social-démocrate (P.S.D.) — apparemment sans résultats. Les négociations avec les *communistes sont, d'autre part, au point* mort depuis le 14 janvier, et le P.S. a refusé, le 16, une *proposition du P.C.P. de* les reprendre. Un accord avec les seuls centristes du C.D.S. semble en contradiction avec les proclamations socialistes de ces derniers mois. S'il apparaissait au général Eanes que la dési*gnation de M. Mario Soares* comme *chef de* gouvernement est impossible, la solution, pour le chef de l'Etat, serait la convocation d'élections législatives anticipées — bien que cette solution soit toujours considérée comme inopportune par *tous les* partis représentés au Parlement.

De notre correspondant

Lisbonne. — La semaine dernière, un compromis paraissait encore possible entre *socialistes*, communistes et centristes du C.D.S. Les instances *supérieures du P.S. avaient confirmé* la stratégie préconisée par M. Soares pour former le nouveau cabinet et qui pouvait, en principe, avoir l'approbation des deux autres partis.

Le P.S. devait signer un accord de portée gouvernementale avec le C.D.S. et un accord inter-partis avec le P.C.P. Le premier *constituerait* la base du programme du gouvernement ; le second un compromis entre les deux formations de gauche. Les socialistes acceptaient de donner certaines satisfactions aux communistes, notamment pour l'application de la réforme agraire ; ceux-ci, en échange, s'engageraient à favoriser un bon climat social.

La formule de *« gouvernement socialiste avec des indépendants »* était abandonnée. Selon la nouvelle formule (*« gouvernement à base P.S. avec des personnalités »*), M. Soares devait tenir compte, pour le choix des futurs ministres n'appartenant pas au P.S., de l'opinion des autres signataires de la plate-forme.

Les *dispositions favorables* des états-majors ont rencontré une nette incompréhension de la part des militants. Au C.D.S., un secteur conservateur était tenté de passer, à l'opposition pour ne pas laisser le seul P.S.D. empocher les bénéfices électoraux de cette position.

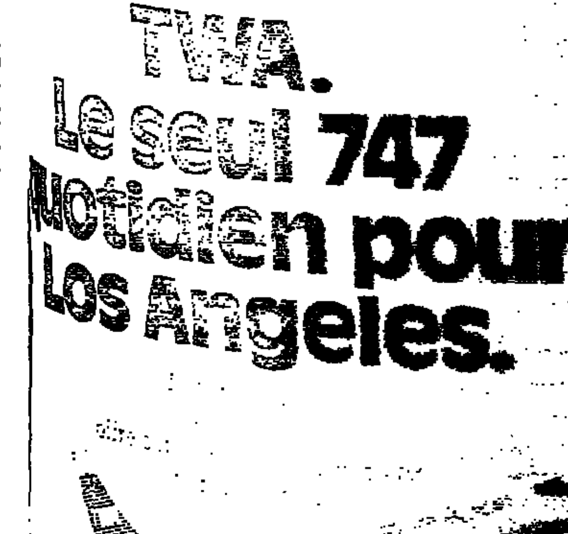
La direction du parti a donc raidi son attitude. Au terme d'une discus*sion de quinze heures, les membres* du conseil national du C.D.S. ont décidé de mandater la commission politique pour poursuivre les contacts avec les socialistes, mais selon *« un certain nombre de directives »*. Les dirigeants centristes ont demandé aux socialistes des précisions sur l'accord qu'ils se préparaient à signer avec le P.C. Estimant que cet *accord était « en contradictions »* avec l'essentiel du programme de gouvernement élaboré par le P.S. et le C.D.S., M. Freitas do Amaral, président du parti, aurait expliqué à *M. Soares que l'entente entre les* deux partis passait par un refus de concessions au P.C.P.

Du côté des communistes, l'éventuelle apparition de personnalités *importantes du C.D.S. au prochain* gouvernement inquiète. Le P.C.P. a élevé des objections à la *désignation* de tel ou tel dirigeant centriste. *« Il est bien difficile d'imaginer*, disait, *le 8 janvier, M. Cunhal lors d'un* meeting dans la banlieue de Lisbonne, *qu'un gouvernement P.S.-C.D.S. soit capable de mener une politique plus démocratique que le gouvernement précédent, où le P.S. était seul, bien que pratiquement allié avec la droite. »*

Comment, en effet, le P.C.P. pouvait-il expliquer à se militants que, *un mois et demi après avoir refusé* la confiance à M. Soares, il appuierait un gouvernement comportant des éléments qu'il qualifie, de longue date, de *« réactionnaires »* ? Des *articles parus dans O Diaro*, l'organe du parti, montraient que la politique suivie par la direction du P.C.P. rencontrait de sérieuses résistances. Le comité central du P.C.P., réuni, *le 13, aurait tranché : les communistes* ne donneraient pas leur aval à un gouvernement constitué en partie par des ministres *« réactionnaires »*. M. Soares n'avait plus *guère le choix : le 14 janvier*, il a annoncé la rupture avec le P.C.P.

JOSÉ REBELO.







EUROPE

République fédérale d'Allemagne

M. Strauss victime d'une affaire d'écoutes téléphoniques pendant la campagne électorale de 1976

De notre correspondant

Bonn. — La République fédérale est secouée par une affaire d'écoutes téléphoniques dont le président des chrétiens-sociaux bavarois (C.S.U.), M. Franz-Josef Strauss, a été victime durant la campagne électorale de 1976. Le secrétaire d'Etat à la chancellerie, M. Manfred Schüler, qui coordonne l'activité de tous les services secrets ouest-allemands, a déclaré vendredi soir 13 janvier qu'il excluait toute participation de ses services à l'affaire, mais il a annoncé l'ouverture immédiate d'une enquête. Celle-ci est réclamée avec beaucoup de vigueur par la C.S.U. et par M. Strauss.

Dans son numéro du samedi, la *Süddeutsche Zeitung* de Munich publie la copie d'un document reproduisant les termes d'une conversation téléphonique entre M. Strauss et M. Wilfred Scharnagl, alors redacteur, et depuis lors rédacteur en chef, du *Bayern Kurier*, organe de la C.S.U. Le document est rédigé sur un formulaire d'apparence officielle et porte la mention : « *secret* ».

L'enquête menée par la *Süddeutsche Zeitung* semble toutefois établir que, si le formulaire répond bien à un modèle utilisé par la B.N.D. (service de renseignements de la République fédérale), ce type d'imprimé n'est plus utilisé depuis 1974. De plus, le tampon apposé sur chaque page du compte rendu de la conversation téléphonique ne correspondait pas exactement à celui qu'utilisait la B.N.D. Les deux intéressés soulignent cependant qu'une bonne partie de leur conversation a été correctement reproduite. Sur un point essentiel, toutefois, le texte contiendrait un « *faux caractérisé* » inséré dans la conversation véritable.

La *Süddeutsche Zeitung* s'est abstenue, jusqu'ici, de reproduire le texte complet du document, qui lui a été adressé de façon anonyme par la poste. Personne ne doute, cependant, que dans la partie du texte dénoncée par M. Strauss il soit question de l'affaire Lockheed. Celle-ci, en effet, avait joué un grand rôle dans la campagne électorale de 1976, la propagande social-démocrate suggérant alors que M. Strauss, lorsqu'il était ministre de la défense, avait touché des pots-de-vin de la firme américaine, qui voulait l'inciter à faire acheter par l'Etat fédéral des avions Starfighter.

Il y a quelques jours, le ministère de la justice, à la suite d'une très longue enquête, était parvenu à la conclusion que ni la C.S.U., ni M. Strauss, ni aucun autre homme politique ouest-allemand, *n'ont touché* de pot-de-vin de Lockheed.

Il reste que quelqu'un a, en septembre 1976, capté la conversation de MM. Strauss et Scharnagl. La question reste donc posée de savoir si l'un des services secrets de la République fédérale a agi pour son propre compte, en violant les règles constitutionnelles qui protègent le caractère confidentiel des communications téléphoniques.

Parmi les nombreuses autres hypothèses formulées à Bonn à *ce sujet*, il en est une *suggérant* qu'un lien puisse exister entre ce scandale et la politique interallemande, et y voient une manœuvre de la R.D.A. Telle paraît être l'opinion d'un éditorialiste du journal *Die Welt* : le quotidien de la chaîne Springer se demande si les services est-allemands n'ont pas lancé cette affaire d'écoutes téléphoniques en République fédérale afin de détourner l'attention actuellement concentrée sur le manifeste attribué à un groupe d'opposition au sein de la R.D.A.

JEAN WETZ.

Irmgard Moeller réaffirme ne pas avoir tenté de mettre fin à ses jours à la prison de Stammheim

Le procès de Rolf Pohle, accusé d'avoir procuré des armes à la Fraction armée rouge, déjà condamné en 1974 mais qui avait été libéré en échange de la vie de M. Peter Lorenz avant d'être à nouveau arrêté à Athènes en 1976, s'est ouvert lundi 16 janvier à Munich. L'accusé, nous signale notre correspondant à Bonn, Jean Wetz, avait refusé de comparaître ; conduit de force à l'audience, il est apparu devant ses juges le visage couvert d'un masque de papier, sur lequel une inscription réclamait « *les droits de l'homme pour tous les emprisonnés* » et protestait contre « *la torture blanche et l'assassinat* ». Une quarantaine de sympathisants de l'accusé, ajoute notre correspondant, se trouvaient dans la salle et ont repris en chœur ce dernier slogan, provoquant la suspension de l'audience après la lecture de l'acte d'accusation. Les débats du tribunal doivent reprendre *jeudi*.

A Stuttgart, d'autre part, Irmgard Möller, qui avait été retrouvée blessée dans sa cellule le matin de la mort d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, a été entendue par la commission d'enquête constituée par le Parlement du Land de Bade-Wurtemberg au lendemain des événements de la prison de Stammheim. L'extrémiste, qui est maintenant rétablie de ses blessures, a réaffirmé qu'elles ne s'était pas infligé celles-ci elle-même. Elle a déclaré avoir entendu deux coups de feu vers 5 heures, la nuit du 18 octobre, peu après avoir communiqué avec Jan-Carl Raspe, puis s'être endormie « *comme sous l'effet de drogues* ». « *La dernière chose dont je me souvienne*, a-t-elle ajouté, *c'est de m'être retrouvée, frigorifiée et tremblante, sur une civière dans un couloir de la prison, blessée de plusieurs coups de couteau à la poitrine. Deux employés ont crié : les deux autres sont froids.* »

Quant à Mᵉ Klaus Croissant, toujours détenu à la prison de Stuttgart-Stammheim, *il serait*, selon un de ses avocats, Mᵉ Marie-France Schnidlin, « *en très mauvaise condition physique* ».

OCÉAN INDIEN

CORRESPONDANCE

La situation politique aux Comores

Faisant référence à la découverte d'un nouveau complot à Moroni (le Monde *du 15 janvier), un de nos lecteurs d'origine comorienne nous écrit notamment :*

(...) Ce n'est ni la première, ni la deuxième et ni la troisième fois que le chef d'Etat des Comores parle de la découverte d'un complot contre sa personne ou contre la sûreté de l'Etat... Lorsque le président Ali Soilih veut jeter en prison *certaines* personnes trop gênantes pour lui, il fait annoncer par Radio-Moroni qu'il a été victime soit d'une tentative de coup d'Etat, soit d'une tentative d'assassinat. C'est ainsi que plusieurs centaines de Comoriens vieillissent dans les cachots d'Ali Soilih. Leurs conditions de détention devient nent de plus en plus inquiétante... de plus en plus inquiétante...

Avant la découverte du dernier complot, quatre cents personnes originaires de l'île de Mohéli ont été arrêtées et déportées à la Grande-Comore...

Et notre correspondant ajoute : Il convient de rappeler aussi que le vice-président Mohamed Hassanali, originaire de Mohéli, est en ce moment en résidence surveillée à Moroni, accusé de connivence avec le mouvement insurrectionnel mohélien.

Dans l'île d'Anjouan, un pauvre paysan a été tué par balles. Une cinquantaine de personnes ont été blessées et plusieurs centaines d'autres arrêtées au cours d'une manifestation qui rassemblait plus de 15 000 personnes à Mutsamudu pour *réclamer le respect des droits* de l'homme (...).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ
OJD 1975

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57437.

PROCHE-ORIENT

Israël

Le projet de budget consacre l'orientation libérale du gouvernement Begin

Jérusalem. — Pour son premier budget à part entière, déposé devant la Knesset, le ministre des finances d'Israël, M. *Simha Ehrlich*, n'a pas craint de présenter *un projet* de loi de finances pour l'année fiscale 1978-1979 qui se monte à 182 milliards de livres (1 livre = environ 0,30 franc), soit approximativement 30 % de plus *que la valeur du produit* national brut. Les gouvernements travaillistes qui ont précédé celui de M. Menahem Begin s'étaient, pour leur part, efforcés de contenir le budget de l'Etat dans les limites du *produit* national.

Autre *changement* marquant : pour la première fois dans l'histoire de l'Etat d'Israël, le budget de la défense cesse d'être le plus important. En 1978, plus de 55 milliards de livres seront *allouées à* la défense, alors que le remboursement des dettes extérieures atteindra le chiffre record de 60 milliards de livres. En 1978, il est vrai, arriveront à échéance les gros emprunts publics lancés par le gouvernement en 1973 pour financer la guerre d'octobre. *A partir de 1979*, la part du remboursement des dettes dans le budget total ira en décroissant.

Une réduction de l'intervention gouvernementale

Troisième particularité importante : dans ce budget entièrement conçu et réalisé par l'équipe de *M. Ehrlich, les principes* de l'idéologie libérale prônés par le gouvernement Begin reçoivent un début d'application, mettant ainsi fin à près de soixante ans de prépondérance socialiste dans l'économie du pays. Des sociétés d'Etat, *dont certaines ont été* jadis le fer de lance du développement industriel d'Israël, vont être vendues au secteur privé, et le Trésor espère retirer environ 1 milliard et demi de livres de ces opérations.

La réduction de l'intervention *gouvernementale dans* la vie économique du pays est également illustrée par la suppression totale des subventions aux exportations et la réduction progressive des subventions accordées aux produits de première nécessité tels que pain, beurre, œufs et huile, dans le but de maintenir les prix à un niveau acceptable pour les classes défavorisées de la société. Ces subventions, qui ont coûté plusieurs milliards de livres au budget 1977, vont être réduites de 20 à 25 % au cours de *1978*, ce qui entraînera une hausse des *prix des produits subventionnés* pouvant aller jusqu'à 40 %. Les classes les plus défavorisées seront directement indemnisées par l'intermédiaire de la sécurité sociale.

Les dépenses de fonctionnement des administrations *(24 %)* et les dépenses d'équipement (13 %), *représentent*, après le service de la dette et la défense, les deux autres grandes masses du budget.

Les recettes atteindront 176 milliards de livres, ce qui signifie que le budget de 1978 aura un déficit de 6 milliards de livres *qui* sera entièrement couvert par un appel à la Banque

De notre correspondant

d'Israël. *L'injection* monétaire totale découlant du budget sera néanmoins plus élevée et se situera aux alentours de 7 à 8 milliards de livres selon le ministère des finances. *Les recettes budgétaires* intérieures atteindront 137 milliards de livres, soit près de 78 % de l'ensemble. Plus de 8 milliards de livres proviendront des impôts et *24,5* milliards des émissions d'obligations d'Etat indexées. En *revanche*, les revenus de l'étranger sont inférieurs à 45 milliards de livres (25 % des recettes budgétaires) et constituées en majorité par les prêts américains liés aux *achats civils et militaires*.

Les risques de récession

Le ministre des finances prévoit que *le* taux d'inflation *atteindra* 30 % en 1978, mais cette prévision est fortement contestée par de nombreux experts, dont ceux de la banque d'Israël, lesquels fondent leurs craintes d'un taux *considérablement* plus élevé sur l'importance de l'injection de monnaie dans l'économie en cours d'année. Pour les responsable de la Banque centrale, l'injection monétaire pourrait atteindre un milliard de *livres par mois en 1978*, ce qui entraînerait immanquablement un taux d'inflation supérieur à 40 %.

Depuis que M. Ehrlich a déposé son projet de loi de finances sur le bureau de la Knesset, le lundi 9 janvier, les critiques n'ont cessé de se multiplier jusqu'au sein de la majorité. *La* plupart concernent les implications *fortement* inflationnistes du budget, mais certaines, notamment celles du parti travailliste, sont relatives au rôle du budget dans la conjoncture économique. Il s'agit, dit-on, d'un budget de récession économique décourageant à la fois les exportations et les investissements alors qu'à l'issue de quatre années de stagnation économique, Israël a besoin aujourd'hui plus que *jamais d'une relance de la croissance économique* afin de soutenir le développement industriel et l'immigration.

Les partisans de M. Ehrlich répondent que la stagnation des investissements et du produit national, lequel ne progressera que de 1 % en 1978, est nécessaire si l'on veut réduire le déficit de la balance des paiements et la hausse des prix. — *(Intérim.)*

● *Le coût de la vie* en Israël a augmenté de 42,5 % en 1977, par rapport à 1976. Selon le bureau israélien des statistiques, depuis 1973, année de la *« guerre du Kippour »*, cette augmentation a été de 306 %. Par ailleurs, le salaire moyen est de 4 994 livres israéliennes (impôts déduits) chez les cadres, hauts fonctionnaires et journalistes ; *il est d'environ* 9 500 livres et atteint entre 25 000 à 30 000 chez les fondés de pouvoir des banques, qui sont les salariés les mieux rémunérés du pays. — *(A.F.P.)*

« TRIBUNE JUIVE HEBDO » : la méfiance a disparu entre Israël et le Vatican.

Faisant état, à propos de la récente visite de M. Moshe Dayan au Vatican (*le Monde* du 13 janvier), de la *« détente »* des relations entre Israël et le Saint-Siège, le correspondant à Rome de *Tribune juive* écrit notamment dans le numéro de cet hebdomadaire, daté du 19 janvier : *« L'accord entre Israël et le Vatican est loin d'être complet ou même partiel, mais certaines des méfiances réciproques ont disparu. La position du Vatican s'est d'ailleurs considérablement assouplie depuis les premières années de l'existence de l'Etat juif, quand le Saint-Siège demandait, à cor et à cri, l'internationalisation de la ville ou au moins la constitution d'un* « corpus separatum » *dans la ville orientale pour englober les lieux saints. Actuellement, le Vatican se contenterait d'un statut spécial pour les Lieux saints assorti de garanties internationales pour préserver le caractère de la vieille ville et surtout des Lieux saints proches du Mur du Temple, c'est-à-dire le Cénacle et le mont des Oliviers. Le Vatican aimerait être sûr que la ville de Jérusalem ou l'Etat d'Israël n'entreprendront pas de fouilles nouvelles ou des travaux d'urbanisme qui pourraient changer cette partie de la ville.*

» Pour l'immédiat, le Vatican aimerait surtout obtenir une promesse israélienne garantissant le libre accès aux Lieux saints chrétiens et une certaine autonomie administrative pour les institutions catholiques sur place. »

Tribune juive hebdo rappelle que le dernier ministre des affaires étrangères israélien qui a visité Rome, avant M. Dayan, avait été M. Abba Eban, en 1969, et évoque l'audience accordée, le 18 janvier 1973, par le pape à Mme Golda Meïr, marquée par une *« incompréhension mutuelle »* et une *« lourde hostilité de part et d'autre »*.

Iran

LA PRESSE MET EN CAUSE L'U.R.S.S. DANS UNE NOUVELLE AFFAIRE D'ESPIONNAGE

Un ancien fonctionnaire iranien, *M. Ali Naghi Rabbani*, condamné à mort pour espionnage, le 19 décembre dernier, a vu, dimanche 15 janvier, sa peine confirmée en appel. Aux termes de *l'acte d'accusation*, M. Rabbani fournissait depuis trente ans des renseignements à une puissance étrangère qui n'a pas été nommée.

La presse iranienne de lundi met cependant en cause l'U.R.S.S. *M. Rabbani aurait avoué* publiquement dimanche avoir fourni à des agents soviétiques, depuis la fin de la guerre, des documents secrets relatifs à la sécurité nationale et à la situation intérieure de l'Iran. Le 25 décembre dernier, l'*ancien général* Moqarebi avait été passé par les armes pour espionnage au profit d'une « puissance étrangère », mais l'U.R.S.S. n'avait pas été nommément désignée.

Lundi, les autorités iraniennes *ont annoncé la fermeture* de l'université technique de Téhéran à la suite des troubles qui, selon un communiqué de la fédération des étudiants iraniens à Rome, auraient fait une vingtaine de morts et deux cents blessés.

A Paris, l'Organisation de la jeunesse et des étudiants démocrates iraniens a lancé, lundi, un appel en faveur d'écrivains et d'artistes emprisonnés en Iran dont la vie serait en danger. *Il s'agit de MM. Hessam Hassan*, écrivain, Yalfani Mohsen, acteur et dramaturge, Khaksar Nessim, écrivain, Rahmani Nejad Nasser, metteur en scène et Darvichian Ali Achraf, écrivain.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● NEUF MILLE TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER SERONT LICENCIES cette année dans le cadre du plan de rationalisation administrative mis en œuvre par le gouvernement. De mars 1976 à la *fin de 1977, les Chemins* de fer argentins ont déjà licencié quatre mille employés. — *(A.F.P.)*

● LES FAMILLES DES PRISONNIERS POLITIQUES ont demandé au pape d'intercéder en faveur des personnes disparues ou détenues sans procès en Argentine. — *(Reuter.)*

Belgique

● L'ACCORD SUR L'APPLICATION DU PLAN DE REGIONALISATION, dit « pacte d'Egmont », a été réalisé dans la nuit du 16 au 17 janvier, au terme d'une séance continue de quarante-huit heures au château de Stuyvenberg. *La formule adoptée ne sera* connue qu'ultérieurement. — *(Corresp.)*

Bolivie

● UNE GREVE GENERALE DE VINGT-QUATRE HEURES pour soutenir le gouvernement militaire a paralysé, le lundi 16 janvier, la capitale bolivienne. Ce mouvement a été décidé par les dirigeants syndicaux opposés à la grève de *la faim qu'observent* maintenant 1 293 personnes dans dix villes du pays pour obtenir une amnistie totale. Un arrêt de travail de mineurs favorables aux grévistes de la faim était, en revanche, prévu pour ce mardi 17. — *(A.F.P.)*

Etats-Unis

● M. WALTER MONDALE, vice-président des Etats-Unis, se rend en visite au Canada mardi 17 et mercredi 18 janvier. Il sera au Mexique les 20 et 21 janvier. — *(A.F.P.)*

Mali

● LE COLONEL MOUSSA TRAORE, chef de l'Etat malien, a reçu lundi 16 janvier M. Robert Galley, ministre de la coopération, qui effectue une visite officielle de cinq *jours au Mali, après avoir* accompagné M. Giscard d'Estaing en Côte-d'Ivoire. L'entretien a porté en particulier sur le problème de la sécheresse. A ce propos, M. Galley a assuré le président malien de l'aide de *la France. Il a quitté Bamako* mardi à destination de Gao pour visiter les zones affectées. — *(Reuter.)*

Maroc

● LE MINISTRE MAROCAIN DE LA JUSTICE, Mᵉ Maati Bouabid, a mis en garde la presse *marocaine* et étrangère contre la propagation d'informations *« insidieuses et injurieuses »* dans une interview publiée vendredi dans le quotidien *le Matin du Sahara* (progouvernemental). Le ministre *de la justice a indiqué avoir lu* récemment dans la presse anglo-saxonne des comptes rendus erronés et insidieux provenant de Amnesty International au sujet de la grève de la faim déclenchée à Kenitra et à *Casablanca par les cent* trente-neuf « marxistes-léninistes » jugés en février 1977 à Casablanca.

A propos du décès, le 11 décembre dernier, dans un hôpital casablancais, de Saïda Menebhi (l'une des cent trente neuf « marxistes-léninistes » détenus), le ministre a précisé que celle-ci n'était pas morte des suites de la grève de la faim, qu'elle avait cessée plusieurs jours avant son décès, *« mais d'un arrêt cardiaque »*. — *(A.F.P.)*

R.D.A.

● DEUX DEPUTES DE LA C.S.U. (chrétiens-sociaux bavarois) au Bundestag ouest-allemand se sont vu refuser par les *autorités* de *R.D.A.* l'autorisation de se rendre à Berlin-Est lundi 16 janvier. Cette mesure fait suite à celle qui avait été prononcée dans des circonstances analogues (*le Monde* du 16 janvier) contre M. Helmut Kohl, président de la C.D.U. chrétienne-*démocrate*. — *(A.F.P.)*

Rhodésie

● L'ARMEE RHODESIENNE a annoncé, lundi 16 janvier, que vingt-deux personnes, dont seize civils, avaient été tuées au cours des quarante-huit heures précédentes. Ce chiffre porte à cent vingt-huit le bilan des victimes du conflit, de part et d'autre, *en neuf jours*. — *(Reuter.)*

Le Monde

politique

Le « déjeuner des quatre-vingts » à l'Élysée s'est déroulé dans une atmosphère tendue

Avant même que ne commence, lundi, le déjeuner offert par M. Giscard d'Estaing aux personnalités de la majorité qui soutiennent son action, les problèmes des partis politiques étaient bel et bien entrés à l'Elysée, contrairement à ce que le chef de l'Etat devait affirmer quelques instants plus tard.

En effet, dès leur arrivée dans le palais présidentiel, les invités, tous concernés par les problèmes actuels et par les prochaines échéances, évoquaient naturellement les derniers développements des dissensions majoritaires.

Dès que les convives eurent pris place de part et d'autre d'une large table dressée dans la salle des fêtes, les conversations reprirent « mezzo vocce » entre voisins immédiats, les dimensions de la table ne permettant pas les dialogues transversaux. Aux dires de certains convives, un silence pesant accompagné d'une certaine tension s'est établi au centre... de la table, là où le protocole avait placé les hôtes les plus marquants. Le chef de l'Etat avait en effet à sa droite MM. Edgar Faure, Jacques Chirac et Pierre Messmer, et à sa gauche MM. Jacques Chaban-Delmas, Jean-Pierre Soisson et Claude Labbé. Face à lui, M. Raymond Barre avait à sa droite MM. Michel Debré, Alain Peyrefitte et Roger Chinaud, et à sa gauche MM. Jean Lecanuet, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Pierre Pflimlin. Ainsi, un hasard malicieux avait-il mis face à face le président du R.P.R. et celui du parti radical. Cela n'a pas retenu le chef du mouvement gaulliste, après de longues minutes de silence brisées seulement par quelques propos de circonstance de M. Edgar Faure, de s'adresser directement au président de la République.

Se penchant vers lui, tandis que le rôt était servi après le saint-pierre à la cherbourgeoise sauce champenoise, M. Chirac a longuement exposé son analyse de la situation, les inquiétudes qu'il éprouve, les reproches qu'il fait au comportement de ses partenaires, sa désapprobation envers la constitution d'un « front anti-R.P.R. ».

Le président de la République, tout en prêtant l'oreille à son ancien premier ministre, fixait du regard les fleurs disposées sur le chemin de table et avec une certaine impatience, pour clore ce monologue, lui a fait remarquer que « les problèmes des partis politiques » n'avaient pas à être évoqués en ce jour et en ce lieu.

Un aparté à quinze

Après la charlotte, servie au dessert, l'allocution lue par le président de la République, quelques hôtes sélectionnés ont été invités à passer dans le « grand salon » du rez-de-chaussée. M. Giscard d'Estaing s'y est retrouvé en la seule compagnie de MM. Barre, Chirac, Lecanuet, Soisson, Servan-Schreiber (qui devant assister à un enterrement a été aussitôt suppléé par M. André Rossi), Labbé, Chinaud, Olivro, présidents des trois groupes de l'Assemblée nationale, MM. Peyrefitte, Bonnet, Lejeune, Chaban-Delmas, Debré et Poniatowski. M. Bertrand Motte, président du CNIP, seul chef de parti à n'avoir pas été convié à ce « conclave », quittait le palais en disant, à la fois amer et sceptique : « Le président a répété un certain nombre de directions que nous connaissions déjà. Ce rappel était-il adapté aux tensions actuelles ? L'avenir nous le dira. »

Au cours de cet aparté à quinze, la plupart des participants ont pris la parole. M. Michel Debré a évoqué l'esprit des institutions de la Ve République et s'est élevé contre la publication par les républicains, les centristes et les radicaux, d'une liste de candidats communs, qui prenait, selon lui, pour l'opinion l'apparence d'une coalition anti-R.P.R. et d'une « manœuvre » alors que l'adversaire était ailleurs. M. Jacques Chaban-Delmas, provoquant quelque étonnement parmi certains de ses auditeurs, s'est ensuite exprimé dans le même sens. Une certaine surprise aussi a été provoquée par M. Barre qui s'est défendu d'être pour quelque chose dans cette affaire et qui a rappelé que son rôle se situait au niveau de l'ensemble de la majorité.

Après que M. Soisson eut rappelé que le P.R. ne changerait pas d'attitude et qu'il ne présenterait pas de candidats contre ceux du R.P.R., qui ont été choisis comme candidats uniques de la majorité, M. Jacques Chirac a de nouveau exposé son analyse. Comme il s'en prenait, au passage, à M. Soisson, il a été interrompu par M. Giscard d'Estaing, rappelant que l'Elysée ne devait pas être un lieu de querelles. Dans la discussion, l'idée d'une rencontre au « sommet » des chefs de partis de la majorité a de nouveau été avancée, mais au bout d'une heure de conversations les invités privilégiés du chef de l'Etat se sont séparés sans prendre de décision à ce sujet.

Dans la cour du palais présidentiel, en regagnant leurs voitures, les leaders politiques — ainsi qu'ils en étaient convenus — n'ont guère fait de déclarations.



(Dessin de PLANTU.)

Les propos du chef de l'Etat et les discussions de l'Elysée n'ont, semble-t-il, pas convaincu M. Chirac et ses amis de la bonne foi de leurs partenaires. La réunion éventuelle d'un « sommet » des chefs de la majorité ne serait acceptable pour eux que si tous ces partenaires voulaient bien y revoir l'ensemble des candidatures dirigées contre les gaullistes, c'est-à-dire de dissoudre le « front anti-R.P.R. ». La présence à une telle réunion de M. Servan-Schreiber ne serait admissible pour eux que si le président du parti radical souscrivait au pacte électoral et au manifeste politique de la majorité signés entre républicains, centristes, R.P.R. et CNIP.

Quelques heures après le banquet des quatre-vingts à l'Elysée, M. Chirac, lundi soir à Vierzon, prenait acte de la persistance, voire de l'aggravation du désaccord au sein de la majorité. Sur un ton particulièrement grave et pressant, tout en assurant que seuls les gaullistes pouvaient encore offrir l' « espérance au pays », le président du R.P.R. se présentait aussi, déjà, comme un éventuel « recours ». Rejetant avec plus de netteté encore que naguère la responsabilité des divergences actuelles sur ses partenaires, M. Chirac porte contre eux des accusations précises et des soupçons graves. S'il n'est plus question de dénoncer un « turlupin », il englobe maintenant dans une formule plus large et dans une réprobation plus infamante « les courtisans et les bouffons » et compare ceux que l'on ose à peine encore appeler ses partenaires à des voleurs qui crieraient « au voleur ! ». La « manœuvre » dirigée contre le R.P.R. aurait pour effet, selon M. Chirac, de « rabaisser l'autorité présidentielle » en faisant du chef de l'Etat un chef de faction. Mais elle serait surtout justifiée par la volonté de créer après les élections une nouvelle « coalition » englobant avec les socialistes les adversaires de la Ve République. Cette hypothèse, qui, d'après le maire de Paris, serait combattue à la fois par le parti communiste, la C.G.T. et les « extrémistes » du P.S., ne saurait être en tout cas acceptable par les gaullistes. Ce nouvel avertissement lancé par le président du R.P.R. constitue un degré supplémentaire dans l'escalade des désaccords de fond au sein de la majorité.

ANDRÉ PASSERON.

L'ALLOCUTION DU CHEF DE L'ÉTAT

Voici le texte intégral de l'allocution prononcée par M. Giscard d'Estaing :

Les problèmes des partis politiques n'entrent pas à l'Elysée.

Si je vous ai invités ici, ce n'est pas pour en débattre, mais pour deux motifs :

D'abord pour que vous vous rencontriez, ce qui me paraît utile et normal dans une circonstance importante de notre vie nationale. Quoi de plus naturel pour les principaux responsables d'une action politique que d'échanger leurs réflexions ?

Ensuite parce que vous avez participé, dans des fonctions différentes, à l'action conduite depuis trois ans et demi. Les uns au gouvernement, les autres au Parlement, dans les régions, ou à la tête de villes importantes. Je voulais vous rappeler l'esprit dans lequel cette action a été conduite, et ce que l'opinion attend de la majorité.

Cette action visait à adapter la France aux temps nouveaux qu'elle va vivre.

Temps nouveaux, en raison de l'évolution de la société, de ses structures, de son éducation, de son information, de son aspiration à la justice, des besoins de sa jeunesse.

Temps nouveaux, en raison des bouleversements de l'économie mondiale, qui imposent une réadaptation en profondeur de notre compétitivité et de nos moyens de production.

Je ne retracerai pas le bilan de ces trois années.

J'observerai que les libertés ont été consolidées, dans un monde qui n'est pas tendre pour la liberté.

Malgré les difficultés économiques, la justice sociale a progressé en faveur des plus faibles : personnes âgées, handicapés, femmes seules, familles, travailleurs aux faibles rémunérations.

Dans le domaine de l'économie, et malgré la faiblesse de ses ressources naturelles en énergie, notre pays se redresse. Le commerce extérieur, l'emploi, les prix, sont autant de témoins des efforts accomplis.

En traitant les problèmes de l'armée, de la justice, de l'éducation, l'Etat a atténué les tensions qui se manifestaient, parfois de façon brutale, dans ces secteurs. L'Etat y a gagné en autorité.

Ce rapide bilan montre d'abord la valeur de nos institutions, adaptées aux besoins d'une époque difficile. Il montre aussi que la société française n'est pas figée, qu'elle progresse, de façon régulière, vers davantage d'égalité et de justice. En même temps, nos idées évoluent en profondeur, sur la croissance et la qualité de la vie, sur la condition de la femme, sur le rôle des travailleurs manuels, sur l'insertion des jeunes dans la vie.

Cette évolution des esprits, qui était nécessaire, je l'ai recherchée et conduite sans aventure, et en protégeant la sécurité contre les menaces qui l'assaillent.

Tout cela les Français le savent. Ils l'ont compris. Il a fallu du temps, et beaucoup de patience. En profondeur, dans le jugement des Français, cette œuvre trouve sa récompense.

Ne vous y trompez pas. La France profonde voit clairement les difficultés du moment. Elle sait qu'on ne peut pas tout faire. Mais elle veut l'unité, le progrès et la justice, et elle soutient ceux qui le veulent avec elle.

« Une image de progrès et d'unité »

C'est cette image d'unité et de progrès que la majorité doit présenter demain aux Français.

Là encore, le pays sent très bien que l'échéance est grave, que les temps à venir seront difficiles, que des tâches essentielles pour l'avenir des Français nous attendent.

C'est pourquoi il éprouve à ce point le besoin de clarté et d'unité.

Il veut, par-delà les scrutins, que soit sauvegardée l'unité de la nation.

Et pour ce qui concerne la majorité, il souhaite que les divers partis qui la composent travaillent ensemble, dans l'émulation et dans la solidarité.

La majorité le sait. Depuis quelques mois, les partis qui la composent ont réfléchi en commun à la façon de se présenter de manière ordonnée et simple à leurs électeurs.

Dans la plupart des cas, les partis se sont entendus pour organiser ce que l'on appelle des « primaires ».

C'est la première fois depuis vingt ans que, dans la majorité, les primaires sont aussi nombreuses.

Cette évolution est heureuse, car elle tend vers plus de démocratie directe. Le rôle de l'électeur s'accroît, puisqu'il lui revient de choisir entre les candidats de la majorité. La majorité, de même que l'opposition, n'est pas un parti unique, ne l'a jamais été et ne le sera jamais. L'électeur doit donc arbitrer entre diverses tendances. C'est respecter l'électeur que le mettre en état d'exprimer ses préférences, au lieu de confier ce soin aux appareils des partis, entre lesquels s'exerçaient de laborieux marchandages. Car n'oublions pas que chacune des élections a connu sa querelle des investitures !

Il était clair que l'organisation des primaires au sein de la majorité exercerait une influence sur le comportement des partis de la majorité, comme elle l'a fait bien avant dans l'opposition.

Pour ce qui concerne l'électeur, les choses sont évidentes. Autant les primaires facilitent son choix, autant la multiplication des candidatures de la majorité le compliquerait. Elle serait interprétée aussitôt comme le signe du désordre et de l'incapacité de gérer.

Ici, deux précautions s'imposent :

— Les Français souhaitent un choix relativement simple. Ils s'effraient d'un nombre excessif de candidatures. Il est naturel de vouloir en réduire le nombre ;

— Cette démarche ne doit être ni conduite, ni présentée, ni ressentie comme devant organiser un affrontement au sein de la majorité, qui serait fratricide et sans doute suicidaire, mais comme une contribution au succès de l'ensemble.

« Le choix de société »

D'où vient la difficulté ? De ce que les scrutins du premier et du second tour ne se présentent pas dans leur ordre logique.

La question décisive qui se pose aux Français est celle du choix de société. Elle devrait être tranchée en premier, c'est-à-dire au premier tour des élections. Il resterait, au second tour, à choisir les hommes les plus capables de mettre en œuvre ce choix fondamental.

Or c'est l'inverse qui se passe.

Que les candidats de la majorité qui se présentent dans la même circonscription, au premier tour, ne l'oublient pas. Ils ne sont pas des adversaires, mais des partenaires qui devront s'épauler au second tour. Certes, ils doivent exposer franchement leurs doctrines et leurs programmes. L'électeur, avec son bon sens, s'apercevra que ces doctrines et ces programmes se ressemblent sur l'essentiel — ce qui sera pour lui rassurant — et qu'alliés à des objectifs de gouvernement généreux et réalistes ils associent, en proportion convenable, l'ambition et la raison. Il effectuera donc son choix dans la sécurité, à partir de ses préférences personnelles.

La France souhaite l'unité et le progrès.

Que la majorité commence par donner l'exemple de l'unité. Elle sera d'autant plus convaincante qu'elle se montrera plus unie.

Certes, elle ne peut pas prétendre effacer toutes les aspérités des personnes, tous les antagonismes locaux. Mais elle peut faire apparaître qu'ils ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. L'accord de désistement, le pacte majoritaire, sont des signes concrets d'unité. Toute tentative de coalition de partis de la majorité dirigée contre d'autres, toute attaque personnelle, seraient nuisibles. Quiconque veut gagner, dans une consultation électorale, doit rechercher le sentiment profond du pays : il est aujourd'hui l'appel à l'unité.

Il est aussi l'appel au progrès.

Parce que nous sommes un pays très ancien dans sa structure et son histoire, nous oublions que la France a l'élan d'un pays jeune.

Elle souhaite que notre société avance vers plus d'égalité et plus de justice, tout en protégeant la flamme de sa liberté. Il faut lui en montrer la voie.

Parler est fait pour convaincre : je vous demande de retenir de ce propos du président de la République qui s'adresse à vous dans une année grave et qui n'ignore rien des tensions et des difficultés du débat politique que vous répondrez d'autant mieux à l'attente de la France que vous vous présenterez devant elle comme des hommes d'unité et de progrès.

« LA LETTRE DE L'UNITÉ » (P.S.) : un rapprochement avec l'Élysée ? Un rêve absurde.

Dans *la Lettre de l'Unité* (bulletin du P.S.) du 16 janvier, on lit : *« Le président du R.P.R. est convaincu que si son parti n'était plus le premier à droite, Giscard chercherait à le « marginaliser », ce qu'il n'a pas réussi après l'élection présidentielle de 1974. Il n'a sûrement pas été rassuré en lisant la nouvelle préface que le président de la République a ajoutée à l'édition de poche de son livre* Démocratie française, *et dans laquelle il poursuit son rêve de voir un jour les socialistes se rapprocher de lui.*

» Rêve absurde que toute l'action du parti socialiste dément catégoriquement et que seul Georges Marchais, qui, décidément, ne recule plus devant rien pour instruire notre procès, feint de prendre au sérieux. Mais Chirac, qui ne croit pas davantage à ce rapprochement, en retient seulement l'idée que Giscard voudrait bien, d'une manière ou d'une autre, l'écarter. Il a suffisamment de cartes en main pour ne pas se laisser faire, et c'est bien pour cela que la tension dans la « majorité », même si elle n'a rien d'idéologique, n'est pas près de s'apaiser. »

APRÈS LE « DÉJEUNER DES QUATRE-VINGTS » A L'ÉLYSÉE

M. Chirac à Vierzon : être pour le pays son espérance et son recours

Lundi soir, 16 janvier, M. Jacques Chirac a déclaré au cours d'un meeting à Vierzon, après avoir rappelé comment la majorité avait organisé ses accords électoraux :

« Le résultat de cet effort a été en grande partie ruiné. En violation des engagements pris, certaines formations de la majorité ont constitué une coalition contre le R.P.R., allant pour ce faire jusqu'à s'allier avec des adversaires de la Ve République.

» Il est clair que cette manœuvre, à supposer qu'elle n'ait point pour but de composer avec nos adversaires communs, n'est en tout cas nullement dirigée contre eux mais exclusivement et directement contre le gaullisme. Prétendre le contraire serait d'une hypocrisie que l'on pourrait trouver plaisante en d'autres circonstances. Malheureusement, la majorité joue en ce moment son destin, et par là même l'avenir du pays.

» Que la constatation soit agréable ou non, les élections ne peuvent pas être gagnées par la majorité à l'encontre du Rassemblmente pour la République. La tentative faite pour nuire à celui-ci lui nuira peut-être en effet, ou ne lui nuira pas, mais nuira certainement à la majorité dans son ensemble.

» Le choix des électeurs étant restreint, la majorité se diminuera des tendances qui auraient pu s'exprimer au premier tour d'une manière plus complète et plus nuancée. Tout se passe donc comme si la majorité voulait par là rétrécir elle-même son champ naturel.

» Plus gravement encore, la manœuvre compromet les institutions de la Ve République car elle rabaisse l'autorité présidentielle pour en couvrir un comportement sectaire et pour la mettre au service d'une faction (...)

» Vus de l'extérieur, les dissentiments qui se sont élevés au sein de la majorité peuvent apparaître agaçants, superficiels et nuisibles. Ils sont nuisibles, et ceux qui les ont suscités s'empressent de les dénoncer comme subalternes : querelles d'état-major, disent-ils, après les avoir montées dans leurs conciliabules d'états-majors.

» Eh bien, je n'exclus pas les motifs subalternes dans le comportement déloyal dont le R.P.R. a été victime.

» Mais je reconnais aux confusés des motifs plus profonds. Lesquels ? C'est très simple.

» Quand l'ennemi approche, la tentation vient aux faibles de l'aider en sa victoire dans l'espoir — toujours vain — de se le concilier ou au moins d'en réduire l'hostilité.

» M. François Mitterrand se prête au jeu. De toute évidence, il se flatte de tromper tout le monde. Va-t-il, comme le croit une grande bourgeoisie déjà complice, trahir le collectivisme marxiste de ses positions affirmées ? Honnêtement, je fais cette concession : je crois qu'il y est tout prêt. Je serais même disposé à admettre qu'il y aspire. Je doute toutefois qu'il y parvienne.

Les communistes, qui dénoncent d'avance cette trahison, ne la lui laisseront accomplir sans un féroce procès. Au sein de son propre parti, les extrémistes, nombreux, ne lui laisseront aucun répit. Le relais extérieur de la C.G.T. peut réduire à néant ses velléités de résistance et mettre son pouvoir à genoux, ne serait-ce qu'en paralysant toute la nation par la coupure de l'électricité. (...)

Maintenant, il faut que chaque homme politique, que chaque citoyen, se décide.

Certains dans la majorité sont-ils disposés à se laisser tromper par les mensonges de M. Mitterrand et à collaborer avec lui pour ouvrir les portes de l'aventure ?

Il faut maintenant répondre oui ou non. Nous répondons : non, jamais.

Quant à nous, l'honneur et le fardeau de la tradition gaulliste ne nous laissent aucun choix. Nous défendrons les institutions, et l'autorité du président de la République, même à l'encontre de ceux qui en font un usage abusif. Nous resterons fidèles au manifeste de la majorité et nous respecterons loyalement le pacte de désistement mutuel, même à l'égard d'alliés qui ne se sont pas comportés loyalement envers nous. Pour le reste, nous dirons la vérité au pays afin de lui fournir, comme dans le passé, ou son espérance ou son recours.

M. Barre : il ne faut pas maintenir l'illusion qu'il existe des oppositions irréductibles

M. Raymond Barre a participé, lundi matin 16 janvier, à la manifestation au cours de laquelle le parti républicain a présenté ses candidats aux élections législatives. Devant ceux-ci, le premier ministre a formé des souhaits pour la réussite de « *tous les candidats de la majorité* ». Puis il a formulé les « *trois indications* » suivantes : « *Il faut d'abord avoir comme premier objectif de vaincre l'opposition afin d'éviter à la France l'aventure économique et l'impuissance politique. Il faut ensuite vaincre grâce à l'entente de la majorité dans le souci du pluralisme organisé.* » Après avoir dénoncé « *les attitudes qui naissent d'ambitions ou d'intrigues* », M. Barre a encouragé ses auditeurs « *à mener une campagne loyale, digne, respectant les opinions des autres* ». « *Soyez insensibles*, leur a-t-il dit, *aux attaques, soyez étrangers aux agressions, soyez respectueux des autres Français quels qu'ils soient. La France n'a pas besoin de guerre de religion. Il ne faut pas maintenir l'illusion qu'il existe des oppositions irréductibles.* »

« *Il faut enfin*, a observé le premier ministre, *vaincre pour faire ensuite quelque chose.* » Et il a précisé : « *Ce que nous devrons réaliser dans les prochaines années, c'est assurer la stabilité de nos institutions, soutenir une politique orientée vers les objectifs que le président de la République a assignés à ceux qui le soutiennent. Cela suppose une majorité fidèle, sans équivoque, au chef de l'Etat et au gouvernement nommé par lui. Je souhaite qu'après les élections apparaisse une majorité fidèle et loyale qui puisse permettre au pays de poursuivre son action dans le monde et sa progression sur la voie du progrès et des libertés.* »

Auparavant, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, avait déclaré à l'adresse du premier ministre : « *Nous n'effeuillerons pas le soutien que nous vous apportons. Nous ne distinguerons pas la fonction présidentielle de la fonction gouvernementale. Le parti républicain a toujours souhaité l'entente de la majorité, il ne reviendra pas sur ses engagements. Par-delà les querelles, les disputes et les mésententes, les Français recherchent des choix simples. Soutenir le président de la République et le gouvernement est un choix simple.* »

Le R.P.R. accuse ses partenaires

(Suite de la première page.)

Abreuvant ses auditeurs de paternels conseils, le président de la République les a invités à présenter « *une image d'unité et de progrès* » à « *travailler ensemble dans l'émulation et dans la solidarité* » à se présenter aux électeurs « *de manière ordonnée et simple* » et à se garder du « *désordre* » qui prouverait l' « *incapacité de gérer* ». Bref, à démontrer clairement qu' « *ils ne sont pas des adversaires mais des partenaires* ».

Signalant les risques de « *la multiplication des candidatures de la majorité* », mais se gardant bien de morigéner ou de rappeler à l'ordre qui que ce fût, M. Giscard d'Estaing laissait la liberté à chacun de ne tenir aucun compte de ses conseils. Aussi bien, a-t-on entendu dès le soir, à Vierzon, M. Chirac dénoncer de plus belle la « *coalition* » ourdie par le P.R., le C.D.S. et le parti radical, et dirigée « *exclusivement et directement contre le gaullisme* » et s'indigner d'une « manœuvre » qui « *compromet les institutions de la Ve République, car elle rabaisse l'autorité présidentielle* ». Et le chef du R.P.R. d'ajouter, allant beaucoup plus loin encore : « *Quand l'ennemi approche, la tentation vient aux faibles de l'aider en sa victoire.* »

M Chirac, montrant par un tel langage qu'il n'avait *cure* ni des propos présidentiels ni de ceux tout à fait similaires que M. Barre avait tenus quelques heures plus tôt devant les candidats du parti républicain, le bilan est plus clair que jamais à un peu plus de sept semaines du premier tour des élections législatives : la majorité ira à la bataille sans arbitre ni « patron ». Dans le désordre.

Aucun lien réel n'existant plus et n'étant plus ressenti entre cette majorité, M. Barre et M. Giscard d'Estaing, il y a lieu de considérer comme complémentaires et non pas contradictoires les deux sondages réalisés depuis le début de l'année.

L'enquête IFOP-*France-Soir*, menée du 2 au 10 janvier, donnait à penser que la laborieuse fable de Vassy (16 décembre) et les petites promesses de Blois (7 janvier) avaient porté leurs fruits dans l'électorat puisque M. Giscard d'Estaing poursuivait son ascension amorcée en octobre et atteignait un taux de satisfaction de 55 %, tandis que M. Barre réalisait le moins mauvais de ses scores négatifs (46 % de mécontents et 44 % de satisfaits) La majorité ne suit pas le mouvement, bien au contraire, puisque le sondage *Figaro*-SOFRES, réalisé les 9 et 10 janvier, *montre qu'après avoir piétiné de juin à décembre 1977 au niveau de 47 % des intentions de vote elle tombe à 44 %.* L'opposition se situe à 51 % *au lieu de 50 % en décembre et* peut se considérer comme pénalisée par la création d'une nouvelle rubrique de « divers centre gauche » *créditée de 1 % des intentions de vote.*

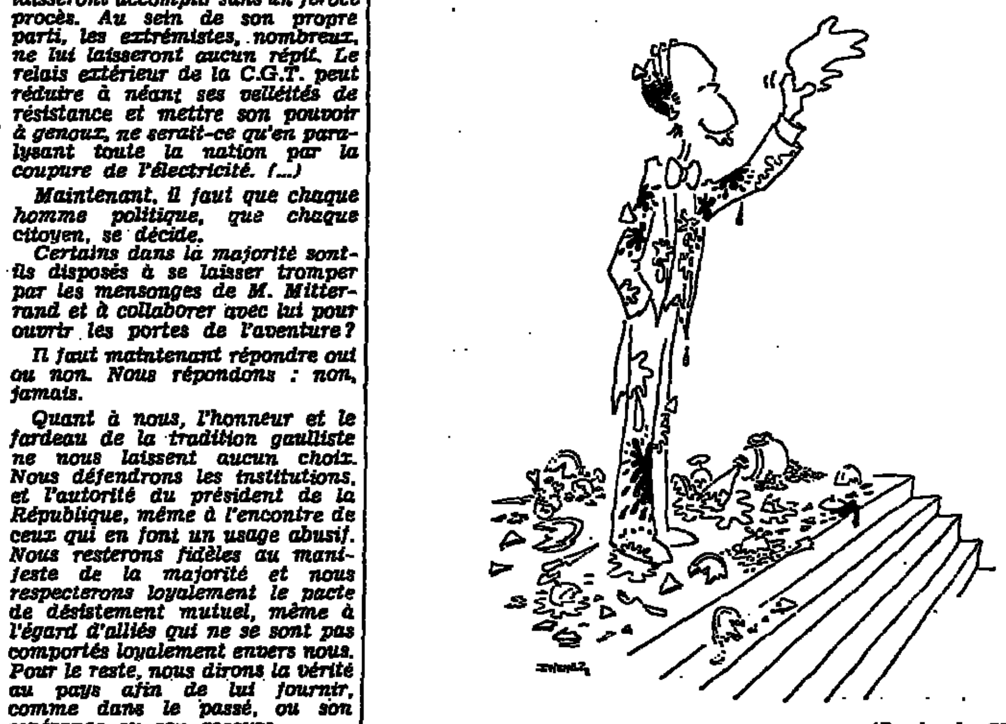
Une carence de taille

Le fait que ces intentions de vote aient été supputées cette fois-ci sur des candidats nommément désignés, et non plus sur des sigles de partis, ne change rien à une évidence : les quelques résultats satisfaisants, dont le pouvoir a fait grand état, n'ont suffi à réduire ni le phénomène de « ras-le-bol » ni la volonté de changement.

Il n'y a pas à s'en étonner outre mesure, car chacun sait bien, et M. Chirac s'emploie chaque jour à le confirmer, que les candidats de la *majorité iront à la bataille dans des* conditions sans précédent depuis 1958. *Pour la première fois aucun d'entre* eux, quelle que soit la formation à laquelle il appartienne, ne pourra se prévaloir devant ses électeurs d'un consensus entre la majorité sortante, le président de la République et le premier ministre.

La carence est de taille, s'il est vrai que ce consensus conditionne non seulement la stabilité, mais la survie même du régime mis en place par Charles de Gaulle.

RAYMOND BARRILLON.



(Dessin de CHENEZ.)

Une épreuve et une étape

(Suite de la première page.)

Une politique réaliste et raisonnable eût mieux préparé la France à la hausse du pétrole et à ses conséquences d'une gravité qui ne fut pas soulignée avec exactitude. Entraînés dans la tornade qui suivit cette hausse, nous avons ajouté aux causes extérieures de stagnation industrielle une grande incompréhension de nos exigences intérieures. Le plan Barre de septembre 1976 avait quatre ans de retard ; les bonnes mesures qui arrêtent un cheval lorsqu'il prend son galop au départ du manège ne conviennent plus quand on l'a laissé devenir cheval emballé dans une vaste et profonde forêt. Difficultés des entreprises, réactions des ménagères devant la hausse des prix, atteintes au pouvoir d'achat des familles et des personnes âgées, crise de l'emploi : les mesures de rattrapage adoucissent les revendications, mais ne modifient pas un état d'esprit tournée vers la révolte.

∴

Un heureux effort a été tenté, *in extremis*, pour donner aux formations de la majorité une figure d'union devant l'électeur. L'opération était d'autant plus utile que, du côté de l'opposition, la querelle avait succédé au « programme commun ». En mettant l'accent sur la stabilité des institutions, sur la liberté, sur le refus de bureaucratiser l'économie et la société, et en se voulant franchement nationales, malgré les excès des thuriféraires de l'Europe intégrée, les formations de la majorité peuvent disposer d'atouts sérieux et de bon aloi. Encore convient-il que des circuits parallèles ou des ambitions révélées en dernière heure ne viennent pas affaiblir cette ultime chance ! Encore convient-il que des calculs de vengeance subalterne en dirigeant les feux contre la formation « gaulliste » n'aboutissent pas à augmenter les chances de l'opposition !

Ces élections seront un commencement ou un recommencement.

La vague socialiste sera forte. Elle aboutira soit à accroître les indécisions ou les hésitations de la majorité, soit même à un gouvernement dirigé par un socialiste.

Les perspectives ouvertes par un gouvernement dirigé par un socialiste n'effraient pas les esprits qui croient que l'arrivée des socialistes au gouvernement sera le signal de l'abandon de toutes les idées qu'ils ont développées alors qu'ils étaient dans l'opposition, ou qui mésestiment les conséquences de l'application des quelques idées qu'ils conserveraient.

Cette vue est étonnamment candide.

Le bilan des décisions qui seraient dès le départ celles d'un gouvernement socialiste est impressionnant : modification profonde des rapports économiques et sociaux par de multiples nationalisations ; forte hausse des coûts de revient par augmentation des revenus, salaires, traitements, pensions, allocations ; aggravation supplémentaire du déficit des finances publiques par la création de trois cent mille emplois d'Etat ou de sociétés nationales ; retard au programme de production d'énergie par un moratoire imposé à la construction des centrales nucléaires ; sans omettre la réouverture des débats sur l'enseignement catholique, sur la Constitution et sur la force nationale de dissuasion. Bref, la poussée inflationniste contraindra à un strict contrôle des changes et à un endettement extérieur accru, cependant que des idées fausses sur l'économie et des idéologies politiques irréelles aggraveront à la fois le chômage et les divisions intérieures. C'est le moins que l'on puisse écrire, je dis bien le moins. En d'autres termes, l'affaiblissement profond de la France est le risque majeur et très grave d'un gouvernement socialiste.

∴

Les tergiversations d'un gouvernement qui s'appuierait sur les formations de la majorité ne sont pas moins préoccupantes. Elles risquent d'avoir un point commun avec l'action du gouvernement socialiste : l'irréalité devant la situation économique et sociale et, j'ose dire, psychologique tant de la France que des Français. Pris entre des affirmations d'un nécessaire retour aux équilibres fondamentaux de l'économie et celles relatives à un projet de nouvelle société, entre une opinion soucieuse d'indépendance nationale et des dirigeants plus ou moins embourbés dans l'intégration européenne, instrument de moins en moins discret de la politique américaine, les gouvernements, aux prises avec des difficultés intérieures certaines, ne donneront pas l'image de l'autorité, ni de l'efficacité, ni de la durée.

On me dira que j'oublie l'hypothèse d'un gouvernement qui associerait autour d'un programme dit minimum certaines formations de la majorité et les socialistes. Cette hypothèse n'est pas à exclure quoiqu'elle paraisse improbable, au moins dans un premier temps. Des emprunts combinés au dogmatisme socialiste et aux tergiversations doctrinales de certains modérés permettent un ministère, mais interdisent un gouvernement. Les Français le comprendront dès le premier jour.

Et ne perdons pas de vue la stratégie du parti communiste ! Ses dirigeants ne mettent plus au premier rang de leur ambition une participation des communistes à l'exercice du pouvoir politique. Ce n'est pas dire qu'ils garderont l'attitude parlementaire qui est présentement la leur. A l'égard de tout gouvernement qui ne sera pas celui de leur choix, leurs assauts, dès le lendemains des élections, seront rudes. C'est un aspect de l'avenir qu'il est imprudent de sous-estimer.

∴

Face à ces perspectives, on peut continuer à biaiser. C'est la France qui fera les frais de cette absence de courage et la note sera d'autant plus lourde que nous vivons des temps qui sont sans pitié pour les nations qui s'abandonnent.

Nous sommes en état de guerre. Tel est le fait, clair, brutal, évident, impressionnant. Je l'ai dit, écrit et ne m'en dédis pas. Batailles des monnaies, de l'énergie, du commerce, des investissements font rage sur tous les fronts et de cet ensemble de batailles peut surgir une crise majeure. Sans oublier la bataille démographique, dont les incidences sur l'équilibre des forces dans le monde commencent à se préciser. Aucune paix, c'est-à-dire aucun ordre international équilibré ni harmonieux, n'est en vue. La France ne peut se cacher la réalité qu'en payant lourdement, par une faiblesse accrue, par un asservissement à l'étranger, et finalement par des troubles révolutionnaires, une incapacité politique à se hisser au niveau des exigences nationales dans une telle situation. Je plaide depuis trop longtemps pour un gouvernement de salut public pour y renoncer alors que les orages se précisent.

Nous allons vivre des mois difficiles. Que l'étape qui suivra les élections soit la plus brève possible ! Que l'on ne commette pas la faute de dériver l'attention de l'opinion sur des problèmes secondaires ! Il est dérisoire, je dis bien dérisoire, d'imaginer que nous serons à la hauteur du desnotre espoir dans des gouvernescrutin proportionnel, en mettant notreespoir dans des gouvernements centristes, formule déjà vieillie au début de ce siècle, en continuant à réagir selon une conjoncture qui nous dissimule les changements fondamentaux, enfin en nous enfonçant dans une situation d'endettement à l'égard de l'extérieur, qui nous a fait d'abord abandonner nos intérêts, renoncer à toute politique extérieure indépendante et finalement perdre notre âme...

∴

Une politique de coûts de revient compétitifs et de priorité aux sources nationales d'énergie ; une politique d'encouragement au travail, à l'épargne et à l'investissement productif ; une politique de solidarité marquée par la promotion sociale, la participation et un service civil des jeunes ; une politique européenne de véritable protection du Marché commun, à défaut une protection nationale ; une politique démographique c'est-à-dire favorable à la natalité — tels sont les premiers chapitres complexes, difficiles mais nécessaires d'une action de salut public pour laquelle il faudra bien, un jour, renoncer « aux délices et poisons » des calculs politiciens, tout autant écarter les groupes de pression, les uns intérieurs, les autres inspirés par l'étranger, et, avec la foi de ceux qui croient en la Patrie, gouverner les Français pour eux-mêmes et la France, notre Mère, pour elle-même.

« L'espoir est toujours vainqueur », disait parfois le général de Gaulle.

Une condition est souvent nécessaire : il faut aider l'espoir. Au-delà des élections, telle est bien la tâche des républicains et des patriotes — contre vents et marées.

MICHEL DEBRÉ.

ÉCOLOGIE 78 PRÉSENTERA DEUX CENTS CANDIDATS

L'assemblée générale des délégués régionaux des groupes adhérant à Écologie 78, qui s'est tenue dimanche 15 janvier à *Préfailles* (Loire-Atlantique), a décidé de présenter deux cents candidats aux élections législatives. Ces candidats seront désignés par les groupes locaux ; ils ne pourront se désister et ils devront maintenir leur candidature s'ils obtiennent 12,5 % des voix au premier tour.

L'assemblée générale a également approuvé une plate-forme électorale qui sera étudiée ultérieurement. Ce texte ne sera pas un « *programme politique* », mais présentera des « *notions générales d'écologie* ».

Enfin, l'accord électoral conclu avec le mouvement S.O.S.-Environnement (*le Monde* du 23 décembre 1977) a été confirmé et approuvé.

Parmi les porte-parole d'Ecologie 78 désignés par l'assemblée générale pour constituer le secrétariat nationale (révocable à chaque assemblée) figurent M. Brice Lalonde pour Paris et M. Philippe Lebreton pour la région Rhône-Alpes.

● *M. Hervé d'Audancourt, président du Mouvement libéral des indépendants et centristes*, annonce sa candidature dans la quatrième circonscription de l'Oise, dont le député sortant est M. Arthur Dehaine (R.P.R.).

ALPES - DE - HAUTE - PROVENCE — M. Jean Cabanne, *ancien maire de Manosque*, conseiller général, a annoncé sa candidature dans la 2e circonscription (Manosque) M. Cabanne n'aura pas l'investiture du R.P.R., auquel il appartient, le mouvement ayant décidé d'apporter son soutien au candidat du P.R., M. Jean Curetti. — *(Corresp.)*

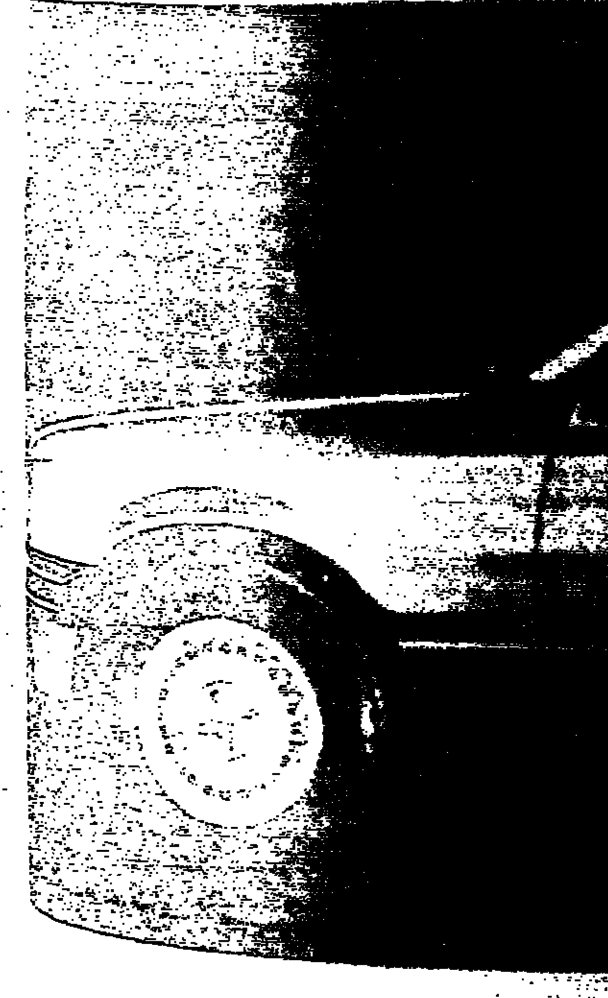
L'UNION DES FRANÇAIS DE BON SENS PRÉSENTERA TROIS CENTS CANDIDATS

M. Gérard Furnon, président de l'Union des Français de bon sens (U.F.B.S.), a annoncé le lundi 16 janvier que son mouvement présentera plus de trois cents candidats aux élections législatives. Il a précisé que les désistements en vue du second tour de scrutin se feront circonscription par circonscription, en faveur de « *tout candidat qui souscrira aux vingt idées-forces du programme de l'U.F.B.S.* ». Ce programme prévoit notamment une « *véritable liberté syndicale dans l'entreprise* », la « *participation réelle des salariés aux bénéfices* », ainsi que la cinquième semaine de congés payés et la retraite à la carte.

M. Furnon a ajouté : « *Les Français n'ont plus rien à espérer de la majorité actuelle et tout à redouter de l'opposition. Il est urgent qu'on leur parle en langage clair ; celui de la vérité et de l'honnêteté : celui de l'U.F.B.S.* »

● *M. Bernard Lévy*, candidat dans la 2e circonscription de la Seine-Saint-Denis (Saint-Denis), nous précise, après la publication de la dernière liste d'investitures du C.D.S. (*le Monde* du 29 décembre), qu'il a été investi par le comité directeur du parti radical et se présente avec le soutien du Centre des démocrates sociaux et du parti républicain. M. Lévy était déjà le candidat du Mouvement réformateur en 1973 dans cette circonscription.

● *M. Jack Ralite, député de la Seine - Saint - Denis* (P.C.), demande, dans une question écrite, au ministre des affaires étrangères « *quelles mesures il entend prendre pour que cesse immédiatement l'ensemble des pressions (...) effectuées sur les instituteurs sous les drapeaux* » (...) « *afin qu'ils acceptent d'aller enseigner en Mauritanie* ».



Dans la presse hebdomadaire

La dernière ligne droite

A moins de deux mois du premier tour des élections législatives les hebdomadaires tentent de clarifier les « choix » sur lesquels les électeurs auront à se prononcer.

Pour Olivier Chevrillon, qui signe l'éditorial du *POINT*, le premier ministre est *« un libéral sans complexe »*. Il écrit : *« Le réalisme du discours de Blois est salubre. Depuis que l'ère de la croissance facile est terminée, la gauche a enfourché tant de chimères et la majorité doré tant de pilules que le premier ministre fait figure d'original et presque de héros lorsqu'il assène des vérités premières : oui, la passe est dangereuse, non, il n'est pas possible de se payer n'importe quoi. Je voudrais croire, je crois que M. Barre devance la mode, et que les hommes politiques, demain, auront du mal à faire passer pour des carrosses leurs modestes citrouilles. »*

Il s'agit d'une tout autre forme de réalisme, estime Léo Lorenzi dans *FRANCE NOUVELLE*, hebdomadaire du parti communiste pour qui « *Blois n'est pas Provins.* » Il explique : « *Du mouvement au changement clamé par M. Messmer nous sommes arrivés par un long glissement à une pression pour faire prendre en compte la crise, l'appel à la subir, mieux, à la comprendre comme un état naturel (...) C'est ce qu'a fait M. Barre à Blois puisqu'il propose un programme réaliste dicté par la crise que nous vivons. M. Messmer, déjà, ne faisait pas autre chose en pratique. Mais il avait les moyens politiques de la masquer avec d'autres mots. L'actuel premier ministre fait de nécessité vertu.* »

A gauche, tirant les leçons de la conférence nationale du P.C., Claude Estier note dans *L'UNITÉ*, hebdomadaire du parti socialiste : *« Maintenant, tout est clair : en subordonnant tout accord de désistement — permettant à la gauche de l'emporter au second tour de mars prochain — au pourcentage de voix qu'il aura obtenu lui-même au premier tour, le parti communiste sacrifie allègrement le changement qu'attendent les travailleurs et les millions de Français exploités par le régime Giscard - Barre - Chirac à des considérations égoïstes et, en fin de compte, bassement électoralistes. On comprend que le président du R.P.R. ait trouvé « habile » et « intelligente » une tactique qui favorise si bien la droite au pouvoir. Voilà une encombrante caution ! »*

Jean Daniel, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, constate : *« C'est bien, en somme, le risque du succès qui parait avoir été à l'origine de l'échec du grand pari initial. Tout s'est passé comme si le parti communiste avait été effrayé par la perspective, même lointaine, de son éventuelle absorption dans un unique mouvement ouvrier. Pris de panique devant les gains du P.S., il a voulu retrouver son identité et sa pureté dans le refus puis l'exclusion de l'autre. C'est un véritable sursaut vital d'autodéfense. L'espèce « parti communiste » doit être perpétuée, et pour cela il faut qu'elle soit différente. Comment être différent sans empêcher les autres de vous ressembler et d'occuper votre terrain ? On ne connaît que trop l'enchaînement dit léniniste des maillons d'un raisonnement orgueilleux et totalitaire. »*

En marge de l'entretien accordé par le premier secrétaire du P.S. à *L'EXPRESS*, Raymond Aron revient sur le « *rôle bénéfique* » attribué par le président des Etats-Unis à M. Mitterrand : « *Peut-être propos aimable sans particulière signification ; peut-être aussi jugement d'un analyste américain qui voit dans le P.S. d'Epinay le meilleur barrage au communisme et qui salue le parti rénové devenu le premier parti de France.* » L'« *aboutissement* » de cette « *action bénéfique* », Raymond Aron la résume ainsi : « *Ou bien une expérience socialiste, vouée à l'échec, ou bien une opposition permanente. Seuls les communistes et les socialistes proches d'eux approuvent sans réserve le compliment adressé par le président des Etats-Unis au premier secrétaire du P.S... Les hommes d'Etat en voyage nous réservent parfois la surprise de rapprochements imprévus.* »

TRIBUNE SOCIALISTE, organe du P.S.U., fait le point, sous la plume de Jean-Marie Demaldent, sur les événements qui ont marqué le week-end des 7 et 8 janvier : « *Barre a promis de poursuivre sa politique d'austérité et de satisfaire les revendications du patronat pour affirmer un leadership que Chirac lui dispute. Le compromis réalisé à la convention du P.S. entérine le choix nucléaire malgré certaines concessions et il escamote la question centrale posée par son atlantisme. Le P.S., qui se veut unitaire, n'a toujours pas daigné répondre aux appels à la discussion que lui adresse inlassablement le P.S.U.* »

Sur ce dernier point, Yves-Bruno Civel s'adresse, dans *LA GUEULE OUVERTE - COMBAT NON VIOLENT*, hebdomadaire d'écologie politique et de désobéissance civile, aux socialistes : « *Messieurs les socialistes, vous avez vécu à votre insu une journée historique : celle de votre négation. Car ce que vous poursuivez, ce n'est pas le socialisme, mais l'accession au pouvoir. Quand on veut exercer le pouvoir, on n'abandonne pas, il est vrai, les instruments de celui-ci. La bombe en est un, au même titre que le grand ordinateur central et l'appareil d'Etat. Entre les deux Grands, la France, sous votre houlette, va continuer à jouer le petit garçon en culottes courtes, s'amusant quand même avec des allumettes, tout en se persuadant que, dans tous les cas, il ne se brûlera jamais, c'est-à-dire en pariant que la dissuasion jouera toujours à son profit ! Votre habile rhétorique ne saurait rien cacher. Vous avez, ce jour, définitivement passé « l'arme à gauche ».*

« Le ralliement tout neuf du P.S. à la force de frappe » est la preuve « *que, au même titre que le P.C., il cherche à plaire et à ménager* [les] *forces* [conservatrices] *et pas à les mettre hors d'état de nuire* », affirme, dans *LUTTE OUVRIERE*, trotskiste, Arlette Laguiller.

Définissant le sens de la campagne que mèneront les candidats de Lutte ouvrière, elle indique : « *Les élections permettront de mesurer le poids de ceux qui, dans ce pays, sont des électeurs de gauche mais qui sont conscients, qui refusent la politique de compromission du P.C. et du P.S. et qui tiennent à dire d'avance et le plus clairement possible qu'ils s'y opposeront.* »

Sous le titre « La guerre des gauches », Patrick Rotman relève dans *POLITIQUE HEBDO* :

« *Que reste-t-il aujourd'hui de ce beau rêve sinon le souvenir, pour les militants, de kilomètres parcourus, de monceaux de tracts distribués, de piles d'affiches collées, de quintaux de salive dilapidée, pour vendre ce produit mirifique, cassé avant usage, qui prendra place dans les livres d'histoire sous l'étiquette d'union de la gauche ? (...) Il va falloir recommencer la boucle. S'il y a encore des partants. Il y en aura, il y en a déjà, qui sitôt rentrés leurs mouchoirs à peine humidifiés, déploient leurs drapeaux, redéfinissent les plans de bataille.* »

Désabusé, *RIVAROL* conclut sa « chronique ininterrompue » de « politique politicienne » par ces mots : « *D'un côté comme de l'autre — de la vraie gauche à la fausse droite — le feuilleton des frères ennemis est bel et bien parti pour durer jusqu'aux ides de mars.* »

Le temps n'est même plus à la bipolarisation, remarque Christian Sauvage, dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité. Il retient : « *Ainsi, dans une situation économique difficile, qui amène certains hommes politiques à souhaiter un gouvernement d'union nationale, la France se retrouve coupée en quatre.* »

Avant de prédire que les élections se joueront « *en maints endroits sur peu de voix* », Bertrand de Luze affirme dans *REFORME* :

« *M. Giscard d'Estaing n'a pas réussi à apporter à la majorité ce nouveau souffle, ce grand dessein politique sans lequel, comme l'a rappelé M. Barre, rien ne peut se faire. De son côté, M. Marchais a volontairement étranglé l'union de la gauche. Malgré toutes ces déceptions, la classe politique française, à peut près également répartie entre la droite et la gauche, reste étonnamment stable.* »

Il reste moins de soixante jours pour le vérifier. — A. Ch.

La réforme des collectivités locales

UN TRENTAINE DE MAIRES INVITÉS A DÉJEUNER A L'ÉLYSÉE

M. Giscard d'Estaing a invité à déjeuner, mercredi 18 janvier à l'Elysée, une trentaine de maires, dans le cadre de la consultation sur la réforme des collectivités locales. Le président de la République a souhaité rencontrer un certain nombre de maires ayant répondu à cette consultation et qui représentent la diversité des communes de France. A l'Elysée, *on précise qu'il y aura parmi eux* des socialistes et des communistes, et que parmi les communes représentées la plus importante sera Metz (110 000 habitants) et la plus petite, Les Vigneaux (Hautes-Alpes, 208 habitants).

● *Les obsèques de François Billoux* : les amis et camarades de François Billoux, qui sera inhumé le mercredi 18 janvier, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise à Paris, pourront venir se recueillir à *l'Humanité*, boulevard Poissonnière, le même jour, de 10 heures à 14 heures.

« *Le comité central du parti*, le groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, l'Amicale des vétérans du P.C., le Mouvement des jeunesses communistes de France, les fédérations de la région parisienne, *invitent ceux* qui veulent s'associer aux obsèques à se réunir devant le Père-Lachaise, à 15 heures mercredi, où Georges Marchais rendra hommage à François Billoux », *indique l'Humanité*.

LE RECOURS DÉNONCE « L'INJUSTICE » DONT SONT VICTIMES LES RAPATRIÉS

Le mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaires des rapatriés et spoliés d'outre-mer) a tenu le lundi 16 janvier, à Dax, le premier congrès régional de la campagne d'information qu'il a entreprise en vue de l'échéance de mars 1978.

A cette occasion les dirigeants du RECOURS, MM. Guy Forzy et Jacques Roseau, *ont procédé* à l'analyse critique de la nouvelle loi d'indemnisation, soutenus en cela par l'ensemble des participants. Ils ont annoncé que leur mouvement prendrait une position ferme et déterminée le samedi 4 février, lors de la réunion du conseil national à Aix-en-Provence.

MM. Forzy et Roseau ont rendu compte de l'importante entrevue qu'ils ont eue avec une délégation du parti socialiste conduite par M. Gaston Defferre. Ils ont ensuite rappelé que le RECOURS doit s'attacher à maintenir l'unité des rapatriés.

MAINE-ET-LOIRE. — Le candidat du parti socialiste dans la dixième circonscription est *M. Daniel Dupuis. M. Rossignol* que nous mentionnions dans le tableau de la région Pays de la Loire, publié dans *le Monde* du 13 janvier, lui avait été préféré par la commission exécutive fédérale du P.S., mais la convention nationale a ratifié la candidature de M. Dupuis qui avait été désigné, à la majorité absolue, par les adhérents socialistes de la circonscription.

VENDEE. — Mme Lelièvre, sans étiquette mais favorable à la majorité, est candidate dans la 4e circonscription et non dans la 2e comme indiqué par erreur dans *le Monde* du 13 janvier.

● *M. Jean Bernasconi* (R.P.R.), ancien député, a annoncé, samedi 14 janvier, sa candidature dans *la 27e circonscription de Paris* (18e arrondissement), face à Mme Jacqueline Delatte, désignée comme candidate par les instances nationales du R.P.R. Le député sortant de cette circonscription est *M. Louis Baillot (P.C.)*.

POLITIQUE

La préparation des élections

M. LAROZE SECRÉTAIRE CONFÉDÉRAL DE LA C.G.T. DÉNONCE LES PRESSIONS DE SOCIALISTES SUR CERTAINS CÉGÉTISTES

Dans un communiqué publié lundi après-midi 16 janvier, M. Jean-Claude Laroze, secrétaire confédéral C.G.T. et membre du P.S., a vivement dénoncé les pressions dont seraient l'objet des cégétistes, membres eux aussi du parti socialiste :

« *Dans la dernière période, un certain nombre de militants C.G.T., par ailleurs membres du P.S., ont attiré mon attention sur des sollicitations, voire des pressions, dont ils sont l'objet*, indique M. Laroze. *Il leur est demandé de participer à l'élaboration de manifestes ou de signer des pétitions dirigées contre la C.G.T., le bureau confédéral et plus particulièrement son secrétaire général, Georges Séguy.*

» *A titre individuel et personnel, je veux affirmer ma désapprobation de ce qui est une ingérence grave dans la vie d'une organisation syndicale. Ces tentatives visent à porter atteinte à l'indépendance de la C.G.T., à tenter de remettre en cause des orientations démocratiquement élaborées et débattues dans les instances dirigeantes.*

» *Certains tentent d'accréditer l'idée que l'organisation en tendances permettrait un débat plus ouvert. Il est illusoire de penser qu'une telle orientation renforce la vie démocratique d'une organisation quelle qu'elle soit. Tout au contraire, elle ouvre la porte à toutes sortes de manœuvres. Il ne s'agirait là que d'un simulacre de démocratie débouchant sur une activité fractionnelle. Ce au détriment de toute action efficace.*

» *Un débat démocratique doit s'instaurer dans les instances mêmes de la C.G.T. et ce à chaque niveau. Ce débat doit avoir pour seuls arbitres les travailleurs et travailleuses. C'est sur les positions de la C.G.T., son propre programme d'action, qu'il doit s'engager. L'organisation syndicale ne saurait être le lieu d'affrontements entre courants politiques, philosophiques ou religieux.* »

[Rappelons que les premières critiques sur l'attitude de la C.G.T. ont été développées au sein de la commission exécutive de cette centrale, le 4 octobre 1977, par M. Claude Germon, rédacteur en chef du *Peuple*, organe officiel de la C.G.T. et par M. Pierre Carassus, secrétaire de l'Union cégétiste de Paris, tous deux militants socialistes (*le Monde* du 12 octobre).]

● *Nouvelle protestation d'un cégétiste.* — M. A. Couturier, secrétaire du syndicat des cadres du commerce et de la distribution C.G.T., reproche, dans une lettre du 8 janvier au secrétariat de la C.G.T., les déclarations de M. Séguy qui « *vont à l'encontre de l'indépendance syndicale par rapport au mouvement politique* ». « *Il existe* (à la base) *un trouble réel*, écrit M. Courrier. *La gauche étant actuellement désunie, vous ne pouvez pas vous situer dans la trajectoire d'un parti sans prendre le risque de détruire l'unité de notre organisation.* »

● *M. Jean-Jack Salles, maire adjoint des Lilas*, dont la candidature avait été annoncée par le C.D.S. dans la sixième circonscription de la Seine-Saint-Denis (*le Monde* du 29 décembre), indique qu'il n'est pas candidat et qu'il est remplacé par M. Pierre Nicolet.

● *M. Jacques Crozemarie, président de l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer*, dont la candidature avait été annoncée par le M.R.G. dans la première circonscription de la Seine-Maritime (*le Monde* du 21 décembre), précise que « *l'élargissement de ses responsabilités nationales et internationales, au plan de la recherche sur le cancer, l'a conduit à ne pas donner suite aux propositions dont il avait fait l'objet de la part de différentes formations politiques* ».

Le vote des Français de l'étranger

M. Poniatowski exhorte les électeurs de Londres à « donner à M. Giscard d'Estaing la majorité dont il a besoin »

De notre correspondant

Londres. — M. Michel Poniatowski, qui s'adressait lundi soir 16 janvier à plusieurs centaines de Français de Londres, réunis au Centre international de presse sous l'égide de l'Association pour la démocratie, les a invités à faire « *le bon choix* », c'est-à-dire « *à donner à M. Giscard d'Estaing la majorité dont il a besoin* ». Son appel fut accueilli par quelques applaudissements polis d'un auditoire déconcerté, semble-t-il, par la formule de cette « conférence-débat », qui, après le discours violent tant sur le fond que dans la forme du « conférencier », prit l'allure d'une réunion électorale. Certaines questions posées à l'orateur trahissaient l'embarras d'une partie du public devant la double qualité de M. Poniatowski. Parlait-il seulement en homme politique, en président d'honneur du parti républicain, comme il s'était lui-même défini, ou bien comme « *représentant personnel de M. le président de la République* », selon la formule de la carte d'invitation adressée aux membres de la *colonie française* qui figurent sur des listes communiquées, d'après les organisateurs, par des « *organisations commerciales* » ?

L'ambassadeur et le consul de France, ainsi que leurs principaux collaborateurs, étaient-ils présents à titre personnel ou bien s'étaient-ils déplacés par déférence ou par obligation envers le représentant du chef de l'Etat ? Néanmoins, le caractère « officieux » de la réunion fut atténué par les interventions fortement orientées à gauche de plusieurs membres de l'assistance. Finalement, pourquoi avoir envoyé « un poids lourd » comme M. Poniatowski ? Pourquoi avoir présenté un « diaporama » sur triple écran « A la gloire de la France » (de bonnes images, malheureusement accompagnées d'un commentaire « cocorico », caricatural, à la manière d'un sketch de Dufilho : « *Mais nous avons tout en France* ») ? Selon toutes les prévisions, les Français de Londres feront, en effet, dans leur majorité, « *le bon choix* », encouragé, au besoin, par quelques faveurs comme la réduction des frais de scolarité des élèves français du lycée de Londres...

M. Poniatowski concentra ses feux sur le programme socialiste, plus dangereux, selon lui, que le programme commun, « *ce vieux Bottin aux pages déchirées, qu'on se lance à la figure* ». L'inspiration du programme socialiste est « *fondamentalement marxiste* », a-t-il dit.

A propos du vote des Français de l'étranger, M. Poniatowski estime « *indécente* » la campagne « *d'intimidation et de calomnies* » menée par l'opposition, qui aboutit, selon lui, à déprécier le vote de ceux qui « *ne sont pas des demi-Français mais des Français à part entière, à qui nous devons une reconnaissance particulière pour le rôle qu'ils jouent pour nous hors de France* ». Il s'indigne que des hommes de gauche aient pu considérer les voix des Français de l'étranger comme des voix étrangères. Ceux qui mènent cette campagne « *craignent le vote des Français de l'étranger* ».

Dans une conférence de presse donnée avant son discours, M. Poniatowski avait dit encore : « *Il n'y a pas d'affaire des Français de l'étranger. On ne peut pas parler de fraude tant que la justice ne s'est pas prononcée.* »

Tant dans ses réponses aux journalistes que dans son discours, M. Poniatowski a minimisé les divisions au sein de la majorité. « *Ce qui sépare la majorité est sans signification au regard des conséquences du succès de l'opposition. Ce sont des divergences sans importance, face à l'enjeu.* »

Au sujet d'un éventuel élargissement de la majorité, M. Poniatowski a dit : « *Il serait souhaitable que le consensus soit de 60 %... Mais il faut d'abord que la majorité gagne les élections, sinon, dans trois mois nous serons en état de crise totale. Ensuite nous verrons.* »

HENRI PIERRE.

Après la déclaration américaine sur les P.C. occidentaux

M. PONIATOWSKI : une ingérence inadmissible.

M. Michel Poniatowski, ancien ministre, qui s'exprimait lundi 16 janvier au micro de France-Inter, a jugé « *choquante* » et « *inadmissible* » l'ingérence que constitue, à ses yeux, la déclaration américaine hostile à la participation des communistes au gouvernement dans les pays d'Europe occidentale.

« *Chaque pays est riche de sa personnalité, de son originalité et de sa vocation*, a-t-il observé, *et il est profondément choquant de voir un autre pays exercer une pression sur cette personnalité et cette originalité. C'est*, a-t-il conclu, *une ingérence tout à fait inadmissible, surtout venant d'un autre continent.* »

● *M. Michel Jobert*, président du Mouvement des démocrates, a déclaré à Antenne 2, dimanche 15 janvier : « *Dans cette affaire, il ne s'agit pas du pia-pia habituel des partis, qui casse la tête des uns et des autres : il s'agit de l'avenir de notre pays. Les Américains ont leur politique, je ne leur en fait pas grief, mais ce qui importe, c'est de savoir ce que nous, Français, nous voulons, et s'il doit y avoir une politique proprement française.* »

M. EDGAR FAURE : l'impression d'une pression.

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a estimé le lundi 16 janvier au micro d'Europe 1 que la déclaration américaine sur la participation éventuelle des communistes à des gouvernements en Europe occidentale donne l' « *impression d'une pression* ». A son avis, ce n'est pas la déclaration en soi qui est choquante, mais « *la manière dont le président Carter annonce d'avance les conséquences qu'il aurait à tirer de cette situation* ». « *Nous devons marquer*, a-t-il ajouté, *que ce n'est pas conforme à notre propre conception de la démocratie.* »

P.S.U. : la fin des illusions.

Dans un communiqué publié le lundi 16 janvier, le bureau national du P.S.U. estime que « *la déclaration du département d'Etat exprime avec clarté la volonté américaine de maintenir à tout prix le contrôle de l'Europe du Sud, durement touchée par la crise du capitalisme* ».

« *Les illusions qui pouvaient encore exister dans certains secteurs de la gauche*, affirme-t-il, *n'auront plus aucune raison d'être. De même auront disparu les illusions sur la relative indépendance que pouvait manifester le gouvernement français face au suzerain américain.* »

● *M. Michel Rocard*, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, samedi 14 janvier, à Antenne 2 : « *La décision des Américains en Italie est scandaleuse : c'est une intrusion inadmissible dans les affaires intérieures d'un pays.* » Il a ajouté que la prise de position du département d'Etat « *montre qu'au fond l'Italie est dans la zone de domination américaine : c'est un signe de crispation des relations internationales* ».

● *La Nouvelle Action française* (royaliste) a exprimé, samedi 14 janvier, son « *étonnement* » devant la « *réaction mesurée du ministère des affaires étrangères après les déclarations américaines* ». « *Chacun sait*, a ajouté la N.A.F., *que celles-ci auront un poids déterminant sur nos partenaires italiens de l'Europe. Dès lors que la volonté des Etats-Unis de peser sur la politique européenne manifeste son efficacité, il est hypocrite de trouver normales les déclarations du département d'Etat.* »

Deux organisations maoïstes concluent un accord électoral

Les dirigeants des deux principales organisations maoïstes, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (P.C.M.L.F.) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (P.C.R.M.L.), ont annoncé, lundi 16 janvier au cours d'une conférence de presse, la conclusion d'un accord électoral.

Sous le sigle « *Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne* », le P.C.M.L.F. et le P.C.R.M.L. envisagent de présenter quelque cent cinquante candidats communs, chargés de défendre une plate-forme unitaire. Dans les circonscriptions où elles n'auront aucun candidat, les deux organisations « *examineront ensemble la possibilité de soutenir des candidats qui ne se désisteront pas pour un des partis bourgeois de droite ou de gauche au second tour* ». Elles dénoncent en effet aussi bien les partis de la majorité que ceux de l'opposition. Ces derniers sont accusés de défendre « *les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie* ».

Une telle analyse conduit le P.C.M.L.F. et le P.C.R.M.L. à refuser tout désistement et à préconiser l'abstention pour le second tour de scrutin. Les termes de cet accord conviennent également à l'Organisation communiste de France (O.C.F.), qui souhaite y être associée. L'O.C.F. a renouvelé ses offres de discussion en vue d'intégrer ses propres candidats (notamment M. Jacques Marolleau, ouvrier spécialisé, candidat à Rennes-Sud et M. Pierre Masson, candidat à Angers-Nord), à la liste commune des formations marxistes-léninistes, mais elle ne souhaite pas souscrire à la plate-forme unitaire.

Au-delà de cet accord électoral, qui exclut toute alliance avec les formations regroupées sous le sigle « *Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs* » (c'est-à-dire, la L.C.R., l'O.C.T. et les C.C.A.), se profile la réunification des deux courants maoïstes. La déclaration commune signée par le P.C.M.L.F. et par le P.C.R.M.L. précise, en effet : « *Le fait d'engager cette campagne commune manifeste la volonté d'avancer dans le processus d'unification des marxistes-léninistes.* »

هكذا من الأصل

Le Monde

société

DU 18 AU 25 JANVIER

«Vous n'êtes pas des étrangers» sera le thème de la semaine pour l'unité des chrétiens

La Semaine pour l'unité des chrétiens a lieu comme chaque année du 18 au 25 janvier. Elle sera l'occasion de prières communes aux diverses confessions chrétiennes et de rencontres d'information sur les développements actuels de l'œcuménisme. Le thème de la Semaine 1978 est une phrase de saint Paul : « Vous n'êtes plus des étrangers. »

La célébration la plus marquante est fixée au 20 janvier, à 21 heures, à l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, Paris-17e. Le cardinal Marty, *archevêque de Paris, prononcera l'homélie*, en présence de Mgr Melétios, président du comité inter-épiscopal orthodoxe de France, et du pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France. Cette réunion servira de conclusion à six rassemblements synchronisés, à partir de 18 h. 30, dans six lieux de culte.

Mgr Etchegaray, président de la conférence épiscopale, le pasteur Jacques Maury et Mgr Melétios ont, d'autre part, lancé un appel en faveur de l'institut orthodoxe Saint-Serge pour faciliter l'octroi de bourses à des étudiants étrangers.

Voici exactement cinquante ans (janvier 1928) que le pape Pie XI publiait *l'encyclique « Mortalium Animos »* réprouvant le mouvement œcuménique et le dialogue à parts égales entre les Eglises. Ce document concevait l'unité comme un « retour » pur et simple des Eglises séparées dans le giron de l'Eglise romaine.

L'anniversaire de cette encyclique, douloureuse pour l'amour-propre des catholiques, ne sera évidemment pas célébré. Si prudent qu'il reste, le décret de Vatican II sur l'œcuménisme en a effacé le souvenir. Il ne parle plus de « retour » mais de restauration de l'unité. Ce qui implique une conversion de toutes les Eglises sans exception, dont les erreurs et les fautes sont responsables des schismes. L'unité n'est pas à *rechercher dans un modèle passé*, mais dans un pluralisme doctrinal théologique et disciplinaire permettant aux diverses traditions de s'épanouir autour d'un tronc commun.

Il sera souvent question, dans les entretiens œcuméniques de cette semaine 1978, du Père lazariste Fernand Portal, mort en 1928, qui connut de multiples déboires dans son église pour avoir compris, un des premiers, que les positions anti-œcuméniques de Rome étaient intenables. Vatican II devait lui donner raison. Des textes du Père Portal viennent d'être publiés par Régis Ladous aux éditions Nouvelle Cité de Paris. Voir aussi la revue « Unité des chrétiens », n° 22, 17, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

Nous publions ci-dessous un article de Roger Mehl, pasteur protestant, sur les récentes initiatives du Conseil œcuménique des Eglises.

HENRI FESQUET.

Vers un nouveau déploiement œcuménique

Depuis trois décennies, le dialogue œcuménique est sérieusement engagé : on ne parle que de rencontres bilatérales, multilatérales, de conversations, etc. On ne saurait trop faire l'éloge du dialogue qui a conduit les Eglises chrétiennes à sortir de leur isolement et *parfois* même de leur suffisance. Désormais, les retrouvailles sont chose faite et le climat est *purifié. Mais le dialogue n'est* pas un but en *lui-même*. Il crée, certes, une *sorte* de communauté entre les Eglises, mais une communauté fort incomplète.

Jusqu'à ce jour, peu d'actes concrets *destinés* à *favoriser* une véritable unité ont été accomplis. Peut-on franchir une nouvelle étape ? Le Conseil œcuménique des Eglises *(C.Œ.E.)* a *estimé que ce moment* approchait. C'est pourquoi, lors de la cinquième Assemblée mondiale (Nai*robi, 1975), il a autorisé l'envoi aux* Eglises d'un document théologique d'une grande importance, *la Réconciliation des Eglises : baptême, eucharistie, ministère* (1), fruit d'un long et dur travail de sa commission Foi et Constitution *(le Monde* du 8 octobre 1975). Ce n'était certes pas la première fois que le Conseil œcuménique adressait aux Eglises *un document théologique pour étude* et réflexion. Mais ce fut la première *fois* qu'il leur demanda *avec* une extrême insistance de donner une réponse aux propositions qui étaient contenues dans le document et d'indiquer quelles *mesures* elles étaient disposées à prendre pour parvenir à une communion pleine et entière. La réponse était demandée pour le *31 décembre 1976.*

Au mois de mai 1977, une centaine de réponses d'Eglises étaient *parvenues au Conseil œcuménique ;* si on ajoute à ce chiffre les réponses de conseils nationaux chrétiens groupant dans une même *région* diverses Eglises, de groupes œcuméniques importants et de dix-sept facultés de théologie catholique, dont l'avis *avait été sollicité par*, Rome, on atteint un total de cent quarante réponses venant de toutes les aires *géographiques et de toutes les traditions* confessionnelles.

Le secrétariat de Foi et Constitution vient de publier une synthèse des réponses (2), et, dans l'ensemble, cette synthèse est nettement encourageante. En ce qui concerne le baptême, un accord est en train de se réaliser qui, dans certains cas, va au-delà de ce qui était proposé. *La confirmation est conçue en étroite* relation avec le baptême, et de nombreuses Eglises se déclarent prêtes *à reconsidérer leur manière tradi*tionnelle de pratiquer la confirmation. Beaucoup d'entre elles sont prêtes à accorder plus d'importance que dans le passé au contexte socio-culturel dans lequel le baptême est administré. On n'est pas très étonné de la *facilité* avec laquelle l'accord sur le baptême est obtenu, car l'unicité du baptême comme incorporation à *l'Eglise du Christ* et *non à telle* Eglise particulière tend à être partout reconnue.

On est plus étonné de la large mesure de consensus qui se réalise à propos de l'eucharistie, unanimement *considérée* comme le point décisif de la communion entre les Eglises : la présence réelle du Christ dans l'eucharistie vient du Saint-*Esprit, et c'est pourquoi l'invocation* du Saint-Esprit (épiclèse) prend une place plus importante dans les litur*gies des diverses Eglises. On s'ac*corde aussi pour reconnaître que si la foi est nécessaire pour recevoir dignement l'eucharistie, la présence réelle du Christ n'est pas conditionnée par la foi. Enfin — et c'est peut-être un signe des temps, — les Eglises demandent que l'on fasse plus clairement comprendre que l'eucharistie est le fondement de l'action *missionnaire de l'Eglise.*

La question du ministère constituait, jusqu'à *présent*, le principal obstacle à une pleine communion entre les Eglises : la doctrine de la succession apostolique ou de la succession *ministérielle*, professée *par* les *unes*, refusée par les autres, était la pierre d'achoppement. On ne saurait prétendre que cet obstacle soit levé, mais les voies de la discussion *s'élargissent* : les Eglises reconnaissent que c'est l'Eglise tout entière qui est apostolique et que cette apostolicité se manifeste de différentes manières et non pas exclusivement par le moyen de la succession ministérielle.

La doctrine et la pratique

La synthèse relève aussi que la coopération entre ministres de différentes Eglises qui, en principe, ne reconnaissent pas la validité de leurs différents ministères a atteint un degré tel qu'elle équivaut à une reconnaissance *de facto*. Dans certains cas, la doctrine et la pratique des Eglises sont à ce point impliquées l'une dans l'autre qu'une modification de la pratique est susceptible d'entraîner une révision des principes. Risquons même l'hypothèse personnelle suivante : il n'est pas exclu qu'une pratique non autorisée de l'intercommunion entre fidèles d'Eglises différentes ait favorisé, dans ces Eglises, *une réflexion plus décrispée* sur le problème de l'intercommunion.

On dira sans doute que le baptême, l'eucharistie et le ministère ne constituent pas les seuls points de friction entre les Eglises. Mais comme le rappelle Lukas Vischer, dans le rapport qu'il a présenté au comité central du C.Œ.E. en 1977, « *le dialogue œcuménique a une tendance malheureuse à surcharger la notion de consensus* ». La communion entre les Eglises n'exige pas nécessairement une confession de foi exhaustive commune ni un exposé complet du dogme, sinon l'unité serait une uniformité, ce qu'elle n'a jamais été, même au temps de l'Eglise indivise. Il est bon et sain qu'il y ait dans *l'Eglise une diversité de théologies* et d'approches théologiques. Cette diversité ne produit une rupture que lorsque la communion eucharistique devient impossible. La triade baptême, eucharistie, ministère est en fait indissociable. C'est pourquoi le Conseil œcuménique a eu raison de chercher à réaliser un consensus sur ces trois points solidaires.

Ce à quoi nous devons tendre, dit le secrétariat de Foi et Constitution, c'est de mettre au point « *la conception commune dont les Eglises ont besoin pour réaliser leur unité visible* ». Si cette conception commune est trouvée, les Eglises seront en mesure de vivre ensemble, sans renoncer à leurs particularités historiques, la grande aventure conciliaire à laquelle le Conseil œcuménique les convie. Déjà liées par la parole de Dieu, par le culte, par l'intercession, par le service des hommes, par la lutte pour la justice sociale, les Eglises ne sauraient encore longtemps refuser de s'unir dans la communion eucharistique sans laquelle leur action commune perd *son fondement et sa spécifité. Il n'est* plus temps de s'abriter peureusement derrière des traditions, qu'on a de plus en plus de peine à justifier. Comme le dit encore le secrétariat de Foi et Constitution, « *Il n'existe aucune raison chrétienne valable qui justifie la situation actuelle* ».

Lukas Vischer, s'adressant au comité central du Conseil œcuménique en 1977, a résumé très clairement l'impératif que nous ne pouvons vouloir tourner : « *Il faut qu'il y ait consensus, pour que chaque Eglise locale se sache dans la vérité que connaît la communauté universelle. Il faut qu'il y ait consensus sur le baptême, pour que quiconque reçoit le baptême sache qu'il a été baptisé avec tous les autres dans le même corps du Christ. Il faut qu'il y ait consensus sur l'eucharistie, pour que le peuple de Dieu tout entier soit spirituellement présent et participe à chaque célébration de l'eucharistie. Il faut qu'il y ait consensus sur le ministère, pour que quiconque annonce la parole, dispense l'eucharistie et édifie la communauté, sache qu'il le fait en communauté avec tous ceux qui sont appelés au même service.* »

ROGER MEHL.

(1) Les Presses de Taizé, 1974.
(2) *Vers un consensus œcuménique*. Foi et Constitution, document n° 84 (Conseil œcuménique des Eglises, 150, route de Ferney, 1211 Genève 20).

SPORTS

TENNIS

Deux titres de champion du monde seront attribués en 1978

Au cours d'une conférence de presse réunie le 16 janvier à Paris, M. Philippe Chatrier, président de la Fédération internationale de tennis (FIT), a annoncé que la décision avait *été prise d'attribuer chaque année* deux titres de champion du monde, l'un masculin, l'autre féminin. Ce sont deux jurys composés d'anciens champions qui auront la responsabilité de les désigner, en retenant comme critères pour les messieurs les résultats obtenus à Wimbledon, aux championnats des Etats-Unis et d'Australie, à Roland-Garros, en *coupe Davis, au Masters, etc.* Le jury féminin prendra en considération les grandes épreuves particulières aux femmes.

Le jury masculin sera composé de Donald Budge, Fred Perry et Lewie Hoad ; le jury féminin, de Margaret Court, Margaret Dupont et Anne Jones.

Le président de la FIT a aussi souhaité que le tennis soit inscrit aux programmes des Jeux olympiques en 1984, qui doivent avoir lieu à Los Angeles. Il a annoncé qu'une délégation se rendra le 12 février en Afrique du Sud pour faire une enquête sur les conditions dans lesquelles ce sport est pratiqué au pays de l'apartheid. La délégation comprendra, outre M. Chatrier, un représentant d'Asie, d'Europe et d'Afrique. M. Chatrier a enfin précisé *qu'un texte définitif sera publié* au mois de juin pour définir les conditions d'utilisation de la raquette à double cordage.

[Le titre de champion du monde a déjà été décerné dans l'histoire du tennis. Ce fut sur le court central de la Faisanderie, dans le parc de Saint-Cloud, où, pour la première fois, le champion néo-zélandais Tony Wilding l'emporta, en juin 1914, sur André Gobert. Au lendemain de la guerre, *et jusqu'en 1927, les championnats* du monde sur terre battue furent ainsi disputés par les grands joueurs en flanelle blanche, qui avaient nom William Laurentz, Manuel Alonso, Jean Washer, Hubert de Morpurgo, Enrique Flaquer, Nicolas Mischu, jusqu'à ce que René Lacoste réussisse enfin à s'imposer à William Tilden dans une finale mémorable.

Chez les femmes, c'était alors le quelle la senorita de Alvarez, Didi Vlasto, Yvonne Bourgeois, Ellen Bennett servaient de ravissants faire-valoir. Et se rappelle-t-on encore que la paire Brugnon-Dupont enleva à Saint-Cloud le titre mondial du double hommes aux dépens de Morpurgo-Aslangul ? L'ère des Internationaux de Roland-Garros allait commencer. — O. M.]

JUSTICE

L'Union démocratique bretonne condamne les attentats

Les attentats commis en Bretagne et à Paris au cours du dernier week-end (« le Monde » du 17 janvier) ont provoqué de multiples réactions de réprobation. M. François Le Douarec, député R.P.R.), président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, estime que ces attentats ont pour conséquence de dissuader les investisseurs qui *souhaiteraient s'installer* **en Bretagne et de nuire au tourisme.**

Notre correspondant à *Quimper* nous rapporte que deux cent cinquante ouvriers de l'entreprise Ducassou ont défilé, lundi 16 janvier, dans les rues de cette ville. Les manifestants, auxquels s'était joint M. Henri *Ducassou*, président-directeur général de l'entreprise, protestaient contre la destruction d'une agence de l'entreprise, dans la nuit du 14 au 15 janvier. Une délégation a remis à la préfecture une motion soulignant *« le caractère odieux d'attentats perpétrés à l'encontre des moyens de production indispensables à l'emploi »*.

Dans une lettre adressée à la rédaction du quotidien *Ouest-France* à Quimper, les deux branches du F.L.B. (Front de libération de la Bretagne), l'Armée républicaine bretonne et le groupe Trawalc'h de la résistance nationaliste bretonne, ont revendiqué les attentats commis en Bretagne et l'attentat qui a endommagé les bureaux de la société Les Grands Travaux de l'Est, à Paris, dans le seizième arrondissement.

L'exploitation des actes de violence

Après l'attentat commis, le samedi 14 janvier, contre la base aérienne de Solenzara, on précise de source militaire autorisée que *« les installations radar atteintes étaient situées dans un îlot isolé, à plus de 1 kilomètre hors de l'enceinte de la base ; elles ne bénéficiaient d'aucune protection particulière, hormis le gardiennage habituel des installations militaires »*.

Le conseil général de la Corse du Sud a voté à l'unanimité une motion qui condamne *« avec indignation »* cet attentat, réaffirme son profond *« attachement à l'armée, symbole et garant de l'unité de la nation »*, et met en garde l'opinion publique contre *« l'exploitation abusive qui est faite des actes de violences »*.

De son côté, M. Yves-Bertrand Burgalat, préfet de la région Corse, a déclaré que *« la Corse est l'enjeu et la victime d'une subversion qui n'ose pas montrer son vrai visage, car elle se ferait rejeter par l'immense majorité de la population. Son objectif est désormais bien connu : il s'agit de créer ici artificiellement un état de guerre pour détruire la liberté et la démocratie en France et dans le monde encore libre »*.

L'attentat commis lundi matin 16 janvier contre les locaux de la Fédération des sociétés juives de France (F.S.J.F.), 68, rue de la Folie-Méricourt, à Paris (11e), amène M. Jacques Chambaz, député (communiste) de Paris à souligner, dans une lettre adressée aux responsables de la F.S.J.F., l'*« inadmissible laxisme des pouvoirs publics devant de tels actes »*. Le Comité de liaison des étudiants socialistes et sionistes (CLESS) *« réaffirme son intention de poursuivre le combat contre les antisémites, qu'ils soient de droite ou de gauche »*.

Elargissant sa protestation, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) rattache le dernier attentat à la *« longue série d'agressions dirigées contre des personnalités et institutions juives de France »*.

Le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix fait état d'*« une montée de l'antisémitisme »*. *« Plus que jamais,* affirme le MRAP, *l'opinion publique doit se mobiliser pour exiger des mesures efficaces afin d'arrêter net l'engrenage sanglant du racisme et défendre la démocratie »*.

L'U.D.B. : la politique terroriste est une erreur fondamentale.

Dans l'interview qu'il a accordée à *Armor Magazine*, et que publie le dernier numéro de ce mensuel, Ronan Le Prohon, un des fondateurs de l'Union démocratique bretonne (U.D.B.), condamne très nettement le recours à la violence. Il dit notamment :

« L'U.D.B. a été le premier parti breton à condamner les attentats du F.L.B., parce que irresponsables et non souhaités par le peuple. La politique terroriste en Bretagne est une erreur fondamentale qui fait courir à la cause bretonne un très grand risque, qui se trompe d'adversaires et d'objectifs, et s'imprègne d'un certain sentimentalisme.

» On ne peut parler de la Bretagne comme du Chili, du Brésil ou de l'Indonésie. Pour l'U.D.B., il est possible de poursuivre des expériences de vie politique légale. Tant que toutes les capacités du combat légal ne sont pas épuisées, il est criminel de tenter autre chose.

» Ceux qui parlent de guerre de libération et de Front de libération sont des irresponsables ou de dangereux utopistes.

» De là à réclamer l'accroissement de la répression est aussi un excès.

Après les attentats du dernier week-end, l'U.D.B. a indiqué : *« Si nous présentons des candidats aux législatives de mars 1978, si nous proposons un programme précis et clair pour la Bretagne, c'est que nous prétendons qu'avec nos propositions on peut éviter l'étape de la violence et cele du séparatisme dans le cadre d'une société socialiste. »*

Faits et jugements

La mutinerie de la prison de Papeete.

La mutinerie de la prison de Papeete (Tahiti) au cours de laquelle un gardien et un détenu ont été tués (« le Monde » du 17 janvier), auraient eu des origines politiques. Selon des témoins qui assistaient aux événements à l'extérieur de la prison les mutins criaient : « Vive l'indépendance », « les Français dehors ! » M. Paul Cousseran, haut commissaire de la République à Tahiti, s'est toutefois refusé à préciser les origines de cette mutinerie. Charlie Ching incarcéré dans l'établissement et qui s'était présenté aux dernières élections territoriales sous l'étiquette indépendantiste serait l'instigateur du mouvement.

Deux des prisonniers évadés ont été capturés lundi après-midi 16 janvier. Sept autres fugitifs sont encore recherchés par la police et la gendarmerie. C'est la seconde fois qu'une mutinerie a lieu à la prison de Papeete qui avait été mise à sac le 28 avril 1972.

Suicide à la prison de Fresnes.

Un détenu âgé de trente-trois ans, Michel Citée, a été découvert pendu, le lundi 16 janvier, dans sa cellule de la prison de Fresnes. Il avait été condamné pour vols, faux et usages de faux les 9 et 13 juillet 1976, par le tribunal correctionnel de Paris, à deux ans, puis un an d'emprisonnement. Michel Citée devait être libéré le 7 août 1978.

M. Montaldo inculpé.

M. Jean Beyer, juge d'instruction à Paris, a inculpé lundi 16 janvier M. Jean Montaldo, journaliste, de vol et détérioration de matière ou instrument servant à la fabrication. Il s'agit du message pirate qui s'est mêlé soudain, sur TF 1, le 23 avril, au journal télévisé de 20 heures, la voix de M. Montaldo intervenant à la télévision pour déplorer l'absence de publicité en faveur de son livre, *les Finances du parti communiste français*.

A l'époque, M. Montaldo s'était vanté d'avoir réalisé cette émission pirate dans les toilettes de l'immeuble de la télévision, rue Cognacq-Jay. L'inculpé, qu'assiste Me Patrick Devedjian, assure maintenant qu'il ne se trouvait pas à Paris le jour des faits, mais à Val-d'Isère, assistant à 20 heures à la remise de la coupe des parlementaires, ainsi que peuvent l'attester plusieurs journalistes. Si sa voix a été enregistrée, c'est, dit-il, parce qu'il avait été interviewé par un reporter connu de la télévision dont il n'a pas voulu donner le nom.

● *Un dirigeant du « Parisien libéré » condamné* par la trente et unième chambre correctionnelle de Paris, présidée par Mme Guilhem a condamné lundi *16 janvier M. Jean Porèche*, secrétaire général du *Parisien libéré*, à 3 000 *francs* d'amende pour entraves à l'exercice du droit syndical, atteinte à l'exercice régulier des fonctions de délégué du personnel et entraves au fonctionnement du comité d'entreprise, ainsi qu'à 2 000 francs de dommages et intérêts envers le Syndicat des journalistes français C.F.D.T., partie civile.

CIRCULATION RÉTABLIE ENTRE BOURG-SAINT-MAURICE ET TIGNES

La circulation était rétablie mardi matin 17 janvier sur la plupart des routes de Haute-Savoie, notamment sur la R.N. 202 reliant Bourg-Saint-Maurice à Tignes et Val-d'Isère. La neige ne tombe plus depuis dimanche soir sur les deux stations de la Haute-Tarentaise, mais les dangers d'avalanche subsistent, le manteau neigeux restant extrêmement fragile.

ÉDUCATION

INQUIÉTUDE CHEZ LES GESTIONNAIRES BÉNÉVOLES DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Si l'État coupait les crédits...

Si l'Etat décidait, brutalement, de supprimer toutes les subventions à l'enseignement privé, celui-ci devrait, pour se maintenir, demander aux parents de multiplier par dix les frais de scolarité qu'ils versent actuellement. La contribution moyenne par famille devrait ainsi être majorée de 8 900 F par an. Le calcul a été présenté, dimanche 15 janvier, à deux mille gestionnaires de l'enseignement catholique réunis à Paris sur le thème « gérer la liberté ».

Créée en 1971 sur l'initiative *du secrétaire général de l'enseignement catholique de l'époque*, Mgr Jean Cuminal, la Fédération nationale des organismes de gestion de l'enseignement catholique (FNOGEC) n'avait jamais, depuis sept ans, éprouvé le besoin de réunir ses animateurs. La date choisie pour cette réunion ne doit rien au hasard mais à la perspective des élections législatives. Après avoir chiffré les conséquences d'une coupure des crédits — mais sans *tenir compte d'une éventuelle* nationalisation ni même d'une *généralisation des contrats d'association* — M. Dominique Lauriot-Prévost, secrétaire général permanent de la FNOGEC, a déclaré : *« Complétez ces chiffres par vos propres calculs. Ce sont eux que vous devez présenter à tous ceux qui sont concernés, parents, anciens élèves, sympathisants et aussi à tous ceux dont l'influence peut être précieuse dans les semaines à venir s'ils sont bien informés. »*

Cette information tient en quelques chiffres : l'aide de l'Etat représente 6 550 millions de francs en salaires et charges sociales, et 850 millions de francs en frais de fonctionnement. La masse salariale provenant de la contribution des familles (scolarités, kermesses, etc.) ne représente que 2 200 millions de francs.

L'interlocuteur privilégié

Les organismes de gestion de l'enseignement catholique (OGEC) jouent dans cet enseignement un rôle discret mais efficace. La plupart des écoles sont gérées par une association — régie par la loi de 1901 — dont M. Lauriot-Prévost estime qu'elle doit être *« transparente »* mais assez *« fermée »*. Il s'agit de réunir des *« bonnes volontés »* et d'éviter de les transformer en *« forums »*. La création des OGEC — qui ont remplacé les anciennes associations d'éducation populaire (A.E.P.) qui n'étaient que des antennes des associations de parents d'élèves — a répondu à une nécessité historique et juridique : disparition quasi totale des clercs dans l'enseignement (10 % aujourd'hui), effacement des congrégations, contrats avec l'Etat, fin des écoles de paroisse et recrutement massif de personnel laïc. Dans chaque école un organisme de gestion est l'employeur des personnels non rémunérés par l'Etat (50 000) et de ceux qui sont sous le *régime du contrat simple* (41 000). Les OGEC fixent le montant des scolarités.

Organismes de pure gestion, les OGEC — dont le directeur diocésain de l'enseignement est membre de droit — ne peuvent pas prendre de décision contraire au *« caractère propre »* de l'enseignement catholique. En ce cas, le directeur diocésain a un droit de veto. N'y a-t-il pas des risques de débordements, par exemple sur l'orientation pédagogique de l'établissement, et la notion de pure gestion n'est-elle pas un leurre ? Regroupant des bénévoles — qui ne sont pas nécessairement parents d'élèves — les OGEC peuvent être tentés d'intervenir sur l'orientation d'un établissement, bien que les dirigeants de la Fédération nationale s'en défendent.

La réunion de dimanche a montré, d'autre part, une certaine *volonté* d'organiser, sur le plan financier, un enseignement qui est, *pour l'instant, dans bien des* cas, une collection d'établissements. *Des initiatives ont déjà* été prises dans certains départements — *notamment en Vendée*, sous l'impulsion du père Chopot, *futur secrétaire général de l'en*seignement catholique, — pour *établir une sorte de péréquation* entre les écoles. L'union départe*mentale gère une partie des per*sonnels de remplacement qui peuvent être affectés, en *fonction* des besoins, à tel ou tel établissement.

La FNOGEC fonctionne déjà comme l'interlocuteur privilégié des syndicats d'enseignants. De laborieuses négociations sur le renouvellement de treize conventions collectives sont en cours. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont quitté la dernière réunion, le 4 janvier, en claquant la porte. Le syndicat C.F.T.C. et le syndicat professionnel réclament des améliorations immédiates de salaires. A la FNOGEC, on lève les bras au ciel : *« Combien il nous serait agréable d'accéder à toutes les demandes !* a déclaré M. Tequi, *mais nous ne réalisons pas de profits et ne pouvons donc pas les comprimer ! Nous sommes comptables des deniers donnés par les familles, les collectivités locales et l'Etat. »* Le *« service d'Eglise »* que les cinquante mille gestionnaires bénévoles de l'enseignement catholique effectuent est d'abord marqué du souci de la bonne gestion.

BRUNO FRAPPAT.

CORRESPONDANCE

L'UNIVERSITÉ DE PARIS-VI EST-ELLE TROP RICHE ?

Nous avons reçu une lettre de M. Jean Dry, président de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) à la suite de la publication, dans le Monde *du 10 janvier, d'un article sur la modification de critères de répartition des crédits « pédagogiques » des universités. Dans cet article, nous expliquions que, selon le ministère des universités, certains établissements parisiens étaient « excédentaires » : l'administration estime notamment que Paris-VI a trop d'enseignants pour sa charge pédagogique :*

Les remarques que vous faites appellent de ma part quelques commentaires. Je tiens à indiquer d'emblée que je ne souhaite pas alimenter une querelle entre grandes et petites universités, ni entre universités parisiennes et provinciales.

1) La subvention de 47 F du *mètre carré ne couvre pas l'entre*tien des bâtiments, mal isolés du *froid et dotés d'équipements* scientifiques lourds. L'ancienne *faculté des sciences de Paris* avait été conçue comme le plus grand *établissement européen de recher*ches scientifiques ; 80 % de sa *surface était construite pour la* recherche. Le coût moyen du *mètre carré dans un établissement* de ce genre dépasse 60 F. Dans la *tour administrative*, haute de vingt-quatre étages, et qu'il faut bien entretenir, ce coût atteint près de 120 F le mètre carré.

2) *L'université Pierre-et-Marie-*Curie abrite 10 % des chercheurs *du C.N.R.S. ; il en sort environ* 15 % des thèses de sciences passées chaque année en France. Les enseignants chercheurs occupent donc bien la *majeure partie* de leur temps à la recherche. En contrepartie, plusieurs symposiums de niveau international ont lieu chaque année dans nos locaux.

3) Les enseignants sont accusés de ne pas effectuer leur service. Une enquête est en cours depuis plusieurs mois. Il convient de toute façon de faire remarquer que si certaines disciplines bénéficient d'un encadrement qui peut être jugé excessif, la politique du conseil de cette université est de transférer en cas de vacances ces postes vers les disciplines sous-encadrées (qui sont, elles aussi, connues du ministère des universités).

On peut en outre, critiquer largement les taux d'encadrement fournis par le GARACES (1), car celui-ci est actuellement incapable de calculer séparément l'encadrement en *professeurs* et maîtres de conférences (niveau A) et ceuli *en maîtres assistants et* assistants (niveau B). Or, l'université Pierre-et-Marie-Curie *est* sous-encadrée au niveau A.

4) On peut enfin *faire remar*quer que de nombreuses universités de *province bénéficient du* soutien de leur région (conseil *général, établissement public ré*gional, voire municipalités). Il n'en est pas de même à *Paris* ; la région de l'Ile-de-France est d'ailleurs la seule en *France à ne* pas voir figurer la recherche scientifique parmi ses programmes d'action prioritaire.

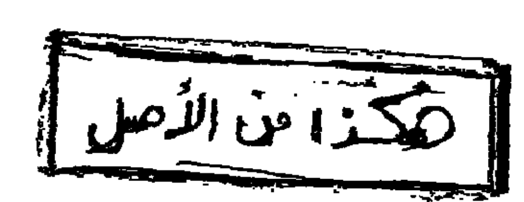
Le GARACES est utile. La décentralisation est peut-être nécessaire. L'égalitarisme est *certaine*ment une catastrophe au plan de l'avenir de la *recherche scienti*fique, où, chacun s'ingénie à le répéter, une certaine masse critique est nécessaire, de même qu'un véritable environnement scientifique.

La faculté des sciences de Paris était la plus prestigieuse de France, et je comprends qu'un certain ressentiment puisse subsister vis-à-vis de ses héritières. Le problème est de savoir si l'Etat veut se donner les moyens d'une politique scientifique, et donc de subventionner les établissements où elle peut se concrétiser.

(1) Groupe d'analyse et de recherche sur les coûts de l'enseignement supérieur. (N.D.L.R.).

● RECTIFICATIF. — Dans le second article de la série « Les mille et une réformes Haby » (*le Monde* daté 15-16 janvier), une erreur a déformé le sens d'une des principales critiques faites au nouveau système : à la place de *« médicalisation »*, nous aurions dû imprimer *« médiocrisation »*.





ENQUÊTE

SHOW-BUSINESS : DE L'OR EN TUBE

(Suite de la première page.)

Du bel art. Deux bonnes heures pour ne rien dire, enfin rien d'important, simplement amuser la galerie avec au fond du regard une lueur d'ironie. Ses interlocuteurs ne sont pas dupes ? Tant mieux. Clin d'œil sur le pas de la porte. « *Revenez me voir quand vous aurez passé votre papier. On déjeunera ensemble. Je vous dirai tout.* » Ou rien.

Bas de l'échelle. Deuxième tableau. Kent boit du lait fraise avec une paille. Il porte un jean jaune et un tee-shirt aux manches relevées par des épingles à nourrice roses. Il a le cheveu ras, coupé au bol, et l'oreille dégagée. Un punk. Attention, pas de Paris, parce qu'à Paris, « *les gars, ils se coupent les douilles et mettent un cuir, mais descendent dans les chiottes fumer leur joint* ». Non, lui, c'est un punk de province, chanteur des Starshooters, des « buteurs d'étoiles ». Je chante pas, je cogne. Vaste programme. Ils devaient s'appeler *Starfighters*, comme l'avion. « *Mais vraiment, il se cassait trop la gueule* », explique Kent.

La légende plutôt que la vérité

Drôles de tigeons, comme on dit chez eux, ces buteurs d'étoiles. Quatre gosses de la banlieue lyonnaise, punks sans le savoir, simplement par rupture de mode, mais fils authentiques du béton et des supermarchés. Au départ, quatre copains de C.E.S., gratouilleurs de guitare. A l'arrivée, un gang de déménageurs en guerre acousto-électrique contre la musique planante de Pinks et les vieilles barbes, Beatles et Rolling Stones.

Tout cela est encore très banlieue quand survient une bonne fée du « show-biz », M. Philippe Constantin, directeur des éditions Pathé-Marconi. « *Un gauchiste, mais quel flair* », dit de lui son patron M. Michel Bonnet. Business oblige, même dans un trust il sera beaucoup pardonné au gauchiste mal repenti s'il sait ramener du monde — et du beau monde — à la maison. Et Constantin est de cette race-là. La seule qui compte : celle qui déniche. Nicolas Peyrac, une mine d'or, Jacques Higelin, Gérard Manset et quelques autres, c'est lui.

Pathé voulait ses punks. Il les a. Comme tout le monde aujourd'hui. Comme hier il fallait à chacun son Breton de Bretagne, son Occitan d'Occitanie. Le découvreur d'étoiles s'est mis en chasse. Il est tombé sur les buteurs d'étoiles. Et il les a « signés ». Un bon petit contrat de trois ans, bien propre, bien net : 50 000 francs d'avance, 7 % du prix de détail à chaque disque vendu, un premier 45 tours enregistré, un second à venir. Voilà les Starshooters sur le petit nuage rose. Kent : « *Et si ça ne marchait pas ? Mais ça va marcher.* » Et Constantin : « *Oui, peut-être, s'ils restent eux-mêmes. Mais on résiste difficilement au succès, à cette cour de parasites qui s'agglutine dès qu'elle sent le fric.* »

Deux instantanés. Un en haut, un en bas. Deux courses, deux routes dans un même monde : le show-biz. Mais qu'est-il, ce show-business qui, en se francisant, a perdu de son sens : s'est limité pour ne plus concerner que le petit monde de la chanson de variété ; s'est déprécié parce que ce petit monde — et bien souvent ce monde de petits — ne montre plus de lui-même que ce qu'il a de plus clinquant, pailleté, faussement doré. Show-biz, un vilain mot, proteste le chœur des P.-D.G. du disque. Pourquoi ne pas parler, comme eux, d'une industrie comme les autres, avec ses grandeurs et ses petitesses, ses quelques margoulins et ses légions d'honnêtes gens ?

Pourquoi ? Mais simplement parce que le monde des variétés s'acharne lui-même à vendre sa légende pour mieux cacher sa vérité. Parce que le tourbillon scintillant de la scène et de la vie masque mal le ballet des comptables et des super-bénéfices. Parce que le culte de l'idole est plus « marchand » que celui de l'argent.

Expérience. Faites une enquête sur le show-biz. Demandez donc à voir Mlle Sheila, M. François, M. Sardou ou M. Hallyday. Dix autres encore. Demandez-le une fois, dix fois, cent fois. Le barrage est solide. Pas là, comme c'est dommage. Les agendas chargés, les voyages imprévus, la tournée en province. Rappelez plus tard... Demandez donc les mêmes pour leur parler de l'amour en Laponie, du mariage à Neuilly, de la soupe à la tortue — « *ils aiment* » — ou de leur poète préféré — probablement Rimbaud ou Verlaine, très demandé Verlaine — et les portes s'ouvriront.

D'abord l'entourage. Cette cour baroque de parasites, courtisans, fous du roi ou de la reine, gens de peu d'importance mais de tant de suffisance : la noria des médiocres, des « *dis, papa* », des « *hé, coco* », qui flatte pour survivre. L'entourage — « *les arapèdes* », dit Johnny Stark — est vigilant. Il fait bonne garde. « *Le pire de ce métier, c'est la jungle qui entoure l'artiste*, souligne en connaisseur M. Michel Drucker. *Après un paquet de millions, la vedette ne voit plus la roue tourner. L'artiste ne peut plus supporter la critique. Il préfère payer dix types 3 000 F par mois qui se relaieront pour lui dire qu'il est le plus beau, que d'en payer un seul 30 000 F qui fera tout et l'engueulera au besoin.* » Et Pierre Perret, en écho : « *Ils ont tous peur de perdre un jour la cour qui les choie et les couillonne. Ils ont besoin d'être rassurés, qu'on les bichonne, qu'on leur porte leur guitare, qu'on leur cire les godasses...* »

Simple épiphénomène ? Ce n'est pas sûr. On pourrait sourire en effet de voir les rois persans de la chansonnette en pareil équipage, l'habilleuse, les gorilles, les groupies, le porte-mallette, les musiciens, le chauffeur et son cousin, la secrétaire particulière, l'attaché de presse, la présidente du fan-club et le porte-manteau. Mais, au-delà du sourire, vient une certitude : affaiblie, phagocytée, la vedette est mûre pour être manipulée par d'autres moins innocents encore. C'est l'A. B. C. du métier. Johnny Stark, toujours : « *Il faut qu'un artiste soit souple pour apprendre le show-business.* » Souplesse, en effet.

Le règne du prêt-à-chanter

Dès lors, tout est possible. La bêtise, lorsqu'elle devient marchande, peut atteindre des Himalaya. Le pire n'est jamais ici que l'allié du mieux. « *Le show-biz ? La lutte des artistes et des princes marchands*, dit Guy Béart. *Tout le monde il est radieux, tout le monde il est pourri.* » Les princes marchands ont depuis bien longtemps gagné la guerre. Il faut des idoles ? Donnons sa pâture à l'idolâtrie. « *Sans voyeurs, pas d'idoles* », a crié un jour Léo Ferré. Alors, vive le voyeurisme. *(Voir encadré ci-contre.)*

Tableau noirâtre ? Rares sont ceux qui ont la force de résister à la pression. Modelé dans sa vie, l'artiste le sera aussi dans son art. Modelé, comme mode, comme ce bouchon qu'on lance au gré du courant. Le disque, en France, n'est pas né — il s'en faut — avec la variété yé-yé des années 60. Le disque de consommation, si. Prenez les grandes vedettes d'aujourd'hui : qui sont-elles ? Les « institutions », bien sûr : Tino Rossi, Brassens, Bécaud, Aznavour, Brel... Des « nouveaux » sans doute : Sardou, Julien Clerc, Lenorman ou Le Forestier. Mais aussi — surtout ? — les survivants époumonés des années 60. Tendez l'oreille, ouvrez l'œil, écoutez la radio, allumez la télé : Johnny, Sheila, Sylvie, Cloclo, sont là. Le carré d'as des dinosaures.

Pourquoi ? Parce qu'ils avaient, parce qu'ils ont ce qu'on appelle du talent ? Peut-être. Mais si la machine à consommer ne les a pas auto-dévorés, eux comme les petits frères (Richard Anthony, Frank Alamo, Dick Rivers et une *myriade d'étoiles filantes*), n'est-ce pas aussi que ces quatre là ont su constamment s'adapter, suivre le temps, et prendre le vent ? Exemplaire la carrière de Johnny : rocker passé au twist, crooner converti en hippie, flirtant un temps avec la « country » pour essayer enfin de revenir au rock dur et pur de l'innocente jeunesse.

Non, la chanson française n'est pas là tout entière. Mais une bonne partie de ce qu'elle fut, régnant depuis plus de quinze ans. Règne du prêt-à-chanter, du sur-mesure, des faiseurs et des contre-faiseurs.

Et puis, un jour, faute de pouvoir inventer encore, on réinvente. Faute de pouvoir avancer, on recule. Réécoutez la radio, rallumez la télé, ravivez vos souvenirs d'été : le mouvement semble s'essouffler, la machine, patiner. Soit. En attendant la relève — on y travaille — on va s'accommoder des restes. Un zeste de Beatles, un refrain des Beach *Boys, trois cris des Rolling Stones*, on vous mitonne *Rockcollection*. Le petit Voulzy a eu son tube. *Le tube style pot-pourri.* Pour un été...

Le prêt-à-chanter s'essouffle ?

Tout sur le prêt-à-danser : vive la *disco-musique !* Sheila *chante* mixée, malaxée et remalaxée. C'est la revanche de l'homme du son. Faute de créer, il faut bien vendre. Faute de bon show, au moins le business : que tourne le disque...

DOMINIQUE POUCHIN
et PIERRE GEORGES.

Prochain article :

SEIGNEURS ET FRANCS-TIREURS

Ses yeux, sa bouche ses cheveux, son sourire...

« Quand Ringo est fatigué, il s'achète de l'extrait de foie et se fait lui-même ses piqûres en se mettant devant une glace. » (Salut.)

« Le seul complexe de Carène (Chéryl) *: elle trouve ses épaules trop larges. »* (Super Disco.)

« Les mèches de cheveux de Cloclo, achetées à Paris 30 francs, se revendent à Londres un peu plus de 100 francs. » (Podium.)

« William Sheller a fait 200 kilomètres pour se rendre chez le coiffeur, qui lui a fait sa nouvelle coupe rétro. » (Hit.)

« Marie Laforêt préfère l'Ovomaltine, surtout quand elle rajoute de la crème fraîche et l'accompagne de tartines. » (Salut.)

« Les trois vœux de Michel Sardou : supprimer les impôts, entrer à l'Académie française, faire tout ce que j'ai envie de faire. » (Podium.)

« Eric Charden vient de s'acheter une montre avec un cadran qui indique le rythme cardiaque et la température du corps. » (Hit.)

Et cette « occase » en or :

« Podium, *votre super mag, est prêt à réaliser l'un de vos rêves les plus chers en vous offrant, favinets et favinettes, la possibilité de passer vingt-quatre heures avec le fav de votre choix. Il vous suffit pour cela d'écrire en quelques phrases pourquoi votre fav est irrésistible ! Ses yeux, sa bouche, ses cheveux, son sourire (...). Alors, tous à vos plumes ! Les plus belles descriptions de favs vaudront à leurs auteurs la joie de passer, grâce à* Podium, *vingt-quatre heures avec les favs décrits et le photographe* Podium *sera là pour illustrer ce moment inoubliable ! Woaw !* Podium *vous en donne toujours plus ! ! ! »*

ENQUÊTE

CITÉS GÉANTES

LOS ANGELES : LE GRAND SERPENT DE TERRE

par ALAIN-MARIE CARRON

LOS ANGELES. — La Californie est l'Etat le plus « *excessif* » *des Etats-Unis*, mais San-Francisco a l'air d'une pension de famille à côté de Los Angeles. L'histoire de cette ville aussi « horizontale » que Chicago est « verticale » (*le Monde* du 11 janvier 1978) est justement méconnue. Elle est faite d'une succession de raz de marée. Une vague ne laisse à peu près rien de la *précédente. Chaque déferlement* charrie et broie le passé, recompose *entièrement le paysage*, l'élargit, en change les perspectives. Ce qui reste d'hier est disséminé ou enfoui. Les routes qui y conduisaient ont disparu. La réalité d'il y a cinquante ans est sans descendance visible, celle d'il y a quinze ans ne sert plus que par accident. Tout bouge, tout change ou se recrée. Dans un environnement aussi dynamique la mort semble inutile ; personne n'aurait l'idée de jeter un regard en arrière.

Fondé un jour de septembre 1781 par une quarantaine d'Espagnols prétendument dévots, « *El Pueblo de Nuestra* Señora la Reina de Los Angeles de Porciuncunia » a été délivré de ce patronyme décourageant par le pragmatisme yankee, qui ne le désigne plus, jusque dans les austères colonnes du *Wall Street Journal*, que sous le sigle « L.A. ». L.A. est restée longtemps un mélange hispano-mexicain fréquenté par des fermiers et des cow-boys. Durant quelques décennies, si l'or excepte les coups échangés dans des estaminets crasseux, les événements qui s'offraient au journal local étaient d'un jour à l'autre désespérément semblables : « *Un attelage de chevaux emballés a renversé son chargement dans la rue principale.* » Suivait la liste des victimes.

Avec la ruée vers l'or de la fin des années 1850, c'est la ville elle-même qui prenait le mors aux dents. Elle ne l'a pas lâché depuis. Qui dit or, dit spéculation foncière, migration débridée, banquiers, escrocs et pigeons, petits *métiers* plus ou moins honorables. D'ordinaire, cette fièvre passe vite et laisse derrière *elle* des villes fantômes. Les aventuriers de la Californie du Sud ont au contraire montré un sens de *l'adaptation et de l'innovation* qui a fait fortune. Au ver à soie et à la laine a succédé le « boom » entraîné par la construction du chemin de fer du Pacifique, suivi de l'essor de cultures vivrières et des agrumes. Les vrais succès sont venus ensuite, le pétrole, l'industrie du cinéma, l'industrie aérospatiale.

L'extrême Amérique

A chaque fois, Los Angeles était en avance sur le reste du pays. Pour donner une idée de ce corps invraisemblable, il faut céder au goût si américain des chiffres et des records. Le grand Los Angeles, avec plus de dix millions d'habitants, est le deuxième centre urbain des Etats-Unis, après New-York. La ville s'étire au bord de l'océan, dans un demi-cercle de 100 kilomètres de rayon. A vrai dire, il y a plus de quatre-vingts *municipalités sur cette* superficie. Hollywood et Torrance *sont deux villes différentes de* Los Angeles elle-même, qui ne compte que deux millions huit cent mille habitants.

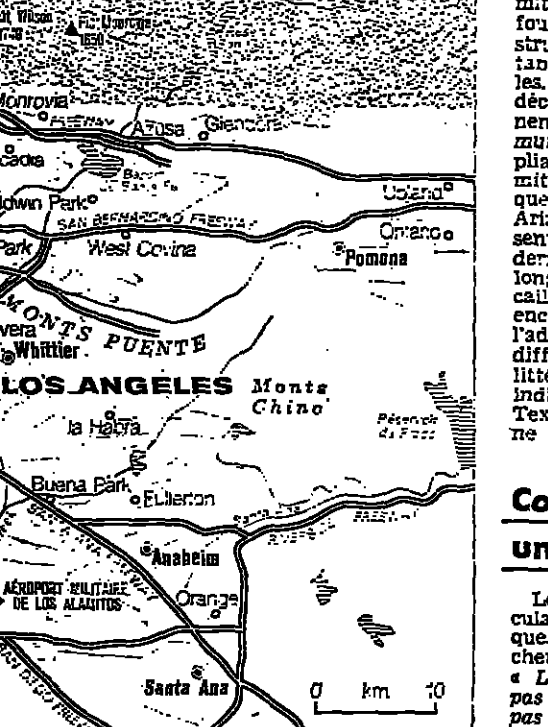
Wallace Stegner, un Californien d'adoption, affirme que la Californie est « quintessentiellement américaine ». « *Dans un pays prospère*, écrit-il, *nous sommes plus prospères que la plupart ; dans un pays urbain, plus urbains ; dans un pays atteint de « gadgetomanie », plus « gadgetomanes » que les autres ; dans un pays caractérisé par sa mobilité, nous sommes plus mobiles ; dans un pays où il n'y a pas de goût, notre goût est plus mauvais qu'ailleurs ; dans un pays créateur, nous sommes plus énergiquement créateurs ; dans un pays optimiste, plus optimistes ; dans une société angoissée, plus angoissés. Contribution régionale à la culture nationale ? Nous sommes la culture nationale, à son extrême le plus énergique.* »

Un « classique » de l'analyse socio-politique américaine, Neil Peirce, ajoute à ces affirmations une liste (il semble qu'on ne puisse parler de Los Angeles ou de la Californie autrement que par énumérations) des domaines dans lesquels la Californie est ou *a été le « numéro un ». Il remarque* que la Californie a connu la première révolte des campus (Berkeley, 1964), les premières politiques anti-universitaires et anti-jeunes (instaurées par Ronald Reagan). Elle a eu la première municipalité « radicale » (Berkeley, 1971), la première révolte de ghetto (Watts, 1964). Elle a inventé le « smog ». Le smog, qui est un phénomène né à Los Angeles, est un brouillard d'ozone créé, au terme d'un processus photochimique complexe, par les déchets de combustion automobile au contact des rayons ultraviolets du soleil. Ce brouillard flotte certains jours et à certaines heures au-dessus de la ville. Mais, dès le début des années 60, L.A. était capable de contrôler la quasi-totalité de ses *sources de pollution industrielle.*

La Californie est un poème de Prévert écrit par William Burroughs. On y trouve pêle-mêle la plus forte concentration au monde de prix Nobel, de Black Panthers, de hippies, de « déviants » sexuels, de sectes religieuses, d'ingénieurs et de mathématiciens. C'est une région où des villes entières sont habitées par des vieillards qui haïssent les jeunes *sans jamais en rencontrer.* C'est la patrie du surfing, des serveuses *aux seins nus*, des *waterbeds* et des communautés. C'est le premier *marché des Etats-Unis* pour les bateaux de plaisance, les aliments congelés et la nourriture diététique, les cartes de crédit et les barbecues portables. C'est une terre d'élection pour les fondations philanthropiques et les centres de recherche, pour les suicides et les divorces, les maris qui *battent leur femme* et les femmes qui construisent des mausolées *à leur chien.*

La Californie est *tout* cela, et Los Angeles est plus que tout la Californie. Ce n'est pas un asile de fous mais un univers, ce n'est pas une ville mais un état d'esprit. Les sceptiques penseront qu'on doit avoir l'esprit malade quand on y vit. Ce n'est pas nécessairement vrai, l'espace, ce premier privilège des Etats-Unis, est suffisant pour que ces spécimens d'humanité *n'aient pas* à se frotter les uns aux autres. On est *surpris de constater chez les* jeunes Californiens, qui peuvent être par ailleurs très « permissifs », une lourdeur et une tranquillité quasi paysannes. On sait que la jeunesse américaine s'est profondément « démobilisée » depuis la fin de la guerre du Vietnam. *Cela saute aux yeux si l'on* se promène à travers Ucla, l'université de Los Angeles. *Que* trouve-t-on sur les panneaux d'*affichage ? 50 %* d'annonces mystico-religieuses, 35 % d'annonces diverses (baby-sitters, emplois temporaires, voitures à vendre, conseil en contraception, etc.), 15 % seulement d'annonces politiques ou assimilées, féminisme inclus. Et à la « une » du *Daily Bruin*, le journal de l'université, un titre sur toute la largeur de la première page : « L'acné : l'affection la plus courante de l'adolescence. » Dans le sud de l'Etat, la ville de San-Diego a une plage municipale très *fréquentée... il y a plusieurs années* que personne n'y porte plus de maillot de bain. En même temps les gens qui y vivent se plaignent que toutes les nouveautés arrivent là-bas avec deux ans de retard.

Le Californien est respectueux des lois et du code de la route, même s'il lui arrive de fumer de « l'herbe » à son volant. Beaucoup travaillent dur, tôt levés, tôt couchés. « *Quand j'arrive sur le terrain de golf à 7 heures du matin*, nous a dit un diplomate à Los Angeles, *il y a déjà cent personnes qui ont joué.* » Un parcours dure souvent une heure. Au *Los Angeles Times*, nous n'avons pu voir le directeur, Otis Chandler, parce qu'il était plus de 4 heures de l'après-midi. Il avait commencé sa journée très tôt et venait de partir... faire du surf. Il est quinquagénaire. Los Angeles *n'est pas davantage un désert* culturel, c'est la deuxième ville des Etats-Unis pour le nombre des compagnies théâtrales. Le Hollywood Ball est une arène en plein air qui contient quinze mille places, toutes occupées lors de certains concerts.



Highway : autoroute classique. Freeway : voie à grande circulation.

L'autoroute omniprésente

Chacun a ses voies de communications privilégiées, et chaque ville a les siennes. Les rives de Seine autour de Notre-Dame, la promenade de Picadilly Circus à la Tour de Londres passent pour *de bonnes voies d'approche.* A Los Angeles, c'est l'autoroute. Vivre dans *cette ville veut dire* avoir une autoroute pour cour, jardin, promenoir, *lieu de méditation* et moyen de transport. Les autoroutes sont, là-bas, des animaux apprivoisés. L'accès en est facile, on en sort comme on descend du métro. La circulation est généralement dense mais fluide. Sur un trajet d'une demi-heure, ce qui est courant pour aller à un rendez-vous, la marge de retard possible est *minime*. Les heures qu'on y passe ne sont pas traumatisantes et dépressives comme en France aux abords congestionnés des grandes villes. Le climat californien embellit ce monde d'asphalte. L'air paraît frais et pur, le ciel est bleu, des talus monte l'odeur des eucalyptus, et, au-delà de la cité, on aperçoit l'océan. Si la routine ne peignait pas tout en gris, on trouverait cela bucolique.

Les études faites par des urbanistes (Kevin Lynch, « The Image of the City », MIT 1975) montrent que l'autoroute occupe une grande place dans la vie intime des « Losangelenos ». L'un éprouvera le sentiment de commencer véritablement sa journée en franchissant telle colline, beaucoup connaissent un moment d'exaltation aux endroits où l'autoroute, surélevée, permet au regard de dominer le paysage. Les témoignages recueillis sont précis et détaillés pour la partie du trajet *proche de la maison*, ils deviennent impersonnels et neutres *quand on s'approche du centre* de la ville même de Los Angeles. *Le* « centre » *de Los Angeles ne* séduit personne, et ses buildings *n'ont pas cette importance* qui fait de Chicago, San-Francisco *ou New-York* des villes verticales. Los Angeles est horizontale et linéaire. On ne se souvient pas de ses grands édifices et de ses centres commerciaux, on se souvient du « style » de telle ville dans la ville : Beverley Hills et ses maisons à 400 000 dollars, Marina del Rey et sa population de célibataires des deux sexes, Torrance et ses airs de « Hauts-de-Cannes », Venice et ses hippies. Dans tout cela, peu de maisons à étages, elles préfèrent s'allonger au milieu des fleurs.

L'autoroute est le fil conducteur, l'élément sécurisant dans un univers urbain toujours semblable. Quand on s'engage sur une rampe pour en sortir, on éprouve *un petit pincement au cœur* : on entre dans l'inconnu. Impossible de « connaître comme sa poche » — idée purement européenne — une ville de 100 kilomètres de rayon. La ville est une terre vierge à travers laquelle on voyage, « chez soi dans son automobile », comme dit Claude Nougaro. Il est significatif de constater que la perception de la ville est géographique. Le portier d'immeuble vous dira : « *Prenez à l'ouest en sortant de l'ascenseur* » et non pas : « *Prenez à gauche.* » Les indications de rues sont comparables, il s'agit toujours de « prendre telle rue vers le sud ou le nord, ensuite tournez à l'est au cinquième feu rouge ». La plupart des gens seraient incapable de donner plus de détails. Les symboles culturels au sens large, monuments, édifices, manquent. La ville *n'est pas structurée hiérarchiquement* mais par sa diversité.

Peut-on garder la tête sur les épaules dans une ville qui n'a pas de « *centre* », pas de *cathédrale* ou de grand-place, pas même de *Manhattan* ? *Spontanément* l'Européen demande au taxi qu'il a *pris à l'aéroport de le conduire* dans un « hôtel du centre », et se fait regarder bizarrement. Quand il se réveille le lendemain matin, au vingt-cinquième étage de son Howard Jonhson, il tire les rideaux de la fenêtre et découvre à ses pieds deux autoroutes qui se croisent dans un espace urbain *diffus*. Il éprouve un malaise quasi physique et *cherche encore la ville, refusant* d'admettre que cette chose in*forme en est une.*

L'historien des religions Mircéa Eliade a expliqué comment l'homme des sociétés traditionnelles structurait son environnement. D'une manière ou d'une autre, dans l'espace informe, et donc amorphe, qui l'entoure, il élit un point fixe. Ce centre va donner un sens au monde, créer la possibilité de l'orientation, instaurer les catégories du proche et du lointain, *de l'étranger et du commun.* C'est le village et son totem, la ville et sa cathédrale. *Car, naturellement*, la structure horizontale *va se compléter* d'une structure verticale. « *Le temple*, écrit Eliade, *constitue à proprement parler une ouverture vers le haut et assure la communication avec le monde et les dieux.* » Dans notre monde sécularisé, cette symbolique verticale joue encore, c'est le centre de Chicago, New-York, Detroit : le « tout puissant » P.-D. G. d'une société multinationale a ses bureaux au 90e étage.

Mais dans l'espace récemment colonisé, encore faiblement mis *en valeur*, qui est *celui des* grandes villes de l'Ouest américain, la *tendance à la dispersion* de l'établissement humain, que l'on re*trouve dans tout le pays, s'est* développée à l'extrême. Une certaine forme de civilisation a éclaté. Plus le *noyau urbain* est *structuré*, plus la notion de « limite » de la ville, de « bord externe » de l'univers reconnue est importante.

La grande ville d'Amérique du Nord, dans cette forme extrême qu'ont prise L. A. et Houston, n'est plus une ville mais une manière de vivre. La structuration de l'environnement *se fait* « en chapelet », d'abord autour de la mai*son et de ses environs immédiats*, puis autour du centre commercial *et de l'autoroute* la plus couramment utilisée. Parce que les autoroutes ont grandi en même temps et parfois plus rapidement que *L. A.*, celle-ci est une ville heureuse. Chicago, qui est une ville d'ancienne manière souffre de congestion et de désaffection. Ses autoroutes lui font mal parce qu'il faut les faire passer à travers un tissu urbain serré qui était là avant elle. On n'est guère accoutumé de considérer l'autoroute comme un bien. Le *nom donné* par les urbanistes culturalistes à leurs chères utopies le laissent *deviner* : « cité jardin » (Kroptkine, Howard *et Unwin*), « *cité organique* » (Alexander), « écoville » (Rosnay), la « *cité conviviale* » (Illich). On pourrait suggérer une *étude en profondeur* de L. A. comme « cité vivable » de l'humanité réelle.

Los Angeles a un avantage qui fausse partiellement le problème : la présence de la mer. La proximité constante du Pacifique fournit peut-être cet élément de structuration spatiale si important dans les *cités traditionnelles*. La vue de la mer, la plage, le découpage de la côte, *fonctionnent* comme un gigantesque parc *municipal*, recréé, en les multipliant, de petits centres d'intimité. Il y a là un point d'appui que l'on retrouve à Phœnix, en Arizona, mais cette fois représenté par le désert. Au-delà du dernier brin d'herbe irrigué à longueur d'année, c'est la mer des cailloux. En ce sens, Phœnix est encore une ville close. En revanche l'adaptation à Houston est plus difficile. La ville *paraît flotter* littéralement à la surface plate et indifférenciée de l'immense Texas. Rien ne commence, rien ne *finit*.

Comment se faire une clientèle

Los Angeles a une autre particularité, elle n'a pas de politique. Au dire même des chercheurs de la Rand Corporation, « *L.A. est si diffuse qu'il n'y a pas d'« establishment »*, *presque pas de « vieilles familles »*. Les très gros intérêts financiers, comme Aerospace, Hollywood, les grandes compagnies pétrolières, ne participent *pas à la politique* locale. Que veut dire locale quand il existe des dizaines de municipalités, de comtés, qui chacun ont leur autorité et leurs ressources en matière d'éducation, de voirie, etc. ? Comment se faire une « clientèle » quand les gens déménagent tout le temps, trois fois plus souvent que *dans le reste* du pays, pourtant connu pour sa *mobilité* ?

En outre, la Californie a eu une *histoire politique* un peu particulière, marquée, à partir de 1911, par ce que l'on a appelé le « réformisme progressiste », sorte de mouvement non partisan, antipoliticien. Ce mot est d'ailleurs resté péjoratif, et l'Etat a été le champion du « cross-filing », qui désigne à la fois la possibilité d'une double affiliation — démocrate ou républicain — ou d'un *changement d'étiquette.*

Le premier problème de la ville est *celui de l'éducation des Noirs* et surtout des Hispano-Américains, dont le nombre augmente constamment. Celui aussi de l'amélioration des transports, puisque tout en dépend. L'approvisionnement en eau à partir d'un arrière-pays aride est un handicap depuis un demi-siècle. Il a été surmonté ; l'eau qui coule du robinet vient parfois de 1 500 kilomètres plus au nord. Les finances de la ville sont, pour le moment, extrêmement saines, sans syndrome de détérioration. Ce *grand serpent de terre* peut apparemment continuer à *s'étendre au nord et au sud*, *préfigurant* un des futurs de l'Amérique. *Une seule menace* digne de ce phénomène : l'énorme faille de *San-Andreas, qui court parallèlement* à la côte sur plus de 1 300 *kilomètres. Elle a rejoué* dans la partie sud de la Californie en 1857 ; San-Francisco a *été* détruite par un tremblement de terre en 1906. Il ne se passe pas d'année sans qu'un illuminé, comme la Californie en produit à folson, annonce la *fin* de cette région du monde.

Le Monde DE LA MÉDECINE

L'HOPITAL PUBLIC

Responsable ou victime de l'inflation des coûts de la santé

IL était courant de dénoncer, il y a peu d'années encore, l'insuffisance des hôpitaux publics. Chaque discours électoral comportait classiquement la promesse d'établissements neufs ou celle de la rénovation d'anciens. Cette période de croissance souhaitée est révolue : un peu partout dans le monde industrialisé, et en France en particulier, on admet maintenant que la capacité hospitalière est suffisante, voire excessive. Pourtant, la notion de satisfaction des besoins prête elle-même à discussion puisqu'il n'existe en matière de santé que des normes de structure et d'équipement, mais aucun moyen de vérifier que l'usage des ressources correspond à la satisfaction d'une véritable demande des usagers.

C'est l'hôpital public qui fait le plus souvent figure d'accusé principal dans ce procès sur la croissance des coûts de la santé. Responsable de près du tiers des dépenses médicales totales (31,2 % en 1976, soit 36 milliards de francs, auxquels s'ajoutent 20 milliards de francs pour l'hospitalisation privée), le secteur public se voit reprocher maintenant un suréquipement technique qui favoriserait la « déshumanisation ».

Les infirmières, les médecins et le personnel *administratif des hôpitaux sont conscients de* ce reproche. La complexité de l'organisation actuelle des hôpitaux leur apparaît souvent comme la cause primitive de l'étouffement du sens de la responsabilité individuelle, que l'exaltation de valeurs morales seules est incapable de réveiller.

D'autre part, la tarification actuelle du prix de journée, qui s'établit à partir des coûts de fonctionnement de l'année précédente, ne permet pas d'éviter un gaspillage souvent dénoncé, puisque la collectivité supporte les dépenses sans droit de regard réel sur les composantes de la consommation des soins.

***Certains médecins proposent d'eux-mêmes* qu'un contrôle de leur activité soit organisé, comme en témoigne l'article du professeur agrégé Didier Mellière, chirurgien à l'hôpital Henri-Mondor à Créteil. Le rapport présenté aux Assises nationales de l'hospitalisation publique par M. Jean-Marc Simon, maître des requêtes au Conseil d'État et directeur du plan à l'Assistance publique de Paris, qui est résumé ci-dessous, est une analyse complète de la situation actuelle, qu'enrichissent une comparaison internationale et une vision prospective du problème.**

Dr J.-F. L.

Une solution : les vérifications internes

par DIDIER MELLIÈRE (*)

LE service rendu par les hôpitaux publics peut être *amélioré. Mais il ne le sera* pas tant que chaque insuffisance, chaque besoin fera l'objet de rapports discutés par des commissions dépourvues d'informations. L'actuelle *« planification normative »* aboutit à des réalisations souvent périmées lors de leur exécution et freine toute évolution. L'absence de *« planification stratégique »*, c'est-à-dire de structures permettant la perception des besoins et l'adaptation des programmes prive l'autorité de tout pouvoir réel. Les difficultés augmentant avec la taille de l'entreprise, la pesanteur est maximale à l'Assistance publique de Paris.

Tout acte médical doit en effet répondre à trois critères : 1) Était-il nécessaire ? 2) Fut-il efficace et, sinon, bien exécuté ? 3) Son coût n'a-t-il pas été excessif ?

● ÉTAIT-IL NÉCESSAIRE ? Le contrôle du bien-fondé de la prescription d'un acte n'a jamais été envisagé en France. Tout acte, même inutile, voire dangereux, est remboursé par la Sécurité sociale sans contestation, du moment qu'il a été exécuté. Or les actes injustifiés sont parfois néfastes *directement* (complications d'un geste médical abusif), mais dans tous les cas ils sont néfastes *indirectement* par le détournement d'une partie du budget santé aux dépens d'actions sanitaires plus utiles. Par exemple, une étude en 1976 dans un C.H.U. parisien a révélé que pour 48 % les scintigraphies thyroïdiennes étaient normales et auraient pu être remplacées par un examen clinique bien fait et des examens de laboratoires moins chers. En six mois ont ainsi été détournés d'actions sanitaires efficaces 37 millions de centimes et trois cent cinquante et une journées de travail, en ne comptant que les actifs. La liberté de prescription des actes est indispensable, mais elle devrait être équilibrée par un contrôle de leur « bien-fondé » par des personnes d'égale compétence et de même rang (pairs).

● FUT-IL EFFICACE ? On ne peut *le savoir en France puisque le résultat des actes n'est pas contrôlé ;* or une étude dans un hôpital anglais révélait que, selon les chirurgiens, la fiabilité du diagnostic d'appendicite variait de 54 % à 95 %. En France, le contrôle des structures de soins ne porte que sur la présence de certaines ressources (locaux, matériel, personnel), alors qu'il devrait porter aussi, comme dans d'autres pays, sur les résultats et, lorsque cela n'est pas possible, sur la démarche intellectuelle qui précède la décision et la manière dont sont utilisées les ressources.

● SON COUT N'A-T-IL PAS ETE EXCESSIF ? Dans les hôpitaux publics, les actes étant sous-cotés et le remboursement portant principalement sur le « prix de journée », forfait journalier dont le taux est déterminé en fonction des dépenses de l'année précédente, il n'existe guère de frein au coût des soins.

La nécessité de l'autocontrôle

L'opinion publique estime qu'il faut renforcer le contrôle des centres de soins privés, mais que les hôpitaux publics n'ont pas besoin de contrôle puisqu'ils ne font pas de bénéfices. En *réalité*, n'est-ce pas justement dans les hôpitaux publics que ces contrôles devraient être *installés en priorité, du fait* de leurs structures et de leurs missions ?

Alors qu'un centre de soins privé risque de perdre sa clientèle lorsque les soins ou l'accueil sont insuffisants, les hôpitaux publics sont protégés par le monopole de certaines techniques de pointe et l'étatisation des structures de « ramassage » des urgences. Alors que les médecins des établissements privés doivent être économes pour préserver la survie de leur outil de travail, la sécurité d'emploi du médecin public ne met aucun frein à ses dépenses : il peut prescrire des bilans inutiles pour refaire une recherche clinique déjà dix fois réalisée ; il peut demander à changer d'hôpital après avoir obtenu un matériel onéreux que n'utilisera pas son successeur ; son service peut se faire offrir par un laboratoire pharmaceutique le matériel refusé par l'administration, au prix de prescriptions plus onéreuses que ce matériel...

D'autres raisons plaident pour l'instauration d'un contrôle de la qualité des soins dans les hôpitaux publics : alors que les centres privés, *lorsqu'ils ne peuvent traiter* des malades urgents, les dirigent sur les hôpitaux publics, ces derniers, placés dans la même situation, les garderont, quitte à ce que le traitement soit retardé, malgré l'existence au même moment de *structures privées* disponibles.

Alors que la petite taille des centres privés facilite le travail d'équipe, dans les hôpitaux publics, habituellement grands, chaque service est une structure indépendante, souvent repliée sur elle-même. Ces exemples en témoignent : bien des services de spécialité n'assurent pas les soins de leur discipline pour *les malades des autres services ;* de nombreuses journées d'hospitalisation sont passées à attendre tantôt la réalisation, tantôt la transmission du résultat de certains examens ; en l'absence d'information sur le coût des examens ou des thérapeutiques, les médecins ne peuvent choisir entre deux prescriptions susceptibles de fournir des services équivalents : le résultat d'un examen aussi fréquemment nécessaire que la numération-formule sanguine est inscrit sur des feuilles si grandes et si difficiles à classer que certains médecins préfèrent represcrire l'examen plutôt que de trier des dossiers trop volumineux.

Enfin, alors que dans le secteur privé la permanence du personnel médical et paramédical garantit la rigueur des actes, à l'hôpital public, une partie de ces actes sont confiés à des personnels en formation extrêmement temporaires : fréquemment, les rotations dans les services font défiler dans une même unité, tous les deux mois, un nouvel *interne, six nouveaux externes et* autant d'élèves infirmières ; les infirmières « tournent » tous les ans ; le chef de clinique tous les deux ans ; dans certains hôpitaux, un même malade change d'anesthésiste réanimateur tous les jours...

Cette rapidité de changement, théoriquement nécessitée par la formation, nuit parfois à la sécurité d'actes médicaux complexes ; et la relation entre les malades et les personnels soignants est souvent altérée du fait que ces derniers n'ont pas le temps de constituer une équipe. Or la mauvaise qualité des processus de soins et des rapports avec les malades entraîne une mauvaise formation des étudiants. Parce que les fonctions de soins et d'enseignement retentissent les unes sur les autres et que leur intrication fait échapper l'hôpital aux mécanismes de contrôle subjectifs et objectifs qui s'appliquent au secteur privé, il est indispensable que l'hôpital public instaure son propre contrôle.

L'exemple américain

« On me dit excentrique parce que j'affirme publiquement que les hôpitaux, s'ils veulent s'améliorer, doivent évaluer quels sont leurs résultats, déterminer leurs points faibles et leurs points forts, comparer leurs résultats avec ceux des autres hôpitaux, traiter les maladies pour lesquelles ils sont efficaces et éviter de traiter les autres... Promouvoir leurs médecins en fonction de leurs capacités et de ce qu'ils accomplissent réellement pour leurs malades. » De telles opinions ne seront plus excentriques dans quelques années. Ces propos d'E.-A. Codman ont choqué les Américains en 1916... Mais, un demi-siècle plus tard, les contrôles de qualité sont généralisés dans tous les hôpitaux nord-américains. Nous faudra-t-il autant de temps ?

Aux États-Unis, la « commission *interprofessionnelle d'agrément* des hôpitaux » (J.C.A.H.) fondée en 1951 oblige les hôpitaux à contrôler la qualité des soins qu'ils fournissent et, lorsque celle-ci n'est pas bonne, à l'améliorer. Les hôpitaux doivent donc évaluer leurs résultats et, lorsque ce n'est pas possible, la démarche qui aboutit aux soins. Ce contrôle de qualité a été rendu encore plus impérieux par la loi fédérale de 1973 (P.S.R.O.) : le remboursement des soins donnés aux personnes assistées n'est fait que lorsque les hôpitaux peuvent prouver qu'ils s'autocontrôlent et qu'ils s'autocorrigent.

Quelles sont les conséquences de ces contrôles ? Les conférences de mortalité, qui n'existent que dans quelques hôpitaux français, permettent à chaque médecin de connaître les faits saillants qui ont précédé les complications et les décès non prévus. De nombreux comités contrôlent la sécurité.

Mais le plus important est la pratique des *« audits médicales »*. Ces vérifications internes ont une technique bien codifiée ; elles portent soit sur une maladie dont l'évolution peut être défavorable, soit sur un traitement non dépourvu de dangers, soit sur une complication fréquente. Tous les personnels intéressés sont appelés à établir un consensus sur les critères, c'est-à-dire les règles de traitement et les résultats à en attendre (en prévoyant les exceptions) ; cette détermination commune est le premier temps éducatif de l'audit. Dans un deuxième temps, des techniciens spécialistes de l'analyse des dossiers de santé (A.D.S.) déterminent à partir des renseignements contenus dans les dossiers médicaux les différences entre les prévisions et la réalité ; puis ils en cherchent les causes ; la communication de ces différences à tous les personnels (médecins, infirmières et administratifs) est le deuxième temps éducatif. Il peut s'ensuivre différentes actions correctives, dot un programme d'éducation (troisième temps éducatif). Un nouveau contrôle quelques mois plus tard permet de compléter ces actions (quatrième temps éducatif).

L'absence d'audit fait en sorte qu'un *défaut* dans le fonctionnement des hôpitaux publics n'est corrigé que lorsqu'il devient objet de scandale. Cette méthode coûte cher en souffrances, en vie et en budget.

Le progrès ne peut venir que de contrôles de la qualité des soins. Il y a tout intérêt à ce que ce contrôle soit effectué par les hôpitaux eux-mêmes ; mais il est indispensable *que sa réalité soit* examinée par un organisme extérieur, comme en Amérique du Nord. En France, l'organisme d'inspection pourrait comporter des représentants des médecins hospitaliers, des administrateurs hospitaliers, et de la Sécurité sociale.

Les médecins et les personnels paramédicaux sont favorables à cet autocontrôle. Mais est-ce le cas des administrations ? Accepteront-elles que des hôpitaux, n'organisant pas leur propre contrôle ou ayant des *résultats défavorables*, connaissent des mesures coercitives ? Que chaque hôpital doive organiser un département des dossiers médicaux avec un personnel formé au main*tien des dossiers, à leur analyse et* à l'utilisation de l'informatique ? Que chaque hôpital doive financer des bibliothèques accessibles jour et nuit et des programmes de formation complémentaire ?

L'amélioration du service rendu par l'hôpital, qu'il s'agisse de la qualité des soins, de leur humanisation, des coûts ou de la formation des médecins et des paramédicaux, ne peut provenir que d'une démarche globale, c'est-à-dire d'une démarche évaluant toutes les actions complémentaires, impliquant tous les personnels et organisant la gestion à partir des résultats de ces évaluations. Cette démarche n'existera que lorsque les hôpitaux seront tenus par la loi à un autocontrôle et à une autocorrection de la qualité des soins dont la réalité sera contrôlée par un organisme interprofessionnel externe.

(*) Chirurgien de l'hôpital Henri-Mondor. Professeur agrégé à la faculté de médecine de Créteil.

La France : une position médiane parmi les pays riches

EN matière de coûts, la France occupe souvent une position intermédiaire entre ceux des pays riches qui consacrent beaucoup d'argent à la santé, et ceux qui sont le plus économes.

Elle ne fait pas partie des pays qui ont développé exclusivement leur système hospitalier (Amérique du Nord, pays scandinaves), mais des pays les mieux équipés dans ce domaine. Des comparaisons internationales précises, qui illustrent le rapport sur le coût de l'hospitalisation, présenté aux assises nationales de l'hospitalisation publique par M. Jean-Marc Simon, permettent de constater que la plupart des pays industrialisés connaissent, à des degrés divers, les mêmes problèmes d'inflation : les hôpitaux, publics et privés, y représentent près ou plus de la moitié *des dépenses totales de santé*. Les soins délivrés au cours de l'hospitalisation sont de plus en plus concentrés au cours de séjours de plus en plus brefs. De ce fait, le coût moyen de l'hospitalisation a tendance à augmenter, d'autant plus que le nombre des admissions est lui-même généralement croissant.

Cette identité de problèmes contraste, souvent, avec les particularités de chaque système de santé, et, surtout, avec les différences dans les mécanismes d'assurance maladie publics et privés qui existent dans chaque pays. Cette constatation impose le scepticisme à l'égard d'aménagements institutionnels, comme solutions du problème de la croissance des dépenses de santé.

En France, l'étude de l'évolution de la fréquentation hospitalière montre que le nombre des admissions a doublé en dix ans, tandis que la durée moyenne de séjour a baissé de 21,4 jours à 15,7 jours (moyenne nationale, *toutes disciplines confondues*) entre 1961 et 1972.

Cette baisse peut encore être constatée dans tous les hôpitaux, puisque, durant la seule période 1974-1976, le séjour moyen dans les hôpitaux publics a diminué de 2,5 jours en médecine, et dans une moindre mesure pour les autres spécialités.

En matière de concurrence entre le secteur public et le secteur privé, dont la France est un exemple à peu près unique, le rapporteur insiste sur le fait que *« la réalité de ces deux secteurs, ce sont leur complémentarité et la différenciation de leurs obligations, de leurs avantages et de leurs comportements. L'artifice, ce sont les fausses comparaisons de factures, les amalgames de statistiques incohérentes, les prix de bonne gestion dont les jurys se confondent avec les lauréats, qui feraient croire que le coût de la santé s'est aggravé par le caractère dispendieux des hôpitaux publics, tandis que les cliniques privées seraient le modèle d'une hospitalisation à prix modéré »*. A l'appui de cette défense, il est montré que les coûts des traitements sont très voisins dans les deux secteurs, dès le moment que l'on tient compte de charges exclusives du secteur public telles que la responsabilité de la formation universitaire, les malades chroniques ou les urgences...

Parmi les facteurs qui expliquent l'augmentation des coûts, il faut citer la croissance et le vieillissement relatif de la population française, le renouvellement et l'extension des hôpitaux, la tendance à la spécialisation, et surtout, l'augmentation des charges salariales, puisque les frais de personnel (toutes catégories incluses) représentent près de 70 % de l'ensemble du budget des hôpitaux.

Le dixième du revenu national

En 1990, si le rythme de croissance actuel des coûts de la santé persiste, les pays riches consacreront 10 % de leur produit intérieur à la santé. Actuellement, rien n'indique qu'une évolution différente puisse s'observer : les progrès de la médecine seront de plus en plus coûteux, et suivent en cela une « loi des rendements décroissants » que les industriels et les économistes connaissent bien. Le développement du dépistage et de la prévention sera aussi, au moins dans un premier temps, source de dépenses supplémentaires, car il exigera des actes de diagnostic plus nombreux — sans toujours améliorer les chances de guérison. Enfin, la réduction des inégalités sociales ne pourra être obtenue sans un supplément de dépenses au profit des moins favorisés.

Dans cette perspective de croissance, on peut cependant chercher à mettre en place des moyens capables d'assurer une meilleure utilisation des ressources existantes. Si la planification des équipements est présentée, dans le rapport, comme le premier élément de la recherche d'une plus grande « rationalité », elle est aussi présentée comme d'intérêt limité si elle ne repose pas sur un éclairage autant médical qu'économique : *« L'épidémiologie, la recherche clinique, l'économie de la santé, doivent se rejoindre afin que des programmes cohérents de prévention, de dépistage et de soins se substituent à des actions individuelles, non coordonnées et sans vision globale. »* Les progrès possibles concernent le développement d'une médecine communautaire, c'est-à-dire de centres de soins légers, pouvant cependant entreprendre des soins complexes en liaison avec des centres hospitaliers dont ils prendraient en charge une partie de l'activité.

Une autre voie proposée est celle du développement des consultations externes, des hospitalisations de jour ou de très courte durée. Cette évolution exige une réforme de la tarification actuelle, et s'est heurtée jusqu'à présent à des obstacles à peu près infranchissables. En revanche, la maîtrise de la « course à la spécialisation » est une nécesssité absolue, et devrait pouvoir être contrôlée rapidement.

Enfin, le rapport propose, bien que timidement, que des mesures soient prises pour *« développer la responsabilité et l'efficacité des soins »*.

Dr J.-F. LACRONIQUE.

TÉMOIGNAGE

L'expérience de Mâcon

IL faut être familier de la visite d'établissements hospitaliers pour concevoir au premier coup d'œil ce que l'hôpital de Mâcon a d'original : l'organigramme, à l'entrée, *n'indique* aucun *« service »*, mais des unités groupées en départements de médecine interne, de pédiatrie, de chirurgie...

En profondeur, les changements sont encore plus notables, et *leur* valeur s'affirme dans la fierté des médecins rencontrés de présenter une expérience vieille de quinze ans, parfaitement acceptée par l'ensemble des médecins de l'établissement.

Le *« département »* de médecine interne est un ensemble de six petites unités d'une trentaine de lits, dirigées par un médecin responsable. La coordination en est assurée, à *tour de rôle, par l'un* des six médecins, afin de respecter la cohésion administrative et la gestion globale. Les dossiers des malades sont communs, comme l'est le secrétariat central, dont l'efficacité apparaît remarquable bien qu'il autorise une plus grande souplesse d'horaires *pour* ses occupants.

Une révolution ? Sans doute pas, mais une organisation du travail qui permet des échanges permanents, et qui évite l'appropriation des ressources de l'hôpital par un petit nombre de fortes personnalités.

De l'aveu de tous les médecins rencontrés, le « climat d'ensemble » y est bien plus sain.

Combien de temps survivra l'expérience de Mâcon ? Aussi longtemps, disent ses responsables, qu'une administration méfiante le leur permettra, et que la spécialisation galopante ne les *démembrera pas. Mais ces* médecins, pionniers courageux et modestes, ne vont-ils pas justement dans le sens de l'histoire ?

L'éducation sanitaire cherche son public

DES partis politiques, en matière de santé, s'accordent pour le *moins sur un point : le nécessaire* développement de l'éducation sanitaire. *Celle-ci permettrait tout à* la fois d'enrayer la progression des dépenses de santé, de redonner foi aux *professions médicales et para*médicales, de faire reculer les limites de l'espérance de vie et d'apporter un mieux-être à la cohorte des fatigués et des anxieux. Tout cela *devrait, en outre, se passer* sans grandes contraintes, puisque les usagers de la médecine aspirent, semble-t-il, à un tel enseignement : en témoignent aussi bien les taux *d'écoute fort élevés des émissions* médicales télévisées que les cent mille visiteurs de l'exposition organisée par la Fondation de cardiologie au Palais de la découverte.

L'éducation sanitaire est devenue une action prioritaire de Mme Veil, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; le ministère *consacre* des sommes croissantes aux campagnes menées par le comité français *d'éducation pour* la santé (1) : 1 million en 1971, 7 millions en 1975, 11,6 millions en 1976, qui s'ajoutent au financement par la Sécurité sociale de cet organisme déjà *ancien*.

On *a pu reprocher* aux responsables de ces campagnes de choisir comme thèmes des nuisances plutôt « *agréables* » (tabac, alimentation) et non celles qui sont immédiatement pénibles (conditions de travail, de transport), ou plus controversées (contraception). De plus, le caractère *quelque peu artificiel*, publicitaire, de certains supports choisis, et notamment les messages télévisés, ne laisse pas toujours place aux *explications voulues : le petit déjeuner* complet, conseillé vivement mais *rapidement, peut devenir le troisième* temps d'une alimentation équilibrée, mais il se surajoute quelquefois à *deux repas déjà trop riches*.

Enfin, il paraissait étrange qu'au moment où la campagne sur les han*dicapés mettait l'accent à la fin de* l'année dernière sur leur dignité, on fasse appel à la générosité publique dans tous les bureaux de poste pour cette même catégorie de la popula*tion : une meilleure coordination* entre les départements ministériels serait souhaitable dans le cadre de telles actions.

Des résultats concrets et importants se dégagent pourtant de cette *action des pouvoirs publics : ainsi* la campagne sur le tabac à la fin de 1976 a-t-elle permis dans un premier temps de réduire de 3 % le nombre de fumeurs, 15 % d'entre eux ayant *réduit leur consommation*. Les *non*fumeurs ont également profité de cette campagne, puisque 8 % de fumeurs supplémentaires se sont rendu compte des méfaits du tabac pour leur entourage. L'érosion de *ces résultats positifs* au cours de janvier 1977 a incité les responsables *du comité à reprendre et amplifier* cette action au cours de l'année à venir : ainsi, en 1978, le tabac et également les handicapés et la nutrition seront à nouveau parmi les *thèmes retenus, à côté de sujets* nouveaux, comme la préparation à la retraite ou l'hygiène buccodentaire.

Ainsi — et c'est le deuxième aspect novateur de l'action entreprise — se dégage peu à peu une doctrine. On a tourné le dos à *l'aspect culpabilisateur de certaines* campagnes, notamment celle de la sécurité routière *(l'alcool tue... ; Quand les parents boivent, les enfants trinquent... »)*. En effet, chez *les buveurs confirmés, le remords*, la crainte, peuvent provoquer simplement une consommation supplémentaire d'alcool ; chez les jeunes qui, jusqu'à l'âge de trente ans, se *sentent immortels, la bronchite chro*nique ou la cirrhose apparaissent comme des dangers trop *lointains* pour être *dissuasifs*.

La préoccupation des médecins

Sans renoncer aux campagnes uniformes, le comité français d'éducation pour la santé *s'oriente* davantage vers des actions diversifiées, faisant appel à des relais d'opinion : *ainsi, les praticiens pour la cam*pagne *menée* cette année sur « *le bon usage de la médecine* » ou les enseignants pour l'action à venir sur le tabac chez les jeunes. Reste *à trouver peut-être pour ces cam*pagnes le ton juste, ni didactique ni moralisateur, et adapté à cet enseignement d'un type particulier « *fumez un paquet, vous aurez le cancer ; fumez trois paquets, vous le donnerez aux autres* » déclare, l'air réjoui, l'un des personnages teigneux et alcooliques du dessinateur Reiser qui fait ainsi, peut-être, *sans le vouloir*, de la très bonne éducation sanitaire.

Les médecins ne veulent pas être de reste. L'éducation sanitaire, dé*sormais*, « *fait partie intégrante de l'éthique médicale* », elle est « *au premier rang des préoccupations des médecins* », affirme le professeur J.-L. Funck-Brentano dans *la conclusion de son livre sur le Paradoxe du médecin*. Pour le docteur Laroze, secrétaire général de la Fédération nationale des omnipraticiens français (C.S.M.F.), la participation des généralistes à cette mission, devenue « *un impératif de notre société* », est simplement « *indispensable* ».

Et pourtant... *certains médecins*, parmi les plus lucides, s'interrogent sur la forme à donner à des actions, *pour lesquelles ils n'ont reçu aucune* formation. S'agit-il, en définitive, de donner des *informations qui renfor*ceront l'anxiété des malades ou de leur entourage comme cette mère *pour qui toute fièvre accompagnée* de vomissements est une méningite ? N'y a-t-il pas dans l'interpellation « *ne bois pas* » une façon de détourner la question importante « *pourquoi boit-il ?* » *Les médecins*, par ce biais, n'imposent-ils pas de nouvelles règles de vie, ressuscitant *ainsi des interdits déjà anciens ?*

L'équilibre n'est, certes, pas facile à trouver entre l'absence de normes qui inquiète l'usager, ballotté entre des informations contradictoires et la définition de règles qui, en *occultant toute information*, ne permet pas à l'usager de se prendre en charge. Peut-être s'agit-il dans ce *domaine de faire éclater le collo*que singulier : une association, un *syndicat, peuvent faire contrepoids* au pouvoir médical, et le médecin a tout à gagner dans cette « *épidémiologie sur le le terrain* ».

NICOLAS BEAU.

(1) 44, chemin de Ronde, 78 Le Vésinet.

Le tabac, ennemi numéro 1 aux États-Unis

« *Abus dangereux* » Cette *mention devra être portée* à partir du mois de juillet sur les paquets de cigarettes, a déclaré Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la sécurité sociale. Un arrêté doit préciser également les autres renseignements à faire figurer sur les emballages : composition de la cigarette, nature du tabac, taux de nicotine.

Cette décision entre dans le cadre de la loi contre le tabagisme du 10 juillet 1976 qui prévoyait ce conditionnement des paquets de cigarettes dans un délai de deux ans.

Des avertissements similaires sont déjà en vigueur aux États-Unis, où la campagne contre le tabagisme devrait être intensifiée *dans les mois à venir*...

A New-York, M. Joseph Califano, ministre de la santé et de l'éducation, a lancé, le 11 janvier, une grande campagne destinée à réduire le nombre de fumeurs, qui s'élève à près de *53 millions aux États-Unis*. « *La fumée*, a-t-il déclaré, *a été la cause majeure de 220 000 décès de personnes souffrant de troubles cardiaques l'année dernière, de 78 000 décès de personnes atteintes de cancer du poumon et de 22 000 décès de personnes souffrant d'autres maladies : la consommation de tabac est un suicide lent.* »

M. Califano a décidé de soumettre au Congrès un projet de loi anti-tabac qui prévoit une majoration de 8 cents du prix du paquet de cigarettes. L'interdiction de fumer dans les avions et dans la plupart des administra*tions, l'augmentation (de 1 mil*lion à 6 millions de dollars) des fonds *consacrés chaque* année aux campagnes anti-tabac du *gouvernement* (1), la multiplication des spots de propagande *anti-tabac sur le petit écran*. Il a désigné le tabac comme ennemi *public numéro 1*.

Plusieurs congressmen et sénateurs ont immédiatement apporté leur soutien à l'initiative de M. Califano, tandis que le sénateur Walter Huddleton, représentant le Kentucky, l'État qui produit le plus de tabac, l'a critiquée, en accusant M. Califano de « *mettre la charrue devant les bœufs* » et de partir en guerre contre le tabac sur la base de « *preuves scientifiques insuffisantes* ». De toute évidence, M. Califano a ouvert l'offensive contre le tabac avec l'approbation du président Carter. Mais, par ailleurs, le gouvernement fédéral n'a pas l'intention de mettre fin aux subventions qu'il *accorde* aux *producteurs de tabac* (80 millions de dollars par an). C'est pourquoi *le président* du « Groupe de recherche médicale » — une association affiliée à celle de Ralph Nader — estime que l'effort entrepris par M. Califano est trop timide et que « si le gouvernement dépense 250 millions de dollars pour lutter contre la grippe, il pourrait en *dépenser autant contre le tabac* ». L'un des phénomènes les plus alarmants, selon M. Califano, est le doublement depuis 1964 du nombre de jeunes filles de treize à dix-neuf ans qui fument.

LOUIS WIZNITZER.

(1) Des campagnes ont déjà permis de faire passer de 42 % à 34 % de 1964 à maintenant le nombre d'adultes qui s'adonnent au tabac. Les fumeurs consomment en moyenne un paquet et demi par jour..

LIVRES

Le parti communiste et la santé

Dans les propositions avancées par la commission santé du parti communiste, sous la forme d'un court ouvrage, apparaît une conception large, globale de la santé inséparable de la vie économique et sociale. Les conditions de vie et de travail y apparaissent comme les p r e m i e r s *responsables de la dégradation de l'état de santé des Français. la crise serait « pour le plus grand nombre » à l'origine « d'un malaise, d'une angoisse,* d ' u n e *insatisfaction qui provoquent ou amplifient les états de souffrance psychologique* ». Réfutant le thème de la surconsommation médicale, la commission santé du parti communiste s o u l i g n e que le niveau de revenus insuffisant *empêche beaucoup de* travailleurs de se soigner correctement et à *temps*.

Tout ce qui concourt donc à améliorer le pouvoir d'achat, *les* conditions de travail, le logement, les vacances, améliorerait la santé publique.

Dans une telle perspective, « le XXIe Congrès du parti communiste, qui se prononce pour une vie plus juste, plus sûre, plus belle, pour le socialisme aux c o u l e u r s *de la France, constitue de A à Z un vrai programme de santé* ».

Il est davantage question dans ce livre des inégalités face à la maladie que du caractère inquiétant de la progression des dépenses de santé. Augmenter la qualité et le nombre des effectifs hospitaliers apparaît plus urgent que d'apporter de profondes r é f o r m e s à l'offre de soins : l'existence des cliniques privées n'est pas remise en cause, leurs difficultés sont même soulignées. On ne retrouve pas dans *ces propositions* les interrogations sur le paiement à l'acte qui peuvent être celles, par exemple, du parti socialiste. Enfin, à aucun moment n'est évoquée la nécessité de trouver un nouvel équilibre entre l'hôpital et la médecine de ville. Même si un accent particulier est mis sur la nécessité de limiter les d r o i t s à dépassement et de c o n f i e r l'information sur le médicament à un office natio*nal de la pharmacie, rien dans* ce document ne semble susceptible de r e m e t t r e *en cause* l'exercice libéral de la médecine.

On peut regretter que la commission santé du parti commu*niste* n'ait pas proposé des priorités parmi toutes les réformes *avancées* : il n'est pas possible de créer cent mille emplois dans la *santé*, de porter le congé de maternité à dix-huit semaines, d'améliorer la formation permanente d e s médecins du jour au lendemain — toutes propositions j u g é e s pourtant « prioritaires ».

N. B.

★ PRENDRE SOIN DE LA SANTÉ, Éditions sociales, 125 p. 13 F.

LES SOINS D'URGENCE

On connaît l'énorme effort accompli depuis 1972 par le SAMU de Paris, sous l'impulsion du professeur Cara, pour développer les soins d'urgence dans la capitale : la thèse du docteur Poisvert, qui a participé dès l'origine à la conception, à la mise en place et au fonctionnement de cette structure nouvelle, est tout à la fois un bilan de cette action, un essai de clarification conceptuelle de la *notion d'urgence et une approche* économique, fort détaillée et *précise* de *l'efficacité* des efforts entrepris. Ce travail, qui s'appuie sur des exemples précis et de nombreuses données épidémiologiques, devrait concerner tous ceux qui s'intéressent à cette nouvelle spécialité de la médecine hospitalière.

★ *ÉCONOMIE DES URGENCES* ET DES DÉTRESSES. RÔLE DES SAMU, par Michel Poisvert. Coll. « Marson », 135 p., 100 F.

LES DEUX FRONTS DE LA GRIPPE PARAISSENT BIEN IDENTIFIÉS

LE froid est un facteur favo*risant de la grippe*, non pas tant à cause de son effet direct sur le virus, mais à cause du confinement et de l'absence de circulation d'air dans les *locaux fermés. Le virus, qui est* mis en suspension dans l'air par les éternuements des personnes infectées, se propage alors dans l'entourage immédiat, où il ne peut vivre *longtemps* sans un hôte. Mais il est tué très rapidement par la lumière et la chaleur, ce qui explique sa disparition estivale. Les épidémies *de grippe sont* particulièrement bien surveillées, depuis la grande « pandémie » de 1918, qui avait à elle seule fait plus de victimes que la première guerre mondiale.

On sait ainsi que la grippe apparaissait, jusqu'à ces dernières années, en France, aux environs du 15 décembre, et qu'elle atteignait plusieurs centaines de milliers de personnes, en provoquant chaque année le décès prématuré de 10 000 à *15 000 malades*.

Depuis deux ans, la grippe se comporte d'une manière inhabituelle dans notre pays : *à cause* d'hivers relativement doux, elle apparaît avec retard, au cours de la seconde *et* de la *troisième* semaine de janvier, en 1976 et 1977. Tout porte à penser que le même phénomène se reproduira cette année, puisque la France *est encore indemne, tandis que* la grippe sévit déjà en Union soviétique et en Tchécoslovaquie d'un côté, et au Canada et aux États-Unis de l'autre. Ces deux menaces ont des caractéristiques différentes.

A l'Est, le virus responsable est *le H 1*, qui a déjà infecté la France entre 1947 et 1957. Or l'immunité spécifique que *confère une première* infestation, même si elle s'atténue avec le temps, reste bonne. Selon le professeur Hannoun, directeur du Centre français de référence *sur la grippe, à l'Institut* Pasteur, ce virus n'atteindrait de ce fait que les moins de vingt ans, et ne devrait donc pas avoir de conséquences graves, puisque se *sont surtout* les personnes âgées qui s'exposent le plus sévèrement aux complications de la grippe (œdème aigu du poumon en particulier). A l'Ouest, le virus porte *le nom de* « Victoria » dont plusieurs variétés ont elles-mêmes envahi la France au cours des dix dernières années. On retrouve en effet des anticorps contre ce *virus dans le sérum de jeunes* appelés du contingent systématiquement analysé par l'Institut Pasteur à des fins de surveillance de la qualité des vaccina*tions. Le virus « Victoria » est* actuellement absent de France chez l'homme, mais il atteint le porc, comme le montrent des *prélèvements effectués* dans des abattoirs. *Il faut cependant* préciser que la viande de porc, même crue, ne peut servir de vecteur de contamination, et que les animaux atteints, jusqu'ici, ne sont pas c o n t a g i e u x pour l'homme.

Ce phénomène paradoxal, par lequel un *animal* sert de « réservoir » pour un virus habituellement infectant pour l'homme, s'explique par les conditions d'élevage du porc et par leur *abattage précoce* dès la *seconde* ou troisième année. Les animaux « neufs » sont ainsi vulnérables, alors que l'homme reste protégé par une barrière immunitaire *efficace, à moins qu'un nouveau* virus n'apparaisse. Les vaccins actuels, qui protègent contre la souche Victoria, sont efficaces à 90 %, d'après l'Institut Pasteur. Ils possèdent une activité croisée contre le virus H 1, attestée par l'expérience. Cette année encore, la grippe devrait donc être bénigne, même si le froid fait une apparition tardive.

Dr J.-F. L.

L'O.M.S. publie une liste de cent médicaments indispensables

Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé, qui est réuni jusqu'au 29 janvier à Genève, a été saisi du rapport d'un comité d'experts sur la sélection des médicaments essentiels qui préconise une liste de cent produits indispensables. *Les experts de l'O.M.S. estiment en effet que*, « au cours des dernières années, le nombre de produits pharmaceutiques mis sur le marché s'est accru dans d'énormes proportions sans amélioration parallèle de la santé des populations » (« le Monde » du 16 novembre 1977).

Il est de fait qu'un n o m b r e impressionnant de médicaments sont lancés sur le marché, notamment grâce à une certaine pu*blicité, sans que les* f i r m e s pharmaceutiques prennent suffi*samment en considération les* besoins et les priorités sanitaires qui *varient naturellement* d'un pays à l'autre. En outre, l'activité déployée par ces firmes afin de promouvoir leurs ventes dans le plus de pays possible n'a pas manqué de c r é e r une demande qui dépasse nettement les besoins *réels des populations de ces der*niers.

*Les pays en voie de développe*ment, aux moyens économiques limités, paraissent se situer en tête des victimes de cette prolifération, car leurs dépenses en médicaments peuvent représenter jusqu'à 40 % de leur budget de s a n t é publique, ce qui ampute sans aucun doute les fonds dont ils disposent pour *divers* autres types de services sanitaires. Dans ces pays, *le problème est rendu* plus aigu par la pénurie de per*sonnel* qualifié et l'absence de « *politique pharmaceutique* ». Dans ceux de ces pays où les maladies transmissibles sont endémiques, de larges couches de la population manquent « *cruellement* » de médicaments essentiels, alors qu'une véritable hypertrophie du *commerce pharmaceutique affecte* les pays riches, dont les gouver*nements se montrent de plus en* plus préoccupés par l'augmentation des dépenses en médicaments.

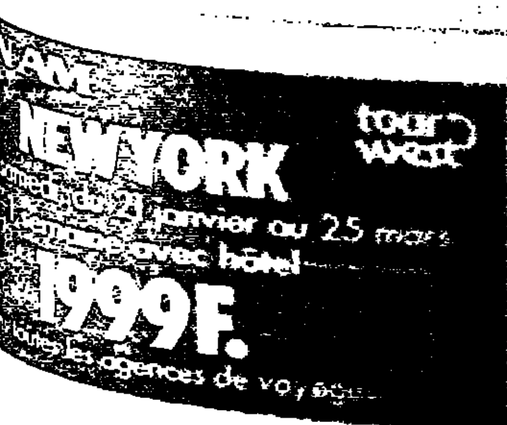
Si les experts ont pu établir une liste de cent médicaments dont *l'efficacité thérapeutique est dé*montrée et qui réunissent les ga*ranties suffisantes de sécurité, ils* ne considèrent nullement pour autant que cette liste ait une valeur universelle. Chaque gouvernement devrait, par conséquent, assumer la responsabilité d'adopter une liste de médicaments essentiels en fonction de ses besoins.

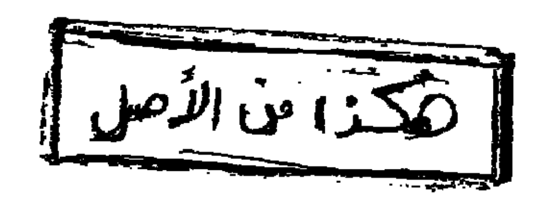
Les critières médicaux n'ont pas été les seuls à être retenus par les experts, qui ont également tenu compte du coût des médicaments. Ils recommandent, en outre, une « *fiche modèle d'information pharmaceutique* » précisant la dénomination commune internationale de ses principes actifs, ses données pharmacologiques et l'information nécessaire tant sur le plan clinique (indica*tions, contre-indications, précau*tions...) que pharmaceutique (ex*cipients, formes existantes et leur* teneur, conditions de stockage, taille des emballages...).

Au surplus, chaque liste nationale de médicaments essen*tiels devrait être accompagnée* d'une information pharmaceuti*que « concise, précise et complète provenant de sources impartiales »*.

La liste dressée par les experts de l'O.M.S. devrait être révisée au moins une fois par an, et, chaque fois que de nouveaux pro*duits représenteraient un net* avantage par rapport à ceux qui *ont déjà été sélectionnés*, ils devraient y être inclus.

ISABELLE VICHNIAC.





EN U.R.S.S.

Les recherches de Jaurès Medvedev confirment la catastrophe nucléaire qui s'est produite en 1957-1958

A la fin de 1957 ou au début de 1958, un grave accident nucléaire a frappé la région soviétique de Cheliabinsk, en Oural du Sud ; une zone de plusieurs centaines de kilomètres carrés a été soumise à une intense pollution radioactive. La réalité de cette catastrophe, révélée en novembre 1976 par le biologiste soviétique exilé Jaurès Medvedev (le Monde du 9 novembre 1976), avait paru douteuse à bien des experts occidentaux. Grâce à un long travail de recherche qui a donné lieu à la publication de deux articles en juin et en novembre derniers dans la revue britannique New Scientist, *M. Medvedev, qui vit en Grande-Bretagne depuis 1972, a accumulé un grand nombre de preuves qui paraissent difficilement réfutables et qu'il a largement exposées au cours d'une réunion organisée à Paris par les Amis de la Terre.*

Depuis 1958, plus de cent travaux réalisés par des scientifiques soviétiques sur les effets, sur le monde végétal et animal, de deux produits radioactifs — le strontium-90 et le caesim-137 — ont été publiés. M. Medvedev s'y est intéressé de près : dans presque tous les cas, ni la cause de cette pollution — de même nature et de même intensité à chaque fois — ni la situation géographique n'étaient précisées. Le type de végétation et la forme de la faune y sont cependant typique de l'Oural du Sud. La durée des observations et la date de publication permettent de déterminer approximativement de quand date la pollution : fin 1957, ou début 1958.

Les scientifiques de nombreux pays travaillent sur les effets de la pollution radioactive sur les êtres vivants. Peu d'entre eux, sauf les Soviétiques, souligne M. Medvedev, ont toutefois la chance d'effectuer leurs recherches sur des zones « expérimentales » où la radioactivité dépasse de cent à mille fois celle que permettent les réglementations internationales.

Plusieurs publications soviétiques, note encore M. Medvedev, font état de recherches sur des forêts contaminées par des produits radioactifs amenés par des tempêtes de poussière : on ne sait pas créer expérimentalement de tels phénomènes.

M. Medvedev s'est intéressé plus particulièrement à certains travaux sur les conséquences génétiques de la radioactivité : de la nature des espèces, de la taille des échantillons prélevés et des caractéristiques écologiques de celles-ci, il tire la conclusion que la zone frappée par l'accident s'étend sur plus d'un millier de kilomètres carrés.

Plusieurs éléments sont venus appuyer l'affirmation par M. Medvedev de la réalité de l'accident de 1957-1958. L'année dernière, un Soviétique exilé en Israël, le professeur Lev Tumerman, rapportait que, en 1960, il avait traversé en voiture une région privée de vie, au nord de Cheliabinsk, où des panneaux recommandaient aux conducteurs de ne pas s'arrêter et où on lui avait conseillé de ne pas boire l'eau des rivières.

Des raisons controversées

D'autre part, des témoignages rassemblés à l'époque par la C.I.A., et dont certains ont été récemment rendus publics à la suite d'une demande faite, au nom du Freedom of Information Act, par un groupe américain proche de M. Ralph Nader, donnent des indications du même genre. La C.I.A. semble avoir recueilli ses premiers indices auprès des visiteurs soviétiques à l'exposition universelle de Bruxelles, en 1958. Certains rapports parlent de centaines de morts. D'autres indiquent que les produits agricoles amenés par les paysans sur les marchés de la région étaient directement retirés de la circulation...

Il paraît aujourd'hui difficile de mettre en doute la réalité de cette catastrophe radio-active. Les raisons en sont moins claires. Elles sont, en tout cas, plus controversées.

Pour M. Medvedev, la cause est entendue : il s'agit de la dispersion *accidentelle* de déchets radio-actifs stockés. S'il s'était agi, comme le soutiennent certains, de l'explosion d'un réacteur nucléaire, et compte tenu de la quantité importante *de stronium-90 et de* cassium-137 en cause, la radio-activité totale libérée — et dont ces deux éléments, dans des déchets nucléaires « frais », ne représentent qu'une faible part — *aurait été telle que les effets* sur l'environnement auraient été considérablement plus importants, et que toute trace de vie aurait pratiquement disparu.

Pour M. Medvedev, il ne saurait être question, pour les mêmes raisons, de l'explosion accidentelle d'un engin nucléaire. Quant à un essai volontaire, il l'exclut, faisant valoir que de nombreux documents attestent la construction accélérée dans la zone considérée, à la fin des années 40, d'un des principaux centres de recherches nucléaires militaires, et que tous les essais nucléaires soviétiques ont lieu dans des zones beaucoup plus septentrionales. Le thèse de l'accident, indique M. Medvedev, peut expliquer la suspension, annoncée par Khrouchtchev comme « volontaire » des essais atomiques soviétiques entre avril et octobre 1958.

Des personnalités officielles comme Sir John Hill, patron de l'énergie atomique en Grande-Bretagne, *ont contesté violemment* qu'il puisse s'agir d'un accident impliquant des déchets nucléaires. L'argument avancé par M. Medvedev selon lequel, poussés par les nécessités militaires, *les Soviétiques ont porté trop peu* d'attention aux déchets qu'ils créaient, n'en est pas moins troublant. Et les conclusions opposées aux siennes ne paraissent pas, pour le moment, s'appuyer sur des études faites avec le sérieux souhaitable.

XAVIER WEEGER.

L'essentiel du budget du Centre d'études spatiales est consacré à la coopération européenne

Le budget du Centre national d'études spatiales (CNES) s'élève pour 1978 à 1 365,1 millions de francs (1) en augmentation de 10,2 % par rapport à 1977, donc stable en valeur. La subvention de l'Etat couvre ce budget pour 1 178,5 millions, les ressources propres se montant à 186,6 millions.

L'essentiel du budget est consacré à la coopération au sein de l'Agence spatiale européenne (ESA). Les programmes bilatéraux — principalement avec les Etats-Unis et l'U.R.S.S. — *représentent* 4,7 % ; le programme national 2,3 % ; la recherche-développement 2,4 % ; le support fonctionnel des programmes — essentiellement les dépenses de personnel et les autres frais de fonctionnement — intervient pour 26,8 % au total. Par rapport à l'an dernier, les programmes bilatéraux et le support des programmes diminuent en pourcentage, les autres postes augmentent.

Dans cette coopération, dont le budget global est de 871,7 millions, la part principale est le programme du lanceur Ariane : une somme de 455,05 millions est affectée aux quatre lanceurs en cours de construction et à l'engagement, en 1978, d'une série de six lanceurs. Cette série n'a pas encore été formellement décidée par l'ESA, mais un accord de principe a été obtenu en décembre dernier.

La coopération bilatérale *(63,7 millions)* est principalement scientifique, l'U.R.S.S. étant pour ce domaine notre principal partenaire : le budget retient une contribution de six millions pour le développement du ballon français qu'une sonde soviétique devrait larguer en 1983 dans l'atmosphère de Vénus. Hors du domaine scientifique, l'essentiel (18,3 millions) est le système Argos de collecte de données météorologiques. Il sera embarqué sur plusieurs satellites américains, à commencer par Tiros-N en mai prochain.

La partie « nationale », bien qu'augmentant en pourcentage (2,3 % au lieu de 1,7 % l'année *précédente), reste faible (30,9* millions). Cela tient au fait que le programme de satellite d'observation de la Terre Spot, décidé par le gouvernement en septembre dernier, n'en est encore qu'à sa période de démarrage. Le choix industriel ne sera dégrossi qu'en février ou mars, et seulement 8 millions seront effectivement engagés cette année, auxquels il faut ajouter une somme équivalente dans la partie recherche-développement. Le coût total du programme est évalué à 770 millions pour un lancement début 1984.

La recherche - développement, chapitre qui inclut la préparation aux décisions gouvernementales bénéficiera cette année de 32,5 millions, en nette augmentation malgré l'inflation, ce qui ne compense pas la baisse des années précédentes, puisque le même chiffre de 32,5 millions figurait au budget 1974.

Globalement, le budget du CNES est stable, conformément aux décisions gouvernementales, plafonnant la subvention. 1978 est une année de transition. Plusieurs programmes sont passés de la phase de préparation à la phase d'exploitation, les lancements de satellites ayant été particulièrement nombreux ; des programmes nouveaux apparaissent, mais leur incidence budgétaire est encore faible, et, dans ses grandes lignes, le budget 1978 a beaucoup de similitudes avec ses prédécesseurs immédiats, marqué, comme eux, par la prépondérance européenne qui guide la politique française depuis 1974.

M. A.

(1) Il faut ajouter à cette somme 93,5 millions de participation française aux dépenses du centre guyanais de Kourou — somme qui figure dans le budget mais que le CNES ne considère pas comme faisant partie de son budget réel. *Tous les* pourcentages qui suivent sont calculés sur le chiffre de 1 365 millions.

A CREIL ET AU MÉE-SUR-SEINE

Neuf mille logements seront chauffés à l'eau chaude naturelle

M. Claude Coulais, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ; M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (logement), et M. Jean-Claude Colli, délégué aux énergies nouvelles, viennent d'inaugurer la centrale de chauffe par géothermie de Creil (Oise). Trois mille logements (dont deux mille anciens et mille neufs) sont désormais chauffés par de l'eau chaude naturelle (58 °C) provenant de la nappe du Dogger (un étage du jurassique), située, à cet endroit, à près de 1 700 mètres de profondeur. Mille autres logements neufs seront bientôt raccordés à cette chaufferie dont les capacités sont telles qu'elle pourrait desservir mille ou même mille cinq cents logements supplémentaires.

Le promoteur de cette réalisation est l'Office public d'H.L.M. de Creil, qui a bénéficié, comme les autres réalisations géothermiques, de divers prêts, aides et subventions du ministère de l'industrie (prêt de 3,7 millions de francs), du ministère de l'équipement, du conseil général et de l'Agence des économies d'énergie (subvention de 400 000 F).

La chaufferie de Creil n'est pas la première réalisation géothermique française : 10 000 à 12 000 équivalents-logements sont déjà chauffés à l'eau chaude naturelle dans notre pays. Mais elle est la première à être équipée de pompes à chaleur. L'eau du Dogger n'arrive à Creil qu'à 58 °C ; il a donc été jugé intéressant, pour les temps froids, de prélever des calories dans l'eau des circuits de retour et de réinjecter ces calories dans les circuits de chauffage. On peut ainsi augmenter la température de l'eau de chauffage de 10 °C. Sur un coût total de 22 millions de francs couvrant l'ensemble de la réalisation, les pompes à chaleur représentent une dépense de 2 millions de francs. Par temps très froid, des chaufferies au charbon, au fuel lourd ou au fuel domestique fournissent l'appoint nécessaire, comme c'est le cas pour toutes les réalisations géothermiques.

La future réalisation géothermique du Mée-sur-Seine (ZAC des Courtilleraies, dans la ville nouvelle de Melun-Sénart) a par la même occasion été présentée. Le forage du quatrième puits devrait être achevé le 20 janvier prochain. Comme presque toujours (et comme à Creil), des « doublets » sont nécessaires : un puits pour aller chercher l'eau chaude (ici aussi dans la nappe du Dogger) et un pour réinjecter l'eau refroidie. L'eau du Dogger est en effet trop chargée en sels minéraux pour être rejetée dans le réseau hydrographique de surface, et, en outre, les réinjections ont l'avantage important de maintenir la pression de la nappe et de garder aux puits de prélèvement leur caractéristique d'artésiens. A Creil, comme au Mée-sur-Seine, il y a deux « doublets ».

Lorsque l'installation du Mée-*sur-Seine sera terminée*, elle chauffera 3 250 logements neufs, des bureaux, des surfaces commerciales, des écoles et 1 239 logements anciens d'un ensemble voisin, soit, au total, plus de *6 000 équivalents-logements*. L'eau étant, au Mée-sur-Seine, à 71 °C, il n'y aura pas besoin de pompes à chaleur.

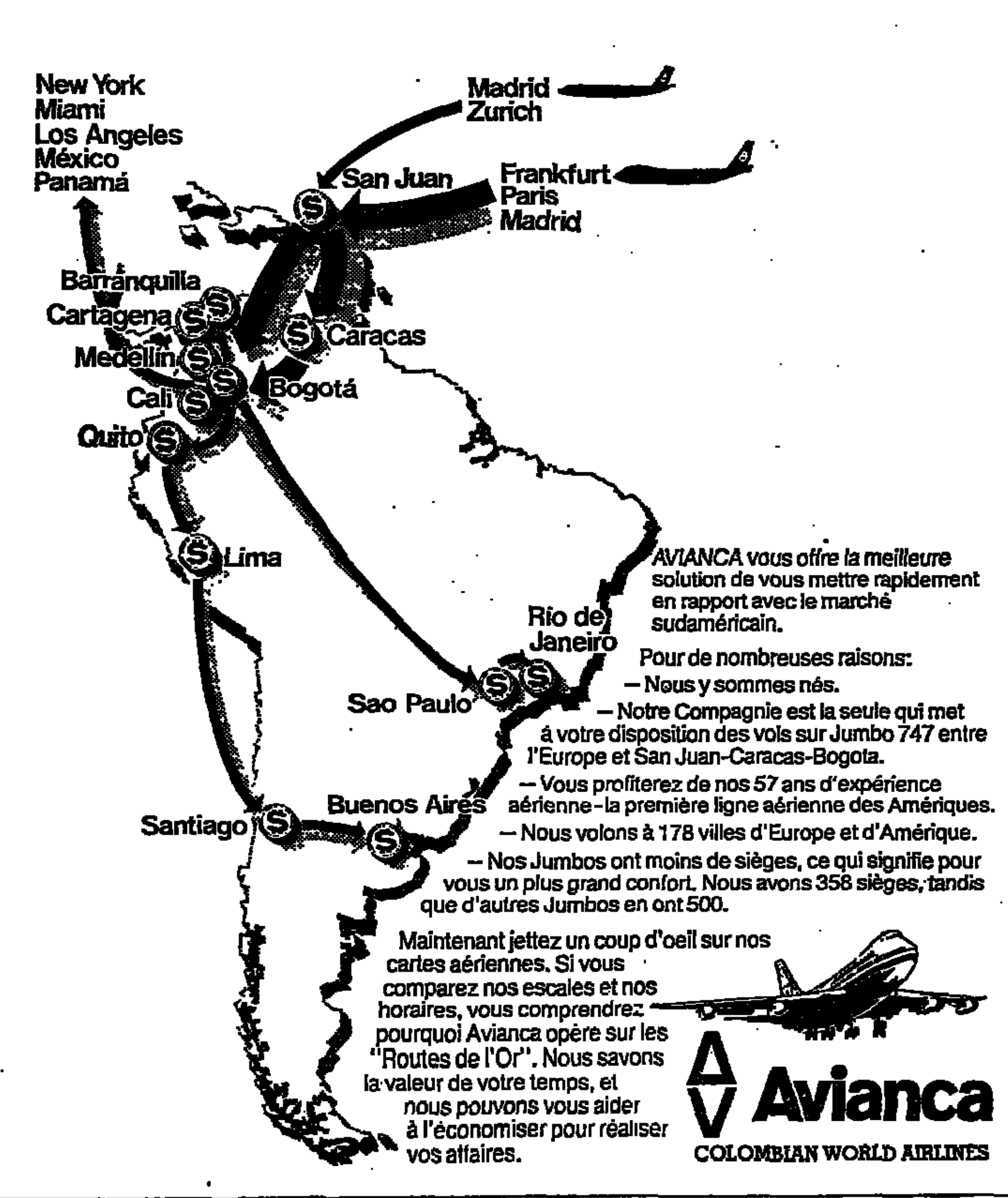
A elles deux, les réalisations du Mée-sur-Seine et de Creil économiseront chaque année 15 000 tonnes d'équivalent-pétrole, soit environ 1 million de dollars (470 millions de francs).

La prochaine mise en place de la société anonyme Géochaleur, qui rassemble des utilisateurs (Union nationale des H.L.M.), des financiers (une filiale de la Caisse des dépôts et consignations et le Crédit foncier), des techniciens (une filiale du Bureau de recherches géologiques et minières et les Charbonnages de France) aidera à trouver les maîtres d'ouvrage et l'argent, à coordonner toutes les sources de *financement*, à *sélectionner* les techniciens, à contrôler l'ingénierie, à établir les cahiers des charges... Toutes opérations complexes, particulièrement dans le cas de la mise en service des techniques nouvelles liées à l'utilisation de la géothermie.

Dans une quinzaine d'années, on espère qu'il y aura, en France, au moins 800 000 logements chauffés par géothermie. Cela suppose que l'on développe les capacités de forage. Le chauffage de 800 000 logements nécessitera, en effet, 270 ou 280 « doublets ». Une machine pouvant faire 2,5 « doublets » par an, il faudra que dix appareils de forage travaillent sans arrêt pendant ces quinze années. Or il n'existe actuellement dans l'Hexagone que quinze appareils de forage. Mais il est évident que l'utilisation continuelle des machines fera baisser le prix des forages (8,7 millions de francs pour un doublet au Mée-sur-Seine), qui entre pour une bonne part dans le surcoût des installations géothermiques (4 000 francs par logement en moyenne).

Le B.R.G.M. publiera bientôt un inventaire (illustré de plusieurs grandes cartes) des possibilités géothermiques du Bassin aquitain. Ce dossier sera le deuxième de ce genre, puisque le B.R.G.M. a publié en mai 1976 l'inventaire du Bassin parisien. L'un et l'autre inventaires ont été réalisés en collaboration avec le groupe Elf-Aquitaine. Une plaquette faisant le point sur la géothermie en France, préparée par le B.R.G.M. pour la délégation aux énergies nouvelles, sera disponible dans quelques semaines.

YVONNE REBEYROL.





Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	115 F	210 F	305 F	400 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	205 F	390 F	575 F	760 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	143 F	265 F	388 F	510 F
II — TUNISIE	180 F	340 F	500 F	660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

culture

LE JOUR DES ARTS

Colmar à l'heure de l'expressionnisme.

Sous le titre général. Entre deux chaos : l'expressionnisme, *la ville de Colmar propose pendant six semaines un ensemble de manifestations qui, de l'art lyrique aux arts plastiques, en passant par le théâtre, le cinéma et la littérature, tente de rendre compte de ce que fut cette extraordinaire flambée créatrice à Berlin et à Vienne entre les deux guerres.*

A cette occasion, le musée d'Unterlinden propose une exposition de gravures où sont évoquées les grandes figures d'artistes rattachés à l'expressionnisme allemand des années 1905 à 1915, à « La Brucke », au « Cavalier Bleu » : Heckel, Pechstein, Schmidt-Rottluf, Kandinsky, Beckmann, Otto Dix... Sont regroupés également des planches d'artistes français marqués par l'expressionnisme (Gauguin, Dufy, Rouault) et des œuvres récentes témoignant de la continuité, dans le temps et hors frontières, d'un courant resté vivace. A cette exposition (jusqu'au 12 février) organisée essentiellement à partir des collections régionales publiques et privées, s'ajoutent deux autres expositions : Entre l'art et l'industrie, le Werkbund allemand, *réalisée par la Neue Sammlung de Munich pour l'Institut Goethe, qui est présentée à la chambre de commerce (jusqu'au 31 janvier),* et L'expressionnisme dans la littérature allemande, *préparée par l'Institut pour les relations culturelles avec l'étranger de Stuttgart, à la Bibliothèque municipale (jusqu'au 12 février).*

Portes ouvertes au P.C.

Au siège de la fédération de Paris du parti communiste français, toutes les portes sont grandes ouvertes, les visiteurs invités à se promener, de la cantine au dernier étage. Peintres, graveurs ou sculpteurs, jeunes ou moins jeunes, ils sont cent cinquante à avoir prêté une ou plusieurs de leurs toiles, à avoir mis là en dépôt amical une lithographie, un dessin, une sculpture, ou une tapisserie comme cette laine africaine, haute laine, haute en couleurs symboliques. Sur le palier supérieur Harnandez voisine avec Dubuffet. Dans le bureau de M. Fiszbin, premier secrétaire de la fédération de Paris, deux toiles froissées de Kijno côtoient un Tal Coat rose et dense, et font face aux abstractions de Tyszblat. Et de çà de là, sur les murs un peu tristes des bureaux, comme dans autant de cellules, accrochés entre une fenêtre et un meuble de classement, des tableaux signés Abidine, Balmes, Blondel, Chambas, Gagnaire, Marfaing, Matta, Pignon, ou encore — vastes panneaux — Manessier, Messagier. Le groupe Untel est aussi représenté. En haut des premières marches est suspendu un repas sombre de Le Terrier, nappe comme plongée dans le bitume, vaisselle charbonneuse, fourchettes dressées également noircies. Tout est noir jusqu'au pain sur cette table désertée. Les permanents occupés à leur tâche lèvent la tête et sourient à l'entrée de celui qui vient voir le travail des artistes.

★ 120, rue La Fayette (75010), tél. 770-80-94.

Sculptures à Evry.

« L'homme dans un nouveau département » *est le thème choisi par le conseil général de l'Essonne à l'occasion des manifestations organisées pour le dixième anniversaire de sa création. C'est surtout le titre d'une exposition de sculptures présentée sur la place de l'Agora d'Evry — ville nouvelle. Elle a été organisée par le sculpteur essonnien Louis Molinari, qui a choisi des œuvres de Andreou, Calder, Cardenas, Caroline Lee, César, Mason, Miro, Niky de Saint-Phalle, Ipoustéguy et de lui-même (jusqu'au 29 janvier). Le mercredi 18 janvier, à 16 h. 30, la compagnie du Four solaire proposera une animation chorégraphique au cœur même des œuvres exposées.* — (Corresp.)

Expositions

L'archéologie-fiction des Poirier

Architectures noires. Salles plongées dans la pénombre. Pour la première fois, Anne et Patrick Poirier, jeunes artistes qui ont laissé aller leur imagination à travers des sites antiques, réels ou fictifs, réunissent leur grand œuvre architectural.

Quatre cités miniaturisées, mais qui sont de colossales reconstitutions dont le regard embrasse l'ensemble d'un coup d'œil, avant de s'engager à travers les ruelles, les cirques et les colisées, d'escalader les ziggourats, de descendre sur les places, de franchir les grandes portes monumentales...

Anne et Patrick Poirier sont des « réducteurs » de cités comme d'autres sont réducteurs de têtes. Il les capturent pendant leurs errances à travers les sites archéologiques. Et les embaument après en avoir patiemment relevé la topographie. Ils en inventent aussi, de toutes pièces, à partir de la lecture de textes antiques. Quelques lignes d'Hérodote suffisent pour partir en voyage, à deux, à travers des cités archaïques ré-imaginées et qu'il ne reste plus qu'à construire, patiemment, brique par brique, comme de vraies villes. Construites selon les règles anciennes de l'art de bâtir avec une délirante vraisemblance. Ce n'est pas le délire de profusion du facteur Cheval, qui édifiait de saturantes pâtisseries de pierres, architectures comestibles, à dévorer des yeux, sur place. Le délire des Poirier est froid, cérébral. Leur capharnaüm est organisé. C'est tout à la fois un art d'invention et de réminiscences littéraires, fin et aigu. Les Poirier construisent comme Ingres dessinait. Avec précision et sensibilité.

Au centre de tout, ici, Ausée, ville noire, calcinée et éteinte, « bâtie-détruite » autour de son grand axe perpendiculaire, qui se reflète dans un miroir d'eau également noire, avec ses temples et ses théâtres à scènes multiples. Cité pompéienne, ponctuée de moignons de colonne, de gradins et corniches interrompus, de chapiteaux tronqués... Viennent ensuite les escaliers. Des escaliers partout. Et tous monumentaux. Certains ne mènent nulle part.

Du goût qu'ils avaient pour les sites archéologiques, Anne et Patrick Poirier ont fait un art urbain où se confondent le réel et le mental, avec un pouvoir suggestif peu commun. Dans ces métropoles mortes, la mémoire de ce qui fut reste intacte à travers la vie des formes. La ruine revisitée par le songe, c'est, bien sûr, le romantisme de l'architecture dévastée, à travers les délabrements romains et les sacs révolutionnaires.

Des ruines aussi, Piranèse en inventait de saisissantes, inachevées. Et les cités d'Anne et Patrick Poirier données pour détruites peuvent également passer pour à peine ébauchées. Cités-carcasses, rébus architecturaux à compléter, en quelque sorte à habiter par l'esprit. Les Poirier ne sont pas peintres. Ils sont architectes. Ils construisent des ruines, avec de petits morceaux de charbon de bois et de fusain collés les uns aux autres.

L'archéologie des Poirier n'est ni tout à fait réelle ni tout à fait fictive. Elle est utopique. Architecture à l'envers. Par un renversement auquel il fallait s'attendre, ils font d'une ruine un monument. On pourrait dire, à l'instar d'André Breton, que, avec les Poirier, la métaphore fait son apparition dans l'architecture. Comme l' « architecture-catastrophe » de Site, groupe américain qui construit des supermarchés avec des simulacres de façades écroulées. Mais les Poirier ne se réfèrent qu'à l'architecture archaïque. Celle qui fait de belles ruines, où la logique constructive de la pierre est montrée ici comme un spectacle.

De ces cités ruiniformes, Anne et Patrick Poirier sont à la fois les architectes et les incendiaires. Car, s'il y a le noir des calcinations nocturnes, il y a aussi l'or du feu dans ces cités mortes, encore fumantes de leur passé. Fascination de la permanence des architectures antiques, si aptes à devenir des moules de mémoire collective et particulière. Mais aussi fascination de son contraire : du feu éphémère et dévastateur. Le poète auquel on demandait ce qu'il voulait emporter de la ville en flammes répondit : « Le feu. » Il est le véritable soulpteur de ces palais-brasiers.

JACQUES MICHEL.

★ Cités noires, d'Anne et Patrick Poirier, au Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 20 février.

Festivals

La solitude des travailleurs immigrés

De la musique, du théâtre, des rencontres, des débats : le III[e] Festival des travailleurs immigrés a ouvert ses portes dans trente-deux endroits différents en France, pendant le week-end des 14 et 15 janvier. Après le gala d'ouverture du 8 janvier, salle Wagram (*le Monde* du 10 janvier), les quartiers ont pris le relais jusqu'au 22 janvier pour assurer l'expression — libre — de toutes les difficultés d'être aujourd'hui *travailleur immigré* en France. La Maison des travailleurs immigrés (M.T.I.) et les trente-deux comités de soutien mis en place dès 1976 ont travaillé pendant six mois à l'organisation des diverses manifestations.

La M.T.I., qui a choisi pour thème cette année la défense de la sécurité des travailleurs, a établi dans le courant de l'année un rapport où elle fixait l'orientation du Festival : *«Essayer de dire, à travers ce qu'on appelle la culture, tout ce qui nous* constitue », explique un des membres du comité directeur.

Il était enfin possible de parler de la fameuse « aide au retour », de la ségrégation, du racisme, de la répression dans le travail, dans la vie quotidienne : « *On ne peut plus marcher, on ne peut plus avancer, on ne peut plus parler. On est cloué !* », scandait l'autre soir un comédien de l'Atelier-Théâtre Ménilmontant. « *Vos papiers : carte de séjour, carte de travail, bulletin de salaires !* », criait un agent de police plus ou moins caricaturé dans une pièce présentée par la troupe de l'Oasis enchanteur. Suspicion permanente, insultes... Humour acide, sauvegarde d'un instinct de survie et dérision. D'ailleurs, cette pièce de *l'Oasis enchanteur* est faite d'histoires vécues, observées, fidèlement retransmises. Une écriture fine, une satire, mais aussi la parole d'une solitude.

Les femmes ont parlé des enfants qui ne savent plus leur langue, qui sont étrangers en France et dans leur pays. A Saint-Denis, ce dimanche, certains d'entre eux ont joué des contes. Dans le vingtième arrondissement, ce sont les marionnettes de Badi le clown qui ont dansé. Elles racontaient une histoire sans gendarme.

La M.T.I. a fait appel à des troupes composées pour la plupart de travailleurs. Des troupes qui vivent difficilement de leurs propres moyens, sans locaux pour répéter. La M.T.I. a recensé soixante-quatorze groupes environ qui font du théâtre et de la musique, et une vingtaine d'autres qui se consacrent au folklore. Chacun vivant isolé, sans forcément se connaître, ces groupes ont formulé le désir de créer, à travers la M.T.I., un collectif. Ils espèrent de cette façon affirmer leur existence et réaliser un travail tout au long de l'année avec les comités de soutien et avec les organismes culturels de leurs lieux de résidence (maison de la culture, maison pour tous, maison de jeunes...), afin que le *festival devienne le moment fort* d'une action continue.

MARIE-FRANÇOISE LÉVY.

★ Pour tous renseignements, s'adresser à la M.T.I., 46, rue de Montreuil, Paris. Tél. 628-00-01.

Théâtre

TANT D'INEXPLICABLE BEAUTÉ

(Suite de la première page.)

La présence essentielle des petites musiques d'Alan Lloyd qui, une *nouvelle fois, recréent* une sorte de miracle schubertien suffirait à en témoigner. N'est-ce pas d'ailleurs à Schubert, celui du « Sosie » et du « Voyage d'hiver » que fait songer le long titre de Wilson avec cette intrusion naturelle de l'étrange dans le quotidien le plus banal, qui va sans cesse hanter le texte ?

Mais d'abord cette œuvre « musicale » va commencer par une longue ouverture de silence (quatre minutes avant chaque acte). Trois grandes fenêtres sur une lumière aveuglante et Wilson à contre-jour dans une sorte de kimono noir, à demi étendu sur un divan rudimentaire en métal. *Sur le devant de la scène, un télé*phone a fini de sonner. On distingue à peine les lents mouvements *de* la tête, le bras qui descend du menton au genou, la jambe qui se replie. Le silence est *brisé par* les toux des spectateurs, mais l'esprit participe peu à peu à cette concentration où se forge la présence de l'acteur à son œuvre.

Les fenêtres sont obscurcies par des persiennes et Wilson commence à parler. Ce qu'il dit, sur un ton, non pas banal, mais courant, c'est un mélange sans suite de phrases passe-partout, de dialogues quotidiens, de remarques sans importance, tout ce tissu de nos journées dont nous avons à peine conscience ou de nos rêves en apparence incohérents (« Je suis à vous *dans un instant* », « Qu'est-ce que c'est que ça ? », « Ça n'en vaut pas la peine », « Essayez *encore une fois* », « Ne vous laissez pas influencer par moi », etc.) *Mais à ce flot* se mêlent sans cesse des affleurements inquiétants, sans importance visible peut-être ou au contraire indices d'une personnalité profondément troublée (« C'est venu tout à coup, j'ai envie de pleurer », « Vous avez besoin de l'aide d'un mourant ? », « *J'ai fait* un rêve la nuit dernière, c'était terrible », « On peut enterrer toutes ces peurs, il suffit de refermer la porte sur le passé », « C'est le fond d'un puits très profond », etc.).

Tout cela passe rapide, insaisissable, sans que le ton change, en *général, tandis que l'on est fasciné* par les gestes de Wilson, *eux aussi apparemment* banals et abstraits, *avec pour seul élément extérieur* le téléphone qui sonne, l'acteur qui répond, souvent sans s'approcher *de l'appareil, et* quelques fragments de films sur un petit écran où reviennent souvent des pingouins. Mais chacun des gestes, des attitudes, des expressions, dans leur dépouillement extrême, en dit plus que les mots, sans s'exprimer clairement davantage, tant sont admirables ce visage d'enfant *muté* en homme, ce corps aux dessins sou*ples et lumineux d'une chorégra*phie qui jamais ne débouche sur le lyrisme, miracle d'une rigueur absolue. Cet homme ordinaire, dans la solitude d'une chambre, ne trahit vraiment le trouble ou le drame qui l'habite que par deux ou trois cris d'une extrême violence, apparemment sans raison, quelques attitudes d'une dureté terrifiante, auxquels il faut ajouter deux coups de feu. Comme dans « le Regard du sourd », l'affleurement dramatique, d'être *si rarement exprimé*, n'est que plus horrible. Mais un tel spectacle ne se raconte pas.

Ce visage flamboyant

La musique d'Alan Lloyd survole l'action, elle ne l'explicite pas, elle collabore à son mystère : Issue de *Schubert*, mais *aussi de Scarlatti* et de Mozart, elle dit peut-être que la vie serait insupportable sans *la musique, comme elle le serait* aussi si l'on ne pouvait parler pour éloigner l'angoisse et dissimuler le *temps qui passe. Musique nulle*ment consolatrice, mais où se sublimise le sens que les mots ne par*viennent pas à exprimer. Elle est* jouée d'abord sur un piano aigrelet qui s'accorde bien avec ces « marches », « impromptus », « mouvements musicaux », qui s'avancent courageusement dans l'obscurité. Et puis, au deuxième acte, sur un curieux instrument, *clavecin ou clavicorde, plus enroué,* qui mêle à la note musicale le bruit d'une percussion sèche, détimbrée.

C'est alors *le* temps de Lucinda Childs *qui*, nous l'avons dit, reprend intégralement le même texte et le déroulement de l'action jusqu'à une conclusion dans la lumière (au lieu de l'obscurité) qui n'est pas plus rassurante et optimiste pour *autant*. Cette « *réexpo*sition » n'est peut-être pas aussi significative que l'a souhaitée l'auteur. *Certes Lucinda Childs est bien* souvent admirable, et d'abord par cette silhouette filiforme et ce vi*sage flamboyant de l'intérieur* qui sont bien d'un double féminin de Wilson. Et les différences d'inter*prétation scénique et d'expression* éclairent parfois le texte de manière diffuse.

Mais l'extraordinaire danseuse et actrice d'« Einstein » est ici prisonnière d'un rôle trop exigu où elle ne peut atteindre à la prodigieuse invention gestuelle de Wilson et, venant après lui, elle pâlit inévitablement, cependant que l'attente de cet événement extérieur qui jamais n'arrive, caractéristique de ce théâtre, s'émousse forcément du fait de la répétition quasi littéraire du texte comme de la musique, sans pourtant qu'on puisse regretter cette prolongation d'un spectacle qui nous tient en haleine sans qu'on puisse s'en expliquer clairement les raisons. Mais n'en est-il pas de même de la plupart des musiques qui nous saisissent au plus profond de nous-mêmes ?

JACQUES LONCHAMPT.

★ Théâtre de la Renaissance, jusqu'au 29 janvier, 21 heures.

L'absence de tout interdit

La nouvelle pièce de Robert Wilson ressemble à l'état d'hibernation bien connu du dormeur qui rêve qu'il est exécuté.

Lorsqu'un dormeur rêve sa propre exécution, il arrive enfin un moment où la terreur cesse. L'exécution n'est plus évitable, peut-être a-t-elle lieu, a-t-elle déjà eu lieu, le procédé d'exécution lui-même cesse d'être perçu, le dormeur est pris dans les glaces, il devient une stupeur adoucie.

Sensation de sérénité gelée que décrivent parfois aussi les exécuteurs de soi-même, les suicidés qui ont été ensuite sauvés en salle de réanimation à l'hôpital. Avant la perte de connaissance, la souffrance morale laisse place à un calme, les images mentales deviennent simplifiées, maritimes, et les sons extérieurs se détachent avec netteté, sons très clairs pour la plupart.

Sur le théâtre de Wilson, la vie n'est plus en prise et les freins sont débranchés. Tous les éléments du navire flottent au petit bonheur après le naufrage, dans un désordre que ne perçoit pas du tout le mort survivant. Le mort survivant dispose d'une perspective ouverte, il ordonne spontanément l'hétéroclite, il n'éprouve aucune difficulté à dérouler sûrement, avec une nonchalance courtoise, une bande irréelle et discontinue qui nous paraît réelle et continue sans doute parce que cette bande d'informations est inaccessible aux sentiments, au jugement. Ce stade-là est franchi.

Les catégories, les obligations, qui contrariaient les actes et la parole, ont disparu. Il n'y a plus d'avant et d'après, d'affirmation et de négation, de féminin et de masculin. Nous ne sommes néanmoins pas dans un intemporel neutre. Tout se passe comme si un temporel enfin disponible pouvait commencer.

L'absence de tout interdit, de toute « bricole », confère, dès lors, au théâtre de Wilson une qualité d'absolu, de perfection. Et cette table rase fait par contrecoup apparaître Wilson comme un criminel, il est l'organisateur, il a tout détruit, il a l'impassibilité de celui qui ne laisse rien. La boucle est bouclée, on retrouve sous ses pieds le limon de la Genèse, la différence est que tout a déjà été.

Ce n'est rien, nous sommes au théâtre, un monsieur atone dit des mots sans suite. Le théâtre le plus vide qui ait sans doute jamais été, c'est-à-dire le plus intimement plein du fluide de vie le plus pur.

MICHEL COURNOT.

Cinéma

Deux comédies françaises

Les spectateurs français ont pris l'habitude de rire sans se faire mal à leurs petits travers. Se reflète sur nos écrans la satire d'une société qui a force de clichés n'existe plus que dans ces films. Michel Lang a pris le relais, appliquant la tradition*nelle schématisation aux adolescents*, ce qui a fait son succès. *A nous les petites Anglaises* a été un bon exem*ple de ces produits pour les quinze*-vingt-cinq ans solvables qu'on envoie au cinéma alimenter le taux de fréquentation. Cette fois, *l'Hôtel de la plage* rassemble quatre générations de vacanciers obsédés par l'amour, et Michel Lang s'en prend également aux enfants.

On oublie la grand-mère dans le train ou sur la plage quand la mer monte. On parle entre hommes mariés, on convoite la femme du voisin, *et la serveuse. Pendant ce* temps-là, on part avec le professeur de gymnastique, on promène l'ami de sa fille chez les antiquaires. Pendant ce temps-là, on flirte, on s'égratigne, on convoite les femmes mariées. Pendant ce temps-là les enfants fument et s'aiment. Pour brasser tant de personnages, tant d'événements, il faut naturellement du talent et Michel Lang a su créer pour chacun une individualité qu'il intègre bien au remue-ménage collectif.

∴

On peut le dire sans se fâcher, de Roger Coggio et Elisabeth Huppert, est une comédie d'une tout autre nature. Le détail réaliste y est aussi : on vomit pour avoir trop bu, et dans *l'Hôtel de la plage*, il y avait place pour des ennuis intestinaux (moins noble). Le ridicule est là aussi, mais ne touche pas aux personnages centraux. Le scénario pourrait *avoir été* inventé — sinon écrit — par Geneviève Dormann, puisqu'il s'agit d'une *révolte. Comme dans certains vaudevilles, quelqu'un ne parvient pas* à finir ce qu'il a entrepris, on ne cesse *de le déranger. Elisabeth Huppert* a décidé de se suicider, mais quand le pourra-t-elle ? Les gens n'arrêtent pas de défiler dans son appartement. Parmi eux, Roger Coggio, un type bizarre.

Moins drôle mais plus attachant

C'est moins vif que l'Hôtel de la plage, et moins drôle, mais bien plus attachant. Elisabeth Huppert hurle d'un bout à l'autre du film et joue la mauvaise *humeur* avec beaucoup de tempérament. Le côté tendre et sérieux (rencontre d'une grande bourgeoise avec *un immigré* italien) l'emporte sur les effets comiques qui ne sont pas toujours bien maîtrisés.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir « Les films nouveaux ».





ARTS ET SPECTACLES

Notes

Cinéma

« W. C. Fields and me » d'Arthur Hiller

Mort d'alcoolisme à soixante-sept ans, et le jour de Noël 1946 comme s'il avait voulu partir sur une dernière blague, l'extravagant comédien William Claude Dukinfield, dit W. C. Fields, a laissé, outre des films au burlesque corrosif, une légende où la drôlerie le dispute au scandale. Hollywood lui rend aujourd'hui hommage avec une biographie filmée par Arthur Hiller, d'après un livre de Carlotta Monti, qui fut la jeune compagne des quatorze dernières années de sa vie.

Carlotta Monti, qui a toute la séduction de Valérie Perrine, tient donc un *rôle édifiant* dans cette reconstitution au style rétro sans surprises. Le meilleur du film est, avant qu'elle n'apparaisse, dans l'évocation d'une carrière allant du music-hall au cinéma et à laquelle *elle ne prit aucune* part. Passons sur les mémoires de la dame. « W. C. Fields and me » c'est, avant tout, surtout, une prodigieuse interprétation *de Rod Steiger. Celui-ci* n'imite pas l'inimitable pochard (encore que la voix nasillarde et les sketches comiques soient à s'y méprendre). Il le recrée, par une sorte de jeu psychanalytique, en faisant apparaître, sous l'excentricité, les foucades et la hargne du personnage public, les tourments d'un être vulnérable. Exercice de monstre sacré, de virtuose, peut-être. Mais tellement fascinant !

JACQUES SICLIER.

★ Vendôme, U.G.C.-Odéon, Marbeuf (v.o.).

« Les baskets se déchaînent » de Renée Daalder

On continue à les appeler « les baskets » mais le nouvel arrivage n'a rien à voir avec le précédent. « Les baskets se déchaînent » a été interdit aux moins de dix-huit ans — ce qui a d'ailleurs provoqué la surprise et le mécontentement du concessionnaire français, Cocinor Marceau, et du distributeur, Gaumont.

De « Lâche-moi les baskets », qui a remporté un triomphe l'an dernier, il ne reste que le gentil Bob Carradine. *On se retrouve ici* dans un univers de violence, où des brutes terrorisent un lycée entier. Arrive un jeune homme pur et dur, tellement dur qu'il devient un tueur. *Le film* aurait pu avoir une certaine dimension car la mort relève du fantastique. Par exemple : « Je ne te demande pas de lui parler, je te demande de ne pas le tuer », demande une fille, un peu agacée, au fou. Une fois que les brutes sont éliminées, et après des scènes assez pénibles et complaisantes, la lutte pour le pouvoir recommence, et d'autres brutes surgissent parmi les faibles. Mais le film tourne court et les ambitions de la réalisatrice s'éparpillent. — Cl. D.

★ Voir « Les films nouveaux ».

LE CALENDRIER DES CONCERTS

SALLE GAVEAU Lundi 16 janvier à 20 h 30 (Valmalète.)	Récital de guitare par ERNESTO **BITETTI** Bach, Sanz, Sor, Albeniz, Villa-Lobos, Piazzola, etc.
SALLE PLEYEL Mardi 17 janvier à 20 h 30 (Valmalète.)	Le Maître du sitar **Ravi SHANKAR** Alla RAKHA au tabla Musique de l'Inde
INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille Mardi 17 janvier à 20 h 30	**LE TRIO DI FIATI** C. COPPENS, hautbois G. KARTEN, clarinette P. VAN SCHEERS, basson Musique contemporaine française et néerlandaise
SALLE CORTOT Jeudi 19 janvier à 21 heures (Werner.)	Récital de piano RAMZI **YASSA** Beethoven - Chopin Prokofiev - Liszt
THEATRE des CHAMPS-ELYSEES 19, 21, 22, 23 et 24 janvier à 21 heures (De Saint-Ours.)	3 GUITARES - 3 AMIS Atahualpa **YUPANQUI** Oscar **CACERES** Pedro **SOLER**
Salle GAVEAU Vendredi 20 janvier à 21 heures (P.e. Valmalète.)	**Maja SCHERMERHORN** (soprano) au piano : John BLOT P. HINDEMITH, C. DEBUSSY, A. BERG, F. POULENC, etc.
THEATRE de la MADELEINE Samedi 21 janvier à 17 heures (P.e. Kiesgen.)	AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE **J. HERBILLON** baryton piano **Th. PARASKIVESCO** Debussy, Ravel, Fauré
EGLISE des BILLETTES Dimanche 22 janvier à 17 heures Loc. : Durand (Kiesgen.)	**L'ENSEMBLE 12** violon solo : Philip BRIDE **VIVALDI** L'ESTRO ARMONICO (2e partie)
Salle PLEYEL Dimanche 22 janvier à 17 h 45 (P.e. Valmalète.)	ORCHESTRE des CONCERTS LAMOUREUX **Dir. : Paul PARAY** Debussy - Ravel
PALAIS des ARTS 325, rue Saint-Martin Paris (3e) Lundi 23 janvier à 20 h 30 (P.e. Kiesgen.)	Orchestre du Conservatoire de Paris Direction : JEROME **KALTENBACH** avec G. MOUTIER, piano A. NANASHIMA, viol. Mozart, Debussy Mendelssohn
SALLE GAVEAU Lundi 23 janvier à 21 heures (Werner.)	Au PROFIT DU COMITE DE SOLIDARITE FRANCO - LIBANAISE Récital **WALID AKL** Chopin - Prokofiev Liszt - Rachmaninov
PALAIS des CONGRES SALLE BLEUE Mardi 24 janvier à 18 h 30 L. 758-24-41 (P.e. Valmalète.)	**CONCERTS DU MARDI** SCHUBERT : Lieder FRANCK : Quintette avec J. Hubeau, J. Meullière, C. Naveau, M. Nordmann, R. Pidoux, U. Reinemann, J.-P. Sabouret
SALLE CORTOT Mardi 24 janvier à 21 heures (Werner.)	RECITAL de PIANO FRANÇOISE **DUPREY** Rameau - Fauré - Debussy A. Berg - Liszt
SALLE GAVEAU Mercredi 25 janvier à 18 h 45 (Valmalète.)	« Une heure avec... » **CHOPIN MENDELSSOHN** par Annette CELINE et FELICIA **BLUMENTAL** (soprano - piano)
SALLE GAVEAU Vendredi 27 janvier à 21 heures (Kiesgen.)	La pianiste IDIL **BIRET** Beethoven, Chopin, Liszt Ravel, Prokofiev
THEATRE des CHAMPS-ELYSEES Mardi 31 janvier à 20 h 30 (Valmalète.)	**J.-S. BACH** Intégrale des sonates pour flûte et clavecin **RAMPAL VEYRON - LACROIX**
SALLE PLEYEL Jeudi 2 février à 21 heures Loc. ouverte (Kiesgen.)	**SCHUBERT** WILHELM **KEMPFF** 3 Sonates : la mineur ut majeur - si bémol majeur

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 17 janvier

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 18 h. : la Walkyrie.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Le roi se meurt.
Chaillot, salle Gémier, 20 h. 30 : Candide.
Odéon, 20 h. 30 : l'Oncle Vania.
Petit Odéon, 18 h. 30 : le Naufrage ; 21 h. 30 : le Visage d'Achtar.
TEP, 20 h. 30 : les Clowneries, par le cirque *Alfred*.
Petit TEP, 20 h. 30 : Francis Lemarque.

Les salles municipales

Théâtre de la Ville, 18 h. 40 : Jean Vasca ; 20 h. 30 : Jacky Parady.

Les autres salles

Aire libre, 20 h. 30 : Vicky Messica ; 22 h. : Pinok et Matho.
Antoine, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : Si t'es beau, t'es con.
Atelier, 21 h. : la Mouette.
Biothéâtre-Opéra, 21 h. : Solness le constructeur.
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Ubu.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : le Petit-Fils du cheikh.
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : les Clowns Macloma. — Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : David Copperfield. — Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Dom Juan.
Cité internationale, la Resserre, 20 h. 45 : l'Entraînement du champion avant la course.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : le Bateau pour Lipaia.
Fontaine, 21 h. : Rendez-vous à Hollywood.
Gaîté-Montparnasse, 21 h. : Elles... Steffy, Pomme, Jane et Vivi.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino, 20 h. 30 et 22 h. : Louise la Pétroleuse.
La Bruyère, 21 h. : la Rose et le Chou-Fleur.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : la Belle Vie ; 20 h. 30 : les Ecrits de Laure ; 22 h. 30 : Entretiens avec le *prof*. Y. — Théâtre rouge, 20 h. 30 : Boîte Mao boîte et Zoo Story.
Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.
Marigny, 21 h. : Miam-miam.
Mathurins, 20 h. 45 : La ville dont *le prince est un enfant*.
Michel, 21 h. : les Vignes du Seigneur.
Montparnasse, 21 h. : Trois lits pour huit.
Mouffetard, 20 h. 30 : le Fou et la Nonne.
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline.
Orsay, grande salle, 20 h. 30 : l'Eden Cinéma. — Petite salle, 20 h. 30 : Albert Nobbs.
Palais des arts, 18 h. 30 : les Jeanne ; 20 h. 45 : Bernard Haller.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Plaisance, 20 h. 45 : Adieu Supermac.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas d'orchidées pour Miss Blandish.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.
Studio des Champs-Elysées, 21 h. : les Dernières Clientes.
Studio-Théâtre 14, 20 h. 30 : Mime japonais.
Théâtre Campagne-Première, I, 21 h. 30 : Par-delà les marronniers. — II, 21 h. : Parade.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Sylvie Joly.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tueur sans gages.
Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 45 : Gotcha ; 22 h. 30 : Elle, elle et elle.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : les Derniers Hommes ; 21 h. : Blaise Pascal.
Théâtre de Paris, 21 h. : Vive Henri IV.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : la Princesse de Clèves.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Nefertiti et le rêve d'Akhnaton.
Théâtre la Péniche, 20 h. 30 : le Psychopompe.
Théâtre Présent, 20 h. : le Nouveau Locataire.
Théâtre de la Rue-d'Ulm, 21 h. : Quand je serai petit.
Théâtre 347, 20 h. 30 : la Ménagerie de verre.
Variétés, 20 h. 30 : Féfé de Broadway.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 21 h. : Seule dans la boîte ; 22 h. : Youth.
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : Alex Métayer ; 21 h. 45 : Au niveau du chou ; 23 h. 15 : les Autruches.
Café d'Edgar, I, 20 h. 15 : Douby ; 21 h. 45 : Popeck. — II, 22 h. 30 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 20 h. : Plantons sous la suie ; 22 h. : Une pitoyable mascarade.
Le Connétable, 20 h. 30 : le Petit Prince.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Néo-Cid 77 ; 22 h. : les Frères ennemis ; 22 h. 30 : les Mystères du confessionnal.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Prothèse ; 22 h. : Fromage ou dessert ; 23 h. 30 : M. Sergent.
Le Fanal, 18 h. 45 : *Béatrice Arnac* ; 20 h. 45 : le Président.
La Mama du Marais, 20 h. 45 : Il était la Belgique... une fois.
La Mûrisserie de bananes, 20 h. 30 : Mama Bea Tekielski.
Petit Bain-Novotel, 21 h. : Valérie Bellet ; 22 h. 30 : Denis Wetterwald.
Petit Casino, 21 h. : *Du dac au dac* ; 22 h. 30 : J.-C. Montells.
Le Plateau, 20 h. 30 : Rosine Favey.
Aux Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : l'Autobus ; 21 h. 30 : Qu'elle était verte ma salade ; 22 h. 30 : *J. Seller*.
Le Sélénite, I, 19 h. 45 : Huis clos ; 21 h. : Grivoisons ; 22 h. 30 : les Franczozos. — *II*, 20 h. 30 : les Bonnes ; 21 h. : M. Satsu ; 22 h. : Ah ! les p'tites annonces.
Le Splendid, 22 h. 15 : Amours, coquillages et crustacés.
Au-Tout-à-la-Joie, 20 h. 30 : Je vote pour moi ; 21 h. 30 : N'oublie pas que tu m'aimes.
Vieille Grille, 21 h. 45 : Soli-loques.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Volga.
Mogador, 20 h. 30 : Valses de Vienne.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Ce soir, on actualise.
Deux-Anes, 21 h. : Aux ânes citoyens.
Dix-Heures, 22 h. : Le maire est démonté.

Les théâtres de banlieue

Boulogne, T.B.B., 20 h. 30 : Ballet du Grand Théâtre de Genève.
Corbeil, C.C. Pablo-Neruda, *20 h. 30* : Théâtre du silence.
Gennevilliers, Théâtre, 20 h. 45 : Tambours dans la nuit.
Ivry, Salle des conférences, 20 h. 30 : les Burgraves.
Kremlin-Bicêtre, *Antenne culturelle*, 20 h. 30 : Tri Yann.
Orsay, faculté de sciences, 21 h. : J.-R. Caussimon.
Sceaux, les Gémeaux, 21 h. : Gotcha.

Les concerts

Le Lucernaire-Forum, *20 h. 45* : *Duo* Da Camera (Schubert, Beethoven, Poulenc, Copland).
Salle Pleyel, 21 h. : V. Yankoff (Schumann).
Palais des congrès, 18 h. 30 : Quintette Taffanel (Schubert, Ligeti, Brahms).
Hôtel Hérouet, 20 h. 15 : S. Escure (Bach).
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h. : Ensemble polyphonique de France, dir. C. Ravier (les Bergers de la nuit, de Nortel).
Salle Cortot, 21 h. : C. Martin (Bach, Beethoven, Chopin, Debussy, Albeniz, Ponce).
Institut néerlandais, 20 h. 30 : Trio Di Fiati (Ibert, Eschern, Auric, Stallaert, Schurinck).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : E. Bitetti (Bach, Sanz, Albeniz, Villa-Lobos).

Jazz, pop', rock et folk

Palais de la découverte, 19 h. 30, 20 h. 45, 22 h. : Laserium, rock.
Théâtre Mouffetard, 22 h. 30 : Compagnie Lubat, S. Martin, J. Surman, P. Fort.
Théâtre la Péniche, 22 h. : R. Boni et J.-F. Pauvros, guitare.

SPECTACLES

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot : Le cinéma et le théâtre. — 15 h. : Hamlet, Jeanne Dore, Reine Elisabeth, la Dame aux camélias, Cyrano de Bergerac, Oedipe roi ; 18 h. 30 : la Tosca, de C. Koch ; 20 h. 30 : Volpone, de M. Tourneur ; 22 h. 30, les Bas-fonds, de J. Renoir.

Les exclusivités

L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) (**) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
L'ANIMAL (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Colisée, 8e (359-29-46).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Marbeuf, 8e (225-47-19).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Athéna, 12e (343-07-48).
ARRETE TON CHAR... BIDASSE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Ermitage, 8e (359-15-71), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Miramar, 14e (326-41-02)
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It., v.o.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.o.), en soirée : Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (en matinée), U.G.C. - Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Magic - Convention, 15e (828-20-64), Napoléon, 17e (380-41-46).

Les films nouveaux

L'AMOUR VIOLE, film français de Yannick Bellon (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) (deux salles sam. et dim.) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Cinévog, 9e (874-77-44) ; 14 Juillet - Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Mayfair, 16e (525-27-06).
W. C. FIELDS AND ME, film américain d'Arthur Hiller, v. o. : Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marbeuf, 8e (225-47-19).
FAUX MOUVEMENT, film allemand de Wim Wenders, v. o. : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).
PREPAREZ VOS MOUCHOIRS, film français de Bertrand Blier : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Boul' Mich', 5e (033-48-29) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount - Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Magic - Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
JESUS DE NAZARETH, film italien de Franco Zeffirelli (première partie), v. o. : Arlequin, 6e (548-62-25) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; v. f. : Madeleine, 8e (073-56-03).
HOTEL DE LA PLAGE, film français de Michel Lang : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint - Germain - Village, 5e (633-87-59) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74)
ON PEUT LE DIRE SANS SE FACHER, film français de Roger Coggio : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount - Marivaux, 2e (742-83-90) ; Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Publicis - Saint - Germain, 6e (222-72-80) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention - Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LES BASKETS SE DECHAINENT, film américain de R. Daalder (**), v. o. : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

BALLADE DE BRUNO (All., v.o.) *) : Styx, 5e (633-08-40).
...RBEROUSSE (Jap., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
...) GENERATION (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
...BBY DEERFIELD (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v. f. : Murat, 16e (288-99-75).
...ANCALEONE S'EN VA-T-AUX CROISADES (It., v.o.) : Le Marais, ... (278-47-86), U. G. C. - Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02)
...URS APRES MOI, SHERIF (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-...-90) ; V. f. : Cinémonde - Opéra, ... (770-01-90) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
...CRABE-TAMBOUR (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Bosquet, 7e (551-44-11), Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29)
...SOU OUZALA (Sov., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), Mercredi.
...X SUPER-FLICS (A., v.f.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ;
Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; les Tourelles, 20e (636-51-98).
DIABOLO MENTHE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Saint-Germain Studio, 6e (033-42-72) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) : Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
L'EMPIRE DES FOURMIS GEANTES (A., v.o.) (*) Biarritz, 8e (723-69-23) V.f : Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Les Images, 18e (522-47-94) : Secrétan, 19e (206-71-33)
L'ESPION QUI M'AIMAIT (A., v.o.) Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; (v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) : Ternes, 17e (380-10-41).
ETNA (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98)
LE FOND DE L'AIR EST ROUGE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic, 14e (542-67-42).
FORTINI-CANI (Fr., v.it.) : Le Seine, 5e (325-95-99), h. sp.
LA GUERRE DES ETOILES (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) : Diderot, 12e (343-19-29)
HARLAN COUNTY U.S.A. (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71).
LES INDIENS SONT ENCORE LOIN (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90)
IRISH TOUR (Ang., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
MON BEAU LEGIONNAIRE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v. f. : Omnia, 2e (233-39-36) ; Rio-Opéra, 9e (742-82-54) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
LA MORT D'UN POURRI (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (387-50-70)
NEUF MOIS (Hong., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)
NOUS IRONS TOUS AU PARADIS (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Lord Byron, 8e (225-04-22) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).
L'ŒUF DU SERPENT (A., v.o.) (**) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
ORCA (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Omnia, 2e (233-39-36), Bretagne, 6e (222-57-97) ; Balzac, 8e (359-52-70), Mistral, 14e (539-52-43)
PADRE PADRONE (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38)
LA PART DU FEU (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
POURQUOI PAS (Fr.) (*) : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23)
REPERAGES (Suis.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Grands Augustins, 6e (633-22-13).
LA SEPTIEME COMPAGNIE AU CLAIR DE LUNE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
LE THEATRE DES MATIERES (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33)
LES TZIGANES MONTENT AU CIEL (Sov., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50)
UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marbeuf, 3e (225-47-19) ; v.f : Studio Raspail, 14e (326-38-98)
UNE SALE HISTOIRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic, 14e (542-67-42), h. sp.
UN MOMENT D'EGAREMENT (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34)
LA VIE PARISIENNE (Fr.) : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 18 au 25 janvier)

Cirque à l'ancienne au Nouveau Carré, square Emile-Chautemps (277-88-40), mer., sam., dim., 15 h. 30.

Marionnettes du Luxembourg (326-46-47) ; mer. et dim., 14 h. 30 et 15 h. 30 ; sam., 15 h. 30 : les Métamorphoses du prince charmant.

Café d'Edgar (326-13-68), mer., 14 h. et 16 h. ; sam., 15 h. : Fantasques et fantoches.

Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-88-50), lun., mar., ven., sam., 20 h. 30 ; sam., dim., 15 h. 30 : David Copperfield.

Les Blancs Manteaux ; mer. sam., 15 h., Sur la mer pistache.

Palais des glaces (607-49-93), mer., 15 h. : le Pays des galipettes.

Parc floral de Paris (365-14-82), ven., 14 h. et 20 h. 30 ; sam., 14 h., 17 h. et 20 h. 30 ; dim., 14 h. et 17 h. : Aladin et la lampe merveilleuse.

Les Quatre-Cents-Coups, tous les jours, sf dim., 15 h. : Histoire du petit lapin Robespierre.

Théâtre d'Animation, Vincennes (782-19-60), mer., sam., dim., 15 h. : le Roman de Renart.

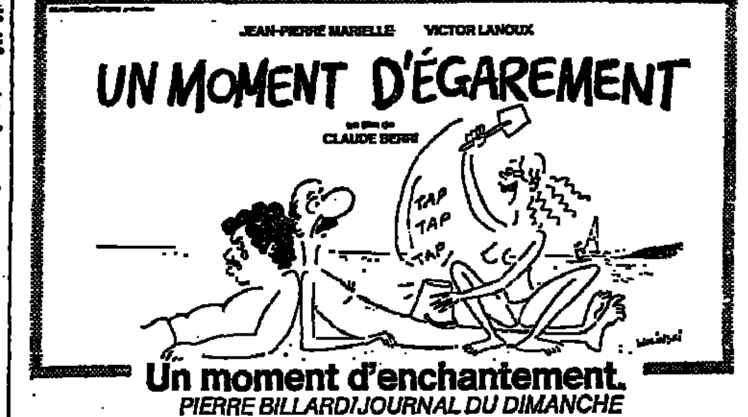
Théâtre Mogador, mer., jeudi, ven., 14 h. 30 : le Mariage de Figaro ; mar. et mer., le Malade imaginaire.

Théâtre Montparnasse (535-57-64), tous les jours, sf sam. et dim., 14 h. 20 : la Farce de Maître Pathelin.

Théâtre Mouffetard (336-02-87), mer. et sam., 14 h. 30 : le Point sur un I.

Théâtre Paris Nord (228-43-42), tous les soirs, sf lundi, 20 h. 45, dim., 15 h. : les Frères Mol et Kie (clowns).

Théâtre la Tanière (337-74-39), mer., 14 h. 30 et 16 h. 30 ; dim., 15 h. : la Très Héroïque Quête de Pilpin le Troumpil.



RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 17 JANVIER

CHAINE I : TF 1

18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : L'accusée ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ! ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Variétés : Arouapeka, prod. B et F. Deflandre ; 21 h. 30, Magazine : L'échappée belle ou les sports nouveaux.

22 h. 30, Emission littéraire : Pleine page, de P. Sipriot.

Avec Mme A. Philipe (Un été près de la mer), et MM L. Pauwels (l'Apprentissage de la sérénité), P. Goubert (Histoire économique et sociale de la France), J. Guéhenno (Dernières lumières, derniers plaisirs), et P. Clarac (Correspondance de Chateaubriand).

23 h 30 Journal



CHAINE II : A 2

18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ;

19 h. 45, Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Dossiers de l'écran : Les Français et les partis politiques (en direct du Sénat).

Avec MM. André Diligent, secrétaire général du C.D.S. ; Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S. ; Robert Fabre, président du M.R.G. ; Yves Guéna, délégué politique du R.P.R. ; Georges Marchais, secrétaire général du P.C., et Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du P.R. L'émission, initialement prévue le 29 novembre 1977, avait été déprogrammée par suite d'un préavis de grève.

Un préavis de grève ayant été déposé par la C.G.T., le programme minimum est appliqué ce mardi 17 janvier sur FR 3

23 h. 30. Journal

CHAINE III : FR 3

19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (Hommage à H. Hawks) : RIO BRAVO, de H. Hawks (1958), avec J. Wayne, D. Martin, R. Nelson, A. Dickinson, W. Bond, W. Brennan. (Rediffusion.)

Un shérif texan assiégé par une bande de hors-la-loi donne à son ancien assistant, déchu par l'alcool, une chance de se racheter. Un western en vase clos, construit comme une tragédie classique. Perfection du style de Hawks et de l'interprétation.

22 h. 35, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « le Mystérieux Docteur Cornelius », de G. Lerouge ; 19 h. 25, Sciences : ce qu'informer veut dire ;

20 h., Dialogue franco-britannique... Régions : la fin du centralisme, avec J. Mackintosh et J.-M. Jeanneney ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques ; à 22 h. 35, Clichés ; à 22 h. 50, Musique et animation ; 23 h. 20, Les nouveaux ethnologues.

FRANCE - MUSIQUE

19 h., Jazz time ; 19 h. 45, A la manière : « Tziganes » ;

20 h. 30, Saison lyrique... Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Zani, avec G. Taddeo, D. Jones, B. Brewer : « Il signor Bruschino » et « La Scala di Seta », farces en un acte de Rossini, paroles de G. Foppa ; 23 h. 15, France-Musique la nuit... Entretien avec Maud Perrin ; 23 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons... Le claveciniste et organiste Jean-Patrice Brosse : œuvres de Purcell ; 0 h. 5, Instruments maudits, instruments enchantés ; 1 h., Paysages imaginaires : pièges des sortilèges.

MERCREDI 18 JANVIER

CHAINE I : TF 1

11 h. 30, Emission pédagogique ; 12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ;

13 h., Journal ; 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ; 17 h. 55, Sur deux roues ; 18 h. 15, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : L'accusée ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ! ; 19 h. 55, Tirage du loto ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Téléfilm français : Double détente, de J.-Cl. Bonnardot, avec E. Bierry, G. Leclerc, D. Emilfork.

Un vieillard immobilisé sur un fauteuil roulant et propriétaire d'une fabuleuse collection d'antiquités déjoue un « casse » des plus subtils.

22 h. 10, Hommes et société : La famille après le mariage des enfants, de J. Mousseau, réal. E. Kneuzé.

23 h. 5, Journal.

CHAINE II : A 2

12 h. 55, Ski : Coupe du monde à Badgastein (descente dames) ; 13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Des lauriers pour Lila ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame ; 15 h., Le monde merveilleux de Walt Disney ; 15 h. 55, Un sur cinq ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ;

20 h., Journal.

20 h. 30, Question de temps : M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. ; 21 h. 40, Documentaire : La route, de J.-P. Moscaro.

22 h. 40, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 25, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Perspectives et réalités ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : MALDONNE POUR UN ESPION, d'A. Mann et L. Harvey (1967), avec L. Harvey, T. Courtenay, M. Farrow, H. Andrews, B. Murray.

Un agent russe infiltré dans les services secrets britanniques reçoit la mission de tuer l'espion saboteur qui n'est autre que lui-même.

L'absurdité du monde de l'espionnage démontée dans un film dur et désenchanté, qui fut le dernier d'Anthony Mann.

22 h. 15, Journal.

22 h. 30, Ciné-regards : Objectif cinéma, d'A. Andreu, réal. P. Camus.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Roger Lewinter (et à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... L'ésotérisme américain ; à 8 h. 32, L'Europe commence en Crète ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Matinée des autres ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie ; 11 h. 2, Musique contemporaine américaine ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama : la science-fiction ;

13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Œuvres en prose », de M. Noël ; 14 h. 45, L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... Mercredi jeunesse ; à 16 h. 25, En direct avec J. Gremion et A. Corrado ; 17 h. 32, Musique contemporaine américaine ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Mystérieux Docteur Cornélius », de G. Lerouge ; 19 h. 25, La science en marche ;

20 h., « Porgy and Bess », de G. Gershwin, par l'Orchestre de l'Opéra de Houston et le chœur, dir. J. Demain, avec D. Ray Albert, C. Dale, A. Smith, W. Shakesnider ; 22 h. 30, Nuits magnétiques ; à 22 h. 35, Clichés ; à 22 h. 50, Musique et animation ; 23 h. 20 : Les nouveaux ethnologues, avec J.-C. Galey ; 23 h. 50, Poésie ininterrompue.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 8 h. 30, Noire et blanche ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : Claude Debussy ; à 10 h., Musique en-vie ; 12 h., Chansons ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo service ; 14 h., Variétés de la musique légère : J. Denjean, P. Porte, Y. Prin ; 14 h. 30, Triptyque ; 15 h. 30, Le concert du mercredi : Dukas, Bartok, Roussel, par l'Orchestre philharmonique de New-York, direction P. Boulez ; 17 h., Postlude ; 18 h. 2, Musiques magazine ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, A la manière : Rossini ;

20 h. 30, En direct du Théâtre des Champs-Elysées... l'Orchestre national de France, dir. K. Sanderling, avec C. Ousset, piano : « Quatrième concerto pour piano et orchestre en sol majeur, opus 58 » (Beethoven), « Dixième symphonie en mi mineur, opus 93 » (Chostakovitch) ; 23 h., France-Musique la nuit... La dernière image : Fictions avec et sans science ; 0 h. 5, Dialogues de la technique et de l'imaginaire ; 1 h., Paysages imaginaires : voyages dans la Lune.

ANTENNE 2 :

M. Amand Jammot n'est plus directeur des spectacles

● M. Maurice Ulrich, président d'Antenne 2, a annoncé vendredi 13 janvier, devant le conseil d'administration de la société, la suppression de la direction des spectacles confiée depuis juin 1976 à M. Armand Jammot. Un comité des programmes, composé d'une demi-douzaine de membres renouvelables chaque année, va être créé. Pour 1978, MM. Armand Jammot, Claude Barma et Jacques Chancel feront partie de ce comité, dont les autres membres seront désignés ultérieurement. D'autre part, M. Maurice Ulrich a décidé de maintenir les unités de production mises en place par M. Marcel Jullian (séries et feuilletons, dramatiques, divertissements, documentaires de création, jeunesse, éducation, films et téléfilms, opérations exceptionnelles). Un secrétaire général, qui sera sans doute M. Paul Peyre, actuel directeur des affaires extérieures, sera chargé d'assurer la coordination.

● MM. Georges Drouet et René Marchand viennent d'être nommés conseillers à la présidence de Radio-France par Mme Jacqueline Baudrier, présidente de la société. M. Georges Drouet, âgé de soixante-deux ans, était, depuis le mois de juillet 1976, responsable à Radio-France des émissions scolaires et universitaires. M. René Marchand, âgé de quarante-deux ans, a été chef des informations générales à Antenne 2, avant d'avoir la responsabilité des dramatiques et des feuilletons à TF 1.

M. Jean Lacour demeure conseiller d'administration ; M. François Billetdoux conseiller à la présidence, chargé du bureau d'études et de prospectives.

TRIBUNES ET DEBATS

MERCREDI 18 JANVIER

— *Marcel Paganelli* reçoit *M. Jean-Pierre Cot*, député socialiste de la Savoie, sur le thème « les villages de vacances et les stations nouvelles », sur R.M.-C. à 13 h. 20.

— *M. Georges Séguy*, secrétaire général de la C.G.T., est l'invité du magazine *Question de temps*, sur Antenne 2, à 20 h. 30.

— *MM. Louis Baillot* (P.C.), *Hervé de Carette* (P.R.) et *Michel Jobert* (Mouvement des démocrates) parlent de la défense nationale sur France-Inter, à 19 h. 15.

● *Les conventions collectives « réactualisées »* concernant les personnels de Radio-France ainsi que les musiciens et les choristes ont été signées par M. Gabriel de Broglie, directeur général de Radio-France, et par les organisations syndicales concernées.

PRESSE

RÉORGANISATION A « L'EXPRESS »

● M. Philippe Grumbach quitte son poste de directeur.

● Une rédaction en chef « collégiale ».

Une nouvelle réorganisation vient d'intervenir à la tête du groupe Express, qu'un communiqué présente comme la *« poursuite du programme de développement des activités du groupe »*. Le changement le plus important concerne M. Philippe Grumbach, directeur de l'hebdomadaire depuis mars 1977, après en avoir été successivement, depuis septembre 1971, directeur politique, rédacteur en chef et directeur de la rédaction. Si le départ de M. Grumbach de la direction de *l'Express* était envisagé depuis quelque temps, il semble que la décision ait été provoquée par la couverture du *dernier numéro*, qui affublait le visage de M. Mitterrand d'une tête de coq.

La réorganisation prévoit :

M. Philippe Grumbach est *nommé* vice-président du groupe Express. En tant que tel, à ce nouveau poste, il assumera dorénavant, outre les responsabilités d'ordre général à l'égard de *l'Express*, la charge du programme de développement du groupe ;

La rédaction en chef de *l'Express* sera assumée par MM. René Guyonnet, Olivier Todd, et Yves Cuau (ce dernier se voit promu à ce poste.N.D.L.R.;) M. Raymond Aron assure la présidence du comité éditorial ;

Pour sa part, Mme Danièle Heymann, rédactrice en chef adjoint, devient rédactrice en chef associée, M. Pierre Doublet est nommé rédacteur en chef adjoint, section Monde (en remplacement d'Yves Cuau), et M. Yann de l'Ecotais est nommé rédacteur en chef adjoint, section Economie.

Enfin, M. Humbert Frèrejean entre au conseil d'administration de la société Groupe Express.

Ce nouveau « mouvement interne » à la direction de *l'Express* est toujours consécutif à la prise de participation dans le capital du groupe de M. Jimmy Goldsmith en mars 1977.

M. Albert du Roy, demeure rédacteur en chef adjoint, chargé *du secteur France (dont* le service politique).

● *M. Gérard* Worms, directeur général d'Hachette, vient d'être chargé par le comité consultatif du groupe, que préside M. Jacques Marchandise, d'assurer également la direction du groupe presse (dont M. Dominique Ferry est secrétaire général).

UN NOUVEL HEBDOMADAIRE BRETON

(De notre correspondant.)

Saint-Malo. — Le premier numéro d'un nouvel hebdomadaire, *le Canard, de Nantes à Brest*, a été mis en vente vendredi 13 janvier dans les cinq départements bretons (le numéro 4 F). Le collectif de rédaction, constitué de bénévoles, est animé par M. Pierre Duclos, ancien rédacteur à *Ouest-France*, licencié en janvier 1977. Le licenciement de M. Duclos avait provoqué une grève des journalistes d'*Ouest-France*. Le quotidien n'avait pu paraître pendant cinq jours.

Le Canard, qui se présente comme « *un journal d'information différent des autres journaux d'information* » ne cache pas que « *dans la bataille électorale il choisira la gauche et confrontera les espérances et les promesses* ». *Le Canard* présente ainsi ses autres rubriques : Société « *Pas de sujet tabou* » ; Culture, « *Pas d'élitisme* » ; Travail, « *Dire toutes les formes d'exploitation* ».

Diffusé tous les quinze jours jusqu'au 15 février, *le Canard* sera ensuite mis en vente chaque vendredi s'il réunit, grâce à ses lecteurs, les fonds nécessaires à la poursuite de sa publication. Le nouvel hebdomadaire, qui ne contient aucune publicité, a été réalisé grâce aux 70 000 francs d'une première souscription.

★ *Le Canard, de Nantes à Brest.* Editions populaires bretonnes, 32, rue du Grand-Trotrieux, 22200 Guingamp.

LETTRES

M. JEAN-EDERN HALLIER REVIENT A L'ÉDITION

M. Jean-Edern Hallier revient à l'édition après la mise en liquidation de sa société, les éditions Hallier. Ce sont, en effet, les éditions Albin-Michel qui apportent leur soutien financier et technique à la nouvelle société, les Editions libres-Hallier, dont M. Jean-Edern Hallier sera le principal animateur. L'ancien chef du service de presse des éditions J.-C. Lattès et écrivain lui-même, M. André Rollin, assisté de Mme *Michèle Gaillard*, animera aussi cette nouvelle société, indépendante juridiquement, mais où Albin *Michel* détient une participation très majoritaire. Des négociations sont en cours avec le syndic des éditions Hallier pour le rachat du tout ou partie des stocks.

M. François Coupry, qui dirigeait aussi les éditions Hallier, vient d'entrer aux éditions Balland en qualité d'attaché commercial.

CARNET

Naissances

— M. *François Archambault* et Mme, née Catherine Rebattet, laissent à Hugues la joie d'annoncer la naissance de son petit frère,
Arthur,
le 14 janvier 1978, à Paris.
185, rue de l'Université,
75007 Paris.
La Catherinière,
37320 Truyes.

— M. *et Mme Jean Maymil* et Delphine,
sont heureux de vous faire part de la naissance de leur petit
Lionel,
le 8 janvier 1978.
8, avenue Pierre-Curie,
11100 Narbonne.

Adoptions

— M. Alain Turpault et Mme, née Claude Dessoyeaux, ainsi que Caroline, ont la *joie d'annoncer l'arrivée* de
Emmanuelle,
le 21 *décembre 1977*.
49 bis, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.

Décès

— M. et *Mme Jean Buttenwieser*, Isabelle et Laurence,
M. et Mme Pierre Grunstein,
Jean-Charles et Anne,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Lucy BUTTENWIESER,
survenu *le 14 janvier 1978, dans sa* soixante-quatorzième année.
2, rue de Stalingrad,
92370 Chaville.
11, villa Félix-Faure,
75019 Paris.

— *Mme Léon Castro*, son épouse,
M. et Mme Roger Margueritat,
Mme Françoise Castro,
Ses enfants,
M. et Mme Benjamin Castro et leurs enfants,
M. et Mme Haïm Castro et leur fille,
Ses frères, sœurs, belles-sœurs, neveux, nièces, parents, amis et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
Léon CASTRO,
survenu à son domicile le 14 janvier 1978.
Les obsèques auront lieu au cimetière du Montparnasse. Réunion porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, mercredi 18 janvier, à 14 heures.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
160, boulevard du Montparnasse,
75014 Paris.
54, rue Madame,
75006 Paris.

— M. et Mme Bernard Challe et leurs enfants,
M. et Mme Alain Challe et leur fils,
M. et Mme Charles Boyer, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Marcel Cazier, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Madeleine Berthier, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre CHALLE,
docteur en droit,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu le 8 janvier 1978, dans sa soixante-seizième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Saint-Martin-d'Ollières (Puy-de-Dôme), le 11 janvier 1978.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Mario Cittanova,
M. et Mme Aldo Cittanova et leurs enfants,
M. et Mme Lucien Cittanova et leurs enfants,
Nicole Cittanova,
Les familles Cittanova et Errera,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Mario CITTANOVA,
retraité,
ancien avocat à la cour,
ancien bâtonnier,
survenu le 11 janvier 1978.
Les *obsèques* ont eu lieu dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
10, avenue des Gobelins,
75005 Paris.

— Mme Emilie Collot,
M. et Mme André Collot,
M. et Mme Robert Collot,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Emile COLLOT,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien secrétaire général de la chambre de commerce de Sète,
ancien directeur
de l'Outillage du Port,
survenu à Montpellier, le 13 janvier 1978.
Ses obsèques ont lieu le mardi 17 janvier, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre, à Sète (Hérault).
Le présent avis tient lieu de faire-part.
28, rue Cité-Benoit,
34000 Montpellier.
Préfecture du Cher,
18014 Bourges.
48, avenue du Clos-Toutain,
92420 Vaucresson.

— Fontaines.
— Mlle Marie-Hélène Copreaux,
Le docteur et Mme Maurice Copreaux, ses enfants,
M. et Mme François Copreaux,
M. *et Mme Pierre Copreaux*,
Michel et Jean Copreaux, ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Paul COPREAUX,
née Mathilde Brehm,
rappelée *à Dieu le 14 janvier 1978*, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.
Ses obsèques ont lieu le mardi 17 janvier, à 10 h. 30, en l'église de Fontaines où l'on se réunit.
Le présent avis tient lieu de *faire-part*.
Rue Chaumont, Fontaines,
71150 Chagny.

— Mme Georges Darzens, née Liliane Marcel,
M. et Mme Guy Rolland,
M. *et Mme Guy Herreman*,
M. et Mme Philippe Darzens,
M. et Mme Jon Cook,
Maxence, Christophe, Muriel, Olivier, Alain, Ariane,
Annick, Fabrice, Séverine, Timothée,
Les familles Herreman, Marcel, Darzens,
Ses parents et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de
M. Georges DARZENS,
survenu le 14 janvier 1978, dans sa soixante-dix-huitième année.
Le service religieux aura lieu le mercredi 18 janvier 1978, à 14 h. 15, au temple de l'Oratoire, 4, rue de l'Oratoire, Paris (1er).

— Mme Paul Deutsch
a la douleur de faire part du décès de son mari,
Paul DEUTSCH,
avocat honoraire à la cour,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes,
survenu le 8 janvier.
Les obsèques ont eu lieu au cimetière du Montparnasse dans l'intimité familiale.

— M. Fajnzylber,
M. et Mme Rotman et leurs enfants,
M. et Mme Ribinik et leurs enfants,
M. et Mme Sztuder et leurs enfants,
Son époux, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Szyfra FAJNZYLBER-SZTUDER,
survenu le 15 janvier.
Les obsèques auront lieu le 18 janvier.
On se réunira à 11 heures à la porte *principale* du *cimetière* de Bagneux.
Ni fleurs ni couronnes.
20, avenue du Gros-Peuplier,
93600 Aulnay-sous-Bois.

— On nous prie d'annoncer le *décès de*
M. Lévy-Isaac FARRAY,
survenu le 15 janvier, à Paris.
Les obsèques auront lieu le mercredi 18 janvier.
Réunion à 14 h. 15, à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien.
De la part de
Mme Farray, née Ojalvo, son épouse,
M. *Emile Farray-Lévy*, son frère,
Et de toute la famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Lucien Gigot,
M. et Mme Jean-Paul Mercadier,
Mère Marie-Claire, carmélite,
Sœur Joseph-Marie, bénédictine,
Les docteurs Louis et Odile Rozensztajn,
Christine, Florence et Pascale Mercadier,
Marc Rozensztajn,
Ses enfants et petits-enfants,
font part du rappel à Dieu de
l'intendant général
Lucien GIGOT (C.R.)
commandeur de la Légion d'honneur
décédé le 14 janvier 1978.
Les obsèques auront lieu en l'église *Saint-Léon, place du* Cardinal-Amette (15e), le jeudi 19 janvier, à 8 h. 30, suivies de l'inhumation à Chabris (Indre).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Jeannie et Marcel Kergomar nous prient de faire part du décès, survenu à Draguignan le 12 janvier, après une longue maladie, de
Paul LAFON,
âgé de soixante-huit ans.
L'inhumation a eu lieu à Tourtour, dans l'intimité.

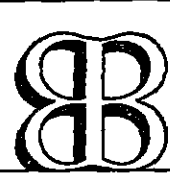
— Mme Paul Larivière,
Mlle Simone Larivière,
M. et Mme Jean-Paul Larivière et leurs enfants,
Mme René Larivière,
M. et Mme Jean-Pierre Brunet et leurs enfants,
M. *et Mme Guy Larivière et leurs* enfants,
M. et Mme André Rot et leur fille,
Les familles Larrousse et Roessler,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul LARIVIERE,
administrateur en chef honoraire de la F.O.M.,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
croix de guerre T.O.E.,
médaille coloniale,
survenu à Nice le 14 janvier 1978 *dans sa quatre-vingt-unième année.*
Le service religieux sera célébré au temple des Batignolles, 44, boulevard des Batignolles, 75017 Paris, le jeudi 19 janvier 1978, à 10 h. 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
62, boulevard de Clichy,
75018 Paris.
16 bis, rue Peuchienatti,
06000 Nice.

— M. et Mme François Schlumberger et leurs enfants,
M. et Mme Olivier Leenhardt et leurs enfants,
M. et Mme Arnaud Leenhardt et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Gilbert LEENHARDT,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu à Paris, le 15 janvier 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée *le jeudi 19 janvier, à 10 heures,* au cimetière protestant de Nîmes (Gard).
« Vous avez goûté la bonté du Seigneur. »
(Psaume 34.)
16, rue Emile-Zola,
92370 Chaville.
53, boulevard Victor-Hugo,
92200 Neuilly.
55, rue de Prony,
75017 Paris.

— Le conseil d'administration du *groupe Louis Menard*,
La direction et le personnel,
ont l'extrême douleur de faire part du décès de
M. Louis MENARD,
leur président,
survenu le 15 janvier 1978.

[M. Louis Menard, né le 4 mai 1931 à Val-Saint-Père (Manche), était ancien élève de l'École nationale des ponts et chaussées *(promotion 55)* et *Master of* Science de l'université de l'Illinois. Dès 1954, il inventait le pressiomètre, instrument d'auscultation des sols de fondation et, depuis 1969, la consolidation dynamique qui a permis de résoudre de nombreux problèmes de fondations : ces *procédés sont appliqués actuellement dans* le monde entier.]

— Le comte Philippe Méric de Bellefon,
Son fils Alain et ses enfants,
Les familles Méric de Bellefon et Havard-Duclos,
ont la douleur de faire part du décès de la
comtesse MÉRIC DE BELLEFON,
née Edith Havard-Duclos,
leur épouse, mère, grand-mère, sœur, belle-sœur, tante et arrière-grand-tante,
endormie dans la paix de Dieu le 7 janvier 1978.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le 11 janvier 1978, à Nesles-la-Vallée.
Cet avis tient lieu de faire-part.
5, rue Pagon, 75013 Paris.





— *Les enfants de*
Mme Mary SLOCOMBE,
née Karlinskaya,
ont la douleur de faire part du décès, le 14 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de leur mère, veuve de
George SLOCOMBE,
écrivain,
journaliste britannique,
ancien président de l'Association de presse anglo-américaine,
lui-même décédé le 19 décembre 1963.
L'inhumation aura lieu mercredi 18 janvier dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
33, avenue Paul-Doumer,
75016 Paris.

Remerciements

— Mme Paul Lacan,
M. et Mme D. Lamy,
profondément touchés par les très nombreuses marques d'affection et de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. LACAN,
dit Paul VILLE,
remercient toutes les personnes qui se sont *associées à leur peine.*

Anniversaires

— Le 19 janvier douzième anniversaire du rappel à *Dieu* de
Edouard DHORNE,
de l'Institut.
Que la pensée de ses amis s'unisse à la prière des siens.

— Ce 18 janvier, troisième anniversaire de la mort de
Georges GOVY,
écrivain.
Une pensée amicale est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

— La *médaille de vermeil de* Ville de Paris a été décernée 22 novembre 1977 à
Mme Carole Sénille,
directrice de galerie d'art, expert près la Cour d'appel *de Paris* et *les Douanes* françaises.

— Des invitations ayant été égarées, le Comité d'organisation de cérémonie à la mémoire du professeur Florent COSTE rappelle qu'elle aura lieu le vendredi *20 janvier 19*[illegible] à 17 h. 30, à l'hôpital Cochin, 27, Faubourg-Saint-Jacques, sous présidence de M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui dévoilera médaillon gravé par le maître sculpteur Bodard.

Visites et conférences

MERCREDI 18 JANVIER

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier : « Hôtel de Sully ».
15 h., 23, rue de Sevigné, *Mme Bo*[illegible]quet des Chaux : « L'hôtel Carnavalet ».
15 h., 44, rue de la Victoire « Rites et rituels de la synagogue » (Paris et son histoire).
14 h. 45, 1, quai de l'Horloge : « Conciergerie » *(Tourisme culturel)*.
CONFERENCES. — 12 h. 30, Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs : « Contre-pouvoirs dans la ville : un collectif d'aménagement » (Autrement).
20 h. 30, Musée de l'homme, M. Jean Guiart : « *Maurice Leenhardt*, homme d'action et précurseur Nouvelle-Calédonie, 1901-1949 » (projections).
20 h. 30, 60, boulevard de Latour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse. Les fonctions de votre esprit définies par Jung ».
20 h. 30, 21, rue d'Assas, MM. Je[illegible] *Mesnard, Ph. Sellier, A. Lanavère* « Pascal ».

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

EXPANSIAL

Recherche pour la Direction de l'Administration Générale d'une importante Société Nationale Algérienne

INGENIEUR EN TELECOMMUNICATIONS
Chargé de l'application du schéma directeur et du fonctionnement du réseau des télécommunications comportant les secteurs téléphonie, télex et télétraitement — REF. 637 M
(Référence : 5 ans dans un poste similaire)

INGENIEUR LOGISTIQUE
Chargé de l'organisation et de la mise en place d'*une politique de gestion des moyens généraux* (parcs auto - immobilier - stock) — REF. 641 M

SPECIALISTE EN REPROGRAPHIE DUPLICATION ET IMPRIMES
Chargé de l'organisation du service (méthodes, moyens et choix du matériel) et de l'établissement d'une nomenclature des imprimés avec conseil et assistance aux différentes unités — REF. 640 M
(Solide expérience dans un poste similaire exigée)

SPECIALISTE EN GESTION
Chargé de l'assistance en gestion des centres sociaux (cantines, centres médicaux - immeubles) — REF. 642 M
(Solide expérience de gestionnaire nécessaire)

CADRE COMPTABLE
Chargé de développer une cellule de gestion budgétaire et audit avec contrôle informatisé — REF. 638 M
(Formation : comptable supérieur ou économique ou grande école commerciale).

Il est offert :
- Rémunération selon compétence et en partie transférable
- Indemnité de logement
- Bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadre

Adresser C.V. détaillé, sous référence correspondante, à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris

HAVAS CONTACT

GTE SYLVANIA

charge à s'adjoindre très rapidement pour un important projet en ALGERIE

ENSEIGNANTS
MACHINES-OUTILS

ayant une formation d'ingénieur (ou équivalente) et, si possible, une expérience pratique des machines-outils..

PSYCHOLOGUE

chargé(e) de la présélection du personnel d'usine.

La société prévoit des conditions de travail attrayantes, une rémunération élevée, un logement gratuit, des frais de voiture, etc.

Les candidats tes) sont priés (ées) de transmettre leur sollicitation écrite accompagnée d'un curriculum vitae et numéro de téléphone à

L. WALTER VERHEGGEN, SYLVANIA Training Operations, G.T.E. ATEA, Industriepark Klein Gent B-2410 HERENTALS (Belgique).
Téléphone 32/14-21-49-24.

SAO-PAOLO-BRÉSIL

FILIALE BRÉSILIENNE GROUPE AMÉRICAIN
recrute

CHEF DE SERVICE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La Société leader sur le marché brésilien des vannes industrielles désire organiser le futur autour de nouveaux produits, et l'amélioration des produits existants.

Le candidat retenu sera de FORMATION INGENIEUR EN MECANIQUE et aura une solide et fructueuse EXPERIENCE DANS LE DEVELOPPEMENT et la mise au point des VANNES ET ROBINETS INDUSTRIELS.

Il dépendra du directeur général de la société et aura la pleine RESPONSABILITE DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT.

La connaissance du portugais ou de l'espagnol sera utile mais non indispensable.

LA REMUNERATION ANNUELLE ne sera pas inférieure à l'équivalent de U.S. DOLLARS 40.000. Des avantages locaux sont à discuter.

Envoyer lettre de candidature et C.V. détaillé à M. J.-L. BRENNAN, 107, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

Important Complexe Minier

en développement de capacité, comprenant exploitation usine de traitement et ville, situé dans le Nord du NIGER (Zone Franc), recherche son

Directeur de Production

Ses attributions concerneront l'animation et la coordination des principaux départements : géologie, carrière, concentration, services généraux et logistiques.

Ce poste, de haute responsabilité convient à un ingénieur d'au moins 40 ans, issu d'une grande école : Mines, X, Centrale, ..., ayant une forte expérience industrielle acquise, si possible, dans le domaine des mines métalliques.

Sérieuses garanties contractuelles. Bonnes conditions de scolarisation des enfants jusqu'en 3è au moins.

Ecrire avec C.V. explicite sous référence PRODUCTION

CETAGEP
• 30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER 78160 MARLY LE ROI •

Putzmeister ist ein führender deutscher Hersteller von Spezialbaumaschinen. Unsere Abnehmer befinden sich in den Bereichen Hoch— und Tiefbau. Zur Unterstützung des Leiters unserer französischen Vertriebsgesellschaft (Baum Paris) suchen wir einen

Beratenden Ingenieur

(Maschinenbau- oder Bauingenieurwesen)

Er soll das Bindeglied zwischen unseren Werken und dem französischen Markt sein
Sein Aufgabengebiet umfasst die Beratung unserer Kunden in technischen *Fragen Sowie die ständige* Information und Fortbildung unseres Verkäufer-Teams.

Die anspruchsvolle Aufgabe erfordert neben einer guten Kenntnis der deutschen Sprache und fundiertem Wissen als Techniker, Dynamik und Einsatzbereitschaft.
Senden Sie bitte Ihre Bewerbung an unsere Geschäftsleitung, z.Hd. Herrn Blikle



GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour ses Filiales
D'AFRIQUE NOIRE francophone

trois chefs des services comptables

28 ans minimum
DECS complet + solide expérience

- Formation aux méthodes du groupe pendant quelques mois à Paris avant affectation en Afrique.
- Possibilité de développement ultérieur de carrière en France.

Adresser CV détaillé en précisant rémunération souhaitée sous référence *6365* à
LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris
qui transmettra

En Australie, Canada, Afrique du Sud, Afrique noire, Asie, Moyen-Orient, Amérique latine, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécialisé « Mondemplois » M 20, 14, rue Clauzel, 75009 Paris

---

OFFRES d'EMPLOIS outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. Ecrire : Outre-Mer Mutations, B.P. 141-09 PARIS.

United Nations relief and works Agency for Palestine refugees based in Beirut, Lebanon requires a public information officer who will be responsible for preparing public information material, including press releases, feature articles and texts for U.N.R.W.A. publications. Prospective candidates must have a university degree and an excellent command of written and spoken english and french. A working knowledge of german and other languages would be an advantage. For full details including commercing salary and allowances approximating US $ 20,000 net of tax) write to *director of personnel, c/o* U.N.R.W.A. liaison office, PS 81, United Nations, CH-1211 Geneva 10, Switzerland. Please quote reference EVN/1/78 on all correspondence.

IMPORTANTE ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS ROUTIERS
recherche pour sa Division Internationale (Chantiers au Moyen Orient)

UN INGENIEUR CONTROLE QUALITE

Celui-ci, parfaitement bilingue Français/Anglais, aura acquis une expérience de plusieurs années dans les contrôles des produits tant «blancs» que «noirs» et sera habitué à assurer des relations avec les Ingénieurs Conseils et les Clients.

Adresser CV, photo et salaire actuel sous référence A. 101 à :
E.J.L. Division Internationale
11, Bd Jean Mermoz 92202 Neuilly/Seine

LTP

Le gouvernement d'un Etat Africain Francophone crée au sein de son Ministère de l'Economie et des Finances un poste de

Conseiller Economique

Le titulaire de ce poste sera responsable de la réalisation du tableau de bord de l'économie du pays et participera à l'orientation de la politique économique. Il aura également la mission de former des cadres nationaux, chargés chacun de suivre un secteur de l'économie et d'aider à la mise en forme et à la sortie régulière des informations collectées.

Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé d'Etudes Supérieures d'Economie, niveau Doctorat d'Etat à dominante macro-économique, 27 ans minimum, justifiant déjà de quelques années d'expérience acquise dans une Administration centrale ou auprès d'un Gouvernement étranger (finances-plan...) et susceptible de se libérer rapidement.

Logement assuré ainsi que les voyages, 2 mois de congés par an.

sélé CEGOS — Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 978/M à Sélé-CEGOS, 33, quai Galliéni 92152 SURESNES. Discrétion totale garantie.

---

offres premier emploi

Important groupe industriel français à vocation internationale
Leader dans son secteur d'activité
recherche pour l'une de ses unités en Région Parisienne

jeune ingénieur

chargé d'études informatiques production

Responsable de la conception de nouveaux systèmes d'information et de gestion faisant appel à l'informatique dans différents domaines de production (gestion industrielle ou comptable), en collaboration avec les utilisateurs de ces nouveaux systèmes.

Le candidat retenu pourra être débutant et sera diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ECP, MINES, A et M...).

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le No 44.478 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Missions avec Gouvernement ARABIE SEOUDITE

EXPERTS HAUTEMENT QUALIFIÉS

1 - Normalisation standards de construction bâtiment.
2 - Installations électriques bâtiment.
3 - Ventilation - Climatisation.
4 - Architectes Urbanistes.
5 - Architectes Projeteurs.

Anglais courant indispensable. Rémunération à négocier.

Téléphoner à INTEX SERVICES 766-25-88 (Référence 500)

Etablissement bancaire luxembourgeois
rattaché à un important groupe international recherche collaborateur de haut niveau destiné à être

ADJOINT AU DIRECTEUR

dans un proche délai. Le candidat devra avoir une expérience bancaire approfondie et notamment une bonne pratique des crédits internationaux, ainsi que des opérations se traitant sur le marché des changes et l'euromarché. Age : 30 ans environ. Rémunération à fixer d'un commun accord, suivant capacités et références.

Ecrire avec C.V détaillé à : FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG a/m de M. Armand Haas 13, boulevard de la Foire B.P. 351 - LUXEMBOURG.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE
recherche

3 INGÉNIEURS PLANNING

- UN POUR L'IRAN
- DEUX POUR PARIS AVEC DÉPLACEMENTS FRÉQUENTS A L'ÉTRANGER.

Etablissement et suivi des méthodes de planification de travaux pour la construction d'ensembles industriel importants : usines de fabrication, raffineries, centrales thermiques.

Connaissance du PERT sur grands projets et des méthodes de travail des Ingénieurs Consultants Américains.

Expérience pratique des problèmes de montage et de réalisation.

ANGLAIS LU ET PARLE.

Env. C.V. détaillé et prét. à n° 44.567, CONTESSE Publicité. 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. tr.

Pr son BUREAU de LONDRES Société d'assistance technique à l'étranger recherche

CADRE COMMERCIAL

ayant l'expérience des CONTACTS INDUSTRIELS
Bilingue français-anglais.

Adresser C.V. détaillé à : MINET Publicité, n° 4.192/J. 40, rue Olivier-de-Serres PARIS-15e, qui transmettra.

Offre d'emplois Cadres, Ingénieurs, Techniciens pour l'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.), ds revue spécialisée. Docum. A.L.E. (E2) B.P. 422 - 09 PARIS.

Recherchons employés bureau japonais, connaissant parfaitement le français pour emploi en ALGERIE. MARUBENI FRANCE. Tél. : (16-74) 94-14-22

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIÈRE
recherche

JEUNES GÉOLOGUES D'EXPLORATION

débutants ou avec quelques années d'expérience, pour poste outre-mer.
Formation en géologie structurale appréciée.
Adresser lettre manuscrite et curr. vitae, n° 8.363, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE
recherche pour l'IRAN

CHEF DE SÉCURITÉ DE CHANTIER

Titulaire du diplôme de C.N.A.M. d'Ingénieur Sécurité

Adr. C.V. et prétentions à n° 44 292 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS à vocation internationale
recherche pour
le NIGERIA

CHEF COMPTABLE

35 ans minimum

Formation de niveau B.T.S. - D.E.C.S.

Très bonne connaissance de l'anglais, au moins 5 ans d'expérience professionnelle si possible en partie à l'étranger.

Notions de comptabilité anglo-saxonne appréciées.

Ecrire avec curr. vitae, N° 44.548, CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du "Monde Publicité" ou d'une agence.

---

emplois internationaux

Le Monde *présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi et mercredi).*

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

La Direction Industrielle de LA REDOUTE (3 milliards de C.A. - 8.000 personnes) organise et assure l'expédition d'environ 80.000 colis par jour.
Les moyens dont elle dispose sont modernes et utilisent des techniques avancées en matière de stockage, d'automatisme et d'informatique. Au sein de cette Direction, le service d'Études Internes fournit aux responsables opérationnels des informations et études permettant une gestion toujours plus performante.

C'est pour ce service, que nous recrutons un jeune

INGENIEUR GRANDE ECOLE

DÉBUTANT

ayant acquis, si possible, une formation complémentaire en gestion.
Après avoir analysé l'informatique de gestion de la Direction Industrielle, il sera chargé de faire évoluer le système actuel pour répondre au développement des services opérationnels *(prévisions d'activités, budget, suivi, simulations...).*
Ses responsabilités porteront en outre sur la conception et la réalisation d'études d'organisation interne.
La connaissance qu'il aura ainsi acquise du fonctionnement de la Direction Industrielle et des problèmes rencontrés par les opérationnels, lui permettra d'évoluer, dans les 2 ans environ, vers des fonctions de production. Les créations de *postes au niveau du Groupe et la politique de mutation* ouvrent également d'autres perspectives d'évolution.

Merci d'adresser une lettre de candidature accompagnée d'un c.v. sous la référence 83116 à :

LA REDOUTE - Direction du Personnel - Division Cadres
57 rue Blanchemaille - 59100 ROUBAIX

La Redoute

HAVAS CONTACT

Pour renforcer son service
OUVRAGES D'ART
Situé dans le LANGUEDOC-ROUSSILLON, Bureau d'Etudes à vocation internationale rech.
INGÉNIEUR
Ayant une expérience d'une dizaine d'années en étude de structures et ouvrages d'art, acquise pour partie à l'étranger. cet ingénieur, diplômé d'une grande école, résidera en France et sera néanmoins disponible pour travailler à l'étranger. Les ingénieurs intéressés sont priés d'écrire (joindre C.V. et ind. *rémunération actuelle*) en spécifiant sur l'enveloppe : Réf. 14.929 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

LA VILLE DE ROANNE
recrute
UN ATTACHE CULTUREL CONTRACTUEL
Fonction :
- Assurer la coordination et la promotion des différentes activités culturelles d'initiative *municipale.*
- Assurer la liaison permanente avec les associations locales pour développer *l'animation* culturelle de la ville.
- *Assurer un rôle de conseil* aussi bien au niveau des élus qu'au niveau des responsables d'associations locales.

Qualification :
- *Pas de limite d'âge, mais* seul un Hme (ou une Fme) disposant d'une solide expérience professionnelle et ayant déjà exercé des responsabilités en ce domaine.

Candidature à M. le Maire de ROANNE (Loire), Service du Personnel, Hôtel de Ville, avant le 31 JANVIER 1978 (18 h)

ORGANISME SEMI-PUBLIC
REGION LYONNAISE
recherche pour création de poste

un assistant en gestion industrielle

A VOCATION COMMERCE EXTERIEUR

Sa mission sera :
- d'informer
- *de conseiller*
- et d'animer les P.M.I. de la région pour ce qui concerne leurs activités d'exportation.

Profil souhaité :
- 28 ans minimum
- *formation supérieure de type économique,* juridique, commercial ou technique.
- *connaissance de 2 langues* étrangères dont l'Anglais et dont l'une des deux doit être parfaitement maitrisée.
- expérience nécessaire d'entreprise de 3 à 5 ans, acquise si possible dans un contexte international.

Formation complémentaire assurée.

Adresser CV, photo prétentions, date de disponibilité sous référence 643

CEFAGI 87 - 89 Avenue Kleber 75784 Paris Cedex 16

Société de distribution de produits *alimentaires* REGION SUD-OUEST (ville universitaire) crée **SON DEPARTEMENT INFORMATIQUE** *et en recherche le*

responsable

Le candidat âgé de 30 ans minimum et de formation de type grandes écoles commerciales, devra avoir acquis une expérience de 5 à 6 ans **dans le domaine de l'informatique de gestion.**

Ce poste convient particulièrement à un **cadre ayant le sens et la pratique des relations humaines** *et une vue de l'informatique* **non limitée aux seuls problèmes techniques.**

Dans un second temps, **ce poste peut déboucher sur des responsabilités plus importantes en matière d'administration, de finances et de gestion**, pour un candidat ayant complété sa formation initiale par un 3ème cycle.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Adr. prét. C.V. manus. et photo ss réf. 4184/J **MINET Publicité 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS - qui transmet.**

a.m.p.

TOULOUSE

ingénieur d'études techniques

MAISONS INDUSTRIALISEES

Important constructeur régional de maisons individuelles industrialisées, crée le poste de responsable d'Etudes Techniques et recherche un Ingénieur A. et M., E.T.P., I.N.S.A. ou équivalent, ayant 5 ans d'expérience professionnelle si possible dans le bâtiment, connaissant charpente et menuiserie métalliques, génie civil et second-œuvre.

Son rôle : réaliser des études dans le but d'améliorer le produit, rechercher des produits nouveaux et les mettre en application.

Très bonne situation possible dans une société en expansion. Avantages sociaux importants.

Si vous souhaitez recevoir une info détaillée sur cette offre, envoyez votre C.V. + photo à

M.L.M. CONSEIL
36, allées Jean Jaurès
31000 Toulouse
Tél. (61) 62.73.66

CONSEIL

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
lié à un important groupe français et bénéficiant d'une introduction de premier ordre en milieu hospitalier
recherche

VISITEURS MEDICAUX HOSPITALIERS

pour les secteurs suivants :
- **RENNES et départements 53 - 35 - 22 - 29**
- **POITIERS et départements 86 - 87 - 16 - 17 - 79 - 85.**

Les candidats devront apporter :
- une bonne formation technique et scientifique
- une solide expérience de la visite médicale à l'hôpital, de préférence sur le secteur souhaité
- une maturité autorisant une large délégation de responsabilités dans l'organisation des activités d'information, de négociation, et de relations publiques.

Adresser C.V. avec photographie à No 44457, Contesse Publicité - 20, avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Nos collaborateurs sont informés de cette annonce.

FABRICANT DE PEINTURES
grand public
Importance nationale
recherche pour région
RHONE-ALPES

Jeune CADRE DE VENTE

Pour prendre en main une clientèle, *faire une prospection intense et* création de points de vente, très rapidement devenir le Responsable régional.

Le candidat devra avoir une formation supérieure Grandes Ecoles *commerciales,* E.S.C. *ou* équivalent.
Débutant accepté.
Env. lettre man., C.V. photo à nº 45.028 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Entreprise (63), 100 pers. rech. *responsable de production ayant* expérience de la direction effective d'un atelier de mécanique générale, si possible en fabrication petites séries. Age minim. : 35 ans. - Ecrire à Mme M.H. MAILLET - A.N.P.E. 64, rue Lamartine, 63000 Clermont-Ferrand, qui transmettra.

AVIONS PIERRE ROBIN
B.P. 87 - 21121
B.P. 87
21121 FONTAINE-LES-DIJON
Tél. : (80) 31-61-01
rech. **INGENIEUR** *pour* Service Navigabilité. Débutant ou qques années d'expérience. Formation aéro souhaitée.

Responsable Services Comptable et Administratif

*Groupe international spécialisé dans la transformation des matières plastiques (tubes, sacs, caisses plastique) recherche pour sa filiale française implantée dans la région de **MONTARGIS** le responsable de ses services comptable et administratif. Dépendant directement du Directeur Financier, il devra assurer dans son domaine la gestion du quotidien et participer à l'amélioration des procédures existantes et à l'adaptation de l'organisation actuelle à une croissance rapide de la société (C.A. 60 millions en 1977). Ce poste s'adresse à des candidats âgés de 30 ans minimum diplômés si possible de l'enseignement supérieur, ayant au minimum une expérience confirmée de la fonction comptable dans une société de taille comparable, de préférence internationale, de bonnes connaissances en contrôle budgétaire, en gestion sur ordinateur, en gestion de la trésorerie et en anglais seront en outre appréciées. Prière d'adresser C.V. et photo à No 44441, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.*

Vous cherchez un poste
d'INSPECTEUR VIE

Nous vous offrons une carrière
Vous devez être excellent technicien et posséder en outre toutes les qualités humaines nécessaires à un bon animateur commercial.

Nous avons un poste à pourvoir dans la région lyonnaise

Nous voulons des candidats ambitieux, dynamiques, agressifs, conscients des responsabilités qu'ils auront à assumer.
Rémunération et profil de carrière seront fonction de votre personnalité, de votre expérience pratique, des résultats déjà obtenus.

Adresser C.V. et photo à :



Philippe Dieudonné
Directeur Commercial
62, rue de Richelieu
75002 PARIS.

LE CONTINENT

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
Dimension européenne
600 personnes
Leader incontesté sur son marché
crée
pour développer et renforcer son action marketing,
un poste de

CHEF DE PRODUITS SENIOR

Profil ● 35 ans environ ● Formation supérieure (grandes écoles ou équivalent) ● Professionnel affirmé, rompu aux techniques modernes de marketing appliquées à la grande consommation.

Missions ● Responsabilité de la gestion et de la rentabilité d'une gamme importante de produits existants ● Conduite des projets de diversification ● *Contribution au développement,* dans l'entreprise, du concept marketing et des structures nécessaires.

Possibilités d'évolution de carrière intéressantes.

Résidence : Grande ville Rhône-Alpes.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. 7198 A.

AVISO conseil 49, RUE SERVIENT, 69003 LYON RÉPONSE ET DISCRÉTION ASSURÉES.

MATRA

recherche pour son Centre de Fabrication de ROMORANTIN Loir et Cher (1100 personnes environ)

RESPONSABLE METHODES ET ENTRETIEN III B

— Il est responsable du service méthodes et entretien (80 personnes environ - B.E. usine - fabrication *outillages - préparation - entretien).*
— Il est chargé de mettre en place les méthodes et les moyens pour industrialiser de nouveaux produits, modifier les fabrications existantes et apporter des améliorations à plus long terme (prix de revient, conditions de travail) par l'utilisation de techniques nouvelles.
— Il est également responsable de toute la gestion de l'entretien (matériel électrique et mécanique–bâtiments).
— Ce poste intéresse un ingénieur ayant plusieurs années d'expérience des méthodes et notamment dans l'industrie automobile. Réf. A.

RESPONSABLE METHODES INDUSTRIELLES III A

— *Il dépend du Directeur de l'Usine.*
— Il est responsable du service chronométrage et matières consommables et à ce titre encadre environ 10 personnes.
— Il est chargé de l'évaluation et du suivi de la mise en place des moyens de fabrications (effectifs et matériel).
— Il est responsable des études de prix de revient et propose des solutions pour améliorer la productivité en liaison avec les méthodes.
— Ce poste concerne un Ingénieur ayant quelques années *d'expérience de chronométrage acquise sur* des fabrications de série, si possible dans l'industrie *automobile.*
L'expérience des équilibrages d'opérations sur chaîne *est indispensable pour tenir ce poste.* Réf. B.

Adresser CV, rémunération souhaitée en précisant la référence du poste choisi sous Nº NK 252

MATRA Monsieur KORFAN B.P. Nº 1 - 78140 VELIZY

LA DISTRIBUTION, C'EST : UN MÉTIER EN EXPANSION

Notre métier ? Vendre de façon industrielle des produits fabriqués industriellement, à des prix cassés.

Notre outil ? L'hypermarché. En moyenne 9.000 m2 de surface de vente en libre-service, pour y mettre en vente et gérer 3.000 références d'articles.
Chaque *magasin a son équipe de 300 personnes et leurs 30 métiers différents.*

LA DÉCENTRALISATION DES RESPONSABILITÉS

Nos hommes aiment leur métier, car ils s'y sentent responsables. La décentralisation des *responsabilités fait partie de notre philosophie. Le rayon constitue la cellule de base de* l'hypermarché qui en compte une trentaine.

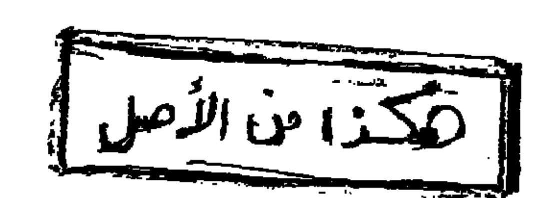
Le chef de rayon détermine sa politique commerciale, ses objectifs de part de marché et de rentabilité. Il met en place lui-même les moyens pour y parvenir, compte tenu du triple rôle de sa fonction :

— être un *commerçant qui doit constituer* sa gamme de marchandises, s'occuper des achats et de la présentation des articles au client ;
— être un meneur d'hommes, c'est-à-dire embaucher, former et animer son équipe ;
— être un gestionnaire. Il est aidé dans cette tâche par les outils de l'informatique et du contrôle de gestion. Cette fonction est la meilleure école qui soit. A partir d'elle, chacun *peut construire sa propre évolution de carrière. Elle permettra de progresser dans la* hiérarchie des magasins, ou de s'orienter sur les autres métiers de la société : la Centrale d'achats, l'Informatique, le contrôle de gestion, le service du personnel.

Voilà pourquoi nous recherchons d'autres hommes de formation supérieure, commerciale ou économique (H.E.C., E.S.C. ou Sciences Eco. ou autodidacte de niveau équivalent).

- Si la distribution moderne vous intéresse,
- Si vous recherchez un métier passionnant et vivant,
- Si vous voulez prendre des responsabilités,
- *Si vous acceptez de passer 6 mois à 1 an de formation dans le Nord,* écrivez-nous. Nous serons heureux de vous recevoir (discrétion garantie).

A. BIGOT (réf. 34025), CFF/ORES, Centre Vauban 201, rue Colbert, 59000 LILLE.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

offres d'emploi offres d'emploi

offres d'emploi



SOCIÉTÉ DE CONSEIL et SERVICES en INFORMATIQUE
recherche pour

- **GRANDE INFORMATIQUE**

INGÉNIEURS-SYSTÈMES

Pratique DOS/VS et Tri S.M. 2
Pratique mise en œuvre SIRIS 3
Capable développements SIRIS 3

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

CII - H.B. 64
Pratique COBOL ou pratique H.P.L. ou PL 1

CII - H.B. 66
Pratique COBOL et T.S.S.

IBM 370
Pratique PL 1 - I.M.S.

- **SYSTÈMES SPÉCIAUX**

INGÉNIEURS et ANALYSTES

MITRA 125

Pratique Télétraitement et réseaux
Pratique CAO pour tracés de circuits

Prière d'adresser C.V., photo et prétentions CENTI, 128, rue de Rennes, 75006 PARIS - Tél. : 222-25-31
Discrétion assurée

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
distribuant produits de grande consommation
recherche urgent

CADRE COMMERCIAL

30 ANS

Chargé des contacts avec centrales d'achats. Formation souhaitée : ESCAE, Licence Sciences Eco ou équivalent.

Première expérience de la vente appréciée. Anglais indispensable. Domicile Paris.

Adr. lettre, C.V. manuscrit et prétent., n° 43.829, *CONTESSE Publicité*, 20, av de l'Opéra, Paris (1er).

---

etap

GROUPE AGRO-INDUSTRIEL FRANÇAIS IMPORTANCE INTERNATIONALE - NOMBREUSES FILIALES - C.A. 650 MILLIONS - **RECHERCHE**
POUR TRAVAILLER AU NIVEAU DU GROUPE **UN**

RESPONSABLE AUDIT

FORMATION EXPERT-COMPTABLE OU E.S.C. + D.E.C.S.

Rattaché à la Direction Générale du groupe, il sera chargé de l'audit et responsable au niveau de l'ensemble des *filiales* :

- contrôle des comptabilités ;
- harmonisation des procédures ;
- *consolidation des bilans.*

Une expérience de 5 ans environ acquise au sein d'un groupe important ou d'un cabinet spécialisé.

Ville CENTRE FRANCE.

Rémunération : **120.000 F**

Ecrire sous référence AH 299 CM.

GROUPE LAFARGE

RECHERCHE POUR SES LABORATOIRES

INGÉNIEUR PROCÉDÉS

Ce poste conviendrait à candidat, diplômé grande école (E.C.P., MINES ou école de niveau équivalent) ayant minimum 3 à 5 ans d'expérience de procédés acquise en industrie lourde.

Poste impliquant des qualités d'homme d'études et de réalisation ainsi que de *bons contacts.*

Perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe soit en laboratoire, soit en usine. Anglais au moins lu nécessaire.

Ecrire sous référence EL 303 CM.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE (400 PERSONNES ENVIRON) PROCHE BANLIEUE NORD PARIS RECHERCHE

INGÉNIEUR ENTRETIEN

RATTACHÉ DIRECTEMENT AU DIRECTEUR TECHNIQUE,

cet ingénieur (AM ou équivalent), 30 ans min., sera chargé d'un service d'une quarantaine de personnes affectées à la maintenance des installations de production (machines-outils, manutention...).

Ce poste implique une expérience similaire et de bonnes connaissances en mécanique, électricité, automatismes.

FONCTION ACTIVE ET DE COMMANDEMENT POUVANT COMPORTER UNE PART D'ÉTUDES ET PERMETTRE UN ÉLARGISSEMENT PROGRESSIF DES RESPONSABILITÉS.

Ecrire sous référence FM 304 AM.

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE DÉVELOPPANT MATÉRIELS ET SYSTÈMES DE POINTE - BANLIEUE SUD PARIS - RECHERCHE

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DÉBUTANT

OPTION INFORMATIQUE SOUHAITÉE

pour prendre progressivement en charge la responsabilité de la *gestion dynamique* de projets industriels (coûts, délais...).

Ecrire sous référence DK 302 CM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée

etap

ENTREPRISE INSTALLATIONS. ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE. *PÉTROLE, GRANDS TRAVAUX.*

Filiale groupes très importants activités internationales.
Dans le cadre forte expansion.
Recherche pour siège ouest Paris.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES ÉLECTRICIEN.

Grande école, expérience

Il sera chargé du suivi d'affaires complexes depuis leur étude jusqu'à leur réalisation.

Sa connaissance du terrain, son expérience des contacts à haut niveau, sa maîtrise de l'anglais, sont les conditions indispensables de son succès.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 51 à RP, 56 rue Fontaine-au-Roi Paris 11e qui transmettra.

INGENIEUR Electrotechnicien

Importante Société Industrielle Française
cherche pour l'un de ses usines située dans la
Proche Banlieue Ouest
SON RESPONSABLE DU SERVICE ELECTRIQUE (EXPLOITATION ENTRETIEN)

Il est nécessaire de posséder une expérience industrielle de plusieurs années, centrée de préférence sur l'entretien et de justifier par ailleurs de connaissances générales en mécanique.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures avec CV, photo et prétentions sous référence 4723 à LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transm.

Développement logiciel

Pour soutenir le succès croissant sur le marché mondial de ses GRANDS ET MOYENS SYSTÈMES, la COMPAGNIE INTERNATIONALE POUR L'INFORMATIQUE Cii HONEYWELL BULL recherche

ingénieurs

débutants de préférence ou disposant d'une première expérience dans ce domaine.

Les candidats recherchés devront avoir :

- une formation supérieure, si possible en informatique (niveau maîtrise ou Grande École d'Ingénieurs);
- le goût d'une activité de recherche et de développement;
- le sens du travail en équipe.

Il leur est offert l'opportunité de s'intégrer à l'équipe responsable de la conception et de la réalisation des logiciels de base développés par la Compagnie Cii HONEYWELL BULL, dans les domaines suivants :

- *Systèmes d'exploitation;*
- Bases de données;
- *Compilateurs;*
- Télécommunications.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions, sous réf. *M/02*, à :
Cii HONEYWELL BULL
Direction du Personnel GTI/RP -
1 L 054 D 94, avenue Gambetta,
75020 Paris.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

Chef de personnel

Cette filiale, Société de service (450 personnes dont 400 à la production), d'un important groupe spécialisé dans le transport *aérien, recherche son nouveau Chef de Personnel.*
Sous l'autorité directe du Directeur Administratif et Financier il *conseille la Direction Générale en matière de politique de Personnel* et en assure ensuite la meilleure application. Pour cela, il apporte *aux différents Chefs de départements et de services* ses conseils pour la gestion du Personnel - Il supervise la formation et le perfectionnement - Il assure les relations avec les représentants du Personnel - enfin il administre et gère (paies, statistiques, budget, effectif,...).
Ce futur responsable doit posséder une bonne formation générale (licence en droit,...) ainsi qu'une expérience confirmée de la fonction, si possible au sein d'un groupe.
Il connaît bien la législation sociale et a la pratique des relations *syndicales*. Il est familiarisé avec le personnel de production.
Lieu de travail : Roissy en France.
La rémunération de départ est de l'ordre de 100 000 F+/an.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence RS 195/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

sperar

INGÉNIEUR BATIMENT

1.200 personnes. 4 unités de production. 450 millions de C.A. Nous sommes leader d'une technologie qui pénètre fortement le marché du second œuvre.

Parce que l'univers de la construction change, il est nécessaire d'analyser les incidences de cette *évolution* sur notre technologie afin de nous permettre de la maîtriser et de nous y adapter.

Au *Service Développement* et Recherches des Marchés, les études que nous faisons constituent une des bases du plan de développement de l'entreprise.

Après une expérience réussie de 3 ans en entreprise et si possible sur chantier, vous considérez qu'un poste de

Chargé d'Etudes de Marché

vous permettra de compléter votre expérience par une activité d'étude et de recherche et préparera votre propre évolution.

Nous vous formerons aux techniques d'études de marché au sein d'une équipe jeune.

Possibilités d'évolution de carrière au sein d'un groupe international.

Merci d'écrire sous référence C 1501 à :
SERVICE
RECRUTEMENT



placoplatre

---

telesystemes

SOCIÉTÉ DE SERVICES
spécialisée en Téléinformatique
renforce son activité

CALCUL DE STRUCTURES

- Vous êtes INGÉNIEUR (ECP,ETP,AM...)
- Vous avez des connaissances en INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE
- Vous possédez les techniques modernes d'ANALYSE NUMÉRIQUE
- Vous avez déjà une expérience en CALCUL aux ÉLÉMENTS FINIS et en TRACE
- Vous parlez ANGLAIS

Nous vous proposons :

- D'assurer les relations techniques avec notre clientèle
- De participer aux développements des produits
- De collaborer à leur commercialisation

Compte tenu de notre développement, ces postes offrent d'intéressantes perspectives d'avenir à des candidats de valeur.

Adressez lettre manuscrite et C.V. à :
TÉLÉSYSTEMES, 10 rue de Verdun
92100 BOULOGNE

SOCIETE IMMOBILIERE DE PREMIER PLAN recherche

NÉGOCIATEUR (TRICE)

pour vendre appartements *de standing.*

Adresser photo et curriculum vitae à : CAPRI, 33, avenue du Maine, 75015 PARIS.

LE GROUPE BSN-GERVAIS DANONE propose deux postes de ventes, basés à PARIS dans son Département Flaconnage.

AGENT DE VENTE HAUTE-PARFUMERIE

réf. GBE O4

Sa mission sera de développer les ventes de flacons de verre auprès *des Sociétés Françaises* de Haute-Parfumerie.
Il sera en relations d'affaires avec des interlocuteurs variés et de haut niveau (Directions Générales, Achats, Marketing, Technique...).
Il devra pouvoir maîtriser les caractéristiques techniques de fabrication et d'utilisation de ses produits pour faciliter ses rapports tant avec la clientèle qu'avec l'unité de production.

Déplacements en Province. Bonne connaissance de l'Anglais souhaitable.

Ce poste intéresse une personne de formation commerciale supérieure, ayant une expérience de la vente et l'habitude des *négociations à un certain niveau.*

VENTES EXPORT

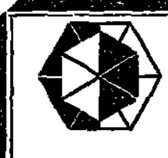
réf. GBE O5

La mission sera de promouvoir les ventes de flaconnage en verre à l'exportation pour l'Amérique Centrale et Latine, le Moyen-Orient et les Pays de l'Est.

Ce poste sera confié à une personne de formation commerciale supérieure, ayant déjà une expérience des ventes à l'exportation.

Anglais et Espagnol courants. Connaissance d'une autre langue (Arabe, ...) et des matériaux d'emballage appréciée.

Adressez vos candidatures avec c.v. détaillé, en précisant la référence du poste, à BSN-Gervais Danone - Direction de l'Encadrement - 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.



bsn. gervais danone

HAVAS CONTACT

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
LA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES
RECHERCHE

DES JEUNES DIPLÔMÉ(E)S D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS

et

DES TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE D'INFORMATIQUE APPLIQUÉE À LA GESTION

pour :

- la conduite de *projets relatifs à la gestion informatisée* du personnel,
- l'étude et la mise en œuvre de procédures d'organisation du travail dans les unités de gestion de personnel utilisant l'informatique.

ADRESSER CV MANUSCRIT
AVANT LE 31 JANVIER 1978 à
LA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES
Bureau B2 – 20, avenue de Ségur, 20 – 75700 PARIS

Merrell

Laboratoire MERRELL-TORAUDE
filiale d'un Groupe
Pharmaceutique International
disposant d'un Centre de Recherche
en France

recherche un ou une

JURISTE

Rattaché à la Direction Générale, il ou elle sera chargé principalement de l'étude des questions fiscales et de l'assistance du département financier dans ce domaine, de l'élaboration et de la saisie des contrats, des conseils et assemblées du Laboratoire et de ses filiales françaises et étrangères.

Ce poste conviendrait à un jeune licencié en droit ou en sciences économiques, formé à la fiscalité, ayant environ 5 ans d'expérience dans une Société internationale ou un Cabinet spécialisé et une bonne pratique de l'anglais.

Adresser C.V. et prétention à
DIRECTION DU PERSONNEL
MERRELL-TORAUDE 2, place de la Sorbonne
75005 Paris
DISCRETION ASSUREE.

GEN

Un très important groupe industriel international élargit la gamme de ses activités en Europe et crée une division autonome de

LOCATION DE MATÉRIEL DE TRANSPORT

La nécessité de mettre en place la structure appropriée le conduit à rechercher,

cadres commerciaux-chefs d'agence régionale

30 ans minimum - 90 000 F/an

Responsables du développement des activités de ce nouveau département sur un vaste secteur et de la profitabilité de leur agence. Ils auront à la fois le tempérament d'un homme de vente avide de chiffre d'affaires et la rigueur d'un gestionnaire soucieux de rentabilité.
Plusieurs années d'expérience commerciale, de préférence dans le domaine des services ou de la location de matériel lourd, sont nécessaires. La pratique de la négociation à haut niveau en entreprise est un impératif absolu. **Référence : 272**

responsable du matériel

30 ans minimum - 90 000 F/an

Ingénieur ou technicien de grande expérience, mécanicien de formation, et ayant plusieurs années de pratique en fabrication, contrôle ou maintenance de matériel mécanique lourd. (Engin de TP, Poids Lourds, matériel ferroviaire). Il aura la responsabilité de l'approvisionnement, de la maintenance et de l'adaptation du parc de matériel aux besoins de la clientèle.
Référence : 276

jeune cadre marketing

27 ans minimum - 70 000 F/an.

D'une formation supérieure incontestable - grande école - il aura un rôle polyvalent d'études, de marketing de terrain et d'intendance devant lui permettre de maîtriser à terme l'ensemble des aspects exploitation, promotion et gestion du département et d'y jouer un rôle de responsable.
Deux ans d'expérience des affaires et la pratique courante de l'anglais sont nécessaires. **Référence : 277**

Information Carrière SVP.11.11

Toutes informations sur ces offres seront données confidentiellement au téléphone du Lundi au Vendredi, aux heures de bureau, par INFORMATION-CARRIÈRE SVP 11-11 qui fixera un rendez-vous aux candidats concernés.

On peut adresser également son dossier en précisant la référence à, SVP RESSOURCES HUMAINES, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris

---

GROUPE FINANCIER IMPORTANT
recherche pour l'une des sociétés dont il vient de prendre le contrôle - Paris-Sud

FABRICANT ET NÉGOCIANT DE CHEMINÉES DÉCORATIVES ET ACCESSOIRES

DIRECTEUR COMMERCIAL

D'effectif restreint, la société se place parmi les premières en France et sur un marché très porteur (30 % exportation)

En accord avec le P.D.G., le Directeur Commercial devra définir une nouvelle stratégie commerciale, réaménager le réseau de revendeurs France et développer le réseau Export, créer une équipe de vente et l'animer sur le terrain, organiser l'administration des ventes, prendre en main l'ensemble du personnel.

De formation commerciale supérieure, âgé de 28 ans minimum, le candidat aura obligatoirement au moins 5 ans d'expérience Direction des Ventes sur le terrain, acquise de préférence dans le second œuvre du bâtiment (cheminées, carrelage, sanitaire, ...)
Allemand souhaité (ou anglais)

Très sérieuses perspectives d'évolution de carrière pour candidat à la fois bon commercial et bon gestionnaire dans une société qui doit doubler son C.A. d'ici à 3 ans et dans le cadre d'un Groupe dynamique.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 2327 à
CORT
65, avenue Kléber
75116 PARIS
Discrétion assurée

Medtronic

l'un des leaders mondiaux dans le domaine de la stimulation cardiaque (pacemakers) : recherche pour son groupe européen de 17 sociétés un

manager audit opérationnel

BASÉ A PARIS

Il s'agit d'une situation clef dans notre groupe, sous l'autorité directe du PDG Europe - Afrique - Moyen-Orient.
Ce manager sera responsable du développement des plans annuels d'audit, en accord avec les orientations définies par le comité exécutif et le département «Corporate Audits».
Le candidat effectuera des audits financiers et opérationnels, analysera les systèmes de contrôle internes et l'application des procédures.
Les candidats à ce poste devront avoir une grande expérience des audits financiers et opérationnels dans un environnement international.
Un anglais courant est absolument nécessaire, une autre langue européenne serait un atout.
Ce poste implique des déplacements très fréquents.
Des possibilités d'évolution de carrière existent pour les candidats de valeur qui auront réussi dans leur fonction.

Envoyer C.V., photo et prétentions à A.L. Van de Perre
Medtronic siège social Europe
Département des Ressources Humaines - 120, av. Charles de Gaulle
92200 NEUILLY/SEINE, qui vous garantit une totale discrétion

---

programmeurs

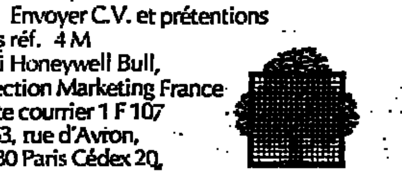
Pour participer à la réalisation d'applications dans le cadre de démarrages informatiques en clientèle, la Compagnie Internationale pour l'Informatique, Cii Honeywell Bull recherche des Programmeurs et des Analystes-Programmeurs ayant quelques années d'expérience.
Des candidatures de débutants seront aussi examinées.

Les candidats devront être titulaires d'un BTS, d'un DUT Informatique ou d'un diplôme équivalent.

Pratique de la méthode Warnier appréciée.

Formation permanente assurée.

Envoyer C.V. et prétentions
sous réf. 4 M
à Cii Honeywell Bull,
Direction Marketing France
Poste courrier 1 F 107
61-63, rue d'Avron,
75980 Paris Cédex 20,



Cii Honeywell Bull



recherche pour
SA DIRECTION ORGANISATION ET SYSTEMES

SPECIALISTE BASE DE DONNEES

FONCTION :
au sein du département planning et assistance technique il sera responsable de la conception de bases de données pour des applications d'informatique de gestion et assurera un rôle de conseil auprès des utilisateurs.

PROFIL :
- 28 ans minimum
- diplômé d'une école d'ingénieur - ENSEEIHT, ENSIMAG ou équivalent
- ayant acquis au cours de 3 années d'expérience des connaissances pratiques dans les domaines suivants : IBM 370 SOUS OS, MONITEUR DE TELETRAITEMENT, SYSTEME DE BASE DE DONNEES
- bonne expérience de l'informatique de gestion
- bonne pratique de la langue anglaise.

Adresser dossier de candidature (C.V. + photo) et rémunération souhaitée sous référence ORG2 à CHRYSLER FRANCE, Administration du Personnel Cadres et ATAM - 45, rue Jean-Pierre Timbaud - 78307 POISSY.



Leader européen de l'ingénierie en informatique et automatique dans des ensembles livrés «clef en main», filiale d'un groupe industriel de premier plan, nous recherchons pour
PARIS

•ingénieur marketing

Formation M. B. A., École Commerciale ou École d'ingénieurs + spécialisation. Responsable de la commercialisation de matériel de pointe en péri-informatique. Il aura aussi pour tâche de faire évoluer ce matériel en fonction du marché et des nombreux utilisateurs potentiels. (Réf. 01)

•ingénieur téléprocessing et réseaux

C'est un spécialiste du téléprocessing et des méthodes d'accès réseaux des ordinateurs IBM 370. Il a 3 ans d'expérience. (Réf. 02)

•ingénieur chef de projet gros système

— responsable d'une équipe de réalisation de logiciel de 10 ingénieurs environ, concevant des systèmes d'informatique répartie, industrielle ou tertiaire temps réel,
— 5 à 10 ans d'expérience sur minicalculateurs (PDP 11, SOLAR...),
— Une expérience de la mise en route sur site est souhaitable. (Réf. 03)

•ingénieurs d'affaires automatismes

4 à 5 ans d'expérience en automatismes par calculateurs. (Réf. 04)

•ingénieurs débutants

pour réalisation de systèmes temps réel. Connaissances en informatique ou automatique exigées. Une formation continue importante leur sera donnée. (Réf. 05)

•analystes ou programmeurs

Débutants ou première expérience pour travail sur petits systèmes en unités autonomes. (Réf. 06)

Adresser votre candidature manuscrite avec C.V. détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence du poste choisi à la Direction du Personnel
CERCI
22, rue de Charonne - 75011 PARIS
qui s'engage à répondre à chaque candidat.

METTRE EN OEUVRE L'INFORMATIQUE DANS L'ENTREPRISE



RECHERCHE POUR RÉGION PARISIENNE

RESPONSABLE TECHNIQUE

— Formation **INGÉNIEUR** avec spécialisation **ÉLECTRONIQUE.**

— 28 ans minimum.

— Les connaissances acquises alliées à l'expérience pratique doivent garantir après court stage de familiarisation :
La maîtrise technique de la conception et de la réparation d'appareils appliquant l'électronique aux fonctions comptage visualisation, contrôle et informatique des systèmes modernes de distribution d'hydrocarbures.

— Connaissances souhaitées en hydraulique et qualité des matériaux.

— Anglais écrit et parlé indispensable.

— Dans société dynamique en voie d'expansion, la fonction proposée débouchera nécessairement sur l'élargissement des responsabilités pour candidat disposant du potentiel et des qualités requises.

— Le salaire de départ dépendra de l'aptitude reconnue du candidat à répondre au profil recherché.

Ecrire en joignant photo et curriculum indiquant rémunération actuelle et prétentions au n° 8.380 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e, qui transm.

---

directeur général - brésil 300 000 F +

Le PDG d'un groupe français implanté depuis trois ans à São Paulo cherche un ingénieur mécanicien de formation type AM pour diriger une filiale de production de 200 salariés. En plus de ses responsabilités techniques, il négocie des contrats de sous-traitance avec des industriels européens pour diversifier les productions. Il est localement le patron de l'affaire. Il doit avoir 32 ans minimum, une expérience de Directeur d'unité de production en mécanique générale et un talent de négociateur. Il a six à huit mois auprès du directeur actuel pour s'adapter à l'entreprise et apprendre la langue. Ecrire à Mme G. DILL, à Lyon, 436 LM.

chef du personnel

SOURDILLON S.A., A TOURS, est le leader en Europe de la robinetterie de précision pour appareils à gaz (2 usines, 600 salariés, 65 MF de CA).
Son directeur général cherche son chef du personnel. Basé à Montbazon, à 13 km de Tours (37), il est responsable de la fonction dans son ensemble : développement des ressources humaines, administration et gestion, relations sociales et extérieures. C'est un cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure (droit), ayant acquis son expérience en milieu industriel.
Le logement en ville ou à la campagne est chose facile en Touraine. Ecrire à G. BARDOU, à Paris, réf. 3310 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

L'informatique de gestion d'**ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER** s'accroît rapidement et doit faire face à un développement continu de l'entreprise.
Pour répondre à cette évolution, nous recrutons un jeune

PROGRAMMEUR

chargé de l'écriture de programmes (COBOL) pouvant concerner différentes activités du service. (MATÉRIEL IBM 138 sous D.O.S./V.S.)
Il verra ses fonctions évoluer dans le cadre de projets spécifiques.
Les candidats doivent justifier d'une formation de programmeur (niveau BTS - DUT informatique ou équivalent), consolidée par une expérience de la fonction.
Écrire avec cv, sous réf. IPG, à Études et Productions SCHLUMBERGER - 26, rue de la Cavée, 92142 Clamart Cedex.

Schlumberger

HAVAS CONTACT

Dans le cadre de sa restructuration, une Importante Société Construction Mécanique recherche

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

sur IBM 158

de formation supérieure (AM ou équivalent) âgé au minimum de 30 ans et possédant une première expérience (3-4 ans minimum) de la gestion industrielle par l'outil INFORMATIQUE Responsable des programmes industriels et de la gestion de la production, il devra assurer le développement et la maintenance des systèmes en étroite relation avec la fonction ordonnancement (fabrication) et les fonctions organisation et contrôle de gestion.

Lieu de travail 50 km N.E. de Paris.

Envoyer C.V. détaillé photo et prétentions sous référence 424 au

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre 75017 PARIS

HB NETWORK INFORMATION SERVICES

Filiale de HONEYWELL INFORMATION SYSTEM et de la Cie des MACHINES BULL

Premier distributeur en Europe de Service Time-Sharing
Recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Chargés de la promotion et de la vente des services et produits informatiques auprès de sociétés sélectionnées dans un marché en expansion. De formation supérieure commerciale ou technique, ayant une bonne connaissance de la langue anglaise et, si possible, une formation antérieure dans la vente de services ou matériels informatiques.

INGÉNIEURS D'APPLICATIONS

Participant au développement des applications chez les utilisateurs de tous les secteurs professionnels, en les conseillant sur la conception et les assistant pour la réalisation.
De formation supérieure technique ou commerciale, ayant une bonne connaissance de la langue anglaise.

Postes à pourvoir à Lille, Nantes et Paris

Envoyer C.V. en précisant la fonction souhaitée à M. E. NOELL
HB-N.I.S. FRANCE, Tour Atlantique, CEDEX 06, 92080 PARIS LA DEFENSE.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

responsable service marketing

100.000/an +

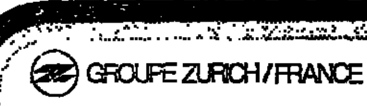
DISTRIBUTION

Diplômé des Sciences Economiques et/ou d'une Ecole Commerciale, vous avez une expérience d'au moins 3 ans de la V.P.C. ou de la grande distribution au niveau d'un poste opérationnel intégrant la promotion d'actions commerciales, l'analyse des statistiques de ventes, la gestion des budgets et des stocks.

Nous sommes une société internationale, spécialisée dans la V.P.C. de produits de consommation courante et nous cherchons l'adjoint du Directeur de Marketing, qui devra assurer la mise en œuvre du plan annuel, le planning et la réalisation des actions prévues, coordonner les études et analyser les résultats, gérer ses budgets et les stocks. Il sera aidé dans ses missions par 3 services de 20 personnes qu'il dirigera et animera.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 80181/M (à mentionner sur l'enveloppe) à Mme LIPSZYC.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06



dans le cadre du **développement de son département international**

souscripteur

Risques Internationaux

28 ans minimum — bilingue anglais

de formation supérieure et ayant impérativement plusieurs années de pratique d'analyse et de négociation des risques divers et industriels, il est destiné à évoluer vers des fonctions *à responsabilités, croissantes, s'équilibrant entre une gestion* rigoureuse et une dynamique commerciale active.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi *heures de bureau par Information-Carrière SVP 11.11* qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Information Carrière

Référence : 290.

On peut aussi adresser son dossier à
SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

telesystemes

Importante Société de Téléinformatique (500 personnes) poursuit le développement de ses services de temps partagé. Elle se dote du logiciel spécialisé D.T.S.S. dont elle s'est assurée l'exclusivité.

telesystemes recherche :

INGENIEURS D'APPLICATIONS
Réf. IA

La fonction comporte :
- le soutien des Ingénieurs commerciaux dans leur action de vente
- l'assistance technique auprès de nos utilisateurs
- la promotion des produits auprès des clients.

INGENIEURS SPECIALISTES PRODUITS
Réf. ISP

La fonction comporte :
- la maîtrise parfaite d'outils adaptés aux domaines financiers ou statistiques
- *leur promotion auprès des entreprises*
- la mise en place d'applications auprès d'utilisateurs non informaticiens.

Nous vous demandons pour ces postes :
- une formation Ingénieur, Grande École Commerciale ou équivalent
- le goût des contacts humains
- pour la référence ISP, une excellente connaissance des techniques financières et/ou statistiques.

ANALYSTES PROGRAMMEURS
Réf. AP

La fonction comporte :
le développement d'applications en télétraitement sur les différents matériels de Télésystèmes (CII - H B 66 - CDC Cyber, ...)

Nous vous demandons :
- une formation IUT ou équivalent
- la connaissance du FORTRAN et/ou du Cobol
- l'aptitude au travail en équipe.

Pour l'ensemble de ces postes, la préférence sera donnée aux candidats ayant une première expérience professionnelle.
Larges perspectives d'évolution dans une société en pleine expansion

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à **TÉLÉSYSTEMES**, Direction des Services Réseaux, 10 rue de Verdun - 92100 BOULOGNE.

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Le Groupe BSN-Gervais Danone recherche un chef de projet pour la Direction Informatique de la Société Européenne de Brasseries, à Sèvres.

Il prendra en charge le système d'information "Ventes" de la société et sera l'interlocuteur *privilégié des Directions Ventes et Marketing.*

Il participera à l'élaboration des avant-projets puis prendra la responsabilité de leur réalisation jusqu'à la mise en place finale chez les utilisateurs. Il assurera l'animation et le contrôle d'une équipe d'analyse-programmation.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur, MIAGE, ...) ayant au moins 3 ans de pratique en informatique de gestion et, de préférence, l'expérience de projets relatifs à la gestion des ventes.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé, sous référence J 03 (M), à Jean Bürckel - BSN-GERVAIS DANONE - 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn. gervais danone

HAVAS CONTACT



Société Industrielle Française de biens d'équipement en constante et rapide expansion

recherche

Pour assister le Chef de service Administration des ventes ***France et export***

Un Jeune Diplômé
de l'École Supérieure de Commerce

Il sera chargé :
- du traitement des commandes.
- *de la correspondance générale,*
- de la coordination avec les autres services.

La préférence sera donnée au candidat témoignant de son goût pour la technique.

Écrire avec C.V., photo et prétentions à
A.M.R.I. - Service du Personnel
50, avenue Daumesnil - 75012 PARIS

la parisienne



Parmi les premiers dans la distribution de la Région Parisienne (C.A. = 900 millions, 2 300 personnes, 510 points de vente) nous souhaitons consolider notre expansion en *intégrant au sein de notre équipe Siège :*

- DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES : (150 000)
Près de la *Direction Générale* dont il dépend, ses responsabilités toucheront les domaines suivants : évolution des structures, gestion prévisionnelle et administration du personnel, recrutement, politique de formation, relations sociales et information.
Le poste conviendrait à un homme d'au moins 35 ans ayant une expérience complète des différents aspects de la fonction. Ses *qualités de compréhension* humaine et son rayonnement personnel seront les éléments essentiels de sa réussite. Réf. 71272/M

- DIRECTEUR COMMERCIAL : (180 000 +)
Dépendant du Directeur Général des Opérations avec lequel il élabore la stratégie marketing, il est responsable de son application (choix de gammes, politique des prix, promotion merchandising). Il a autorité sur le service achats et l'ensemble des 510 points de vente (*succursales, superettes, supermarchés*).
Le poste suppose une connaissance complète des techniques de commercialisation de produits grande consommation, marketing et gestion prévisionnelle.
L'homme, 35 ans minimum aura des qualités naturelles d'imagination et créativité, un esprit vif, mais analytique et rigoureux, un jugement sûr et le goût de *l'animation d'une équipe, une forte personnalité et le sens de l'efficacité rentable.* Réf. 1050/M

- CHEF DES VENTES SUPERETTE ET SUPER MARCHE : (120 000)
Dépendant du Directeur Commercial, il participe à l'élaboration et réalisation des objectifs de vente et de profit à travers l'animation des superviseurs et chef de magasin (60 points de vente).
Le poste supposé la connaissance complète des techniques de vente et animation de chaînes de magasin acquise dans une société de grande distribution. L'homme, 35 *ans minimum, aura des qualités naturelles d'énergie et de leadership.*
Excellent animateur ayant ascendant et autorité pour transmettre son dynamisme et souci du but à atteindre. Contact facile à tous les niveaux. *Réf. 71273/M*

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie *(à mentionner sur l'enveloppe).*
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

correcteurs/éditeurs

La Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii HONEYWELL BULL recrute, pour son service Publications *Techniques, deux Correcteurs/Éditeurs.*

Jeunes diplômés en littérature, *de langue* maternelle anglaise, ayant le goût des problèmes d'impression et de la communication technique.

Ils auront la responsabilité, en relation avec les opératrices-éditions, les dessinateurs et les rédacteurs techniques, de concevoir les documents pour l'édition de *nos brochures techniques.*

Ils assureront le contrôle de la conformité de ces manuels techniques avec les normes *d'édition de la Compagnie* et le contrôle de la qualité des textes en langue anglaise.

Leur salaire sera fonction de leur expérience. *Avantages sociaux* - restaurant d'entreprise.

Lieu de travail : *Paris 20e.*

Adressez votre CV. à A. HOROVEANU - Cii HONEYWELL BULL 94, av. Gambetta, 75960 Paris Cedex 20.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT



recherche pour son
CENTRE DE TRAITEMENT SUR ORDINATEURS

ingénieur système

Fonction :
le titulaire du poste sera chargé de suivre et *d'analyser* les performances du centre ordinateur.

Il devra également assurer la maintenance et/ou le développement des outils software.

Profil :
- 27 ans minimum
- *diplômé d'études supérieures* ENSEEIHT, *maîtrise* d'informatique ou équivalent
- connaissance des moniteurs hardware et software
- possédant au minimum 2 ans d'expérience des gros systèmes IBM sous OS ou VS.

Adresser dossier de *candidature* (C.V. *et photo*) et rémunération souhaitée en précisant la réf. ORG1 CHRYSLER FRANCE *Administration du Personnel* Cadres et ATAM — 45, rue Jean-Pierre Timbaud — 78307 POISSY.



COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

Ingénieur d'affaire

GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEUR OU DE COMMERCE.
Pour commercialiser ses services de calcul hybride, d'études et *logiciels dans les* domaines de la simulation, de la CAO électronique et de traitement du signal.

Adresser curriculum vitae et prétentions à
CISI, 35, boulevard *Brune*, 75014 *Paris.*

ORGACONSEIL

ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE

recherche

INGÉNIEURS GRANDE ECOLE Débutants

Formation à l'Organisation assurée

Si vous êtes Ingénieur diplômé d'une grande Ecole, adressez votre curriculum vitae à M. LEGRANDOIS, *Directeur* d'ORGACONSEIL 64, rue du Ranelagh, 75116 PARIS

GRACE

Filiale française d'un Groupe Multinational proche Rambouillet

recherche pour son

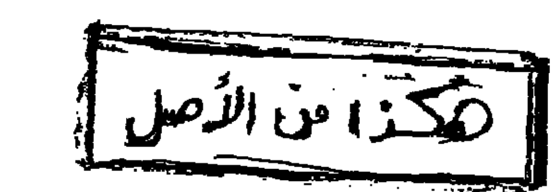
CENTRE EUROPÉEN
de traitement de l'information (+ de 50 personnes)
équipé d'un IBM 370/135 et terminaux lourds PDP 11/40

ingénieur-programmeur

École d'Ingénieurs : INSA ou maîtrise d'université.
- *débutant ou avec une courte expérience,*
- connaissance du système DOS/VS ou DL1,
- *l'anglais lu, écrit, parlé serait un atout très important.*

MISSION :
Au sein d'une équipe d'informaticiens de haut niveau, il participera à la réalisation de systèmes de gestion adaptés à l'ensemble des fonctions de l'Entreprise : *Production, Commercial, Finance, Administration.*

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. et prétentions à
F. RAMON - Société GRACE - B.P. 10 - 28230 EPERNON



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPI OIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

TOTAL
COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

Pour son Département Informatique, la Direction Financière de la COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES recherche un

INFORMATICIEN DE GESTION

Il sera intégré à une équipe chargée de l'analyse, de la réalisation et de l'implantation de systèmes informatiques dans des unités ou filiales de la Compagnie, et accèdera progressivement aux fonctions de

CHEF DE PROJET

Les candidats, même débutants, auront une formation HEC, ESSEC ou SUP de CO Paris, ou seront issus d'une grande école d'Ingénieurs. Ils éprouveront un réel intérêt pour l'informatique, acceptant de débuter dans ce domaine pour évoluer ensuite vers des fonctions commerciales, financières ou administratives.

La pratique de l'anglais est indispensable.

De nombreux déplacements à l'étranger sont à envisager.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyer votre CV manuscrit + photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 Paris Cedex 16 sous référence 78001.

SEMS
Société Européenne de mini-informatique et systèmes

recherche

1) INGÉNIEURS
PROJETS SYSTÈMES
FORMATION GRANDE ECOLE

Expérience minimum 5 ans dans les domaines.
— Gestion et applications Temps Réel ;
— Télé-Informatique et réseaux ;
— Bon contact clientèle.

2) INGÉNIEUR
SUPPORT TECHNIQUE LOGICIEL DE HAUT NIVEAU
FORMATION GRANDE ECOLE

Expérience 2 à 5 ans. Bonnes connaissances en Logiciel et bon *contact clientèle.*

3) INGÉNIEURS-COMMERCIAUX
DEBUTANTS ou CONFIRMES pour PARIS
FORMATION GRANDE ECOLE
OPTION INFORMATIQUE

Fonctions :
— Commercialisation des systèmes de mini-informatique MITRA et SOLAR sur les marchés de la gestion de la Télé-Informatique et des réseaux ;
— Formation assurée pour les débutants.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à :
SEMS - Service du Personnel,
36-38, rue de la Princesse, 78430 LOUVECIENNES.

Depuis 10 ans, la Banque Hervet connait *une croissance rapide et constante.* Nous souhaitons engager des

EXPLOITANTS CONFIRMÉS
Niveau Sous-Directeurs, Fondés de Pouvoirs

Ils sont diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire (I.T.B., C.E.S.B.), et ont une expérience professionnelle de 3 à 4 années.
Ils gèrent et développent un portefeuille de clientèle d'entreprises en menant les actions appropriées.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions à :
BANQUE HERVET Direction du Personnel
127, avenue Charles de Gaulle
B.P. 154, 92201 Neuilly-sur-Seine.

Plain Champs

rédacteur contentieux 100 000 +

Banque privée (proximité Etoile) recherche un Rédacteur pour seconder le Chef du Sce Contentieux.

Agé d'au moins 35 ans, il doit être titulaire d'une licence en droit privé, bien connaître le droit des affaires et procédures, et justifier d'une solide expérience contentieux bancaire et recouvrement.

Nous attendons de lui une attitude dynamique et *tenace, et un sens aigu des responsabilités.*

Les candidats à ce poste peuvent adresser leur candidature (lettre man. + *CV et photo) sous réf.* 14289 à :
SNPM-PA - 100 avenue Charles de Gaulle
92522 Neuilly Cédex, qui transmettra.

GFC
SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES NOUVEAUX
110 rue de Sèvres 75015 Paris

POUR IMPORTANTE SOCIETE
Directeur de Projet Télécommunications
150.000 / 180.000 F an

35 ans min., c'est un Ingénieur Grande Ecole qui dispose d'une très solide connaissance de la commutation électronique (matériel et logiciel) Une bonne expérience de l'animation d'une importante équipe est indispensable.
Siège Région Parisienne. *réf 565*

POUR DIVISION D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
Export Manager
GRANDS ENSEMBLES ELECTROMECANIQUES
160.000 / 180.000 F an +

35 ans min., c'est un grand commerçant, parlant couramment l'Anglais, qui dispose nécessairement d'une bonne expérience de la vente de biens d'équipements lourds à l'étranger. Il viendra en appui auprès des chefs de zone export, assistera le Directeur de la Division et devra voyager environ 1/3 de son temps.
Siège Banlieue Parisienne. *réf 528*

POUR IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
DIVISION D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS
Chef du Service Industrialisation
130.000 / 160.000 F an

30 ans min., Ingénieur Grande Ecole, mécanicien ou électromécanicien, il animera un important service chargé de :
- *Réaliser les spécifications de définition des produits*
- *Concevoir les moyens de production*
- *Assurer l'aide technologique aux filiales et licenciés.*

Innovateur et organisateur, c'est un hommes de forte personnalité connaissant l'Anglais.
Il dispose d'une expérience acquise dans une grande entreprise dans les domaines mécanique ou construction électrique (de préférence en bureau d'études machines ou produits de type composants).
Siège Bordeaux. *réf 564*

Envoyer CV en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser
Les consultants du GFC vous garantissent une réponse et une discrétion absolue
Prière de préciser le nom des sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler

IMPTE SOCIETE INDUSTRIELLE
BANLIEUE NORD PARIS
recherche
POUR SON SERVICE "FORMATION"
INGENIEUR ELECTRONICIEN DEBUTANT
FORMATION GRANDE ECOLE

Après un stage de 6 mois dans le Sud-Ouest de la Région Parisienne, il participera d'une part à l'élaboration de la documentation clients d'autre part aux actions de formation internes et externes.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V., photo et prétentions No44053 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

NASHUA PHOTO PRODUCTS

Filiale d'une Société Américaine multinationale spécialisée dans le développement photo par correspondance - C.A. supérieur à 350 millions de dollars - Siège Européen situé en Angleterre,

RECHERCHE

pour la division France (créée depuis 1976)

UN DIRECTEUR MARKETING

Ce collaborateur, spécialiste de la vente par correspondance, devra être capable d'assumer la responsabilité totale du service marketing.
Il devra pratiquer couramment la langue anglaise.
Lieu de travail : Chantilly et Paris.

Merci d'adresser lettre en anglais précisant vos prétentions ainsi que C.V. détaillé à :
John MAPLEY
NASHUA PHOTO PRODUCTS ltd.
Cory House - the Ring
BRACKNELL/BERKSHIRE RG. 12 IET
Great Britain.



Notre client a implanté ses services informatiques en proche banlieue Sud. Ils sont équipés de plusieurs IBM 370 dont un 158 travaillant en DOS/VS avec POWER, CICS et DL1. A terme VM puis MVS seront utilisés.

Nous recrutons à son intention :

UN ADMINISTRATEUR DE BASES DE DONNEES

- Formation supérieure et solides connaissances système (DOS/VS)
- Expérimenté en D.B. et en particulier en DL1
- Bon technicien d'exploitation soucieux des problèmes de sécurité.

DES HOMMES-SYSTEME

- *Maîtrise* ou équivalent
- Solide expérience en DOS/VS, CICS et DL1
- Assistance aux études et à l'exploitation et participation au développement du logiciel.

Votre C.V. et vos prétentions sont à faire parvenir, sous référ. AB 78 M, CAP/SOGETI-Formation, 5, rue des Morillons 75015 PARIS.



POUR DEVELOPPEMENT ET DIVERSIFICATION
Bureau d'études à caractère industriel et technique, filiale d'un groupe industriel, recherche

JEUNE INGENIEUR
grande école
— 3 ans min. expérience industrielle ;
— Esprit d'entreprise et d'initiatives ;
— Parlant anglais ;
— Formation scientifique orientée si possible vers les télécommunications et l'informatique.

En liaison étroite avec le directeur général, cet ingénieur sera responsable de la recherche et de la promotion d'activités nouvelles, dont il assurera progressivement la gestion. Intégré à l'équipe actuelle, il sera également responsable de travaux effectués dans le cadre de l'activité traditionnelle de l'entreprise. Adr. C.V. : S.F.S., 57, r. Pierre-Charron, Paris-8e.

GROUPEMENT PATRONAL REGION EST DE PARIS
recrute
CONSEIL EN LEGISLATION et DROIT DU TRAVAIL
Formation supérieure :
Licence de Droit ou équivalent spécialisation Droit du Travail.
C.V., Photo, lettre manuscrite, GIREP, Délégué général, 5, av. P.-Langevin, 93 Montreuil.

Recherche urgent analystes programmeurs. Gap. I.B.M. Téléphone M. GUE7. - 304-96-94

SAT
41, rue Cantagrel, Paris (13e)
recherche
INGÉNIEUR
ENST ou ESE

débutant ou ayant quelques années de pratique, dégagé des obligations militaires, pour études en laboratoire sur matériels de transmissions de données et transmissions numériques.

Ne pas se présenter, écrire avec C.V.

SOCIETE RECHERCHE
PR PROMOTION ET VENTE
MATERIEL IMPORTE DE GEOPHYSIQUE
INGÉNIEUR TECHNICO-CCIAL
ayant de préfér. expér. terrain ou Bonne format. électronique
LIEU de TRAV. PARIS
NOMBREUX DEPLACEMENTS PROVINCE et ETRANGER

Prière adress. C.V., lettre man. Indiquer disponib. et prétent. nº T 02.421 M, Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

x, mines, centrale,
au lieu de vivre sur dossiers, venez vivre sur le terrain.

A SAINT-GOBAIN INDUSTRIES, nous faisons acquérir à nos dirigeants de demain les *expériences qui les préparent à* leurs responsabilités. Seule la vie en usine leur permettra de connaître en profondeur la réalité du milieu industriel. C'est cette pratique irremplaçable que nous vous proposons.

La Glacerie de Chantereine, proche de Compiègne, se donne les moyens de poursuivre son développement : elle est prête à accueillir 2 ingénieurs de votre niveau, débutants ou riches d'une première expérience en thermique.

Si vous êtes convaincus que la formation technique, mais aussi humaine et de gestion que vous allez vivre, doit être l'un de vos meilleurs atouts, écrivez-nous vite avant de venir en discuter, nous mènerons bon train nos pourparlers.

SAINT-GOBAIN INDUSTRIES - Carrières Cadres (référence 1067 M)
62, boulevard Victor Hugo - 92209 Neuilly-sur-Seine.

SAINT-GOBAIN INDUSTRIES

Massiot Philips
MATERIEL MEDICAL

recherche pour son département développement à CARRIERES-SUR-SEINE, un

JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDES ÉLECTROTECHNICIEN

Il assumera au sein du bureau d'études des responsabilités de développement électrique des appareils de radiologie fabriqués dans ce centre.
Des connaissances en électronique (circuits de commande et asservissements de systèmes d'électromécaniques) lui seront utiles, ainsi que, facultativement, la pratique de l'utilisation des microprocesseurs.
Perspectives de développement de carrière au sein de la société et du groupe PHILIPS.
Le candidat devra prévoir de courts séjours aux Pays-Bas pendant les mois de formation, et pratiquer *l'anglais lu* et parlé dans les contacts internationaux qu'il tiendra.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du Personnel, 177, rue de Bezons, 78420 CARRIERES-SUR-SEINE.

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER
QUARTIER ETOILE recherche

INSPECTEURS CONFIRMÉS

Diplômés de l'Enseignement Supérieur et justifiant de 2 ans de pratique effective dans un service d'inspections bancaires.

La fonction nécessitera des missions fréquentes en province.

ADJOINT AU DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Pour l'assister dans la gestion administrative et prévisionnelle du personnel et des carrières, études quantitatives, législation, relations sociales.

Diplômé d'une Ecole de Commerce, de Droit et justifiant de plusieurs années de pratique effective dans un service du personnel, si possible secteur bancaire.

ADJOINT AU SERVICE MARKETING

Ayant le sens de l'organisation, du dynamisme, de l'ordre, de bons contacts ; si possible plusieurs années de pratique dans un service de Marketing, de préférence dans le secteur bancaire. Age minimum 25 ans.

LA PLUS GRANDE DISCRETION EST ASSUREE

Les candidats devront adresser une demande manuscrite avec C.V., photo et prétentions (en précisant le poste) sous référence 3.342 à

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.



recherche

ANALYSTES ANALYSTES PROGRAMMEURS ET PROGRAMMEURS

pour réalisation de centraux téléphoniques débutants ou quelques années d'expérience.

Connaissances FORTRAN IV, COBOL, ASSEMBLEUR sur moyen ou gros ordinateur en programmation scientifique, gestion, temps réel.

Ecrire avec C.V. sous référence No 03 - CIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - Service du Personnel 251 rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15

LE CHEF DE PUBLICITÉ
d'une Publication Professionnelle solidement implantée, recherche :

SON ADJOINT

- Agé d'au moins 25 ans,
- bénéficiant d'une 1ère expérience de la vente d'espaces.
- DYNAMIQUE, il est attiré par la vente afin d'entretenir et de développer une clientèle existante à Paris et en banlieue.
- Fixe + intéressement

Adressez C.V. salaire actuel et photo s/réf 7671 à : P.LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Pour une plus grande discrétion veuillez préciser le nom des supports auxquels vous ne souhaitez pas transmettre votre candidature.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10.00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m.m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5.00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

directeur général

appareils de mesure

La filiale française d'un groupe international spécialisée dans les appareils de mesure de précision particulièrement la métrologie recherche son :

Paris
160.000 f

directeur général

Son rôle sera d'assurer la gestion et le contrôle des activités de la société et de coordonner le développement des activités commerciales avec les directions des différents groupes de produits basés en dehors de France.

Le candidat idéal aura au minimum 30 ans, devra parler l'anglais couramment. De formation commerciale supérieure, il aura l'expérience des méthodes modernes de gestion financière et d'administration acquise dans des sociétés fabriquant ou utilisant des instruments de mesure de précision s'appliquant en particulier au secteur automobile et aux machines-outils.

Ecrire s/réf 1884 à :
INTER P.A. -
B.P. 508
75066 Paris cedex 02
qui transmettra.

STRUTHERS WELLS

Engineering spécialisé
récupération de chaleur et cristallisation
Chimie Pétrochimie

deux jeunes ingénieurs d'affaires génie chimique

PARIS ANGLAIS

Débutants ou presque, diplômés d'une école telle que Génie Chimique de Toulouse par exemple, ils auront un double rôle d'élaboration technique et commerciale des nouveaux projets.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi aux heures de bureau par Information Carrière SVP 11-11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Information Carrière

Référence 278.

On peut aussi adresser son dossier à
SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

Nous recherchons, de façon urgente :

INGÉNIEURS SYSTÈME OS - VS

minimum 5 ans d'expérience, pour importantes responsabilités dans l'encadrement d'un gros centre informatique parisien composé de deux 370/158 2000 K.

INGÉNIEURS CHEFS DE PROJET

ayant mené à bien des projets importants en mini-informatique et temps réel pour surveiller la réalisation d'un très gros projet d'informatique répartie. Le sens des contacts et l'habitude des constructeurs sont appréciés.

INGÉNIEURS MÉTHODOLOGISTES

ayant l'habitude de développer des méthodes d'organisation et aptes à effectuer des recherches en méthodologie informatique.
Tous ces postes sont à pourvoir à Paris-Centre. Ils comportent de nombreux avantages sociaux et une excellente stabilité de l'emploi.
Envoyer curr. vitae détaillé et salaire demandé à :

SESSION Boîte Postale 143, 75863 Paris Cedex 18.

TRES IMPORTANT GROUPE FRANCAIS AYANT IMPLANTATIONS INTERNATIONALES recherche

INSPECTEURS COMPTABLES

GRANDES ECOLES ou DECS COMPLET
Ayant déjà, si possible, une bonne expérience d'audit. Anglais souhaité.

POUR ASSUMER DES RESPONSABILITES DIVERSIFIEES
- contrôle comptable
- définition et mise en place des procédures
- contrôle de gestion
- conseil juridique, financier et fiscal auprès des filiales et agences dont ils auront la charge EN FRANCE et à l'ETRANGER.

Postes basés à Paris (Quartier Défense) COMPORTANT 50% DE DEPLACEMENTS dont une partie importante à l'étranger (séjours de 1 à 3 semaines selon pays concernés).

Possibilités d'avenir étendues,

Adr. C.V. et prétent.
ss réf. 18M005
69, rue de Monceau
75008 PARIS

Centre de Psychologie Appliquée

Pour notre division composants résistifs (résistances et trimmers de précision) nous recherchons

UN TECHNICO-COMMERCIAL

pour assurer l'entière responsabilité de la diffusion de ses produits en France
— Déplacements fréquents partagés entre région parisienne et province.
— Action directe et support des agents régionaux.
— Connaissance sérieuse de l'anglais.
— Rémunération de l'ordre de 100.000 F l'an.

Ecrire avec C.V. à : VISHAY - MICROMESURES 98, bd Gabriel-Péri, 92240 MALAKOFF.

ATLAS COPCO FRANCE

Filiale française du groupe suédois, leader mondial de l'air comprimé et de ses applications, engage des

INGÉNIEURS

pour prendre des fonctions
TECHNICO-COMMERCIALES

dans ses départements «compresseurs industriels et «outillages industriels», basés à Franconville (proche banlieue Nord-Ouest).

Appartenant à de récentes promotions de Grandes Écoles d'ingénieurs, ayant acquis quelques années d'expérience en bureau d'études ou méthodes ou entretien-travaux neufs de grosses sociétés, connaissant bien l'Anglais, les candidats auront un goût très vif pour les contacts humains.

Ils devront pour former, motiver et soutenir techniquement la force de vente, prévoir des déplacements assez fréquents mais de courte durée.

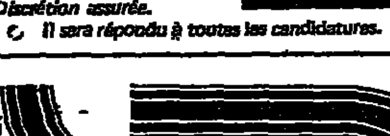
Ces emplois sont stables et offrent, dans une grande société internationale, des perspectives d'évolution réellement intéressantes.

Postes à pourvoir immédiatement.
Débutants s'abstenir.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo, prétentions à l'attention de J.P. Bachelet A.C.F. — B.P. 11 95130 FRANCONVILLE
Discrétion assurée.

Atlas Copco

Il sera répondu à toutes les candidatures.





SERI
RENAULT ENGINEERING

recherche un

responsable d'affaires export

HAUT NIVEAU

Il sera chargé de coordonner et concrétiser les affaires d'ingénierie à l'exportation, dans le domaine de la mécanique et de la transformation des métaux.
Le candidat recherché est un ingénieur commercial de formation MÉCANIQUE (A.M., Centrale ...)
ayant 5 à 10 ans de pratique industrielle comme Responsable d'une unité de fabrication.

La maîtrise parfaite de la langue anglaise est indispensable pour ce poste pour lequel une rémunération attrayante est prévue.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé précisant prétentions, photo (retournée) au :



Service du Personnel
SERI
B.P. 19
2, Av. du Vieil Étang
78390 - BOIS D'ARCY

FUTUR DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF - 100.000 F +

Pour un jeune groupe de matériel médical (fabrication vente location) regroupant 4 sociétés dans PARIS et BANLIEUE.

Il sera chargé de diriger, coordonner et animer les différents services (15 personnes environ) de comptabilité (générale, analytique, contrôle de gestion, trésorerie, investissements, gestion du Personnel).

Ce candidat, organisateur et innovateur d'une formation supérieure Niveau D.E.C.S. + expérience AUDIT plusieurs années, améliorera les procédures actuelles afin d'obtenir rapidement les informations de gestion nécessaire à la prise de décision.

Il sera placé directement sous l'autorité du P.D.G.

Ce poste offre d'intéressantes perspectives d'évolution à un candidat de valeur.

Adresser C.V. man., photo et prét. à VOLKAERTS, 21, rue Béranger, Paris (3e), qui transmettra.

---

juristes

Très important groupe industriel recherche 2 JURISTES ayant quelques années d'expérience.

Ils auront à étudier les divers problèmes de Droit Privé susceptibles de se poser à l'entreprise, à participer à la rédaction de contrats et le cas échéant, à suivre les contentieux ou arbitrages.

Une connaissance du Droit International Privé et du Droit Européen est souhaitée ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2402-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Pour sa récente Agence parisienne (Neuilly) Importante Sté Expertise Comptable Lyonnaise — représentations internationales — recherche

RESPONSABLE DE DOSSIERS

35 ans env., E.C. ou non, longue expérience professionnelle dans cabinet, très bon technicien, capable, bonne représentation, enthousiaste et apte à évolution vers poste de responsabilité. Bonne connaissance allemand indispensable Anglais souhaité.

Ecrire Pierre LEGROS, 83, rue de Villiers 92523 NEUILLY-sur-SEINE.

---

telesystemes

recherche pour participer au développement de ses activités : « Conception et réalisation de Réseaux de Téléinformatique»

INGENIEURS

Ils participeront à la réalisation de projets et à l'élaboration de réponses à des appels d'offres

Les candidats ont :
une formation Grande École
au moins trois ans d'expérience pratique dans la conception et la réalisation de systèmes de Téléinformatique
une bonne connaissance des mini-ordinateurs et/ou des microprocesseurs (matériels et logiciels de base)

Compte tenu de notre développement, ces postes offrent d'intéressantes perspectives d'avenir à des candidats de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à TÉLÉSYSTEMES, Direction des Systèmes de Téléinformatique, 117 rue du Bac - 75007 Paris -

---

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE PREMIER PLAN

recherche

CHEF DES VENTES

Formation supérieure ou équivalente
30 ans environ

— C'est un homme de terrain possédant une solide connaissance de la vente immobilière ;

— C'est un animateur capable de communiquer l'ensemble de ses connaissances et le fruit de son expérience ;

— C'est un meneur d'hommes alliant souplesse et fermeté.

Ces qualités sont indispensables à l'animation et à la gestion d'une quinzaine de bureaux de vente à Paris et en Région parisienne.

Rémunération fixe + prime sur objectifs +
Frais déplacement
Statut cadre + avantages sociaux
Voiture indispensable

Adresser C.V. + photo à
CAPRI - 33, avenue du Maine - 75015 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE
SECOND ŒUVRE BATIMENT
POUR L'IMPLANTATION DE LABORATOIRES

recherche pour PARIS

SON ADJOINT ADMINISTRATIF

Le candidat, qui possède déjà une expérience d'un poste de responsable dans le secteur du bâtiment, devra :
— Gérer le secrétariat commercial ;
— Analyser des données statistiques et élaborer une stratégie commerciale ;
— Assurer la coordination avec le bureau d'étude et le service export.

Rémun. de l'ordre de 78 000 F/an.
Position cadre assurée.

Ecrire avec curr. vit., photo et prétent. sous REFERENCE 6878.



Conseil d'Entreprises

4, bd Barthou, 4
54500 Vandœuvre
Téléph. : 55.54.87

---

ingénieur commercial

Importante société recherche pour son
DEPARTEMENT INSTALLATIONS
ELECTRIQUES INDUSTRIELLES
un Ingénieur Commercial pour la recherche et la prospection de marchés nouveaux.

La préférence sera donnée à un Ingénieur bien introduit dans le milieu industriel et expérimenté dans la fonction.

Pour postuler envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant rémunération actuelle s/réf. S5891/54 au

Cabinet Alain H. PRENANT
50, avenue du Général de Gaulle
92130 Issy-les-Moulineaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
Région PARISIENNE
recherche :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour assurer distribution
MATERIEL DE MESURE

Formation ingénieur électronique.
Langue anglaise souhaitée.

Tél. pour R.-V. au 830-11-11, postes 445 à 554 ou adresser C.V. et photo à n° 44.539 - CONTESSE Publicité, 20, aven. de l'Opéra - Paris (1er), qui tr.

Important groupe de sociétés cherche son — PARIS

responsable service paie-gestion

Il sera chargé, avec l'aide d'une petite équipe,
— du contrôle des paies informatisées (environ 1 000 salariés) et des problèmes administratifs qui en découlent : déclarations fiscales et sociales, régimes de retraite et prévoyance . . .
— de la coordination des tâches de gestion : préparation et suivi des organigrammes, des budgets, des tableaux de bord, des statistiques diverses,
— de la mise en place, puis du suivi, du bilan social.

Pour ce poste de niveau cadre, il est nécessaire d'avoir une bonne formation de base (BAC + 2 années d'études supérieures, IUT par exemple), complétée par une réelle expérience vécue de la paie informatisée.

Veuillez écrire sous référence M459M, à

INTERCARRIERES
5, rue du Helder 75009 Paris

• INGENIEUR ASSURANCE QUALITE NUCLEAIRE

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous avez une expérience professionnelle de quelques années acquise en fabrication, contrôle ou ingeneering. Société d'Études et de Construction d'Ensembles électro-nucléaires, nous vous proposons de valoriser votre expérience dans un secteur neuf aux larges possibilités d'évolution : l'Assurance Qualité Nucléaire. Après une période de formation à notre produit, vous serez chargé de suivre la qualité de nos fabrications, d'établir des dossiers de conformité, de traiter les anomalies, ainsi que d'étudier l'évolution des niveaux de qualité repris dans notre industrie.
Ce poste est à pourvoir à PARIS et implique des déplacements en France et à l'étranger, auprès de nos usines et fournisseurs.

Ecrire avec C.V., photo et prét.s/réf. 6056 à P.LICHAU S.A. - BP 220 - 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

SOCIETE MULTINATIONALE
doublant son chiffre d'affaires tous les 2 ans

recherche :

UN JEUNE INGÉNIEUR AMBITIEUX

PARLANT COURAMMENT L'ANGLAIS

pour prendre en charge la Vente en France de produits industriels d'une technologie avancée auprès d'une clientèle d'engineering et de grands groupes internationaux chimie et pétrochimie. Ce Poste à court terme doit déboucher sur la Direction Commerciale de la division.

Le candidat retenu devra avoir une expérience de quelques années dans la vente de produits industriels et devra s'intégrer à une équipe internationale située à Paris et dans d'autres pays européens.

Formation spécifique assurée dans les diverses unités du groupe en Europe et aux Etats-Unis.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Si vous répondez aux critères énoncés, écrivez en envoyant C.V., prétentions et références à CAPIC, 18, rue Volney, 75002 Paris. sous le numéro 78013.

CONSORTIUM BANK
with very strong backing
LOCATED IN PARIS
is looking for

YOUNG INTERNATIONAL BANKER

(5 to 7 years experience)

to work in its marketing department
– Experience in financial analysis and a strong knowledge of Eurocredits are required. Previous work in project finance or ship financing would be a plus.
– Applicants must be fluent in English and French. Other languages will be appreciated.

Compensation will be negotiable according to experience and qualifications.

Please, write with full details to HAVAS CONTACT, 156 Boulevard Haussmann 75008 PARIS sous référence 89747.
Applications will be held in strictest confidence.

HAVAS CONTACT

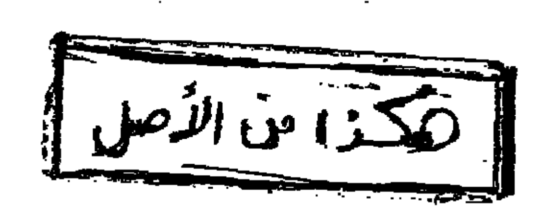
SOCIÉTÉ DE SERVICES

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMÉS PL1/COBOL/IMS

Déplacements fréquents Paris et province

Faire demande avec C.V. sous n° 8.397 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

UN DES PREMIERS CONSTRUCTEURS *MONDIAUX DE MATERIEL* INFORMATIQUE recherche un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

150 000 F/AN

qui sera chargé de la commercialisation d'une gamme de périphériques auprès de l'ensemble de la clientèle française.

Cette importante fonction, qui devrait pouvoir évoluer rapidement vers la Direction commerciale, conviendrait à un candidat parlant couramment l'anglais et pouvant apporter des preuves concrètes de sa réussite dans la vente, soit de périphériques O.E.M., soit de mini-systèmes ou produits similaires.

Faire acte de candidature sous la référence 4.760 M à Jean PORRACCHIA



Société industrielle - 3 000 personnes - proche banlieue Ouest de Paris, renforce son département informatique et recherche un

INGENIEUR SYSTEME

sur IBM 370 (OS/MVS - DOS/VS)

Il aura la responsabilité d'une équipe, assurera le démarrage d'un ordinateur IBM 370/125 (DOS/VS) utilisé en transactionnel et un support système sur IBM 370/168 (OS/MVS).
De formation ingénieur ou maîtrise informatique, il connaît le DOS/VS et possède une expérience de 2 ans minimum sur un système IBM OS/MVS, ainsi qu'une bonne connaissance des principaux produits.

Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, se charge de transmettre les candidatures qui lui parviendront sous la référence 9707.

GROUPE BANCAIRE DE PREMIÈRE IMPORTANCE

recrute pour sa SUCCURSALE DE NEUILLY

ATTACHÉ COMMERCIAL

FINANCEMENT AUX ENTREPRISES

LE POSTE :
Sous l'autorité du Directeur d'agence, assumera la responsabilité du développement de la production et du suivi direct de la clientèle.
L'HOMME :
— Il est demandé : soit une formation supérieure commerciale et économique alliée à des facultés d'adaptation rapide, soit une connaissance éprouvée des techniques de financement (Crédit et Crédit-bail) acquise par une expérience pratique.
— Il est offert : position Cadre Classe V et avantages bancaires, voiture à usage mixte (professionnel et personnel), possibilités d'évolution dans le Groupe).
La rémunération sera en rapport avec les qualités requises.
Adresser C.V. et photo sous la référence D 008, à : ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75009 Paris, qui tr.
DISCRETION TOTALE ASSUREE

La filiale d'un important groupe multinational recherche pour ses activités

composants et instruments

RESPONSABLE DE PROJET

Ingénieur de bonne formation générale (Grande Ecole ou Université)

Ayant plusieurs années d'expérience, pour prendre en charge le développement de ses nouvelles méthodes d'assemblage et d'encapsulation.

Outre la connaissance approfondie des semi-conducteurs de puissance, une réelle expérience pratique de la fabrication des circuits hybrides couches épaisses est indispensable. L'expérience de la fabrication des semi-conducteurs serait très appréciée.

Lieu de travail permanent proche banlieue Est

Envoyer CV et prétentions sous no 44439, Contesse Publicité, 20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GRANDE BANQUE PRIVEE

offre un poste de

cadre de contrôle de gestion

Adjoint au Chef de Service de la Comptabilité Analytique.

- diplômé d'Expertise Comptable,
- 30 ans minimum,
- ayant de préférence une expérience professionnelle et si possible bancaire.

Perspectives de carrière.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 827/M à SOFAC 11, rue Troyon, 75017 Paris.

APSIDE

40, rue de Ponthieu, 75008 PARIS recherche disponibles rapidement DUT + 2 ans.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

• MICRO-MINI
Gestion • COBOL/ASM/BAL/BASIC/RPG sur MICRAL, WANG, Mitra DATA Général (IDEA).
Scientifique • Assembleur temps réel sur IBM 7, Mitra, MC 6800, INTEL 88/80, SOLAR.
Téléph. : 225-12-46/359-27-06 *ou envoyer C.V.*

SOCIETE INTERNATIONALE quartier Saint-Lazare-pl. Clichy RECHERCHE

INGÉNIEURS

ayant 8 à 10 ans d'expérience dans le technico-commercial et vente de gros matériel à l'exportation. Anglais indispensable. Déplacements fréquents.

Poste de technico-commercial.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à ZENITH PUBLICITE, *36, avenue Hoche, 75008 PARIS,* sous nº 23, qui transmettra.

MASSON

EDITEUR MEDECINE-SCIENCES recherche pour son département FABRICATION LIVRES

TECHNICIEN de FABRICATION CONFIRME

Expérience des ouvrages scientifiques appréciée

Réf. MR 188
Adresser C.V., photo Editions MASSON 120, bd Saint-Germain 75280 PARIS CEDEX 06

Organisation professionnelle Siège Paris recherche pour sa CENTRALE DE BILANS

CHARGÉ D'ÉTUDES

ayant :
— une bonne formation compt. et financ. : gdes écoles de *commerce,* maîtrise de gestion, lic. Sc. Eco + IAE - DECS apprécié. Candidatures d'autodidactes également étudiées.
— au moins 2 ans d'expér.,
— un sens aigu des contacts humains et du travail mains et du travail en équipe,
— une réelle aptitude à des déplacements nombreux dans *toute la France.*

Ecrire avec C.V. et prétentions (rémunération annuelle brute), à Madame LAMBERT *49, bd Berthier, 75017 Paris*

PETITE ENTREPRISE recherche

HOMME

pour assurer les fonctions informatiques, commerciales, administratives et sociales (ordinat. Philips disque Cobol), niveau école supérieure de commerce, *même débutant.* - Envoy. C.V. et prétentions à Pâse-Bébé Cormier, B.P. 12 93260 LES LILAS

Importante Société d'Assurances recherche

RÉDACTEURS (TRICES)

TITULAIRES BAC
Ecrire avec C.V. manuscrit au Service du Personnel LA FONCIERE, 48, r. N.-D.-des-Victoires 75082 PARIS Cedex 02

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE recherche

COLLABORATEURS COLLABORATRICES

30 ans minimum
Libres de suite, dynamiques, ambitieux
Excellente présentation
Voiture souhaitée
Travail sur rendez-vous
AVANTAGES SOCIAUX
GAINS IMPORTANTS
FORMATION ASSUREE
SITUATION D'AVENIR
Statut V.R.P.
Tél. le 18 janvier au 538-68-57 à Mlle LAVALLARD, de 9 h à 13 h et de 15 h à 18 h

Importateur produits chimiques industriels Quartier OPERA recherche

CADRE TECHNICO-CCIAUX

Bonne formation et min. 5 ans d'expér. pr vente ligne. 2 spécialités à échelon national, connaissance stabilisation. P.V.C. appréciée. Anglais indispensable, autres langues étrangères souhaitables. Ecrire C.V./J.C. POULAIN, 57, quai de *Seine (19e), qui transmettra.*

Société O.C.S. recherche

JEUNE INGÉNIEUR

SYSTEME
connaissant D.O.S.-O.S. sur gros systèmes I.B.M.; D.L. 1, C.I.C.S. Tél. pour r.-v. 770-70-51.

Société d'expertise comptable FIDUCIAIRE de FRANCE *recherche* pour PARIS et REGION PARISIENNE

COLLABORATEUR

préparant expertise comptable, niveau D.E.C.S. pour poste permanent. Ad. C.V. manuscrit et photo à : FIDEX PARIS 2 bis, rue de Villiers 92309 LEVALLOIS-PERRET.

CAISSE DE RETRAITES CENTRE PARIS recherche

CHEF DE PROJET

(Niveau Supérieur)
Le candidat devra avoir une bonne connaissance en Assembleur ; l'expérience en télétraitement, base de données et gestion de fichiers serait souhaitée.

Salaire sur 13 mois 1/2. Restaurant d'entreprise.

Ecrire sous réf. 13.022 à HAVAS CONTACT 56, bd Haussmann, 75008 PARIS.

TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUE

recherchent

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

DÉBUTANT - Orientation Télécomm.

Intéressé par étude de transmissions sur fibres optiques.

Adresser C.V. à T.R.T. 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

GROUPE SOCIETES EN PLEINE EXPANSION PARIS (8e) *recherche* pour s'intégrer dans une équipe dynamique

CHEF DE GROUPE COMPTABLE et COMPTABLE

Formation cabinet souhaitée

Env. C.V. et prét. à nº 44.619 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01

Très important Groupe d'Assurances du secteur privé recherche

POUR RENFORCER SON ENCADREMENT SUPERIEUR TECHNIQUE ET COMMERCIAL

JEUNES DIPLOMÉS H.E.C. - E.S.S.E.C.

OU EQUIVALENT

— Une première expérience en entreprise de 2 à 3 ans est souhaitée mais non indispensable ;
— la forte motivation et la réussite des candidats leur ouvriront, après formation, de larges perspectives d'évolution (dans les postes à responsabilités du groupe).

Env. C.V., photo et prétentions à nº 3.580 PUBLICITES REUNIES 112, boulevard Voltaire. — 75011 PARIS.

Dans le cadre de l'expansion de sa Division : *BALANCES ELECTRONIQUES MATERIEL PR ALIMENTAT.* Société recherche :

INSPECTEURS DES VENTES

pr PARIS et REG. PARISIEN. Expérience du pesage indispensable. Adresser C.V. et lettre manuscrite sous référence 7.674, à P. LICHAU S.A., B.P. 220 - 75063 PARIS, Cedex 02, qui transmettra. Discrétion et réponse assurées.

FERODO

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
en expansion C.A. 2,6 milliards effectif 20.000 recherche afin de renforcer son potentiel dans le cadre d'une politique de gestion des hommes et d'évolut. de car.

Pour ses CENTRES de RECHERCHES à
— LA VERRIERE (78) division SOFICA (échangeurs termiq.)
— ST-OUEN (93) division VERTO (*embrayages*).

INGÉNIEURS RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT

débutants ou ayant une première expér., diplômés Grandes Ecoles mécaniques (ENSTA, Centrale, IDN, ENSMA, A. et M., INSA, ...) Après formation, ils seront chargés d'études variées pour la définition et la mise au point de produits nouveaux. Allemand apprécié.

Pour sa DIRECTION PARIS-17e

JEUNE AUDIT INTERNE

débutant ou ayant une première expérience de l'audit, obligatoirement diplômé HEC, ESCP, ESSEC. Attaché à une direction, travaillant au niveau du groupe international, il sera chargé de missions d'étude et de conseil concernant le fonctionnement des finances, de la comptabilité, de la gestion de trésorerie, etc. dans nos filiales françaises et étrangères.
Italien ou espagnol courant indispensables. Nomb. déplacem.
REF. 20682/2
Adresser C.V., prét. et photo (avec la référence du poste) FERODO Service recrutement, 43, rue Bayen, Paris-17e

Importante Société de PEINTURES recherche

INGÉNIEURS-CHIMISTES

Confirmés dans ce domaine pour :
— *ATELIER DE FABRICATION*
— LABORATOIRE
— SOCIÉTÉ AFRICAINE

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous référence 4.159 à ORGANISATION et PUBLICITÉ 2, r. Marengo, 75001 Paris, q. tr.

STE BANLIEUE OUEST recherche

COMPTABLE

confirmé-ée, sér. référ., place stable. 5 x 8.
Ecr. av. C.V. à Sté Thézard et Cie, 5, r. P.-Curie 78 800 Houilles

Société de produits de beauté prox. gare Saint-Lazare, rech.

CHEF COMPTABLE

pour diriger et contrôler service comptabilité de 5 pers. Env. C.V. et prét. à ADEP BP 39-08 PARIS CEDEX 08, qui transm.

ÉDITEUR IMPORTANT

6e arrondissement recherche pour revues mensuelles

CHEF DE FABRICATION

EXPERIMENTE.
BONNE CULTURE GENERALE
Ec. nº T 730 567 M Régie-Presse 85 bis r. Réaumur 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE Siège LEVALLOIS

recherche pour équipement électrique contrôle, automatisation de grandes centrales thermiques, hydrauliques et nucléaires.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

DEBUTANTS ou quelques années d'expérience. Connaissance anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. et prét. à nº 44 307 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra Paris-1er.

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
avec siège principal près de Milan et bureaux commerciaux et établissements en Europe et en Amérique du Nord, recherche

UN CHEF DE VENTE

qui, après une période de stage en ITALIE, gérera la direction ventes de la FILIALE FRANÇAISE.
ON DEMANDE :
Age 30 ans minimum, français comme langue mère, connaissance parfaite de la langue italienne, longue expérience et connaissance spécifique de vente directe, promotion ventes, ainsi que gestion et incitation du personnel de vente.
ON OFFRE :
Position et rétribution extrêmement intéressantes.
Entrée dans une société en constante expansion et particulièrement dynamique.
Ecr. à 8.395, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ORGANISME DE SEJOURS pour JEUNES à l'étranger dynamique et en pleine expansion, recherche

CORRESPONDANTS

parmi membres de l'enseignem. ou personnes en relation avec les Etablissements scolaires.

Pour assurer la diffusion de ses programmes dans PARIS et toutes régions.

— Activité indépendante.
— Conditions de rémunération intéressantes.

Pour TOUT RENSEIGNEMENT écrire ou téléphoner à OFACIL 19, rue Turgot, 75009 PARIS. TEL. : 878-55-41.

TIGEST

recrute pour PARIS

2 PROGRAMMEURS P.L. 1

pour PROVINCE 3 mois ;

2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS P.L. 1

Connaissance D.L. 1 et I.M.S. appréciées.
2 ans d'expérience minimum sont requis pour tous ces postes. Ecrire ou tél. : 85, rue La Fayette, PARIS-9e, 285-09-62 ou 878-05-40

Société de nettoyage cherche

CADRE CCIAL

connaissant parfaitement la profession. Relations personnelles et commerciales justifiées. Salaire en rapport avec compétences. Référ. sér. exigées dans la profession. Ecr. avec C.V. à GENET, 21, r. Eichenberger, 92800 PUTEAUX.

JEUNE CADRE

maximum 28 ans
ESSEC, HEC, SUP de CO (option finances - comptabilité, 2 ans minimum expérience)

AUDIT ORGANISATION

pour organisation systèmes comptables mise au point procédures informatique.

Envoyer C.V. et prétentions à nº 15699 P.A. S.V.P. 37 rue Général-Foy, 75008 Paris

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS recherche un

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Niveau Grande Ecole, quelques *années d'expérience souhaitées* mais non obligatoires.

Pour la conception et l'analyse de systèmes temps réel.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé au C.N.E.T., dép. RTS/NSA, 38-40, rue du Général-Leclerc, 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Sté d'Expertise comptable FIDUCIAIRE DE FRANCE recherche pour PARIS et REGION PARISIENNE

COLLABORATEUR

ayant de 5 à 10 ans d'expérience en *cabinet.* Niveau certificat supérieur de révision ou mémorialiste. Rémunération importante pour qualification correspondante. Adres. C.V. manus. et photo à FIDEX-PARIS, 2 bis, rue de Villiers, 92309 LEVALLOIS

représent. offre

Pour diffusion mini-ordinateurs, ch. ingénieurs ou agents techn.-commerciaux - Tél. : 076-36-06

capitaux ou proposit. com.

Juriste, spécialiste droit français et international, collaborerait avec sociétés industrielles ou commerciales pour contentieux, arbitrages ou conseil. Ecrire Dhuguet, juriste, 11, rue Bachaumont 75002 PARIS ou téléph. 9 h à 12 h-14 h à 17 h au 272-67-30.

POUR CREER SOCIETES FRANCISEES D'ECJIPEMENT PROFESS.

recherchons :

ASSOCIÉS COMMERCIAUX

28 à 45 ans.
Possédant 100.000 francs ou garanties en conséquence. Ecrire avec C.V. et références, SEDEC, domaine de la Vaquerie, 06210 MANDELIEU.

traductions

Demande

Germaniste, dipl. univ., expér., ferait traduction ou cours par corresp. Ecrire nº 8 370 « le *Monde » Pub, 5, rue des Italiens* 75427 Paris Cedex 09.

occasions

Ach. compt. bijoux, or, brill., etc., argenterie. - 770-17-25. OPERA, 4, Chaussée-d'Antin. ETOILE, 37, av. Victor-Hugo. PERRONO, vente et occasion.

EN SOLDE, moquette et revêtements muraux, premier et deuxième choix. 100 000 m2 sur stock. Tél. 355-66-50.

autos-vente

divers

104 - 304 - 504 - 604 ex T.T. 77 et 78 garanties Auto Paris XV - Téléph. : 533-69-95 *63, rue Desnouettes (15e)*

propositions diverses

CADRES AYANT UN PEU SERVI...

... Vous qui avez dans les 30, 40 ou 50 ans, on a toujours besoin de vous dans l'Industrie ou les Affaires. Les clients de CHUSID prouvent, constamment, que ce sont là les années de travail les plus riches et les mieux rémunérées de leur carrière. Pour savoir comment les Cadres « ayant un peu servi » ont abordé le tournant de leur vie professionnelle (et personnelle), vous êtes invités à rencontrer l'un de nos Conseils en carrière, sans engagement ni aucuns frais. Téléphonez ou écrivez pour prendre un rendez-vous personnel et confidentiel.

Frederick CHUSID et Co.

FRANCE

Conseils internationaux en évaluation de Cadres et en avancement de Carrières
6, rue de Berri - 75008 PARIS - Tél. : 225-31-80
35-37, Fitzroy Street, LONDON W 1 P 5 AF 580-78-81
Sociétés affiliées à l'étranger
Nous ne faisons pas de recrutement.

formation professionnelle

URGENT
Le Club International Audiovisuel offre à 10 JEUNES DEMANDEURS D'EMPLOI Niveau BAC + 3

STAGE GESTION DU PERSONNEL EXPATRIÉ

Conditions : 18 à 25 ans, formation gratuite, rémunération 90 % du SMIC.
Objectifs : acquérir des connaissances pratiques et théoriques en matière de gestion du personnel expatrié.
Téléphoner au 540-51-65 ou se présenter au C.I.A.V., 222, avenue du Maine, 75014 PARIS.

secrétaires

Secrétaires de direction

IMPORTANTE SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE située 40 km. OUEST PARIS recherche

SECRÉTAIRE DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS

Sténodactylo dans les deux langues, possédant une large expérience professionnelle et l'habitude du travail en équipe de direction.

— Statut cadre ;
— Rémunération intéressante.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 2.570 à : J.G.M. CONSEIL, 2, avenue du Maréchal-Foch, 92260 FONTENAY-AUX-ROSES, qui transmettra.

Secrétaires

SOFRECO Société d'ingénieurs conseil quartier Monceau recherche

BONNE SECRÉTAIRE

Expér. secrétariat engineering appréciée, sténodactylo indisp., anglais souhaité, possib. évolution soit vers une partie technique, soit vers direction commerciale et administrative. — Adresser lettre manuscr., C.V., photo et prétent. à SOFRECO, 24, rue Murillo, PARIS (8e).

GROUPE HOTELLERIE INTERNATIONALE

recherche
SECRETAIRE STENODACTYLO bilingue français-anglais, capable assister efficacement direction services Paris, courrier, téléph., prise rendez-vous, etc. Cadre travail agréable. *Nombrx avantages. Ecrire pour* r.-vs ICLA, 38, r. des Mathurins, 75008 PARIS, qui transmettra.

RECHERCHONS POUR ADMINISTRATION DES VENTES INDUSTRIE PHARMACEUTIQ.

SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO

Niveau secondaire. Connaissant transport et approvisionnement. Ayant notions informatiques. Horaire libre, Semaine 5 jours. Restaurant entreprise. Ecr. ss réf. nº 3.134, à Gautron, 29, rue Rodier, 75009 PARIS.

Sténodactylos

RECHERCHONS POUR SERVICE COMMERCIAL INDUSTRIE PHARMACEUTIQ.

STÉNODACTYLO EXPERIMENTEE

Horaire libre. Semaine 5 jours. Restaurant entreprise. Ecr. ss réf. 3.135, à GAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 PARIS.

Cabinet conseil juridique cherche

STÉNODACTYLO

expérimentée, mi-temps. Téléphone 548-10-65.

Dactylos

Transports internationaux DERYCKE recherchent pour SAINT-OUEN (93400)

UNE DACTYAO

bilingue français-anglais, connaiss. transport et douane souhaitées. Se prés. Transports Rapides du Nord, 94, boulevard Victor-Hugo, 93-SAINT-OUEN, le jeudi 19 janv., entre 14 et 18 h.

IMPORTANTE SOCIETE (quartier Etoile) recherche

SECRÉTAIRE

BILING. ANGLAIS-FRANÇAIS
— Sténo française indispens. ;
— *Sténo anglaise non exigée.*
Si possible quelques années d'expérience.
Parfaite connaissance anglais parlé et écrit.
Notions deuxième langue allemand souhaitées.

Avantages sociaux - Horaire personnalisé - Restaur. d'entr.

Envoyer C.V. et prétentions Service du personnel, B.P. 180, 75764 PARIS CEDEX 16.

SATAIC

Quartier DEFENSE *recherche*

SECRÉTAIRES

— BILINGUES ANGLAIS ;
— 2 STENOS.

STÉNODACTYLOS

— BILINGUES ANGLAIS ;
— CONN. TELEX APPRECIEE.

DACTYLOS

— BILINGUES ANGLAIS.
Téléph. Mme MACHERE, 775-17-93

Voir les demandes d'emploi et l'immobilier en page 34

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

demandes d'emploi — demandes d'emploi

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

42 ans

(Licencié pour cause décentralisation société)

Fonctions administratives et financières.
Comptabilité + Informatique.
Elaboration du budget.
Suivi et synthèse-statistique.
Problèmes juridiques, économiques, fiscaux et sociaux.
Administration du personnel.
Recherche position équivalente ou supérieure région Paris.
Appointement annuel 105.000.
Ecrire MERCIER Louis, Tour Reflets H. 9, 15-17, rue Robert-de-Flers, 75015 PARIS.

AUDITEUR INTERNE

33 ans
Formation Sciences Eco-Sciences Po
Parlant plusieurs langues
6 ans expérience audit niveau senior dans plusieurs pays au sein de très grande entreprise multinationale du secteur énergie plus expérience bancaire antérieure.
désirant améliorer sa situation, recherche poste AUDIT MANAGER ou RESP. COMPTABIL./FINAN.
Ecrire n° 2140 « le Monde » Publicité
5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e

VOTRE « TÊTE DE PONT » A PARIS

HOMME jeune et solide, 10 ans de vie professionnelle, excellent contact à tous niveaux, pourrait mener en votre nom toutes négociations.
Ecrire collaboration souhaitée sous référence :
N° T 02436 M - REGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

CADRE TECHNIQUE 43 ans

I.A.E. + E.S.A. PARIS
spécialisé dans la gestion de parcs matériels et les achats de biens d'équipement.
Solide expérience de gestion administrative et commerciale, habitué aux négociations à tous niveaux, cherche poste à responsabilité dans moyenne entreprise Paris, région Paris ou Midi méditerranéen.
Ecrire N° T 02410 M REGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

J. F. 27 a., bac, études sup., dactylo, 4 ans expér., recherche poste à responsabil. dans relations publiques, tourisme ou hôtellerie pour organisat. réceptions, voyages, séminaires. - Téléph. 950-06-45.

MEDECIN Homme, 30 ans, Solide expér. travail d'équipe, ch. Centre de santé, maison médicale ou Municipal. motivés pour pratique globale, éducat. sanitaire et travail social. Ecr. à 8.280, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ARCHITECTE D.P.L.G., 15 a. expér. urbanisme chantiers promotion, ch. situation Paris. Ecr. à M. Norych à SIPEP, réf.903, 3, r. Choiseul, 75002 Paris

IMPORT ET OU EXPORT
H. 34 a., angl., ital., not. allem., Sc. Eco + Inst. Commerce Int. exp. bancaire à l'étranger, exp. et groupe européen (d'édition-publicité) motivé p. échanges avec P.V.D., étudie ttes propos. (not. S.C.I. Paris, prov., étrang.) Ecr. n° T 02346M, Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE COMMERCIAL
20 ans d'expér. gds magasins, gest. stocks, achats, ventes et rentabil., rech. situat. similaire, Paris ou proche banlieue.
Ecr. n° 8 197, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

EXPORT
J.H. 30 ans, 4 ans expérience biens d'équipements industriels responsable secteur MAGHREB, PAYS DE L'EST ET INDES. Anglais courant, étudierait toutes propositions export. Ecrire à n° 44 691, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

J.F. B.S.E.C., LIC. DROIT
Etudie toutes propositions. Ecr. n° T 02.424 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

A la recherche d'un emploi à temps partiel, requérant le sens du contact, un esprit créatif et dynamique,
JEUNE FEMME - 27 ANS
MAITRISE PSYCHO
ANGLAIS - ITALIEN,
étudierait toutes propositions.
ECRIRE OU TELEPHONER
Mme BIGIO, 45, rue St-Lambert, 75015 Paris. Téléphone 842-29-14

HOMME, CADRE, 30 ANS, lic. droit + dipl. EBS, parlant anglais + bonnes not. allemand, 5 ans expér. profession. P.M.E. (administrat. Cciale, juridique)
— GOUT POUR REDACTION;
— TRAV. ANAL., SYNTHESES;
— CONTACTS HUMAINS
recherche :
RESPONSABILITÉ
en rapport avec formation et aptitudes.
PREFERENCE :
service formation ou personnel.
ETUDIE TOUTES PROPOSIT.
Ecr. n° T 02.369 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CHAUFFEUR-LIVREUR
PERMIS V.L.
Livraisons Paris-banlieue.
Ecr. n° 44.734, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

J. F. - 28 ANS
SECRÉTAIRE DACTYLO
bonnes références, espagnol courant, niveau bac, recherche situation à vocation commerciale. De préférence quartier gare de Lyon, CHATELET, Opéra ou Etoile. N° 6.636, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGÉNIEUR
niv: Arts et Métiers, 44 ans, tril. franç.-allem.-esp., ch. poste de direct. tech. ou commerciale électricité, électron., circ. impr. Ecr. n° 6.634, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Hme, 30 a., expér. financière, études sup. de gestion, espagnol courant. Etudie tte proposition. Ecr. no 2.167 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGENIEUR, 35 ans.
Formation mécanique et T.P.
7 ans exp. montage équipements pétroliers et cimenteries.
rech. poste d'ing. Affaires ou Directeur Travaux ou Chantier France ou Etranger.
Ecrire Yves AMIRAND,
145, rue de Rennes, 75006 Paris.

Si vous avez besoin d'une
TRÈS BONNE RÉDACTRICE FREE LANCE
spécialisée
PUBLICITÉ DIRECTE ET V.P.C.
Téléphonez-moi au
033-46-83
ou écrivez c/o B. RAYMOND, 11, rue Cujas, 75005 Paris.

STATISTIQUES
Collectes, calculs, graphiques, interprétations et prévisions depuis huit ans cherche POSTE SIMILAIRE à TEMPS PLEIN ou PARTIEL. Ecr. n° T 02.379 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75 022 Paris.

Ingénieur sciences et technologie des matériaux (Montpellier) + D.U.T. génie chimique, 27 ans, marié, recherche situation stable France ou étranger, disponible rapidement. Ecrire Ph. Gosse, 76, avenue de Ceinture, 95880 ENGHIEN-LES-BAINS.

J. H., Sciences Po. et droit, expér. pratiq., ANGL. COURT, cherche mi-temps, intéressant et rémunérateur. Appeler 527-99-76.

J. Fille, 20 a., titul. Bac. D' 2 années études supérieures, etud. ttes propos. Mlle Berneval, 27450 Saint-Georges-du-Vièvre.

Homme, 30 ans, cadre de direction, spécialisé en matière de régimes de retraites complém., régimes annexe et prévoyance, 12 ans d'expér. professionnelle, recherche poste équival. Ecrire sous la référ. 6.058 à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

J. H., maîtr. de droit, dipl. INLCO, Chinois, Anglais, long séjour en Rép. de Chine, étudie toutes propositions. Ecrire n° 79.775, REGIE-PRESSE, 85 bis rue Réaumur, Paris-2e.

J. Femme, 29 a., lic., maîtr. philo, doctor. 3e cycle, Sc. hum. cl-niq., expér. enseignem. philo, franç., et formation permanente, c.l. poste édition, recherche, enseign., bibliothèque. Ecrire : n° T 02-411 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. H., 27 ans 4 ans expér. analyste-program. dans STE SOFT, spéc. adm., biens, syndic, Burroughs B700, IBM 3741/3, IBM 32 Assemb. ACL, COBOL, GAP II, cherche sit. simil. sur IBM 34 ET/OU direction petite équipe. P-étentions : 7.000 F X 13.
NICOLAS RICHARD,
38, avenue des Bas-Chaumiers, 91170 VIRY-CHATILLON.

Journaliste professionn., dispon., longue expér. quotidien, report., enquêtes, effectuerait recherch., documentat., iconograph., rédig. notices pour entreprises, écrivains, éditeurs, etc. Ecrire à : n° 6.639, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., 24 ans, secrétaire expérimentée, bonne culture générale, notions anglais, cherche emploi. Téléphone : 246-89-93.

Cadre administratif, 34 ans, chef de service domaines : gestion, organisation, coordination, comptabilité, expérience étranger et Afrique Noire, étud. tt. prop. pr poste de respons. Afrique Noire francophone. Disponib. rapidem. Ecr. n° 2.182, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune femme, 25 ans, cherche emploi bureau, stable, dactylo, petit secrétariat, standard, prét. quart. Montparnasse, St-Lazare, libre de suite. — Ecrire à : n° 6.638, « le Monde » Publicité, 5, r des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 24 a., Lib. O.M., dipl. SC. PO. + DEA angl., libre de suite, ch. emploi cadre fonct. personnel ou bur. d'études, sur Paris et banlieue. Téléphone : 758-55-58.

COLLABORATRICE
40 ans, rech. poste haut niveau au sein direct. génér. ou financ. Proximité banl. Nord de Paris. Ecr. n° 2.180, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

REDACTEUR EN CHEF
grand magazine international, références exceptionnelles, étudierait toutes les propositions presse, relations publiques, etc. Ecr. n° 2,175, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., marié, 28 a., gde expér. et réf. en gest. conseils financ., rech. direction ou équivalent ds commerce, gdes surf., gérance immobilière, organisme financ., travail temporaire ou hôtellerie. Ecr. M. Martin, 156, avenue du Gal-Leclerc, 94100 SAINT-MAUR.

UN CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages).
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact. exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré - avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour information, écrire CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h.
au 296-15-01

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

NATION beau 4 p. entrée, cuis., w.-c., s. de bs, chf. cent., balc., imm. récent, pierre de taille. Px : 390 000 F. Tél. : 344-71-97.

CHAMPS-ELYSEES. Directem. propriétaires BEAU STUDIO tt cft, étage élevé, Tél., prix raisonnable. T. 734-99-75, H. Bur.

BD LANNES, 8e étage. Vue imprenable, 88 m2 + grand balcon, 1 000 000 de F. 747-15-00.

Métro SAINT-FARGEAU ds imm. gd stdg. 6 p. 110 m2 + balc., 5e étage, chf. centr. imm., cave et box, 595 000 F. TEL. : 366-87-75.

DAUMESNIL gare de LYON récent grand standing. Somptueux triple living, 2 chbres, 110 m2, état impecc., cuis. aménagée, parking « TAC ». T. : 329-33-30.

Près BD VOLTAIRE beau 2 p. entrée, cuis., w.-c., s. de bns, chf. cent., 165 000 F. 345-82-72.

PARIS - 18e MONTMARTRE AU PIED DE LA BUTTE vds 2 p., entrée, cuisine, 30 m2 bien exposé. Téléphone : 770-31-43, H. Bur.

NIEL (près), récent, standing, urgent, cause départ. sur voie privée **4-5 PIECES** ravissant, balcon, parking - 266-16-65.

HENRI-MARTIN PRES AVENUE 6 p., cuis., bs, 155 m², 1er étg., à rénover + 2 chbres service, téléphone, calme - 331-81-11.

IMM. STANDG PRES PLACE **VICTOR-HUGO** **5 P.** 140 m² + service. VERNEL - 526-01-50.

48 APPARTEMENTS DANS LE 3e
2500 PARIS et autour
L'ordinateur de la **MAISON DE L'IMMOBILIER** sélectionne gratuitement l'affaire que vous recherchez. Consultation sur place ou par tél., ...

Paris Rive gauche

MONGE-GOBELINS
1) Living + chambre tout cfort 230 000F, avec 45 000 F cpt.
2) 3 p. tt cft, 250 000 F, avec 48 000 F cpt. Appts dans bel ens. s/cour claire et calme. Voir pptaire 12 bis, av. Gobelins mercredi, jeudi, 14 h. 30 à 19 h.

ILE SAINT-LOUIS ravissant triplex div., living, 2 chbres, 2 bns., gar., 622-02-17.

ECOLE MILITAIRE. Bel imm. 1930 rénové, 2 asc., chf. centr., eau chaude, vide ord. RESTE 4 STUDIOS différentes surfaces de 180 000 à 265 000 F. Crédit 80 %. Vis. mardi, mercredi de 14 h. 30 à 18 h., 13, r. Chevert.

MONTPARNASSE, grande pièce 25 m2 aménageable, 3e étage, soleil, 110 000 F. T. : 707-03-83.

Me VOLONTAIRES. Ds bel im. pierre de taille STUDIO, très belle vue sur Paris, 98 000 F. Téléph. : 770-73-77 ou 522-95-20.

MAZARINE plein ciel 120 m2, caractère, calme, soleil. Tél. : ODE. 42-70.

VUE S/ JDINS LUXEMBOURG imm. neuf, balcons - terrasses, très luxueux, 150 m2, dble liv., 3 chbres, 2 bains, studio serv., gar. MONTESFORT. 544-13-34.

PASTEUR 3 pièces, standing, 85 m², téléphone, profession libérale possible - Prix 240.000 F pour 12 ans (crédit propriétaire possible) ou location 2.500 F par mois. - 197, rue de Vaugirard, 1er étg. Pptaire, mardi-mercr., 13-16 h.

DENFERT ATELIER ARTISTE avec grande verrière, tout cft, 8e étage, asc., ch. cent. TEL. 300.000 F - 325-89-90.

13e OLYMPIADES PART. VEND **4 PIECES - 84 M²** parking, cave, calme, soleil, étg. élevé, bon plan, proxim. centres sportif et commerc. 360.000 F + 30.000 C.F. Tél. 583-84-76.

R. RODIER Prix intéressant, gd 3 p., conft. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Pour Sté européenne cherche VILLAS, PAV. pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. T. : 253-57-02.

Boutiques

Cause santé, cède gd magasin, gd sous-sol, tous commerces, situation 1er ordre. Rive gauche. Téléph. : 548-07-58

maisons individuelles

NANCY, vends grande maison, possibilité cabinet médical. Tél. (40) 23-50-39.

VILLAS NEUVES
ILE-DE-FRANCE
dans nid de verdure, 5 mn gare récept. 90 m2, 5 chbres, 4 bains, s. de jeu, gar., jard. 1 000 m2. Katz gare Garches. 970-33-33.

villégiatures

VARS (05). Pied pistes P2, 6 lits tt conft, loue sem. ou plus. Dr Aberlenc, 2, pl. Duguesclin, 30000 NIMES. T. (66) 67-63-40.

Immobilier (information)

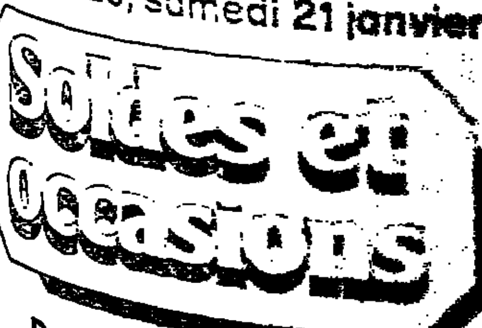
LOCATIONS SS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. la Michodière, Me Opéra. Frais abonn. 310 F. - 266-52-04.

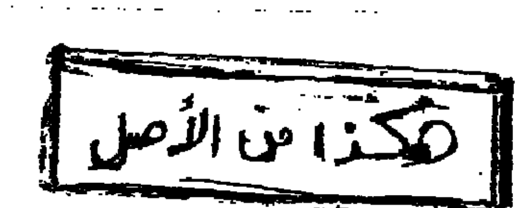
domaines

SOLOGNE

pavillons

78 — COIGNIERES
Sans agence
Société vend directement ses derniers pavillons cinq et ...





Le Monde

régions

Des villes sous le vent de la crise

La crise économique n'épargne depuis trois ans aucune région de France. Comment, dans leur vie quotidienne, les habitants des villes ont-ils réagi ? La riposte a été différente suivant la taille de l'agglomération, ses traditions, les choix de l'équipe municipale. Quelques exemples le montrent. Aujourd'hui, celui de Nîmes.

Languedoc-Roussillon

NIMES : sans euphorie mais sans grand drame

De notre envoyé spécial

Nîmes. — Des arènes aux portes de la ville, une foule joyeuse envahit les rues brillamment *illuminées. C'est l'heure où ferment* les bureaux, les administrations, qui sont la principale activité de Nîmes (130 000 habitants), siège de la préfecture du Gard.

En haut d'une ruelle bordée de paisibles jardins, le portail de l'entreprise des frères Rouvière laisse s'échapper un cliquetis de machines et une tenace odeur de colle à cuir. Cette fabrique de chaussures, une des quatre qui subsistent sur les quelque cent cinquante qui existaient il y a vingt ans, livre sur commande environ deux cents paires par jour. D'un bout à l'autre de l'atelier fraîchement blanchi, s'affairent une quinzaine de personnes. Pour la plupart, les jours, les années, se sont écoulés ici monotones. Sauf un changement de propriétaire voici quelques mois : un des *frères Rouvière céda l'entreprise* à deux nouveaux associés. « *Inconscience, folie* » : ainsi jugeait-on en ville la décision des deux associés de reprendre l'affaire, alors que depuis des années, dans la chaussure nîmoise, les faillites se succèdent.

Les exemples d'Alès et de Montpellier

« *De la témérité, peut-être, mais je n'avais pas grand-chose à perdre. Je ne regrette pas* », répond un des deux associés. Celui-ci était auparavant cadre chez Mora, qui, en 1974, faisait encore travailler trois cent cinquante personnes et fabriquait douze mille paires par jour. Il quitta son entreprise lorsque furent prises, pour éviter l'effondrement, les premières mesures de redressement avec l'aide du F.D.E.S. et des responsables locaux. Répit sans succès, puisque Mora vient de fermer définitivement ses portes. Un fait devenu presque banal, à force de répétition. Il inquiète cependant, comme une fatalité dont on pressent difficilement la fin. Si ce n'était que la chaussure !

Le textile, représentant environ 29 % de l'industrie nîmoise, connaît le même sort face à la concurrence étrangère. Exception faite des deux principales fabriques, Eminence et Cacharel, plus récentes, regroupant dans leur demi-douzaine d'ateliers dispersés dans la campagne gardoise quelque mille salariés. Et encore... « *Confidence pour confidence* », comme dit la publicité d'Eminence, depuis quelques semaines cette entreprise découvre le chômage partiel. Seul Cacharel, malgré la forte concurrence des marchés extérieurs, qui absorbent 45 % de sa production, demeure prospère.

Le plus gros secteur, le bâtiment — 47 % de l'activité industrielle, — manque aujourd'hui de commandes après une longue période d'essor, lui qui a vécu des marchés de l'administration (jusqu'au coup d'arrêt du plan Barre), ou de la construction de Port-Camargue : mille huit cents bateaux de plaisance déjà, des maisons « pied dans l'eau » qui se vendent aisément à 5 000 francs le m2. Cette initiative réussie est due à la chambre de commerce et d'industrie du Gard, qui fait le chiffre d'affaires le plus substantiel de la région Languedoc-Roussillon. Mais Port-Camargue aujourd'hui se termine... Le désarroi gagne les milieux du bâtiment nîmois. Curieusement, ce sont les petits artisans qui résistent le mieux.

De fait, 85 % des entreprises nîmoises ont moins de dix salariés. Phénomène nouveau : depuis peu, le syndicalisme y pénètre. La naissance de micro-conflits revendicatifs au cours de ces derniers mois, quoique discrets, suscite quelque humeur parmi le patronat. On n'hésite pas à citer, voire à imiter, M. Furnon, ce dirigeant gardois qui s'opposa à la création d'une section syndicale C.G.T., au nom de la liberté dans l'entreprise. C'est là un des multiples paradoxes de Nîmes, ville de bureaux essentiellement, à majorité communiste depuis douze ans.

Les dirigeants de la chambre de commerce ne cachent pas leur engagement « majoritaire », tandis que le maire, M. Emile Jourdan (P.C.), « Mimile » comme on l'appelle en ville, multiplie ses interventions dans les nombreux clubs du troisième âge et autres associations, qui pullulent et animent la démocratie municipale. « *Un fossé entre les deux* », dit-on. « *Ce n'est pas parce qu'une ville est rouge que c'est la révolution* », corrigent, bonshommes, d'autres habitants, évoquant le relatif calme social.

Pas facile, pour les cinq mille chômeurs — sept mille dit la C.G.T. en tout cas le double d'il y a quatre ans, — de trouver un emploi fixe (1). La région de Nîmes, dans le département, est la plus durement touchée par la crise.

A l'entrée de Nîmes, clignotent des lumières ; voilà la zone industrielle de Saint-Césaire. Mais, aux lueurs du jour, seuls quelques entrepôts apparaissent, autour de Cacharel ou du Crédit agricole du Gard (cet employeur, un des plus gros avec le C.H.U., a doublé ses effectifs en quatre ans). Aucune implantation industrielle d'importance ne s'est faite au cours des dernières années. La firme allemande Siemens prit quelques contacts voici six ans, sans donner suite. Est-ce à cause de la couleur politique de la municipalité ou de « *son électoralisme qui la détourne des préoccupations économiques* », comme disent certains ? Ou bien à cause des réticences d'un patronat inquiet de la concurrence sur le marché du travail ? Chacun se renvoie la balle, pour expliquer pourquoi l'avenir économique de Nîmes n'est devenu que tout récemment une préoccupation explicite. Selon son bord, on cite Alès, avec sa municipalité communiste, qui réussit partiellement sa *reconversion charbonnière, ou* Montpellier, la grande rivale, du Moyen Age au dix-neuvième siècle, qui a repris la première place, absorbant même le dépôt S.N.C.F. de Nîmes. Le plan de développement du Languedoc-*Roussillon* attribue bien à Nîmes des primes d'industrialisation. Mais cela suffira-t-il à relancer l'industrie ?

Militaires, fonctionnaires et chômeurs

Et pourtant, qu'est-ce qui fait tourner le commerce nîmois ? Si l'on en juge par le nombre de faillites, de chômeurs, Nîmes serait le point noir de la région la plus noire de France, le Languedoc-Roussillon. La ville serait au bord du drame. Pourtant, sans euphorie, mais sans grand drame, le commerce nîmois semble se maintenir (2). « *Mis à part trois samedis difficiles, il y a quelques années, lorsque les grandes surfaces envahirent simultanément ce qu'on appelle ici le boulevard du Crime, ça va* », avouent de nombreux commerçants. Sauf dans l'habillement, où les soldes sont presque permanentes. Façades prospères, terrasses de cafés, salles de cinéma et discothèques, où l'on reconnaît les jeunes appelés en garnison à Nîmes à leurs cheveux courts, voitures et motos pétaradantes entre les arènes et la tour Magne, chapiteau abritant le bal des Lozériens ou celui des Ardéchois, bref, Nîmes, à l'économie léthargique, supporte avec bonne humeur ses week-ends d'hiver. « *Quatre mois d'hiver, huit mois d'été*, rappelle, narquois, un syndicaliste, *cela donne un style particulier.* »

Il y a ici une clientèle de choix : les milliers de fonctionnaires et les quelque cinq mille militaires en garnison à Nîmes. Ils s'y distraient, y consomment, s'y marient parfois. Mais si les militaires partaient ? Un différend oppose actuellement la mairie à l'administration militaire, au sujet de quelques kilomètres de garrigue qui servaient depuis un siècle à l'entraînement. Le bail expire actuellement. La mairie aimerait en réserver éventuellement l'usage, dans un futur lointain, à la promenade ou au sport. De ce différend, on parle avec prudence...

Comme de cette autre clientèle du commerce de la ville : les chômeurs. Sur la nourriture, sur l'habillement, ils font parfois des économies draconiennes. Ce jeune couple sans travail depuis trois ans ne paie plus son loyer, ni son électricité, dans l'appartement sans meubles qu'il habite dans la ZUP nord.

La vie y est pour beaucoup difficile, mais, pour d'autres, ce qui est prédominant, c'est le système « D ». « *Vous le trouverez jouant aux boules dans les jardins La Fontaine* », dit l'épouse de ce chômeur de quarante-cinq *ans. Non loin des splendides* bassins où coule paisiblement la source près de laquelle Rome créa Nîmes, dans les élégantes allées dessinées sous Louis XV, ils sont bien deux cents, retraités, chômeurs, à se retrouver chaque jour pour lancer le cochonnet.

« *Revenez à midi, il travaille* », lance cette autre femme de « demandeur d'emploi ». Beaucoup de chômeurs se retrouvent aux boules ou au loto, qui est, avec la féria, une tradition à Nîmes. Ou encore à l'hôtel des ventes, pour quelques menus achats de vêtements et de vaisselle. Ils sont parfois occupés à quelque travail saisonnier, de ville ou de campagne : de 20 à 25 % des demandeurs d'emploi le pratiqueraient, selon la préfecture. Ou encore à quelque besogne plus clandestine : les services, l'agriculture et le bâtiment fournissent de nombreuses occasions de travailler au noir. Ainsi, avec le complément des asurances-chômage, cette petite économie parallèle, enracinée depuis longtemps, permet à Nîmes de respirer et de tenir le choc de la crise.

Equilibre précaire et temporaire, mais qui procure des tentations nouvelles. On s'accommode d'une situation instable. On cherche des compensations : moins de sécurité, mais plus de liberté. Avec le sentiment de devenir son propre patron, grâce au revenu maintenu à 90 % ou au complément qu'apporte le travail « noir ». Ainsi, les « couches sérieuses », comme on les appelle à la préfecture, touchées par la crise et marginalisées par la perte de leur emploi fixe, sont-elles attirées par le « *do it yourself* »... comme les « marginaux » d'il y a quelques années.

DANIELLE ROUARD.

(1) Pour l'ensemble du département du Gard, en octobre 1977, il y avait 14.976 demandes d'emploi non satisfaites, soit 94 % d'augmentation depuis octobre 1974.

(2) Par exemple, l'immatriculation des véhicules neufs dans le Gard a augmenté en un an de 5,6 %. De même, de septembre 1976 à septembre 1977 le nombre des téléviseurs-couleur a augmenté de 29 %.

Alsace

EUROPOLE : Bruxelles-Strasbourg-Genève par l'Aérotrain

L'idée de bâtir une ligne d'Aérotrain entre Bruxelles et Genève via Luxembourg et Strasbourg fait lentement son chemin. Le ministère de l'équipement et la société de l'Aérotrain viennent de remettre leurs conclusions à l'Association pour l'étude du projet Europole. Créée en 1975, à l'initiative des responsables régionaux de l'Alsace et de la Lorraine, cette association s'est donné pour objet d'étudier la section française de cette ligne, entre les frontières franco-luxembourgeoise et franco-suisse.

L'assemblée consultative du Conseil de l'Europe avait reconnu, dès le mois de février 1971, l'intérêt politique et économique d'une ligne qui permettrait de relier entre elles les villes sièges des institutions européennes. M. Pierre Messmer, alors premier ministre, avait même proposé d'inscrire la partie française d'Europole au budget du VII[e] Plan.

Les auteurs du rapport justifient le projet Europole par la nécessité de créer une capitale européenne « *polycentrique* ». A leur avis, « *la notion d'une capitale unique et centrale appartient au passé. La concentration des institutions européennes en un lieu unique conduirait fatalement à un centralisme aux dimensions européennes* ».

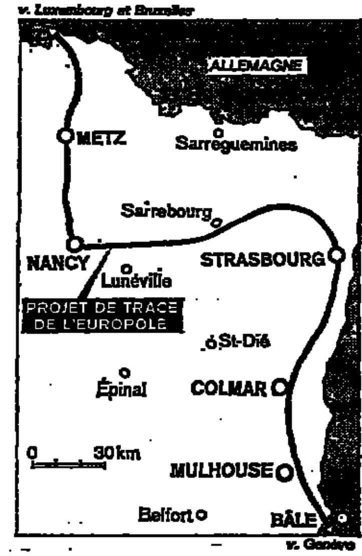
Même s'ils constatent que le volume global de la clientèle par air, par route et par fer est actuellement modeste sur l'axe Europole — 11 700 000 voyageurs par an, — les experts du ministère de l'équipement comptent sur les performances d'une technologie avancée comme celle de l'Aérotrain sur coussin d'air pour multiplier les déplacements d'une ville à l'autre.

« *Europole, en tant que métro de l'est de la France, peut activer les développements et aménagements interrégionaux ainsi que la complémentarité des deux régions Alsace et Lorraine*, affirment-ils. *Tout cela justifie qu'il s'arrête dans les cinq villes principales que sont Metz, Nancy, Strasbourg, Colmar et Mulhouse.* »

Les études de clientèle faites par le ministère de l'équipement montrent que, entre Luxembourg et Bâle, l'Aérotrain pourrait traiter de 3,2 à 4,3 millions de passagers en 1985 sur un trafic total, le long de l'axe Europole, de 20 à 22,7 millions de voyageurs, tous modes de transport compris. Entre la frontière du Luxembourg et la frontière suisse, le temps de parcours serait d'une heure et demie.

Les auteurs du rapport estiment le coût des infrastructures de la section française de la ligne — longue de 360 kilomètres — à 3 079 millions de francs dont 66 millions pour les acquisitions foncières. « *L'étude tronçon par tronçon montre*, d'après eux, *que sur la plus grande partie du parcours entre frontières (280 km sur 360) la voie Europole coûtera 4 500 000 francs par kilomètre.* » Il faut ajouter à ces dépenses le coût du parc de véhicules, soit un investissement de 200 millions pour trente-quatre Aérotrains en 1985.

Le compte d'exploitation prévisionnel de la ligne Europole



(amortissement des véhicules compris) laisse apparaître, selon les calculs des experts, un bénéfice dès la première année, qui augmenterait plus vite que le trafic au cours des années suivantes : + 64,7 millions de francs en 1985, + 274 en 2000. Les recettes ont été établies au prix moyen du kilomètre-voyageur de 1[re] classe, pratiqué par la S.N.C.F. au 1[er] janvier 1976 ; elles ont été réduites de 10 % pour tenir compte de la mise en place de cartes d'abonnement demi-tarif.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

La Camargue se lance dans la culture du « poisson-fourrage »

Avant l'an 2000, estiment les spécialistes, 30 % des terres cultivables actuellement réparties dans le monde seront stérilisées sous l'effet de la désertification et de la pollution, alors même que l'accroissement démographique mondial aura atteint, voire dépassé, cette proportion. Aussi de nombreux pays, craignant un déficit en protéines, se sont-ils lancés dans l'exploitation des mers et des terres immergées. Parce que son isolement et sa situation démographique l'imposaient, parce que ses moyens technologiques le lui permettaient, le Japon fut un précurseur dans ce domaine.

La France, grâce surtout au CNEXO (Centre national d'exploitation des océans), suit dans la foulée. Sur toute la côte atlantique, on songe à l'aquaculture, la ressource-miracle de demain.

Une vingtaine d'organismes scientifiques, dont le CNEXO, les universités d'Aix-Marseille et de Montpellier, le C.E.A., le C.N.R.S., l'institut scientifique des pêches maritimes, etc., étudient en Camargue les conditions dans lesquelles ces terres pourraient être transformées en une vaste nursery aquatique. Jusqu'alors, ces études s'opéraient en ordre dispersé. Mais voilà que se dessine une amorce de coopération entre chercheurs et praticiens, avec l'adhésion des pêcheurs et des conseillers agricoles.

Dans les zones les plus propices, compte tenu de leur degré de salinité, on va tenter d'élever ce que les spécialistes appellent du « poisson-fourrage », de manière semi-intensive. Le « poisson-fourrage » est dénommé ainsi parce qu'il sert de pitance à des espèces carnivores sélectionnées pour la qualité de leur chair. La protection des élevages, le contrôle des mécanismes d'auto-épuration biologique, la croissance et le développement des bébés poissons, sont convenablement maîtrisés en aquariums-laboratoires. Mais en milieu naturel, même reconstitué ou amélioré, les alevins se comportent parfois de manière imprévisible. Les chercheurs ne sont pas au bout de leurs peines !

Tandis que les spécialistes continuent leurs travaux, les municipalités d'Arles, de Port-Saint-Louis-du-Rhône et un groupement de propriétaires d'étangs camarguais prennent les devants. Avec le concours financier du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, les deux municipalités ont fondé un syndicat à vocations multiples. Ce dernier a chargé le CNEXO de recenser les terrains communaux immergés et immergeables, en vue de la création ultérieure de vastes domaines d'aquaculture.

De leur côté, quelques propriétaires camarguais ont constitué un « complexe aquacole » de 700 hectares. En 1978, ils effectueront leur première « récolte ». Selon leurs estimations, elle devrait leur procurer un revenu comparable à la même superficie cultivée en blé ou en riz. L'année suivante, en 1979, et *a fortiori* en 1980, la vente d'anguilles argentées et d'autres espèces nobles très recherchées devrait leur assurer de substantiels bénéfices.

Toutefois, ces pionniers de l'aquaculture camarguaise sont conscients des risques qu'ils courent en devançant les mises au point scientifiques. S'ils réussissent, ils auront en tout cas pris place sur le marché...

JEAN FAURE.

[Déjà les initiatives de ces propriétaires suscitent des réactions, comme celle de M. Vincent Porelli, maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône et député communiste des Bouches-du-Rhône. Dans une question écrite au ministre de la culture et de l'environnement, le parlementaire s'inquiète de la vente de grands domaines voués à l'aquaculture, mais dont le maintien en l'état lui paraît « décisif pour l'équilibre écologique de la Camargue ». M. Porelli demande que ces propriétés soient placées en zones d'aménagement différé (ZAD), de manière que l'Etat exerce son droit de préemption.

Le ministre vient de lui répondre (« J.O. » du 31 décembre 1977) que l'Etat ne saurait acheter tout ce qui doit être sauvegardé et que la procédure de classement en zone d'environnement protégé lui paraît suffire.]



RÉGIONS

Ile-de-France

Le doublement de l'autoroute de l'Ouest par une voie à péage est remis à l'étude

Le sort des deux dernières radiales de l'Ile-de-France, les autoroutes A 14 et A 15, est-il en voie d'être réglé ? Des études menées actuellement démontrent en tout cas que ces projets ne sont pas oubliés par les pouvoirs publics.

L'autoroute A 15 (Paris-Pontoise), qui arrive aujourd'hui à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), devait entrer à Paris, porte de Clichy. Sa construction (pour un coût total de 1 milliard) devait être financée par le péage, mais le projet fut remis en cause lorsque les élus régionaux refusèrent l'installation de tout poste de péage en Ile-de-France. Ces *difficultés de financement* amenèrent les pouvoirs publics à modifier le projet initial en remplaçant les 5 kilomètres d'autoroute par un boulevard urbain.

La construction du boulevard coûterait environ 400 millions de francs. Elle serait progressive et interviendrait par sections. La première d'entre elles pourrait être la déviation de Clichy (1,5 kilomètre), qui coûterait 100 millions de francs. Les travaux pourraient commencer en 1980.

L'autoroute A 13 (autoroute de *Normandie*) est la plus encombrée de France. La mise en service du second tunnel de Saint-Cloud, inauguré le 28 mai 1976, n'a pas permis de résorber les trop-pleins de véhicules. Le projet de doublement du viaduc sur la Seine (entre Paris et les tunnels de Saint-Cloud) n'a pas été retenu. D'où le retour en faveur de l'autoroute A 14 (la Défense-Orgeval).

L'A 14 est aujourd'hui construite... sous la Défense, entre le pont de Neuilly et la préfecture de Nanterre. Elle devait initialement permettre de détourner la circulation de transit qui envahit le boulevard circulaire du nouveau quartier d'affaires. Sa construction permettrait, d'autre part, d'offrir une seconde voie de *desserte aux habitants de l'Ouest* parisien en doublant l'autoroute de l'Ouest, sur laquelle elle déboucherait à Orgeval.

La construction des 18 kilomètres de l'autoroute A 14 pourrait être confiée à la société des autoroutes Paris-Normandie (S.A.P.N.), *qui a construit l'autoroute A 13.* Mais de nombreux problèmes restent à résoudre. La traversée de la forêt de Saint-Germain devrait se faire en souterrain, ce qui alourdirait le coût de l'autoroute, estimé à 2 milliards de francs ; d'autre part, l'arrivée à Neuilly-sur-Seine, dont la *voierie est déjà* saturée, soulèvera de nombreuses difficultés. Le trafic devra donc être *dévié, notamment sur la voie* rive gauche de la Seine.

Reste à trouver le financement du projet. La S.A.P.N. réclamera un péage, puisque les usagers de l'Ile-de-France auront la possibilité d'emprunter, parallèlement, une autoroute gratuite, l'A 13. On *connaît également l'hostilité* des élus et des habitants de la région parisienne au percement de cette nouvelle autoroute, qui donc est étudiée..., mais non programmée.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Nord-Pas-de-Calais

LES ÉTRANGERS INVESTISSENT DAVANTAGE

(De notre correspondant.)

Lille. — Dans la conjoncture économique actuelle, il n'est pas étonnant que le bilan de l'association pour l'expansion industrielle du Nord-Pas-de-Calais (APEX) pour l'année 1977 soit relativement médiocre.

M. Pierre Delmon, président et M. Roger David, commissaire à *la conversion ont pu* faire état de quatre mille trente-deux emplois « décidés », pour quarante-trois investisseurs, *au cours des* trois années à venir, mais seulement de trois mille quatre-vingt-deux emplois effectivement créés, au lieu de six mille neuf cent cinquante-huit en 1976. On constate cependant plus de créations d'entreprises nouvelles *que d'extensions d'unités déjà* existantes. On remarque également, pour les emplois annoncés, une participation importante d'investisseurs étrangers (55 % contre 42 % en 1975 et 25 % en 1976).

Sur la plus grande zone industrielle du Nord-Pas-de-Calais, celle de Douvrin, seule la « Française de Mécanique » (Renault-Peugeot) est installée. On laisse entendre qu'une société de Chicago, spécialisée dans la fabrication de produits contre la pollution de l'eau viendrait y construire une unité qui créerait une centaine d'emplois.

On s'interroge toujours sur l'avenir du vapocraqueur en construction à Dunkerque. Pour l'heure, aucun gros utilisateur d'éthylène ne s'est manifesté pour absorber la production.

GEORGES SUEUR.

Bretagne

APRÈS L'AVARIE DU « DUPERRÉ »

Qui paiera les réparations du canot de sauvetage de l'île de Sein ?

De notre correspondant

Brest. — En transbordant dans des conditions périlleuses, par une mer *démontée et à la lueur des projecteurs*, les quelque trois cents marins et employés de l'arsenal de Brest, qui se trouvaient à bord de l'escorteur d'escadre *Duperré* quand ce navire *de la marine nationale a heurté un* récif, le 12 janvier dans le Raz-de-Sein, l'équipage du canot de sauvetage de l'île de Sein a accompli un tour de force sans précédent. »

Les marins pêcheurs sénans étaient les seuls à pouvoir manœuvrer dans *le Raz-de-Sein où les écueils* et les remous tendent en permanence des pièges mortels. Mais le canot de sauvetage de l'île de Sein a été sérieusement endommagé. Sans perdre de temps, *les îliens l'ont conduit* à Douarnenez pour y être réparé. Mais aux *frais de qui ?* La Société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) se débat dans de graves difficultés financières. Elle était parvenue quand même à faire réviser *entièrement le canot* ces mois derniers à Saint-Malo. Aussi les Sénans *regrettent-ils profondément que* la marine nationale n'ait pas eu la délicatesse d'annoncer qu'elle prendrait les dépenses de réparation à sa charge.

Il est vrai que la remise en état du *Duperré* va coûter très cher. Les ingénieurs de l'arsenal de Brest se déclarent capables de réparer le navire, mais les travaux seront longs s'ils sont engagés par l'état-major de la marine.

« La sécurité à bord de ces bâtiments est fort bien conçue et les équipes de sécurité sont très bien entraînées », fait-on remarquer à la préfecture maritime de Brest. *« Un bateau de commerce, faute de dispositif étanche analogue au nôtre, aurait immanquablement coulé »*, ajoute-t-on. Il n'empêche que l'escorteur d'escadre *Duperré* n'a pas été *en mesure de mettre ses baleinières* à l'eau : aucune commande manuelle n'est prévue pour remplacer les systèmes électriques défaillants des embarcations de secours.

La commission d'enquête de la *marine* nationale a commencé de se réunir lundi à Brest.

JEAN DE ROSIERE.

A LA CONFÉRENCE DE MONACO

● ERRATUM. — Dans le titre de l'article relatif à la conférence *de Monaco* (*le Monde* du 17 janvier), nous aurions dû imprimer : *« Dix-sept pays vont dresser la liste noire des produits (et non des pays) qui « empoisonnent » la Méditerranée.*

LE BRÉSIL A RENNES

Rennes va vivre, du 18 janvier au 19 février, à l'heure du Brésil. Le CRIDEV, Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples (1), a organisé un « mois d'information » sur ce pays, *en collaboration notamment* avec Amnesty International et la maison de la culture.

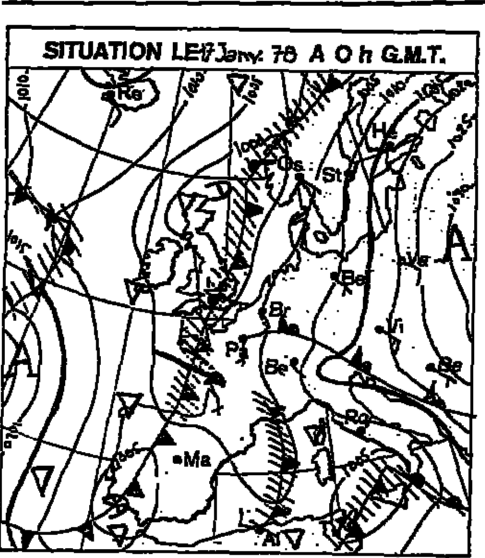
La manifestation comportera : une exposition permanente sur l'histoire et la situation actuelle du Brésil à la Maison du Champ-de-Mars : trois débats avec films, le 19 et le 26 janvier, *et le 3 février, à la maison* de la culture, sur les thèmes « *Indiens et paysans* », « *la culture populaire* » et « *le miracle brésilien* » ; un week-end de « carnaval » les 4 et 5 février, correspondant à l'ouverture du *carnaval à Rio et dans toutes* les villes du Brésil, avec le jeu traditionnel du « Bomba Mev Boi », des chants et des danses... ; la projection de films « classiques » sur le Brésil (*Orfeu Negro, Macunaima* et *Sao Bernardo*) et un programme de musique populaire ; des forums et ateliers...

(1) CRIDEV, 21, rue de l'Alma, 35100 Rennes, tél. 51-44-02.

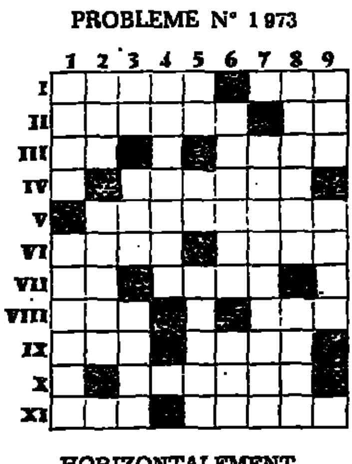
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 janv. 78 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 18-I-78 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 17 janvier à 0 heure et le mercredi 18 janvier à 24 heures :

Des masses d'air humide venant de l'Atlantique ou de la Méditerranée évolueront lentement sur la France, dans un champ de pressions qui demeurera relativement faible.

Mercredi 18 janvier, sur l'ensemble du pays, le temps sera nuageux, passagèrement couvert, avec quelques pluies ou averses. Des bancs de brouillard sont à craindre en début de journée sur l'Aquitaine, la Vendée et la *Bretagne, ainsi que dans les* vallées de l'Est et du Nord-Est. Les pluies seront souvent accompagnées d'orages sur le Midi méditerranéen, où les vents, de secteur sud-est, seront assez fort par moment.

Ailleurs, les pluies ou averses, faibles en général, se localiseront principalement près de la Manche et dans le Nord, ainsi que sur le Bassin parisien, le Massif Central et les régions pyrénéennes. Il neigera en montagne à partir de 1 000 mètres environ, mais, à plus basse altitude, les pluies seront parfois mêlées de quelques flocons de neige.

Mardi 17 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de *1 003,2 millibars, soit 752,4 millimètres* de mercure.

Températures (le premier chiffre *indique le maximum enregistré* au cours de la journée du 16 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) : Ajaccio, 15 et 3 degrés ; Biarritz, 10 et 4 ; Bordeaux, 9 et 2 ; Brest, 5 et 2 ; Caen, 7 et 3 ; Cherbourg, 4 et 3 ; Clermont-Ferrand, 5 et 0 ; Dijon, 2 et —1 ; Grenoble, 6 et —1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 4 et —1 ; Marseille, 9 et 6 ; Nancy, 4 et —2 ; Nantes, 7 et 4 ; Nice, 11 et 10 ; Paris-Le Bourget, 6 et 4 ; Pau, 9 et —1 ; Perpignan, 9 et 0 ; Rennes, 6 et 1 ; Strasbourg, 7 et 0 ; Tours, 8 et 3 ; Toulouse, 4 et —2 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 7 degrés ; Amsterdam, 4 et 4 ; Athènes, 14 et 8 ; Berlin, 4 et —2 ; Bonn, 5 et 0 ; Bruxelles, 6 et 4 ; îles Canaries, 21 et 13 ; Copenhague, 3 et 1 ; Genève, 3 et 0 ; Lisbonne, 12 et 6 ; Londres, 5 et 2 ; Madrid, 3 et 0 ; Moscou, —9 et —11 ; New-York, —3 et —10 ; Palma-de-Majorque, 10 et —1 ; Rome, 15 et 7 ; Stockholm, 2 et 1 ; Téhéran, 3 et —4.

Éducation

● *Des cours de langue d'Oc* (auvergnat, gascon, languedocien, limousin, provençal) sont dispensés dans divers établissements de la région parisienne :

— *Pour les futurs bacheliers* : lycée Lavoisier, 19, rue Henri-Barbusse, à Paris (5e), salle 216, le mercredi, de 14 h. à 21 h. 30 (trois cours de 2 heures) ; lycée Florent-Schmitt, 112, boulevard de la République à Saint-Cloud (92), salle 309, le mardi, de 16 h. à 19 h. 30 (deux cours de 1 h. 30) ; lycée Joliot-Curie, 72, rue Jean-Vaquier, Noisy-le-Grand (93), les mardi et jeudi de 17 h. 30 à 18 h. 30 ; lycée Classique, rue du Lycée, à Aulnay-sous-Bois (93).

— *Pour les bacheliers et salariés* : université Paris-VIII (Vincennes), route de la Tourelle, à Paris (12e), salle F 102 B, le mercredi de 10 h. 30 à 12 h. et le jeudi de 19 h. 30 à 21 h. (deux unités de valeur).

★ Pour tous renseignements sur l'enseignement des langues occitanes, prendre contact avec M. Marcel Baiche, professeur à Paris-VIII, tél. 771-85-45.

● *Un concours de reportages sur « le travailleur manuel »* est organisé par le ministère de l'éducation à l'intention des élèves de troisième, des classes préprofessionnelles de niveau (C.P.P.N.) et des classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.). Le reportage, *qui devra être fait* par des classes entières ou des élèves regroupés, comportera une partie *écrite et graphique et une partie* audio-visuelle. Trois prix seront décernés, ils consisteront en des voyages de groupes. Ce concours est organisé à l'occasion des « semaines du travail manuel ».

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 16-17 janvier 1978 :

DES ARRETES

● Portant application des dispositions *du décret du 16 juin* 1959 modifié, relatives au soutien financier de l'Etat aux distributeurs de films cinématographiques.

● Modifiant l'arrêté du 27 août 1974 fixant certaines modalités d'application du décret n° 72.154 du 24 février 1972 relatif aux congés de maladie, de maternité et d'accident du travail dont peuvent bénéficier certains personnels ouvriers de l'Etat, mensualisés.

UNE LISTE

● Des élèves ayant obtenu le diplôme de l'Ecole supérieure de commerce de Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1973

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I						■			
II							■		
III			■		■				
IV		■							■
V	■								
VI					■				
VII			■					■	
VIII				■		■			
IX				■					■
X		■							■
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Comme peut paraître triste toute une journée passée en sa compagnie ! ; Contient une forte proportion de gros sel. — II. Faire place nette ; Diffamateur au-dessus des poursuites. — III. Canton ; Capable. — IV. Ses guichets sont ouverts jour et nuit. — V. Sont couverts de boutons. — VI. Londres ou Paris ; Jadis dressé par un scribe. — VII. Terme musical ; Ne passe donc pas inaperçue. — VIII. Visible en Mysie ou en Crète ; A la réputation d'être inébranlable. — IX. Point ; Fit d'un bon déjeuner une très mauvaise affaire. — X. N'arrivais pas à tes fins. — XI. Son usure témoigne d'une grande piété ; Ne s'opposent pas du tout à la grande presse.

VERTICALEMENT

1. Le plus vil est le plus raisonnable ; Imposera un effort à un organe. — 2. Répété avec insistance par un célèbre Mâconnais ; Larges quand ils sont plats. — 3. Début d'une interminable série ; Libéralité d'un sort bienveillant ; Lieu de veillées. — 4. Pécher sans le savoir. — 5. Point répété ; Terme musical ; Aromate. — 6. Elément d'un service ; Avec lui, certains sont assurés de faire faire bonne mesure. — 7. Confierait temporairement. — 8. Consignera ; Coule en Angleterre. — 9. Roussin d'Arcadie ; N'est pas à défier les siècles.

Solution du problème n° 1972

Horizontalement

I. Glace ; Cap. — II. Ecoute ; MR. — III. Ocrée. — IV. Tatillons. — V. Eté ; Eau. — VI. Tira. — VII. Livide ; An. — VIII. Il ; *Curait.* — IX. Salera ; *Le.* — X. Ose ! — XI. Eut ; Scot.

Verticalement

1. Geste ; Liste. — 2. LC ; Attila. — 3. Aorte ; Lot. — 4. Cu ; Vices. — 5. Etole (cf. « aube ») ; Dures. — 6. Eclatera. — 7. Roui ; Fô. — 8. Amen ; *Rail.* — 9. Pressantes.

GUY BROUTY.

loterie nationale

Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

Terminaison	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER (F.)
1	11	tous groupes	200.
	611	tous groupes	700
	74 991	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 391	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 961	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
2	572	tous groupes	500
	7 262	groupe 2	5 000
		autres groupes	1 000
	74 992	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 392	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	4 722	groupe 1	70 000.
		autres groupes	2 000
	6 882	groupe 1	10 000
		autres groupes	2 000
	77 962	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
3	833	tous groupes	300
	643	tous groupes	1 000
	4 603	groupe 3	10 000
		autres groupes	2 000
	77 963	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
	77 393	groupe 4	1 000 000
		autres groupes	50 000
	74 993	groupe 4	1 500 000
		autres groupes	50 000
4	4	tous groupes	700
	74 994	groupe 4	5 100
		autres groupes	1 100
	77 394	groupe 4	5 100
		autres groupes	1 100
	77 964	groupe 2	2 000 100
		autres groupes	200 100
5	185	tous groupes	300
	325	tous groupes	300
	74 995	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 395	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 965	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
6	826	tous groupes	300
	466	tous groupes	1 000
	74 996	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 396	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	0 976	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
	77 968	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000

Terminaison	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER (F.)
7	137	tous groupes	300
	347	tous groupes	300
	1 817	groupe 1	5 000
		autres groupes	1 000
	2 207	groupe 1	5 000
		autres groupes	1 000
	74 997	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 397	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 967	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
8	8	tous groupes	100
	48	tous groupes	300
	148	tous groupes	800
	74 998	groupe 4	5 100
		autres groupes	1 100
	77 398	groupe 4	5 100
		autres groupes	1 100
	9 338	groupe 3	10 100
		autres groupes	2 100
	77 968	groupe 2	10 100
		autres groupes	2 100
9	49	tous groupes	200
	199	tous groupes	300
	479	tous groupes	300
	349	tous groupes	2 200
	5 959	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	9 029	groupe 3	5 000
		autres groupes	1 000
	74 999	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 399	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 969	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
0	00	tous groupes	200
	50	tous groupes	200
	180	tous groupes	300
	74 990	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 390	groupe 4	5 000
		autres groupes	1 000
	77 960	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000

Tranche du VENDREDI 13
TIRAGE DU 16 JANVIER 1978
PROCHAIN TIRAGE
LE 18 JANVIER 1978
à LA TOUR DU PIN (Isère)
78 — 3e



économie

L'AMÉLIORATION DE LA CONJONCTURE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU C.N.P.F.

M. Ceyrac plaide en faveur d'une forte croissance

« Pour surmonter les difficultés qui ...ndent l'économie française, un seul ...x s'impose : l'offensive. Nous optons ...lument pour le parti du mouvement », ...éclaré, le 17 janvier, M. François ...rac, qui présidait l'assemblée générale ...uelle du C.N.P.F. Le président de l'or...isation patronale, qui a refusé « les ...sses sécurités du protectionnisme », ...haité en faveur d'« une croissance ...si élevée que possible (qui sera le fruit de la reconversion industrielle et en sera en même temps la condition ».

Auparavant, les cinq cent trente-cinq délégués des fédérations professionnelles avaient entendu trois rapports rédigés par trois vice-présidents de l'organisation, MM. Roux, Ferry et Chotard. Le premier traitait des problèmes énergétiques posés à la France dans les dix prochaines années; le second, intitulé « les impératifs de la croissance », des grands axes de la politique économique et industrielle qu'il paraît nécessaire au C.N.P.F d'engager; le troisième « des priorités de la politique sociale ».

M. Ceyrac a également annoncé que, pour des raisons d'efficacité, les unions patronales départementales seraient directement rattachées au C.N.P.F. à compter du 1er février.

...Ceyrac faisant la synthèse ...es trois rapports, après avoir ...irmé que « les entreprises ...ent bien réagi tout au long ...a crise » mais que « rien n'était ...é », a poursuivi : « Dans la ...ure, où le contenu de notre ...ssance resterait inchangé, la ...ssance possible de notre P.N.B. ...berait aux environs de 3,5 % ...face d'une consommation ...ergie qui croîtrait de 3 %, alors ...nous faudrait un taux mini...n de 5,8 % de croissance an...le du P.N.B. pour faire face ...ne augmentation de notre ...ulation active de trois cent ...e personnes par an. La dra...ique différence entre ces deux ...fres donne la mesure des dif...ltés qui attendent l'économie ...çaise.

» Pour surmonter ces difficultés, ...seul choix s'impose : l'offen... Nous optons, résolument, ...le parti du mouvement.

» Nous refusons les fausses ...urités du protectionnisme. ...s sommes tributaires de ...anger doublement, ne se...-ce que pour lui acheter les ...tières premières et l'énergie ...dispensables que nous lui ...ons grâce à nos exportations. Nous savons très bien que les ...itations actuelles du volume de ...aines importations ne peuvent ...que temporaires. Il faut donc ...fiter du répit qui nous est ...ordé pour engager ou accélérer ...reconversions nécessaires.

» Une croissance aussi élevée ...possible sera le fruit de la ...nversion industrielle et en ..., en même temps, la condi.... La France ne peut s'accom...er longtemps d'un rythme de ...sance faible : les tensions ...ndraient trop fortes, la ré...on des inégalités à peu près ...ssible, la charge des inactifs ...ement insupportable pour ...qui travaillent. Enfin, et ...ut, il serait impossible d'en... la progression du chômage. »

» Il est nécessaire, en même ...s, de modifier le contenu de ...croissance », a poursuivi ...eyrac, qui propose pour cela :

– Une politique d'économie ...rgie d'une ampleur toute ...elle, dans tous les secteurs ...conomie. C'est une nécessité ...nale qui sera d'ailleurs, pour ...mble de l'économie, un très ...rtant stimulant ;

– Une politique de dévelop...ent des sources d'énergie ...lles ;

– Une politique industrielle ...nt la priorité aux industries ...x services qui sont à la fois ...s consommateurs d'énergie et créateurs de nombreux emplois.

» C'est au développement de la matière grise et de la main-d'œuvre hautement qualifiée que doivent aller les priorités de demain. Bien entendu, il ne saurait être question d'abandonner des industries lourdes ou fortement automatisées au profit de la création d'ateliers nationaux à basse productivité et non compétitifs. »

Après avoir rappelé que les « entreprises » étaient « les instruments de cette mutation » et que « leur compétitivité exigeait qu'elles soient libres de leurs actions », ce qui implique qu'elles aient « la liberté de déterminer leurs prix » et que disparaisse « l'emprise de la bureaucratie », M. Ceyrac a souhaité « qu'une politique active de l'épargne incite les Français à investir dans les entreprises ».

Il a abordé ensuite le volet social de l'action du patronat.

« Cette politique n'est possible qu'avec le soutien de tous ceux qui travaillent dans les entreprises. (...)

» Notre objectif doit être de promouvoir dans la vie quotidienne de l'entreprise des formules d'organisation et de comportement fondées sur la confiance dans les hommes et les femmes qui y travaillent. Et cela grâce à la décentralisation des pouvoirs et au renforcement des pouvoirs des cadres et de la maîtrise.

» Tout cela n'est possible que si l'effort entrepris pour améliorer les qualifications des salariés est encore développé. Nous appelons les entreprises à un effort renouvelé de formation. »

« L'emploi reste notre préoccupation dominante », a poursuivi le président du C.N.P.F., avant d'ajouter : « Préserver le pouvoir d'achat des salaires paraissait une gageure. Nous l'avons fait et nous le ferons pour les prochaines années.

» Dans le même temps, nous poursuivrons, sans relâche, la revalorisation des salaires les plus bas sans toutefois porter atteinte à la hiérarchie, qui nous paraît toujours être la pierre angulaire de l'entreprise.

» Tout cet effort doit être complété et soutenu par une politique contractuelle qui prenne en compte l'avenir de notre économie et ses impératifs. Cette politique contractuelle devra être guidée par l'acceptation des réalités et non par des préalables idéologiques », a poursuivi M. Ceyrac, qui a conclu :

« Nous voulons prendre le parti du mouvement contre la résignation, la sclérose, le repli d'une France sur elle-même qui nous conduirait au déclin. »

M. Chotard préconise la poursuite de l'effort en faveur de l'emploi des jeunes

« Assurer l'emploi en faisant un effort particulier pour les jeunes et pour les femmes, maintenir le pouvoir d'achat et revaloriser les bas salaires et les salaires des travailleurs manuels, améliorer les conditions matérielles et psychologiques de travail », ce sont les trois priorités de la politique sociale du patronat présentée par M. Yvon Chotard. Le vice-président du C.N.P.F., chargé des questions sociales, a surtout insisté sur l'emploi. Il a estimé que, « dans l'impossibilité de compenser par la seule croissance le déficit en nombre d'emplois, il faut trouver des solutions spécifiques qui réalisent le plus parfaitement l'adéquation entre l'offre et la demande ».

Tirant les leçons des actions conduites depuis l'été dans le cadre du « pacte national pour l'emploi », il a estimé qu'il fallait orienter l'action du C.N.P.F. dans cinq directions :

● Organiser « des relations beaucoup plus étroites » entre l'économie et les établissements scolaires : séances d'information pour les élèves en fin d'études, séjours de longue durée d'enseignants dans les entreprises, expérience déjà réalisée de 1971 à 1976 au profit de sept cents enseignants, mais à laquelle le ministère de l'éducation avait mis fin pour des raisons budgétaires (*le Monde* du 3 juillet 1976) ;

● Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes en créant une sorte de « sas » entre l'école et la vie grâce au système des contrats emploi-formation ou des stages pratiques ;

● Développer un apprentissage de qualité ;

● Organiser un « meilleur accueil des jeunes » dans les entreprises et « réfléchir sur le rôle essentiel que peut jouer l'encadrement » ;

● Imaginer des solutions spécifiques pour favoriser l'insertion des jeunes issus des enseignements supérieurs.

M. Chotard a insisté aussi sur les mesures à prendre pour faciliter l'emploi des femmes. « Le débat ne réside plus dans l'opposition travail féminin-mère au foyer, mais dans la prise en considération de la globalité de la « carrière » de la femme dont le déroulement se partage entre périodes consacrées à la maternité et périodes d'activité professionnelle. »

Evoquant le financement des aides au chômage, le vice-président du C.N.P.F. a réclamé une modification de la répartition des charges entre l'Etat et l'UNEDIC, celle-ci ne finançant plus que 22 % des aides aux chômeurs. M. Chotard a suggéré en outre « une réforme du système des aides aux chômeurs dans la perspective de mieux faciliter les adaptations et les reconversions que les nouvelles données économiques rendent nécessaires. En outre, on pourrait distinguer ce qui est assurance de ce qui est aide pure et simple.

» Le régime d'assurance comporterait une partie fixe égale pour tous, régulièrement revalorisée, et un pourcentage de la rémunération antérieure.

» Le régime d'aide servirait une indemnité forfaitaire appliquée dès l'ouverture des droits aux demandeurs d'emploi sans activité antérieure et à ceux qui auraient épuisé leurs droits au régime d'assurance.

» Un tel système exigerait une double négociation : avec l'Etat pour l'harmonisation des aides ; avec les syndicats pour réaménager l'assurance-chômage. »

Enfin, toujours sur l'emploi, M. Chotard a estimé que « les perspectives démographiques font apparaître le danger d'utiliser durablement les mises à la retraite pour réduire les tensions sur l'emploi. » De même, « l'abaissement systématique de l'âge de la retraite à soixante ans serait une erreur majeure, alors que la population française, en raison tant de la baisse de la natalité que de l'allongement de la vie humaine, est appelée à subir un vieillissement important et prévisible dont les conséquences pèseront lourdement sur la population active. »

Dans cette longue analyse des problèmes de l'emploi, M. Chotard ne fait aucune allusion aux travailleurs étrangers, alors que M. Ambroise Roux, dans son rapport sur l'énergie, déclare : « Le seul secteur sur lequel nous pouvons agir de manière importante est celui des travailleurs immigrés. Une action prudente et progressive devrait nous permettre à la fois de renoncer à toute nouvelle immigration et de réduire le nombre des travailleurs immigrés, qui pourrait être ramené, d'ici à 1985, de 2 à 1 million. Cette réduction du nombre des immigrés serait beaucoup moins importante que celles auxquelles ont procédé d'autres pays durant ces dernières années. La croissance nécessaire du P.N.B. pour approcher le plein emploi serait alors ramenée à 5 %. »

M. Christian Beullac : un mieux incontestable pour l'emploi

Commentant les statistiques de l'emploi du mois de décembre, M. Christian Beullac, ministre du travail, a déclaré :

« *Les quatre derniers mois de 1977 ont incontestablement marqué un mieux pour l'emploi : la situation n'a cessé de s'améliorer depuis la fin du mois d'août, alors même que six cen cinquante mille jeunes sortant de l'école entraient dans la vie active. Je dois souligner que ceci est tout à fait contraire aux prévisions que faisaient certains experts il y a huit mois. Ceci montre bien que, par une action volontariste, on peut enrayer un phénomène économique comme la dégradation de l'emploi. Cette action a été voulue et menée par les Français : c'est le pacte national pour l'emploi des jeunes.*

» *Je dois souligner aussi*, a continué M. Beullac, *que ces résultats apportent un démenti flagrant à tous ceux qui, dans l'opposition, n'avaient pas manqué de faire des prévisions pessimistes dans ce domaine. Ainsi, M. Séguy annonçait l'été dernier un million huit cent mille chômeurs pour la fin de l'année. Chacun a ses objectifs : je constate que ceux de M. Séguy ne sont pas atteints. Il trouvera bien une explication. J'en prendrai connaissance avec intérêt.*

» *Ces résultats*, a encore dit le ministre du travail, *ont été obtenus grâce à deux éléments principaux : la réussite du pacte national pour l'emploi et la formation des jeunes, dont je rendrai public le bilan dans les jours qui viennent ; un niveau satisfaisant d'activité économique : la production industrielle a progressé de 4 % entre le mois d'octobre et le mois de novembre, retrouvant pratiquement les niveaux les plus élevés qu'elle avait atteints antérieurement.*

« *Ces résultats*, a conclu M. Beullac, *n'ont pas été atteints sans efforts et ils ne doivent pas nous faire oublier les réalités : en matière d'emploi comme en d'autres, il n'est pas question de cacher aux Français les difficultés. Ces difficultés ne seront pas aplanies par une action de quelques mois. Il faut, pour assurer l'emploi et le consolider, une politique patiente et résolue : c'est celle proposée par les objectifs de Blois. Nos propositions en matière d'emploi sont fiables parce qu'elles s'appuient sur l'expérience et sur des résultats positifs. L'action que nous avons menée ces mois derniers rend crédibles les objectifs proposés à Blois.* »

OFFRES

Données corrigées des variations saisonnières : 104 400 en décembre 1977 contre 106 400 en novembre (— 1,9 %) et 110 200 en décembre 1976 (— 5,3 %).

Données observées : 86 600 en décembre 1977 contre 97 500 en novembre (— 11,2 %) et 95 900 en décembre 1976 (— 9,7 %).

DEMANDES

Données corrigées des variations saisonnières : 1 026 000 en décembre 1977 contre 1 054 900 en novembre (— 2,7 %), 1 215 900 en août (— 16,6 %) et 929 900 en décembre 1976 (+ 10,3 %).

Données observées : 1 145 000 en décembre 1977 contre 1 179 400 en novembre (— 2,9 %) et 1 036 900 en décembre 1976 (+ 10,4 %).

LA C.F.D.T. : une contre-vérité.

Au nom de la C.F.D.T., M. Michel Rolant, membre de la commission exécutive, a déclaré de son côté :

« *A nouveau, le ministre du travail tente d'abuser l'opinion à partir des statistiques du chômage à fin décembre. Les coefficients utilisés pour les corrections de variations saisonnières ne correspondent plus à l'évolution actuelle et doivent être révisés le mois prochain. Le ministre le sait (...). Les statistiques officielles indiquent qu'il y a 108 000 chômeurs de plus qu'il y a un an, soit une augmentation de 10,4 %. Le ministre n'en parle pas.*

» *Il y a la statistique officielle et la réalité*, poursuit la C.F.D.T. *Cette réalité, c'est le parcage de 140 000 jeunes en stage et la multiplication des astuces et manipulations pour faire baisser artificiellement les statistiques. Les stages ne sont pas des emplois. Si l'on ajoute les 142 000 stagiaires à la statistique officielle, cela fait 1 287 000 demandeurs d'emploi à fin décembre, soit 24,1 % de plus qu'il y a un an (...). Le gouvernement ne réussira pas à faire longtemps croire aux Français une contrevérité démentie tous les jours, notamment par la multiplication des licenciements pour motif économique qui ont été, en 1977, supérieurs de 23 % à ceux de 1976.* »

LA SITUATION S'AMÉLIORE

(Suite de la première page.)

En admettant que ces statistiques ne soient pas « faussées » — l'INSEE étudie néanmoins la mise en place de nouveaux coefficients à appliquer aux données corrigées des variations saisonnières, sans qu'il soit, pour l'instant, possible de dire dans quel sens ils influeront, — certains chiffres de décembre sont déjà assez inquiétants : la durée d'attente des demandes satisfaites s'est élevée à cent trente jours, contre cent quinze en décembre 1976 ; les licenciements économiques sont toujours aussi nombreux (31 200 contre 31 100 en novembre), et surtout le faible volume des offres d'emploi.

A ce propos, on ne cache pas, au ministère du travail, qu'il va va falloir « revoir les instruments de l'emploi » et « accentuer le rôle départemental et régional » des instances officielles et notamment de l'A.N.P.E. Il ne paraît pas normal en effet que, contrairement au code du travail, les employeurs boudent à ce point l'Agence nationale pour l'emploi, quand ils n'ont pas — autre problème — transformé leurs intentions d'embauches fermes en stages pratiqués en entreprise, par le biais de la loi du 5 juillet 1977...

MICHEL CASTAING.

...us vite et plus loin...

...t une tradition. Chaque ... au mois de janvier le ...F. réunit son assemblée ...le et, par la voix de ses ...parole les plus éminents, ...nnaître ses préoccupations ...eure et distribue satisfecit ...rtissement. Le rituel a été ...té, et même si ce mardi ...vier le délicat dossier de ...cession de M. Ceyrac n'a ...é publiquement évoqué — ...ue M. Ambroise Roux ait ...voir sur Antenne 2 qu'il ... pas candidat — le « show » ...al n'en a pas moins été ...sant.

...rance doit résolument opter ...ne forte croissance, tel est ...tiquement le message déli...r les augures du C.N.P.F. ...gage est nouveau. Certes ...geants patronaux français ...jours été partisans d'une ...olitique, mais ces derniers ...'accent avait été mis essen...ent sur la nécessité d'as... l'économie française, en ... en priorité contre l'infla... en renforçant les fonds ... des entreprises.

... raisons peuvent expliquer ...angement d'attitude. La ...e tient aux résultats du ...arre. Le dispositif du pre...inistre s'est révélé efficace ... point essentiel : la pro... des salaires a été nette...ralentie. Les entreprises ...s n'en ont pas retiré le ...: attendu — notamment ... reconstitution de leurs ... — en raison de la mol...e l'activité. La seconde ...rdre conjoncturel. Les ... groupes industriels ont ...il supporté la crise que ...eprises moyennes, et l'an...8 s'annonce difficile tant ...rai que la concurrence ...ionale à laquelle ils sont ...és est sévère. Nul doute ...rs dirigeants souhaite...ouvoir s'appuyer sur un ...national plus porteur...

...éconisant une croissance ...C.N.P.F. ne prend guère de risques. Mais comment l'obtenir ? L'évolution de l'économie française dépend largement de celle de ses partenaires commerciaux les plus puissants et les prévisions pour 1978 ne sont guère optimistes. « *Un taux de croissance ne se décrète pas* », écrit prudemment M. Ferry dans son rapport, avant d'ajouter « *mais on peut mettre plus ou moins d'ambition et plus ou moins de moyens à le réaliser* ». Quels moyens ? « *La clé de la croissance, d'une croissance durable et saine est l'investissement* », répond M. Ferry qui rejette une relance par la consommation jugée inflationniste.

Le propos mériterait d'être précisé. S'agit-il de relancer les investissements publics ? Une telle politique est certes possible, mais il faut avoir le courage d'avouer qu'elle entraîne immanquablement un accroissement du déficit budgétaire et donc la remise en cause de la politique de retour aux équilibres. S'agit-il de relancer les investissements privés ? *C'est supposer que les* industriels français ont envie d'investir. Est-ce bien le cas ? Les capacités de production de bon nombre d'entreprises ne sont pas utilisées à plein. Les exportations promettent d'être de plus en plus difficiles. Pour être efficace une telle action ne suppose-t-elle pas en conséquence une relance de la consommation afin d'offrir aux entreprises des débouchés supplémentaires ?

Faut-il parler de rupture avec M. Barre ? Ce serait aller vite en besogne puisque le C.N.P.F. reprend à son compte les grandes lignes de l'action gouvernementale tant en ce qui concerne la politique industrielle qu'énergétique. En fait, la sortie du C.N.P.F. revêt l'aspect d'un appel au premier ministre à poursuivre dans la même voie mais plus vite et plus loin. — Ph. L.

Grâce à la stagnation des importations

Le redressement de la balance commerciale française continue

Le déficit de la balance commerciale française a été réduit de près de moitié en 1977 par rapport à 1976 : après correction des variations saisonnières il s'est élevé à 11 395 millions de francs contre 20 594 millions. Le taux de couverture des achats par les ventes a été, en moyenne mobile sur douze mois, de 96,6 % au lieu de 93 %. En chiffres bruts, le déficit a été de 11 077 millions en 1977 contre 20 452 millions en 1976. Les exportations ont progressé, en valeur, de 17,3 % pour atteindre 319,7 millions de francs, alors que les importations ont augmenté de 12,8 %, se situant à 331 milliards. En volume — à prix constants — les ventes ont progressé de 5,5 % environ et les achats ont stagné (+ 0,5 %).

Compte tenu des frais d'assurance et de fret, les importations ont atteint 346 milliards de francs. Les exportations — hors matériel militaire (le surplus dans ce secteur a été de quelque 6,5 milliards en 1977) — ayant été de 312 milliards — le déficit CAF-FOB s'est élevé à 34 milliards contre 41 en 1976.

Dans le domaine des biens d'équipements, l'excédent — en brut — est, d'une année à l'autre, passé de 12,9 à 17,8 milliards de francs. En matière d'articles de consommation (non compris l'automobile et l'électroménager), un surplus d'un milliard de francs a succédé à un déficit de 567 millions.

En raison surtout du ralentissement de la conjoncture, le déficit commercial a diminué de trimestre en trimestre, se situant (après correction) en moyenne mensuelle à 2,8 milliards pour le quatrième trimestre 1976, 1,7 milliard au 1er trimestre 1977, 1 milliard au second, 750 millions au troisième et 290 millions au quatrième.

Après le déficit « corrigé » de 2 665 millions de novembre, la balance commerciale a même enregistré un excédent de 1 659 millions en décembre. Ce résultat est le meilleur qui ait été obtenu depuis mai 1975 (+ 1 796 millions), la balance n'ayant cessé d'être déficitaire d'octobre 1975 à novembre 1977, exception faite de septembre 1977 (+ 421 millions) et d'octobre 1977 (+ 127 millions). Le taux de couverture des achats par les ventes s'est établi en décembre à 106,2 % : il faut remonter à juillet 1975 pour retrouver un pourcentage plus élevé (107,3 %).

Le « score » obtenu lors du dernier mois de 1977 provient toutefois d'une forte baisse (— 12,2 %) des importations, qui avaient été gonflées en novembre par des achats de précaution de produits pétroliers. En décembre, les importations ont atteint 26 660 millions de francs, se situant pratiquement au même niveau qu'en décembre 1976 (+ 1,3 %). En revanche les exportations, qui n'ont guère bougé d'un mois sur l'autre (+ 2,2 %), ont progressé de 13,5 % en un an, pour s'élever à 28 319 millions de francs.

En chiffres bruts, les échanges extérieurs ont enregistré un surplus de 1 577 millions de francs, comparé à un déficit de 2 012 millions de francs en novembre. Les achats à l'étranger ont représenté 29 305 millions de francs, et les ventes 30 882 millions de francs.

La fin de l'année a notamment été marquée par une réduction du déficit des échanges agro-alimentaires qui, d'une moyenne mensuelle de 730 millions de francs pour les neuf premiers mois de l'an dernier, est revenu à 188 millions de francs en décembre. En outre, les importations de pétrole ont fléchi d'environ 1 milliard de francs. Enfin, les échanges de biens d'équipement ont dégagé un surplus de 2,5 milliards de francs. — M. B.

FAITS ET CHIFFRES

Immigrés

● *Les difficultés des Sénégalais* résidant en France et l'attitude de leur pays à leur égard ont été les principaux thèmes du rapport annuel de M. Bocar Touré, secrétaire général de l'Association générale des travailleurs sénégalais en France, réunie le dimanche 15 janvier à Paris. Le nouvel ambassadeur du Sénégal, M. Mahmadou Cissé — qui n'avait pas encore présenté ses lettres de créance — assistait à cette assemblée « *pour témoigner*, a-t-il dit, *de la bonne volonté de Dakar à l'égard des vingt-sept mille Sénégalais vivant en France* ». M. Bocar Touré a déploré « *le peu d'intérêt* » manifesté, selon lui, par le Sénégal à l'égard de ses ressortissants en France. Evoquant les récentes mesures prises à Paris à l'encontre des immigrés, il a qualifié M. Lionel Stoléru de « *ministre du refoulement* ».

Patronat

● *Un nouveau président au C.J.D.* — M. Bernard Boissou vient d'être élu président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise. Il succède ainsi à M. Louis-Gaston Pelloux. Son entrée en fonctions officielle s'effectuera à l'occasion du congrès national du C.J.D., qui se tiendra en juin 1978 à Strasbourg. M. Boissou, âgé de quarante-trois ans, est originaire de Cognac. Vice-président du C.J.D. depuis 1975, il est gérant de l'entreprise Edmont Audry, de Saintes (fabrication de cognac) et directeur général du groupe de sociétés civiles de placement immobilier L'Epargne foncière.

ÉTRANGER

Le gouvernement britannique reconnaît la gravité de la crise qui frappe l'industrie de l'acier

En annonçant, lundi 16 janvier 1978, que la British Steel Corporation (B.S.C.), le géant de l'industrie sidérurgique nationalisée, avait enregistré en 1977 un déficit d'environ 520 millions de livres (4,60 milliards de francs), le gouvernement britannnique, par la bouche de M. Eric Varley, ministre de l'industrie, a officiellement reconnu la gravité de la crise que traverse l'industrie anglaise de l'acier. Il n'entend pas néanmoins *« céder à la panique »* ni prendre des mesures *« arbitraires »*. En attendant l'élaboration d'un *« plan acier »*, les dépenses d'investissement de la B.S.C. initialement fixées à 600 millions de livres, puis réduites à 520 millions de livres, seront ramenées à 470 millions de livres (— 10 %).

Les déclarations de M. Varley, faites devant un Parlement très houleux, n'ont fait que confirmer les faits contenus dans le rapport publié jeudi dernier, par un comité spécial de la Chambre des Communes dont l'enquête a duré dix-huit mois.

Ce rapport émet un diagnostic très sévère sur la situation de la British Steel Corporation, dont la gestion a fait l'objet de très vives critiques : vieillissement accentué de l'appareil de production, très mauvaise productivité, main-d'œuvre excédentaire, politique d'investissement peu réaliste, retards « étonnants » dans la modernisation des aciéries, erreurs de prévision dans l'évolution de la conjoncture. Pour redresser cette situation, et *conserver à la B.S.C. son rang* de troisième producteur d'acier du monde occidental, le comité, qui réunit des députés de tous les partis, préconise des remèdes draconiens : fermeture rapide des installations les plus anciennes, dont le rendement atteint à peine 10 % à 12 % de celui des usines japonaises ; réductions de personnel « substantielles » ; révision « déchirante » du programme d'investissements. En outre, le comité reproche violemment au gouvernement et aux dirigeants de la firme d'État de n'avoir pas communiqué la relation exacte de leurs entretiens et de leur correspondance en 1977. Sir Charles Villiers, président de la B.S.C., personnellement mis en cause, et vigoureusement soutenu par M. Varley, a déclaré qu'il ne démissionnerait pas.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ Bas	+ Haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ U.S.	4,7220	4,7260	+ 60	+ 100	+ 120	+ 170	+ 460	+ 530
$ can.	4,2970	4,3020	+ 60	+ 100	+ 120	+ 180	+ 470	+ 550
Yen (100)	1,9540	1,9600	+ 110	+ 150	+ 220	+ 250	+ 650	+ 720
D M.	2,2120	2,2150	+ 100	+ 140	+ 210	+ 240	+ 680	+ 730
Florin	2,0820	2,0870	+ 70	+ 90	+ 140	+ 170	+ 510	+ 570
F B. (100)	14,3650	14,4000	+ 30	+ 210	+ 80	+ 330	+ 950	+1290
F. S.	2,3880	2,3960	+ 170	+ 190	+ 320	+ 360	+1000	+1060
L. (1 000)	5,3940	5,4050	— 700	— 500	—1000	— 750	—2500	—2000
£	9,0940	9,1160	+ 190	+ 280	+ 360	+ 470	+1320	+1420

TAUX DES EURO-MONNAIES

D. M.	2 1/2	2 3/4	2 3/4	3	2 3/4	3	2 7/8	3 1/8
$ U.S.	7	7 1/4	7	7 1/4	7 1/4	7 1/2	7 5/8	7 7/8
Florin	4 1/2	5	4 1/2	5	4 1/2	5	4 1/2	5
F B.	8 1/2	9 1/2	7 1/2	8 1/4	7 3/4	8 1/2	8	8 3/4
F. S.	0	1/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1 1/4	1 1/2
L. (1 000)	15	20	19	22	19	22	17	20
£	6	6 1/2	6 1/4	6 3/4	6 1/4	6 3/4	6 1/2	7
Fr. franç.	9 1/2	10 1/2	10	10 1/2	11	11 1/2	12 1/2	13

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

TRANSPORTS

LES ROUTIERS CHEZ LE PREMIER MINISTR

• Hausse des tarifs au début de févri
• Respecter la vérité des prix et les lo de la concurrence

La modernisation des services réguliers d'autocars — qui figure dans les *« objectifs d'action »* du gouvernement présentés à Blois — a constitué un des principaux sujets de l'entretien accordé, le lundi matin 16 janvier, par M. Raymond Barre à M. François de Brétizel, président de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.).

Dans l'optique de la *« nécessaire rénovation des transports interurbains de voyageurs »*, indique un communiqué, le premier ministre a demandé au secrétariat d'État aux transports de mettre au point, à brève échéance, les dispositions adr nistratives et financières perm tant d'aider les conseils géné qui le souhaitent à réorgani les réseaux de services régul intéressant leur département.

Le premier ministre a, d'ar part, *« indiqué sa volonté de* r *rifier la politique des transp terrestres »*. Il a souligné qu liberté d'entreprendre, la v des prix et la concurr seraient les principes direct des évolutions à venir, *« ce exclut tout transfert autori de trafic d'un mode de trans à un autre »*.

Exprimant son souci *« de maintenir l'équilibre de l'ex tation des entreprises »*, le p mier ministre a déclaré que décisions d'augmentation tarifs des transports de voyag et de marchandises seraient p début février.

M. Barre a, enfin, indiqué envisageait la possibilité d'ac der des prêts privilégiés d'é pement aux transporteurs opèrent à l'exportation ainsi des aides aux transporteurs engagent des dépenses en vu favoriser des économies de burant.

● *Chauffeurs routiers : boycottage de la Turquie et de la Bulgarie.* — L'Union internationale des chauffeurs routiers veut proposer le *« boycottage intégral »* de la Turquie et de la Bulgarie en raison *« des pratiques scandaleuses exercées par ces pays envers les conducteurs routiers impliqués dans un accident de la route »*. Cette décision a été annoncée par la Confédération nationale des chauffeurs routiers et salariés de France à l'occasion de la libération de M. Baudrier, impliqué dans un accident de la route près d'Istanbul (Turquie) et qui a été libéré après quatre-vingt-quatorze jours d'incarcération dans une prison turque. — *(A.F.P.)*

● *Compagnies américaines : davantage de passagers.* — Le nombre de passagers-miles transportés par les compagnies aériennes américaines a augmenté de 8 % en 1977 ; il est passé de 174,4 milliards, en 1976, à 188,4 milliards, l'an dernier. La progression a été plus rapide sur les lignes internationales (+ 9,1 %) que sur les lignes intérieures (+ 7,8 %). En dépit de cette augmentation, le taux de remplissage des avions n'a que modestement progressé : 55,9 % en 1977, au lieu de 55,5 % en 1976. — *(A.F.P.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PRIX 1978 DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR L'ÉNERGIE

Les candidatures pour le Prix 1978 peuvent être adressées au secrétariat du Prix, où elles seront reçues jusqu'au *15 avril 1978*.

Le Prix pour l'Energie, d'un montant annuel de 250 000 francs, a été *fondé par la Société générale en 1974*, pour une durée de dix années, en vue de récompenser la meilleure initiative pour améliorer la situation de notre pays dans le domaine de l'énergie.

Depuis l'an dernier, des prix d'encouragement, d'un montant global de 25 000 francs, peuvent être décernés aux auteurs de projets visant les mêmes objectifs que le prix principal.

Les objectifs du Prix de la Société générale sont, en effet, suffisamment larges pour que puissent y trouver place des actions d'ampleur et de nature variées émanant aussi bien de chercheurs particuliers que d'équipes appartenant à de grands organismes.

Tous renseignements seront communiqués, sur simple demande, au secrétariat du Prix de la Société générale pour l'Energie, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris - Téléphone 266-54-00 (poste 36.23).



RESULTATS 1977

Pour l'année 1977, le chiffre d'affaires hors taxes est de 303,1 millions contre 281,7 (+ 8 %) ; le montant *hors taxes des commandes* reçues est de 319,9 millions de francs contre 285,6 (+ 12 %), dont *31 % en exportation directe* contre 28 % en 1976 ; le carnet de commandes augmente de 16,8 millions.

Pour les activités aérospatiales, le chiffre d'affaires hors taxes est de 161,9 millions contre 179,0 (— 10 %) ; le montant hors taxes des commandes reçues est de 179,1 millions contre 159,3 (+ 12 %), dont 25 % en exportation directe contre 20 %.

Pour l'activité informatique et instruments, le chiffre d'affaires hors taxes est de 141,2 millions contre 102,7 millions (+ 37 %) ; le montant hors taxes des commandes reçues est de 140,8 millions contre 126,3 (+ 11 %), dont 38 % en exportation directe, pourcentage identique à celui de l'exercice précédent.

Le résultat net de la société sera supérieur à celui de 1976 qui était après impôt, mais avant participation, de 7,3 millions de francs.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Augmentation du capital social

Dans sa séance du 11 janvier, le conseil d'administration, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du *15 octobre* 1973, a *décidé* de porter le capital social de 72 000 000 de francs à 81 000 000 de francs par incorporation directe d'une somme de 9 000 000 de francs prélevée sur la prime de fusion figurant au bilan.

En représentation de cette augmentation de capital, il est créé 180 000 actions nouvelles de 50 francs chacune avec jouissance du 1er janvier 1978 et entièrement assimilées aux actions anciennes. Elles seront *distribuées gratuitement* aux *propriétaires* des actions anciennes à raison d'une action nouvelle pour huit anciennes.

Un avis ultérieur précisera les *modalités d'attribution*.

Paris, le 12 janvier 1978.



UNIDEL

La consolidation de fin d'exercice 1977 des situations encore provisoires des entreprises du groupe traduit un développement d'activités *conforme aux prévisions annoncées*.

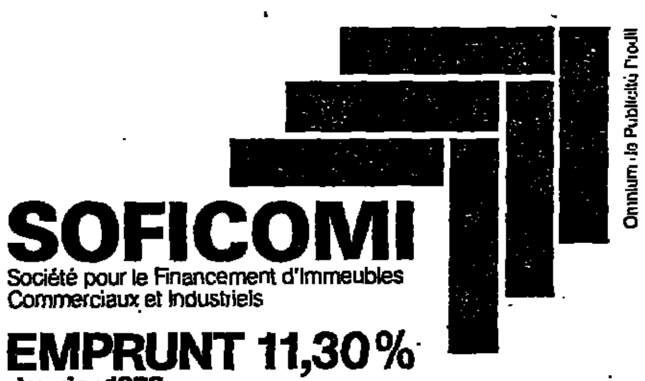
Le chiffre d'affaires consolidé devrait s'élever à environ 1 500 millions de francs, en accroissement de 37 % sur celui de l'exercice 1976, qui fut de 1 091 millions de francs.

Le montant des travaux restant à exécuter au 1er janvier 1978 sur les commandes en carnet sera voisin de 1 050 millions de francs, contre 861 millions de francs, soit une progression de 22 %.

Les commandes prises à l'exportation au cours de l'année 1977 représentent 26 % de l'ensemble, contre environ 22 % en 1976.

En raison des délais nécessaires au regroupement des résultats des sociétés du groupe, il est prématuré de situer le niveau précis des bénéfices. Cependant, les produits financiers à encaisser par UNIDEL avant le 30 juin 1978, date de clôture de son exercice social, et qui lui sont quasiment assurés par ses filiales, devraient lui permettre de maintenir au capital augmenté la distribution d'un dividende unitaire de 11 + 5,50 francs d'impôt déjà payé au Trésor, soit globalement 16,50 francs par action.

Ce dividende s'appliquera en effet, tant aux actions nouvelles qui viennent d'être souscrites par voie d'*augmentation du capital social*, qu'aux actions anciennes. Ainsi, la distribution prévue, qui sera en *accroissement de 40 %* par rapport à l'année passée, confère au titre UNIDEL, sur la base des derniers *cours de Bourse*, un revenu global supérieur à 13 %.



SOFICOMI

Société pour le Financement d'Immeubles Commerciaux et Industriels

EMPRUNT 11,30 %

Janvier 1978

de F 100 000 000

représenté par 100 000 obligations de F 1000 nominal

Prix d'émission : F 984 par obligation.
Jouissance : 14 Janvier 1978.
Intérêt annuel : F 113 par obligation.
Durée : 12 ans.
Amortissement obligatoire : en 12 ans au plus à partir du 14 Janvier 1978,
– soit par rachats en Bourse,
– soit par remboursement au pair, d'obligations désignées par tirage au sort.
Amortissement anticipé : possible par rachats en Bourse seulement.
Taux de rendement actuariel brut à l'émission : **11,64 %**

SOFICOMI
S.A. au capital de F 151 603 500.
Siège social : 12 rue de Castiglione, 75001 Paris.
R.C. Paris B 692 002 884.

Balo du 16 Janvier 1978.
Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 77-128 en date du 4 Octobre 1977, est tenue à la disposition du public au siège social de SOFICOMI, ainsi qu'auprès des établissements chargés du placement.

Moulinex

1. — VENTES DE 1977

Le chiffre d'affaires hors taxes non consolidé de l'exercice 1977 a atteint 1 458 506 566 F, soit une progression de 5,54 % par rapport à l'exercice précédent.

L'évolution par secteur géographique peut être résumée ainsi :

	1977		1976	
France	618 627 266 F	42,4 %	668 597 897 F	48,4 %
Export	839 879 300 F	57,6 %	713 357 256 F	51,6 %
	1 458 506 566 F	100,0 %	1 381 955 153 F	100,0 %

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire pour l'année 1977 s'élève à 1 683,9 millions de francs, contre 1 529,7 millions de francs pour 1976, soit une augmentation de 10,08 %.

A noter que ce chiffre comprend pour la première fois les réalisations de la filiale aux États-Unis, soit un chiffre d'affaires local de 13 024 000 dollars.

2. — ACTIONS GRATUITES

L'attribution d'actions gratuites annoncée précédemment : une action nouvelle (jouissance 1er janvier 1977) pour dix anciennes, a fait l'objet de l'augmentation de capital du 25 octobre 1977.

Le détachement du droit d'attribution correspondant (coupon n° 6) à la Bourse de Paris a débuté le 16 janvier 1978.

EUROPE N° 1

Pour les trois premiers mois de l'exercice 1977-1978, qui a débuté le 1er octobre 1977, le chiffre d'affaires hors taxes radio du groupe s'élève à *89 594 000* francs contre *74 786 000* pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 19,80 %.

L'augmentation des trois premiers mois de l'exercice 1976-1977 par rapport *à la même époque de l'exercice* 1975-1976 avait été de 13,15 %.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
16 JANVIER

Tassement

Début de semaine très calme à la Bourse de Paris où les valeurs françaises se sont en majorité tassées après leur envolée du vendredi précédent, si bien que, clôture, l'indicateur instantané accusait une baisse d'environ 1 %.

Des pertes ont été enregistrées dans tous ou presque tous les compartiments, n'en affectant vraiment qu'un : la construction électrique. Aucune toutefois n'a revêtu un caractère de gravité quelconque, les plus lourdes, au prorata, frappant L'Oréal (— 5,8%) et Générale de fonderie (— 5,6%).

Bref, une soixantaine de titres se sont au total repliés de façon modérée (1 % et plus).

Inversement, le nombre de hausses s'est considérablement contracté. Moins de vingt valeurs ont monté, au premier rang desquelles l'on trouvait Usinor, Rue Impériale et Dumez qui regagne très au-delà le coupon détaché ce jour.

Le bel optimisme dont la Bourse a fait preuve à la veille du week-end serait-il déjà retombé ? Autour de la corbeille, les professionnels demeuraient confiants, attribuant le repli des cours tant à la maigreur des échanges — le désœuvrement est souvent générateur d'effritement — qu'à l'absence des organismes de placement collectif, principaux initiateurs du précédent mouvement de hausse.

Sur le marché de l'or, le lingot est resté inchangé à 26 995 F, cependant que le napoléon progressait encore de 1,30 F, à 270 F (après 270 F et 270,10 F). Le volume des transactions a diminué, revenant de 9,17 à 8,13 millions de francs.

Aux valeurs étrangères, avance des mines d'or, mais recul à peu près général des cours, d'autre part.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977.)

	12 jan.	16 jan.
Valeurs françaises ..	98	96,8
Valeurs étrangères ..	98,7	98,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	58,9	58,9

LONDRES

La baisse se poursuit

Déprimé cette fois par les mauvais résultats de la balance commerciale en décembre, le marché poursuit son recul mardi matin. Les industrielles cèdent jusqu'à 5 points et les pétroles jusqu'à 10 points. Tassement des fonds d'État et des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 174 25 contre 174 90

VALEURS	CLOTURE 16/1	COURS 17/1
Beecham	645 ...	640 ..
British Petroleum	808 ...	804 .
Courtaulds	119 ...	118 ..
De Beers............	288 ...	287 ...
Imperial Chemical ...	334 ...	332 ...
Rio Tinto Zinc Corp. ..	174 ...	171 .
Shell	508 ...	507 ..
Vickers	198 ...	191
War Loan 3 1/2 % ..	36 5/8	36 3/8
*West Driefontein	27 .	26 3/4
*Western Holdings ...	22 1/4	22 ...

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIETES

UNIDEL. — Le chiffre d'affaires consolidé pour 1977 serait de l'ordre *de 1 500 millions de francs, marquant* ainsi une progression de 37 % d'une année sur l'autre. Le dividende global serait maintenu à 16,50 F.

SOCIETE GENERALE DE TOUAGE ET DE REMORQUAGE. — Attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix. Auparavant, la société procédera au recouponnement de ses titres par échange sans conformité de numéro.

EUROPE N° 1. — Le chiffre d'affaires hors taxes « radio » du groupe a progressé plus rapidement (+ 19,8 %) durant le premier trimestre *1977-1978* (1er octobre-31 décembre 1977) que pendant la période correspondante de l'exercice précédent (+ 13,16 %). Il a ainsi atteint 89,59 millions de francs.

MOULINEX. — Chiffre d'affaires consolidé provisoire pour 1977 : 1 683,9 millions de francs (+ 10,08 %).

RAFFINERIES DE SUCRE DE SAINT-LOUIS. — Le résultat d'exploitation pour 1977 sera du même ordre de grandeur que pour l'exercice précédent (10,82 millions de francs).

I. B. M. — Bénéfice net pour 1977 : 2,72 milliards de dollars (+ 13,3 %). Le chiffre d'affaires consolidé atteint 18,13 milliards de dollars (+ 11,2 %). Les gains de change réalisés durant la dernière partie de l'année grâce à la baisse du dollar ont totalisé 64 millions de dollars. Pour l'année, et compte tenu des pertes initiales, ils s'élèvent finalement à 38 millions de dollars.

NEW-YORK

Nouveau repli

L'état du marché ne s'est pas amélioré en début de semaine. Une nouvelle tentative de reprise a tourné court et les valeurs ont encore sensiblement fléchi. En clôture, l'indice des industrielles s'est établi à 771,74, soit à 3,99 points au-dessous de son niveau précédent. Depuis le début de l'année, il a ainsi baissé de 59,43 points (— 7,15 %).

L'activité est cependant demeurée assez faible : 18,76 millions de titres ont changé de mains contre 18,01 millions vendredi. A l'évidence, le sentiment est à la prudence.

« Jamais la Bourse n'a fait un aussi mauvais départ en début d'année depuis quatre-vingts ans qu'on la suit », s'est exclamé un analyste d'une grande firme d'investissement. D'après les observateurs, le manque de confiance dans la solidité du dollar, la hausse des taux d'intérêt et les incertitudes sur le contenu du message sur l'état de l'Union, que le président Carter doit prononcer à la fin du mois, sont autant de raisons qui expliquent la nouvelle baisse des cours.

Sur 1 869 valeurs traitées, 949 se sont repliées, 465 ont monté et 456 n'ont pas varié.

VALEURS	COURS 13/1	COURS 16/1
Alcoa	43 1/4	42 ...
A.T.T.	59 ...	58 7/8
Boeing	25 5/8	25 1/2
Chase Manhattan Bank..	27 7/8	27 3/4
Du Pont de Nemours....	109 ...	109 1/4
Eastman Kodak	48 1/2	48 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/8
Ford	41 3/8	41 3/4
General Electric	46 1/2	46 1/2
General Foods	29 7/8	29 7/8
General Motors	58 1/2	58 3/8
Goodyear	16 3/4	16 5/8
I.B.M.	266 ..	267 1/2
I.T.T.	30 1/8	29 7/8
Kennecott	24 3/8	25 1/4
Mobil Oil	59 7/8	59 3/4
Pfizer	26 3/4	25 5/8
Schlumberger	66 3/4	66 1/4
Texaco	26 1/2	26 1/4
U.A.L. Inc.	20 3/4	20 3/4
Union Carbide	39 3/8	38 3/4
U.S. Steel	30 1/8	30 1/8
Westinghouse	17 1/4	17 1/4
Xerox..............	45 ...	44 7/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	16/1	17/1
1 dollar (en yens) ..	240 85	241 70

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 8 3/4 %

BOURSE DE PARIS - 16 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %..........	34 40	0 288
5 %..........	51 80	4 795
5 % 1920-1960..	149 50	4 795
3 % amort. 45-54	66 20	1 389

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France I.A.R.D. ..	172 50	172
France (La).....	343	342
SAN (Sté) Centr..	628	625
Protectrice A.I.R.	250	250
Laffitte-Bail.	114 90	114 90
Locabail Immob..	.	198
Loca-Expansion..	109	109 40
Locafinancière..	123 80	123
Immobvest.......	83	84
Cie Lyon. Imm...	85 10	85 10
UFIMEG........	80	80

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Emp. 7 % 1973..	2890	
E.D.F. parts 1950	509	506
E.D.F. parts 1960	490	496
Ch. France 3 %..	153 10	158 20
Abeille I.G.A.R.D.	...	.
Abeille (Vie)....		
A.G.F. (Sté Cent.)	366	369
Ass. Gr. Paris-Vie	1360	1400
Concorde	324	324
Epargne France..		
Financ. Victoire..	175	170
Fonc. T.I.A.R.D...	85	85

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
375	4,5 % 1973.	696 90	697	696 80	695 ..
1920	C.N.E. 3 %.	1989	2009	2009 90	2009
340	Afrique Occ.	318	323 50	322 50	328
255	Air Liquide.	252 50	251	250	246
58	Als Part Ind	49 60	58	58	59
134	Als. Superm.	132	131	131	131
89	Alsthom-Atl..	55 90	54 50	54 50	55

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
305	BASF (Akt.)	296 80	298 20	300 50	301
295	Bayer.....	287	290 50	294 ..	293 50
67	Buffelsfont..	63 20	63 10	65 50	65 30
11	Charter	11 90	11 90	11 85	11 85
139	Chase Manh.	133 50	131 20	131 20	133 .
91	Cie Pétr Imp.	84 20	85 50	84 10	83 10
310	C.F. Fr-Can	301	301	300 90	300
19 50	De Beers (S.)	20 65	20 90	20 95	20 65
675	Deuts Bank	687 .	677	681	680
290	Dome Mines	322 50	330	329 80	330
565	Du Pont Nem	520	518	518	519
245	East Kodak	236 50	229 90	229 80	228 90
20	East Rand.	23 70	23 75	24 .	23 30
130	Ericsson.	135	132	132 .	130 60
225	Exxon Corp.	211 80	211 70	211 ..	211 60
215	Ford Motor	197	196 50	195 10	195
78	Free State.	91 80	92 50	93 ..	93 ..
245	Gen. Electric	223 20	222 80	222 80	222 90

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
270	Royal Dutch	261 .	262 30	262 ..	262 10
16	RioTinto Zinc	16 15	16	15 95	15 90
51	St-Helena Co	55 .	55 60	56	55
345	Schlumberg.	320 50	316 20	315	313 80
47	Shell Tr. (S.)	46 40	46 80	46 40	46 15
650	Siemens A.G.	645	652	659	650
34	Sony	35 35	36 20	35 20	35 90
12	Tanganyika	12	12	12	11 90
256	Unilever ...	262 50	259	258 50	259
16	Union Corp.	17 50	17 .	17	17
102	U Min 1/10	103	108	103	104 90
121	West Driet	128 50	133	132 80	131 50
42	West Deep	46 80	47 95	48 ..	48
86	West Hold	101 40	104 90	104 50	102
230	Xerox Corp.	215 20	213 90	213 60	213 90
0 81	Zambia Cop.	0 82	0 82	0 82	0 82

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/1	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 716	4 707	4 690
Allemagne (100 DM)	221 500	221 890	221 500
Belgique (100 F.)	14 338	14 345	14 225
Pays-Bas (100 fl.)	207 250	208 020	206
Danemark (100 krd)	81 520	81 500	80 500
Suède (100 krs)	100 800	100 840	100
Norvège (100 k.)	91 020	91 560	90 750
Grande-Bretagne (£ 1)	9 086	9 094	9 100
Italie (1 000 lires) ...	5 380	5 371	5 050
Suisse (100 fr.)	237 750	238 250	236
Autriche (100 sch.) ...	30 910	30 950	30 950
Espagne (100 pes.)	5 848	5 837	5 550
Portugal (100 esc.)	11 690	11 695	10 500
Canada ($ can. 1)	4 284	4 286	4 255

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/1
Or fin (kilo en barre)	26910	26960
Or fin (kilo en lingot)	26995	26995
Pièce française (20 fr.).	268 70	270
Pièce française (10 fr.).	229	229
Pièce suisse (20 fr.)	244 90	249
Union latine (20 fr.).	241	250
Souverain ..	259 90	258
Pièce de 20 dollars ..	1196	1200 ..
Pièce de 10 dollars ..	649 60	649
Pièce de 5 dollars	486	
Pièce de 50 pesos ..	1101	1128
Pièce de 10 florins	252	258 80



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A l'ouverture des travaux de la commission politique de Jérusalem

Égyptiens et Israéliens expriment le souhait que les États-Unis jouent un rôle actif dans la négociation

A la veille de l'ouverture, ce mardi matin, de la conférence ministérielle égypto-israélienne de Jérusalem, le porte-parole du président Sadate a déclaré *lundi soir 16 janvier*, au Caire, que le chef de l'Etat égyptien avait « annulé tous ses engagements pour les dix prochains jours, afin de se consacrer à l'examen de certains aspects de la crise du Proche-Orient ».

Le quotidien « Al Ahram » estime dans son *éditorial de ce mardi matin que* les « chances de succès des négociations sont limitées » et reproche à M. Begin de « demander l'impossible ».

● A AMMAN, le roi Hussein, interviewé par la première chaîne de télévision française, a affirmé que les propositions d'autonomie administrative pour la Cisjordanie et Gaza, faites par M. Begin, ne sont « ni acceptables ni constructives ». Il a proposé que ces territoires soient placés sous l'égide d'une « instance internationale avant que la population ne décide elle-même de son avenir ». « Nous accepterons, bien sûr, le choix de ces populations », a ajouté le souverain hachémite.

● A JERUSALEM, le « Jerusalem Post » croit savoir, à propos du message du président Carter, remis lundi à M. Begin par M. Vance, *que* les Etats-Unis vont approuver la demande israélienne de livraison de cent cinquante appareils F-16 et de vingt-cinq F-15 supplémentaires. Selon le journal israélien, cet accord sera confirmé au cours du prochain voyage, à Washington, du ministre israélien de la défense, M. Ezer Weizman, prévu pour le *21 janvier*.

Jérusalem. — C'est sous le signe de profondes divergences de vues que s'est tenue, ce mardi *17 janvier, à 11 heures* (heure locale), la séance d'ouverture solennelle de la commission politique israélo-égyptienne, dans la grande salle des fêtes de l'hôtel Hilton, abondamment fleurie et pavoisée aux couleurs américaines, israéliennes et égyptiennes. Autour de la table ronde avaient pris place les ministres des affaires étrangères israélien et égyptien, MM. Moshe Dayan et Mohamed Kamel, et le secrétaire d'Etat *américain, M. Cyrus* Vance.

Dans de brèves allocutions, les chefs de la diplomatie égyptienne et israélienne ont souligné la nécessité d'une médiation active des Etats-Unis. M. Moshe Dayan a assuré que les efforts du président Carter « *constituent un facteur fondamental de succès des négociations* ». Le secrétaire d'Etat américain, en « *s'engageant à appuyer les efforts des parties* », a reconnu qu'il y avait « *de nombreux problèmes à résoudre* ». Le problème palestinien, a-t-il dit, doit être réglé « *dans tous ses aspects pour qu'une paix véritable puisse s'établir au Proche-Orient* ». Il a également exprimé le souhait que les pays qui ont rejeté l'invitation à participer aux entretiens « *se joindront bientôt à nos efforts* ».

Le chef de la diplomatie américaine, arrivé lundi soir à Jérusalem, avait conféré pendant une heure et demie avec le premier ministre, M. Menahem Begin, auquel il avait remis un message du président Carter.

De notre correspondant

M. Vance n'a pas caché que les Etats-Unis comptaient jouer un « *rôle très actif* » à la commission politique. Washington, a-t-il déclaré, fera tout son possible pour contribuer à un règlement global au Proche-Orient.

En attendant, la diplomatie américaine a déjà réussi à lever l'obstacle de procédure qui avait provoqué le report de vingt-quatre heures de l'ouverture des négociations politiques. Bien que non encore officiel, l'ordre du jour de la commission est le *fruit d'un compromis* américain entre les propositions israéliennes et les égyptiennes. Selon le quotidien *Haaretz*, il serait le suivant : 1. Déclaration sur les principes qui doivent régir la négociation, en vue d'aboutir à un accord de paix global au Proche-Orient ; 2. Les grandes lignes de la négociation sur la question de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ; 3. Les composantes d'un traité de paix entre Israël et ses voisins, *fondé* sur les principes de la résolution 242 du Conseil de sécurité.

Cet ordre du jour a été vivement critiqué par les journalistes égyptiens, qui ont déploré, en particulier, le fait qu'il ne fasse pas mention du problème palestinien. Les deux premiers points de l'ordre du jour s'annoncent particulièrement ardus, chacune des parties ayant adopté des principes de base différents ; l'Egypte *réclame comme condition* à la paix le retrait total des territoires et l'octroi de l'autodétermination aux Palestiniens ; la position de Jérusalem repose sur la résolution 242 du Conseil de sécurité, qui, selon l'interprétation israélienne, ne prévoit pas le retrait de « *tous les territoires* », évoque la délimitation de « *frontières de sécurité* » et, par ailleurs, ne fait pas mention des droits des Palestiniens en tant que peuple.

M. DAYAN : nous n'accepterons aucun ultimatum.

Le deuxième point, qui concerne les Palestiniens, bien qu'implicite*ment seulement*, est *encore* plus épineux. L'Egypte, en réclamant le droit à l'autodétermination pour les Palestiniens, inclut également parmi les bénéficiaires les réfugiés qui vivent dans les différents pays arabes, alors qu'Israël n'envisage le problème des réfugiés que sous l'angle humanitaire.

Alors que le porte-parole de la délégation égyptienne, M. Morsi Saadeddine, affichait, lundi matin, un optimisme un peu forcé, les journalistes égyptiens ne cachaient pas leur scepticisme : « *Begin n'est pas assez souple ; il ne semble pas avoir compris la portée de l'initiative de paix du président Sadate* », a déclaré M. Moussa Sabri, le rédacteur en chef du quotidien cairote *Al Akhbar*, à la télévision israélienne.

Du côté israélien, le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, s'est efforcé lundi soir, au cours d'une conférence de presse, de minimiser l'importance des menaces proférées ces derniers jours à l'encontre d'Israël par le président *Sadate et le premier* ministre égyptien, M. Mamdouh Salem. « *Nous voulons négocier avec les Egyptiens, mais nous n'accepterons aucun ultimatum.* » Pour M. Dayan, l'objectif essentiel d'Israël est sa sécurité. « *Il vaut mieux que ce soit la négociation qui s'effondre plutôt que notre sécurité* », a-t-il dit, traduisant le sentiment de la grande majorité des Israéliens. Sur ce point, il existe un large consensus dans le pays.

La voix de l'opposition travailliste ne s'est pas fait entendre, si ce n'est pour critique l'« *importance des concessions israéliennes dans le Sinaï* ». Le quotidien *Haaretz* écrit, dans son éditorial de mardi matin : « *Il faut rappeler aux Egyptiens que négocier ne signifie pas se soumettre au diktat de la partie adverse. Négocier, c'est accepter le principe du donnant-donnant. Si les Egyptiens s'imaginent que seul Israël est appelé à donner, et que le rôle de l'Egypte est de recevoir, la négociation est vouée à l'échec.* » *Omer* (travailliste) met en garde le gouvernement contre des concessions trop importantes, qui risqueraient de mettre le pays en danger. Le *Jerusalem Post* estime que le processus de « *révision des idées reçues* » doit se poursuivre de part et d'autre. *(Intérim.)*

Après le double crime de Sucy-en-Brie

Yves Maupetit serait l'auteur d'un autre meurtre

Quarante-huit heures après le double assassinat de M. et Mme Yves Theureau à Sucy-en-Brie *(Val-de-Marne)*, *l'ensemble* des polices françaises continuent de rechercher activement l'un des deux auteurs de cette sanglante agression, Yves Maupetit, qui a réussi dimanche soir, 15 janvier, à prendre la fuite, non sans avoir blessé trois policiers *(le Monde du 17 janvier)*. *Parmi ceux-ci*, MM. Guy Sonzoni, trente-trois ans, et André Labeaume, trente-cinq ans, atteints par balles, seraient dans un état grave. Le troisième gardien de la paix, M. Le Sénéchal, renversé au pont de Charenton par la voiture du *fuyard, souffre, lui, de fractures* à une jambe et à un bras.

Yves Maupetit, dont le signalement a été *évidemment* largement diffusé, n'est pas un inconnu pour les services de police. Avant son évasion, le 28 novembre dernier, de l'hôpital de la Pitié, où, *venant de la prison de Liancourt*, il avait été transféré pour y recevoir des soins, ce malfaiteur avait été condamné à différentes reprises. Son casier judiciaire porte mention, en effet, de dix condamnations : la première en 1968, la dernière au mois de juin *1977*, par la cour d'appel de Paris, qui avait prononcé à son encontre une peine de six mois de prison pour vols de voiture et défaut de permis de conduire. C'est *d'ailleurs pendant* qu'il accomplissait cette dernière peine — il aurait dû sortir de prison le mercredi 18 janvier — que Yves Maupetit devait s'évader le 28 novembre.

Depuis son évasion, ce petit malfaiteur sans envergure est, à en juger par les informations communiquées par la police, de*venu un criminel* redoutable. Yves Maupetit, en effet, ne serait pas seulement le co-auteur, avec sa compagne Janine Terriel, toujours interrogée par la police judiciaire, de la tuerie de Sucy-en-Brie. Il serait également, depuis son évasion, responsable d'un autre meurtre et d'une tentative de meurtre.

Les enquêteurs font un rapprochement entre l'affaire de Sucy-en-Brie et un crime commis, la semaine dernière, dans un village de l'Yonne, à Treigny, où un agriculteur retraité, M. André Boulmier, soixante-cinq ans, avait été *retrouvé tué d'un coup de fusil* de chasse dans le dos. Selon les enquêteurs, avant même le sanglant épisode de Sucy-en-Brie, les gendarmes chargés de l'affaire avaient orienté leurs recherches vers Yves Maupetit, qui connaissait cette localité, où il a de la *famille*.

D'autre part, Yves Maupetit et Janine Terriel faisaient l'objet d'un avis de recherche émanant de la brigade de gendarmerie de Saint-Priest (Rhône). Le couple, en effet, se serait introduit, le 28 décembre dernier, dans l'ap*partement d'un employé de la* S.N.C.F., à Corbas (Rhône), et aurait tenté d'abord de l'étrangler, puis de l'étouffer avec un traversin. Ensuite, Yves Maupetit *et* sa compagne auraient pris la fuite, laissant leur victime pour morte. En fait, celle-ci fut sauvée, et c'est grâce à ses déclarations que les gendarmes de Saint-Priest avaient pu identifier les auteurs de cette agression.

DEUX DES QUATRE COSMONAUTES SOVIÉTIQUES ONT REGAGNÉ LA TERRE A BORD DE SOYOUZ-26.

Les cosmonautes soviétiques Vladimir Djanibekov et Oleg Makarov sont revenus sur Terre, lundi 16 janvier (nos dernières éditions du 17 janvier). Partis le 10 janvier dernier à bord de Soyouz-27, ils avaient rejoint, le lendemain, à bord de la station orbitale Saliout-6, leurs collègues Youri Romanenko et Gueorgui Gretchko, qui, partis à bord de Soyouz-26, tournent dans l'espace depuis le 10 décembre. Laissant leur vaisseau, Soyouz-27, à leurs deux camarades, Djanibekov et Makarov sont rentrés à bord de Soyouz-26 et se sont posés, en douceur, à l'endroit prévu, à 300 kilomètres à l'ouest de Tselinograd, dans le Kazakhstan.

Les deux cosmonautes, que les téléspectateurs soviétiques ont pu voir lundi soir, ont l'air en bonne forme. Ils ont rapporté sur Terre du matériel, ainsi que le résultat des recherches et travaux effectués depuis plus d'un mois à bord de Saliout-6.

● *Les nouveaux astronautes américains.* — Six femmes, trois Noirs et un Asiatique font leur *entrée dans le corps américain* des astronautes. Ils font, en effet, partie d'un groupe de trente-cinq personnes qui viennent d'être sélectionnées par la NASA pour participer, à *partir* de 1980, aux vols de la navette spatiale. Ils rejoignent les vingt-sept qui, recrutés entre *1959 et 1969*, notamment pour les missions Apollo, sont encore en activité. — *(A.F.P., A.P.)*

INCIDENT AUX ASSISES DE L'HOSPITALISATION PUBLIQUE

« Il ne saurait être *question* de supprimer des lits programmés dans le secteur public et d'en autoriser en même temps l'ouverture dans le secteur privé », a déclaré Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la sécurité sociale, au cours d'un discours prononcé aux Assises nationales de l'hospitalisation publique, ce lundi 16 janvier, à la porte de Versailles à Paris. Cette affirmation répondait aux inquiétudes exprimées par M. Minjoz, président de la Fédération *hospitalière de France*, organisatrice de cette manifestation.

La visite de Mme Veil a, d'autre part, été troublée par les représentants du Syndicat national des cadres *hospitaliers*, environ trois cents personnes, qui ont quitté la salle au moment où Mme Veil commençait son discours. Ils entendaient ainsi protester contre le sens restrictif apporté à la définition du terme de directeur hospitalier. Selon une récente loi, les chefs d'établissement seraient seuls à percevoir une indemnité de responsabilité alors que le syndicat en exige le versement à l'ensemble des cadres hospitaliers.

GRÈVES TOURNANTES DANS LES P.T.T. A L'APPEL DE LA C.G.T. ET DE LA C.F.D.T.

Des mouvements nationaux de grève, lancés par la C.G.T. et la C.F.D.T. dans les P.T.T., devraient perturber la distribution du courrier, notamment le 18 et 24 janvier.

A l'exception du 17 janvier, où la C.G.T. seule lance un ordre de grève aux ouvriers des P.T.T., les consignes portant sur la période du 18 au 27 janvier sont données par la C.G.T. et la C.F.D.T. afin d'amé*liorer les classifications et les condi*tions de travail.

● Le 18 janvier, grève des agents du service général (guichets, tri, chèques postaux, renseignements téléphoniques).

● Le 20 janvier, grève des techniciens des télécommunications.

● *Le 24 janvier, grève des pré*posés chargés de la distribution, c'est-à-dire des facteurs.

● Le 27 janvier, grève des agents de lignes chargés de la réparation des câbles téléphoniques et du raccordement des abonnés.

● *Deux accidents mortels du travail en Alsace.* — A Kilstett, près de Strasbourg, vendredi 13 février, dans une entreprise *fabriquant des tuyaux en béton*, un ouvrier turc, M. Veli Oz Turt, âgé de quarante ans et père de quatre enfants, enduisait de goudron des tuyaux de 2 mètres de diamètre, quand l'un de ceux-ci s'est mis à rouler et l'a écrasé contre une autre canalisation.

D'autre part, à Wittelsheim (Haut-Rhin), un ouvrier mineur, âgé de vingt-cinq ans, M. Albert Runser, domicilié à Mulhouse, a été mortellement blessé ce lundi *16 janvier dans le puits* de la mine de potasse Amélie. C'est le cinquième accident mortel enregistré depuis deux mois aux mines de potasse d'Alsace. — *(A.F.P.)*

Le numéro du « Monde » daté 17 janvier 1978 a été tiré à 583 007 exemplaires.

هكذا من الأصل